

Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

2014

Le présent document a été produit par le Comité de la statistique correctionnelle du portefeuille ministériel de Sécurité publique Canada, lequel se compose de représentants du ministère de la Sécurité publique Canada, du Service correctionnel du Canada, de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, du Bureau de l'Enquêteur correctionnel, et du Centre canadien de la statistique juridique (Statistique Canada).

This report is available in English under the title *Corrections and Conditional Release Statistical Overview*.

Le présent rapport se trouve également sur le site Internet du ministère de la Sécurité publique Canada, à l'adresse www.securitepublique.gc.ca.

Avril 2015

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

No de cat. : PS1-3F-PDF

ISSN : 1713-1081

PRÉFACE

Le présent document donne un aperçu statistique du système correctionnel et du régime de mise en liberté sous condition. Il permet de placer ces données dans leur contexte en fournissant au préalable une description des tendances observées en matière de criminalité et dans le domaine de la justice pénale. Notre souci premier a été de présenter des données statistiques à caractère général d'une façon telle qu'elles puissent être facilement comprises par le grand public. C'est pourquoi ce document se distingue à plusieurs égards d'un rapport statistique ordinaire.

- En premier lieu, la présentation visuelle des données statistiques est claire et aérée; sous chaque graphique figurent des points clés qui permettront au lecteur d'en dégager l'information pertinente.
- En second lieu, chaque graphique est accompagné d'un tableau contenant les chiffres qui correspondent à la figure. Le tableau comprend parfois des données supplémentaires; par exemple, il peut avoir trait à une période de cinq ans même si le graphique porte uniquement sur l'année la plus récente, comme la figure A2.
- En troisième lieu, les titres des graphiques et tableaux diffèrent des titres habituellement utilisés en statistique en ce qu'ils renseignent le lecteur sur la question traitée; ainsi, on lira « Le taux de crimes déclarés par la police a diminué depuis 1998 » plutôt que « Taux de crimes déclarés par la police selon l'année et le type de crime ».
- En quatrième lieu, nous avons mis des notes uniquement lorsque nous les jugeons essentielles à la compréhension du message.
- Enfin, la source des statistiques est indiquée sous chacun des graphiques et tableaux pour faciliter la recherche si le lecteur désire en savoir davantage sur le sujet.

Il s'agit ici de la dix-septième édition de *l'Aperçu statistique*. Les lecteurs sont priés de noter que certains chiffres publiés les années précédentes ont été révisés. En outre, le nombre total de délinquants variera un peu, selon les caractéristiques de l'ensemble de données.

Nous espérons que le document constituera une source utile de données statistiques sur les services correctionnels et la mise en liberté sous condition, et qu'il permettra au public de mieux comprendre ces importantes composantes du système de justice pénale

PRÉFACE (SUITE)

En ce qui concerne les données policières sur la criminalité obtenues auprès de Statistique Canada, jusqu'à la fin des années 1980, la Déclaration uniforme de la criminalité (DUC) fournissait le total du nombre d'incidents signalés à la police et du nombre de personnes ayant été reconnues coupables par type d'infraction. Depuis que la consignation de microdonnées est possible, la DUC est devenue une déclaration fondée sur les incidents (DUC2), permettant ainsi de faire la collecte d'information approfondie sur chaque incident criminel. En raison des mises à jour apportées à cette déclaration et des révisions effectuées aux définitions de crime avec violence, de crime contre les biens, et d'autres infractions prévues dans le *Code criminel*, les données les plus anciennes accessibles datent de 1998 à présent. Il est important de souligner que les taux de criminalité présentés dans *l'Aperçu statistique* diffèrent de ceux reportés dans les publications de Statistique Canada, puisque ces dernières ne tiennent pas compte de certaines infractions (c.-à-d., des délits de la route compris dans le *Code criminel* et des infractions aux lois fédérales) qui sont prises en compte dans *l'Aperçu statistique*.

Le Service correctionnel du Canada (SCC) dénombre non plus les délinquants purgeant une peine de ressort fédéral, mais bien les délinquants relevant de la compétence du SCC. Par conséquent, le SCC ne rend plus compte du statut des délinquants purgeant une peine de ressort fédéral seulement. Il met à présent l'accent sur les délinquants en détention ou purgeant leur peine dans la collectivité qui relèvent de sa compétence. Voici quelques-uns des principaux changements : (a) les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC pendant la suspension de leur mise en liberté sous condition comptent maintenant comme des délinquants en détention; (b) les délinquants purgeant une peine de ressort provincial incarcérés dans un établissement du SCC comptent maintenant comme des délinquants en détention; (c) les délinquants qui ont été expulsés ne comptent plus comme des délinquants purgeant leur peine dans la collectivité. Ces changements rapprochent les dénombrements de la population du SCC des engagements financiers de celui-ci.

Du 2010, *l'Aperçu statistique* exclut l'information publiée dans les éditions précédentes sur la santé mentale des délinquants sous responsabilité fédérale. Aucune donnée valide et fiable n'est accessible. Le Service correctionnel Canada se penche actuellement sur la question en vue de fournir des renseignements fiables et valides sur les enjeux touchant la santé mentale des délinquants sous responsabilité fédérale.

TABLE DES MATIÈRES

SECTION A. CONTEXTE – LA CRIMINALITÉ ET LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE

| | |
|---|----|
| 1. Le taux de crimes déclarés par la police a diminué depuis 1998..... | 1 |
| 2. Le taux de criminalité est plus élevé dans l'Ouest et est le plus élevé dans le Nord..... | 3 |
| 3. Le taux d'incarcération au Canada est relativement élevé par rapport à celui de la majorité des pays de l'Europe de l'Ouest..... | 5 |
| 4. Le taux d'adultes accusés a baissé..... | 7 |
| 5. Les causes relatives à l'administration de la justice représentent 22 % de toutes les affaires présentées devant les tribunaux pour adultes..... | 9 |
| 6. La plupart des peines de détention imposées par les tribunaux à des adultes sont courtes..... | 11 |
| 7. Un nombre relativement peu élevé de crimes conduisent à l'imposition de peines de détention dans des pénitenciers fédéraux..... | 13 |
| 8. Le taux de jeunes accusés a diminué au cours des sept dernières années..... | 15 |
| 9. Le vol : La cause la plus fréquemment instruite par les tribunaux de la jeunesse..... | 17 |
| 10. La peine la plus fréquente pour les jeunes est la probation..... | 19 |

SECTION B. ADMINISTRATION DES SERVICES CORRECTIONNELS

| | |
|---|----|
| 1. Les dépenses fédérales au chapitre des services correctionnels ont diminuées en 2012-2013..... | 21 |
| 2. Les employés du SCC sont concentrés dans les établissements de détention..... | 23 |
| 3. Le coût du maintien en incarcération d'un détenu..... | 25 |
| 4. Le nombre d'employés de la Commission des libérations conditionnelles du Canada..... | 27 |
| 5. Le nombre d'employés du Bureau de l'Enquêteur correctionnel..... | 29 |
| 6. Les conditions de détention est le sujet sur lequel les délinquants sous responsabilité fédérale portent le plus souvent plainte au Bureau de l'Enquêteur correctionnel..... | 31 |

SECTION C. LA POPULATION DES DÉLINQUANTS

| | |
|---|----|
| 1. Délinquants sous responsabilité fédérale relevant de la compétence du Service correctionnel du Canada..... | 33 |
| 2. Le nombre de délinquants en détention dans un établissement du SCC a augmenté au cours des cinq dernières années nombre de détenus sous responsabilité fédérale a augmenté en 2012-2013..... | 35 |
| 3. Le nombre de délinquants admis dans des établissements fédéraux a fluctué..... | 37 |
| 4. Le nombre d'admissions de femmes dans les établissements fédéraux en vertu d'un mandat de dépôt a augmenté en 2013-2014..... | 39 |
| 5. Presque la moitié des délinquants la population totale de délinquants en détention dans des établissements du SCC purgent une peine de cinq ans ou plus..... | 41 |
| 6. L'âge des délinquants au moment de leur admission dans un établissement fédéral est en hausse..... | 43 |
| 7. L'âge moyen à l'admission est plus bas chez les délinquants autochtones que chez les délinquants non autochtones..... | 45 |
| 8. Vingt-trois pour cent des détenus sous responsabilité fédérale ont 50 ans ou plus..... | 47 |
| 9. Soixante et un pour cent des délinquants sous responsabilité fédérale sont de race blanche..... | 49 |
| 10. On trouve diverses confessions religieuses dans la population de délinquants..... | 51 |
| 11. La proportion de délinquants en détention est plus élevée chez les autochtones que chez les non autochtones..... | 53 |

TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

| | |
|---|----|
| 12. La majorité des détenus sous responsabilité fédérale sont classés au niveau de risque de sécurité moyen..... | 55 |
| 13. Le nombre d'admissions en raison d'une peine d'emprisonnement à perpétuité ou de durée indéterminée est demeure stable en 2013-2014..... | 57 |
| 14. Les délinquants qui purgent une peine d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée représentent 23 % de la population totale de délinquants..... | 59 |
| 15. Soixante-huit pour cent des délinquants sous responsabilité fédérale purgent une peine pour une infraction avec violence..... | 61 |
| 16. Le nombre de délinquants autochtones sous responsabilité fédérale a augmenté..... | 63 |
| 17. Le nombre total de placements en isolement préventif a fluctué..... | 65 |
| 18. Près de la moitié des placements en isolement préventif durent moins de 30 jours..... | 67 |
| 19. Le nombre de délinquants décédés dans les établissements a fluctué..... | 69 |
| 20. Le nombre d'évasions a diminué..... | 71 |
| 21. Le nombre de délinquants sous surveillance dans la collectivité a diminué au cours des cinq dernières années..... | 73 |
| 22. Le nombre de délinquants sous responsabilité provinciale ou territoriale qui purgent leur peine dans la collectivité a diminué en 2011-2012..... | 73 |
| 23. Au cours de la dernière décennie, le nombre de libérés conditionnels sous responsabilité provinciale a diminué..... | 75 |

SECTION D. MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

| | |
|---|-----|
| 1. Le pourcentage de délinquants libérés de pénitenciers fédéraux à la libération d'office est en augmentation..... | 79 |
| 2. Le pourcentage de délinquants libérés de pénitenciers fédéraux à la mise en semi-liberté et à la libération conditionnelle totale est en diminution..... | 81 |
| 3. Les taux d'octroi de la semi-liberté et de la libération conditionnelle totale de ressort fédéral ont augmentées en 2013-2014..... | 83 |
| 4. Le taux d'octroi de la libération conditionnelle totale aux délinquants autochtones a augmenté pour la quatrième année consécutive..... | 85 |
| 5. Le nombre d'audiences de libération conditionnelle de ressort fédéral tenues avec l'aide d'un conseiller culturel autochtone a diminué..... | 87 |
| 6. La proportion des peines purgées avant la mise en liberté conditionnelle a diminué..... | 89 |
| 7. Les délinquants autochtones purgent une plus grande partie de leur peine avant d'être mis en liberté conditionnelle..... | 91 |
| 8. La majorité des semi-libertés de ressort fédéral sont achevées..... | 93 |
| 9. La majorité des libérations conditionnelles totales de ressort fédéral sont achevées..... | 95 |
| 10. Les libérations d'office ont le taux de réussite le plus bas..... | 97 |
| 11. Au cours des dix dernières années, le taux de condamnation pour une infraction avec violence chez les délinquants sous surveillance a diminué..... | 99 |
| 12. Le nombre de délinquants obtenant des permissions de sortir a été stable au cours des trois dernières années..... | 101 |

TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

SECTION E. STATISTIQUES SUR L'APPLICATION DE DISPOSITIONS SPÉCIALES EN MATIÈRE DE JUSTICE PÉNALE

1. Le nombre d'exams initiaux des cas renvoyés en vue d'un éventuel maintien en incarcération a diminué en 2013-2014..... 103
2. À l'issue de 78 % des audiences de révision judiciaire, la date d'admissibilité à la libération conditionnelle est avancée 105
3. Le nombre de délinquants désignés comme délinquants dangereux..... 107
4. La plupart des ordonnances de surveillance de longue durée sont pour une période de dix ans..... 109
5. Le nombre de demandes de suspension du casier reçues a diminué..... 111

SECTION F. VICTIMES D'UN CRIME

1. Le taux de victimisation relatif au vol de biens personnels a augmenté 113
2. La plupart des victimes de crimes de violence ont moins de 30 ans 115
3. La plupart des victimes qui reçoivent des services sont victimes d'actes de violence..... 117
4. Le nombre de victimes inscrites auprès du Service correctionnel du Canada a augmenté..... 119
5. Les infractions ayant causé la mort représentent le type le plus fréquent d'infraction qui cause un préjudice aux victimes inscrites auprès du Service correctionnel du Canada..... 121
6. Les renseignements sur les permissions de sortir constituent le type le plus fréquent d'information dans les notifications aux victimes inscrites auprès du Service correctionnel du Canada..... 123
7. Les contacts de la Commission des libérations conditionnelles du Canada avec des victimes a diminué 125

PARTENAIRES PARTICIPANTS

Sécurité publique Canada

Sécurité publique Canada est le ministère fédéral qui est responsable au premier chef de la sécurité publique au Canada, ce qui comprend la gestion des mesures d'urgence, la sécurité nationale et la sécurité de la population. Mentionnons, parmi les nombreuses fonctions du Ministère, qu'il élabore des dispositions législatives et des politiques régissant les services correctionnels, qu'il applique des approches novatrices dans le domaine de la justice communautaire et qu'il fournit de l'expertise et des ressources en recherche au secteur correctionnel.

Service correctionnel du Canada

Suivant le mandat qui lui est assigné par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le Service correctionnel du Canada doit contribuer au maintien d'une société juste, vivant en paix et en sécurité, d'une part, en assurant l'exécution des peines de deux ans ou plus par des mesures de garde et de surveillance sécuritaires et humaines, et d'autre part, en aidant, au moyen de programmes appropriés dans les pénitenciers ou dans la collectivité, à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois.

Commission des libérations conditionnelles du Canada

La Commission des libérations conditionnelles du Canada est un tribunal administratif indépendant qui est chargée de rendre des décisions à propos du moment et des conditions des diverses formes de mise en liberté des délinquants. Elle rend également des décisions concernant la réhabilitation et formule des recommandations en matière de clémence en vertu de la prérogative royale de clémence.

Bureau de l'Enquêteur correctionnel

Le Bureau de l'Enquêteur correctionnel agit comme ombudsman pour les délinquants sous responsabilité fédérale. Il mène des enquêtes sur les problèmes des délinquants liés aux décisions, recommandations, actes ou omissions provenant du Service correctionnel du Canada qui affectent les délinquants individuellement ou en groupe.

Centre canadien de la statistique juridique (Statistique Canada)

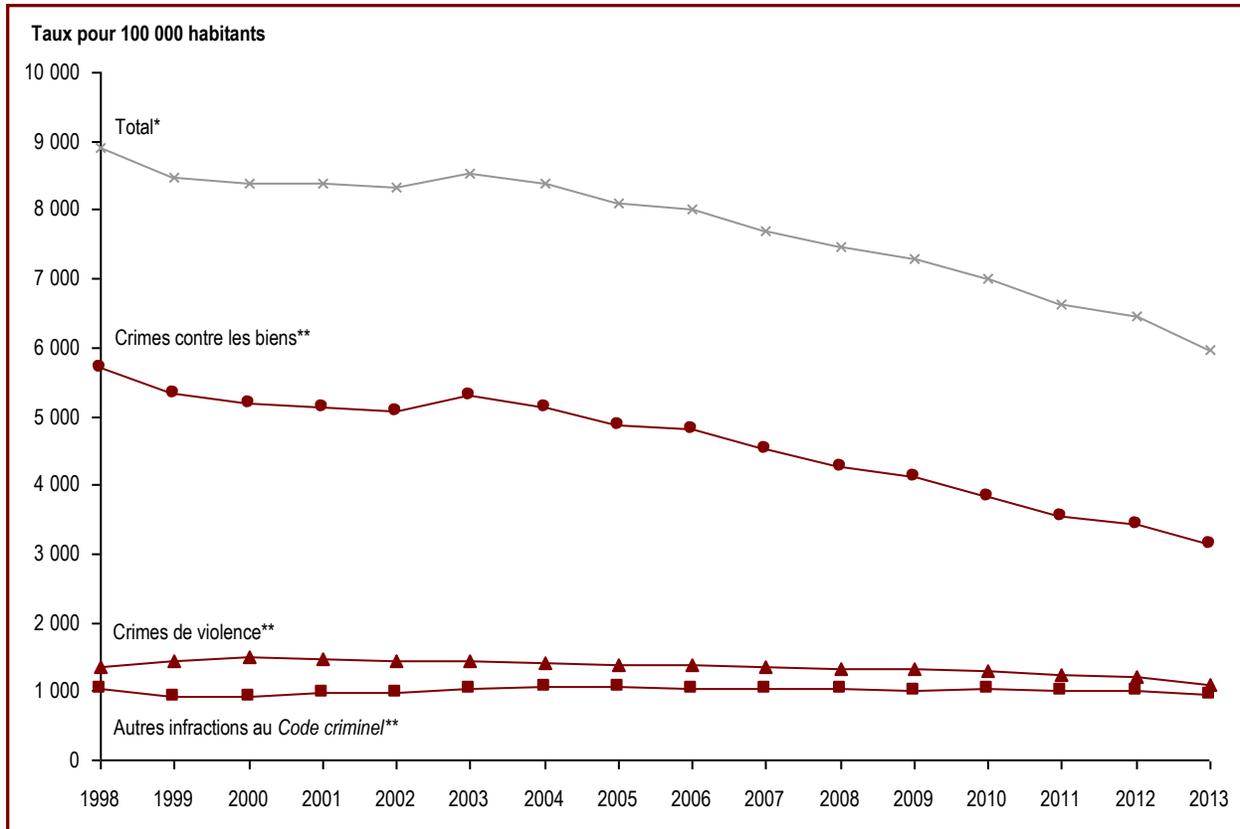
Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) est une division de Statistique Canada. Il est le pivot d'un partenariat fédéral-provincial-territorial, appelé Entreprise nationale relative à la statistique juridique, qui concerne la collecte d'information sur la nature et l'ampleur du crime et sur l'administration de la justice civile et pénale au Canada.

SECTION A

CONTEXTE – LA CRIMINALITÉ ET
LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE

LE TAUX DE CRIMES DÉCLARÉS PAR LA POLICE A DIMINUÉ DEPUIS 1998

Figure A1



Source : Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Depuis 1998, le taux global de criminalité a diminué de 33,1 %, passant de 8 915 pour 100 000 habitants à 5 968 pour 100 000 en 2013.
- Pour la même période, le taux d'infraction contre les biens a diminué de 44,8 %, passant de 5 696 pour 100 000 habitants à 3 146 pour 100 000 habitants en 2013. En revanche, le taux de criminalité liée aux infractions en matière de drogue a augmenté de 31,9 % depuis 1998, passant de 235 pour une population de 100 000 à 310 pour 100 000 habitants.
- Au cours des quinze dernières années, le taux de crimes avec violence a fluctué, atteignant son maximum en 2000 avec 1 494 pour une population de 100 000. Depuis 2000, le taux de crimes avec violence a diminué de 26,9 % et se trouvait à 1 092 pour 100 000 habitants en 2013.
- En général, les taux de criminalité liée aux infractions au *Code de la route* et à d'autres infractions prévues au *Code criminel* ont fluctué depuis 1998.

Nota

*Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux global de criminalité dans l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et des infractions aux lois fédérales afin de fournir un ordre de grandeur de l'ensemble des infractions criminelles. Par conséquent, le taux global de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada.

**Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données du rapport de cette année ne sont pas comparables à celles des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Ces statistiques sur la criminalité sont basées sur les crimes qui sont signalés à la police. Vu que les crimes ne sont pas tous signalés à la police, ces chiffres sont en deçà de la réalité. Voir à la figure F1 les taux calculés d'après les résultats d'une enquête sur la victimisation (*l'Enquête sociale générale*); il s'agit là d'une autre façon de mesurer la criminalité.

LE TAUX DE CRIMES DÉCLARÉS PAR LA POLICE A DIMINUÉ DEPUIS 1998

Tableau A1

| Année | Type d'infraction | | | | | | Total* |
|-------|----------------------|---------------------------|---------------------------------|-------------------------------|----------------------|---------------------------------------|--------|
| | Crimes de violence** | Crimes contre les biens** | Infractions au Code de la route | Autres infractions au C. cr** | En matière de drogue | Infractions aux autres lois fédérales | |
| 1998 | 1 345 | 5 696 | 469 | 1 051 | 235 | 119 | 8 915 |
| 1999 | 1 440 | 5 345 | 388 | 910 | 264 | 128 | 8 474 |
| 2000 | 1 494 | 5 189 | 370 | 924 | 287 | 113 | 8 376 |
| 2001 | 1 473 | 5 124 | 393 | 989 | 288 | 123 | 8 390 |
| 2002 | 1 441 | 5 080 | 379 | 991 | 296 | 128 | 8 315 |
| 2003 | 1 435 | 5 299 | 373 | 1 037 | 274 | 115 | 8 532 |
| 2004 | 1 404 | 5 123 | 379 | 1 072 | 306 | 107 | 8 391 |
| 2005 | 1 389 | 4 884 | 378 | 1 052 | 290 | 97 | 8 090 |
| 2006 | 1 387 | 4 809 | 376 | 1 050 | 295 | 87 | 8 004 |
| 2007 | 1 354 | 4 525 | 402 | 1 029 | 308 | 90 | 7 707 |
| 2008 | 1 334 | 4 258 | 437 | 1 039 | 308 | 100 | 7 475 |
| 2009 | 1 322 | 4 122 | 435 | 1 017 | 291 | 94 | 7 281 |
| 2010 | 1 292 | 3 838 | 420 | 1 029 | 321 | 96 | 6 996 |
| 2011 | 1 236 | 3 536 | 424 | 1 008 | 330 | 94 | 6 627 |
| 2012 | 1 197 | 3 434 | 406 | 1 000 | 317 | 103 | 6 458 |
| 2013 | 1 092 | 3 146 | 388 | 952 | 310 | 80 | 5 968 |

Source : Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Nota

*Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux global de criminalité dans l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et des infractions aux lois fédérales afin de fournir un ordre de grandeur de l'ensemble des infractions criminelles. Par conséquent, le taux global de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada.

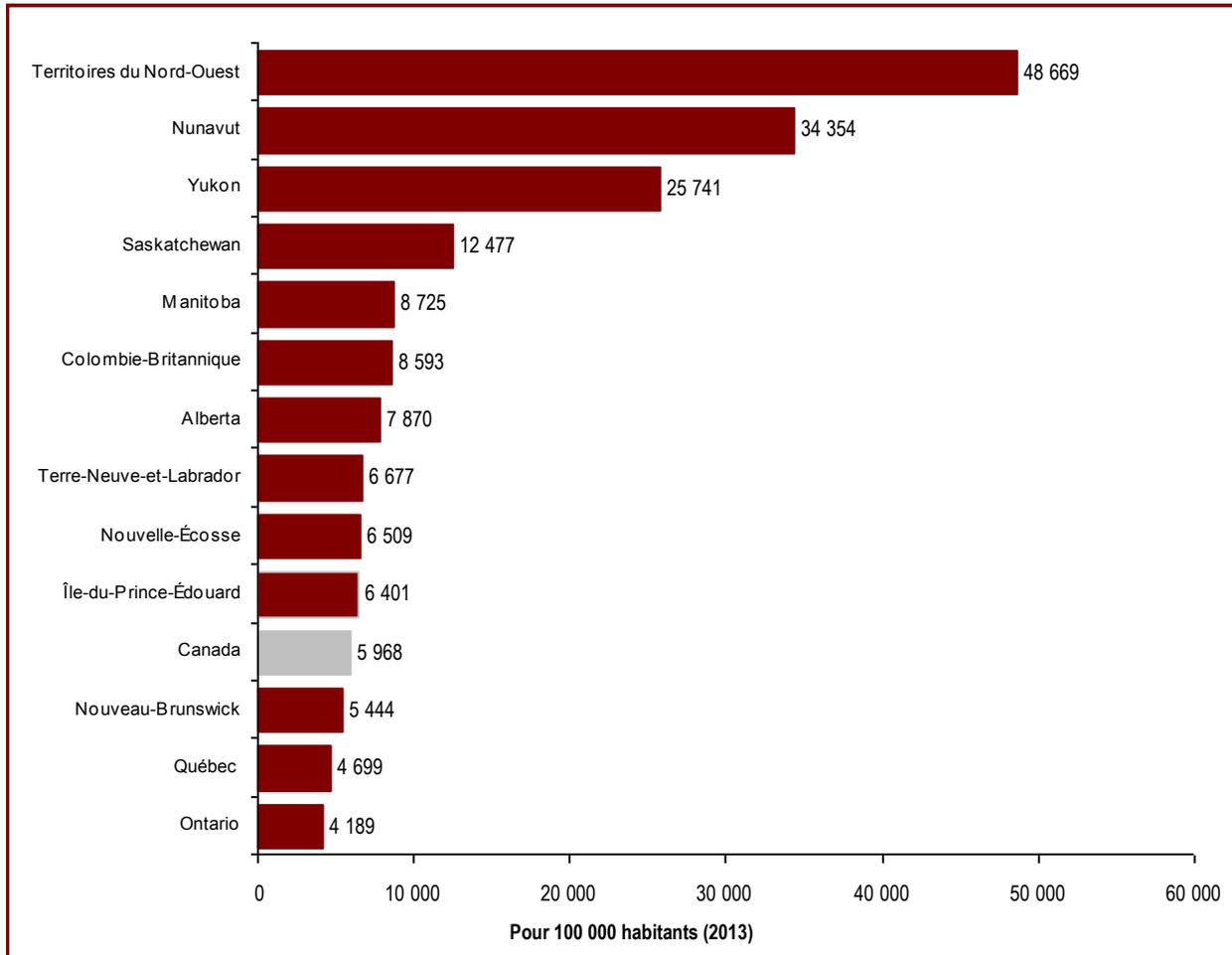
**Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données du rapport de cette année ne sont pas comparables à celles des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Les taux correspondent au nombre d'incidents signalés pour 100 000 habitants.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des taux ne soit pas égale au total.

LE TAUX DE CRIMINALITÉ EST PLUS ÉLEVÉ DANS L'OUEST ET EST LE PLUS ÉLEVÉ DANS LE NORD

Figure A2



Source : Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Le taux de criminalité est plus élevé dans l'Ouest, et c'est dans les territoires qu'il est le plus élevé. Ces tendances générales se maintiennent.
- Le taux* de criminalité au Canada est passé de 7 281 en 2009 à 5 968 en 2013.

Nota

*Les taux sont basés sur 100 000 habitants.

Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux de criminalité dans l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et des infractions aux lois fédérales afin de fournir un ordre de grandeur de toutes les infractions criminelles. Par conséquent, le taux de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada. Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données du rapport de cette année ne sont pas comparables à celles des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

LE TAUX DE CRIMINALITÉ EST PLUS ÉLEVÉ DANS L'OUEST ET EST LE PLUS ÉLEVÉ DANS LE NORD

Tableau A2

| Province/territoire | Taux de criminalité* | | | | |
|---------------------------|----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 7 263 | 7 535 | 7 136 | 6 838 | 6 677 |
| Île-du-Prince-Édouard | 7 132 | 7 141 | 7 290 | 7 356 | 6 509 |
| Nouvelle-Écosse | 7 749 | 7 837 | 7 343 | 7 141 | 6 401 |
| Nouveau-Brunswick | 6 397 | 6 339 | 6 063 | 6 275 | 5 444 |
| Québec | 5 832 | 5 553 | 5 295 | 5 199 | 4 699 |
| Ontario | 5 310 | 5 073 | 4 796 | 4 611 | 4 189 |
| Manitoba | 11 359 | 10 650 | 9 866 | 9 745 | 8 725 |
| Saskatchewan | 14 358 | 14 309 | 14 121 | 13 536 | 12 477 |
| Alberta | 9 556 | 9 073 | 8 372 | 8 187 | 7 870 |
| Colombie-Britannique | 10 295 | 9 814 | 9 308 | 9 068 | 8 593 |
| Yukon | 25 362 | 23 069 | 22 544 | 22 598 | 25 741 |
| Territoires du Nord-Ouest | 46 288 | 51 585 | 52 300 | 51 277 | 48 669 |
| Nunavut | 39 356 | 41 025 | 39 443 | 40 570 | 34 354 |
| Canada | 7 281 | 6 996 | 6 627 | 6 458 | 5 968 |

Source : Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

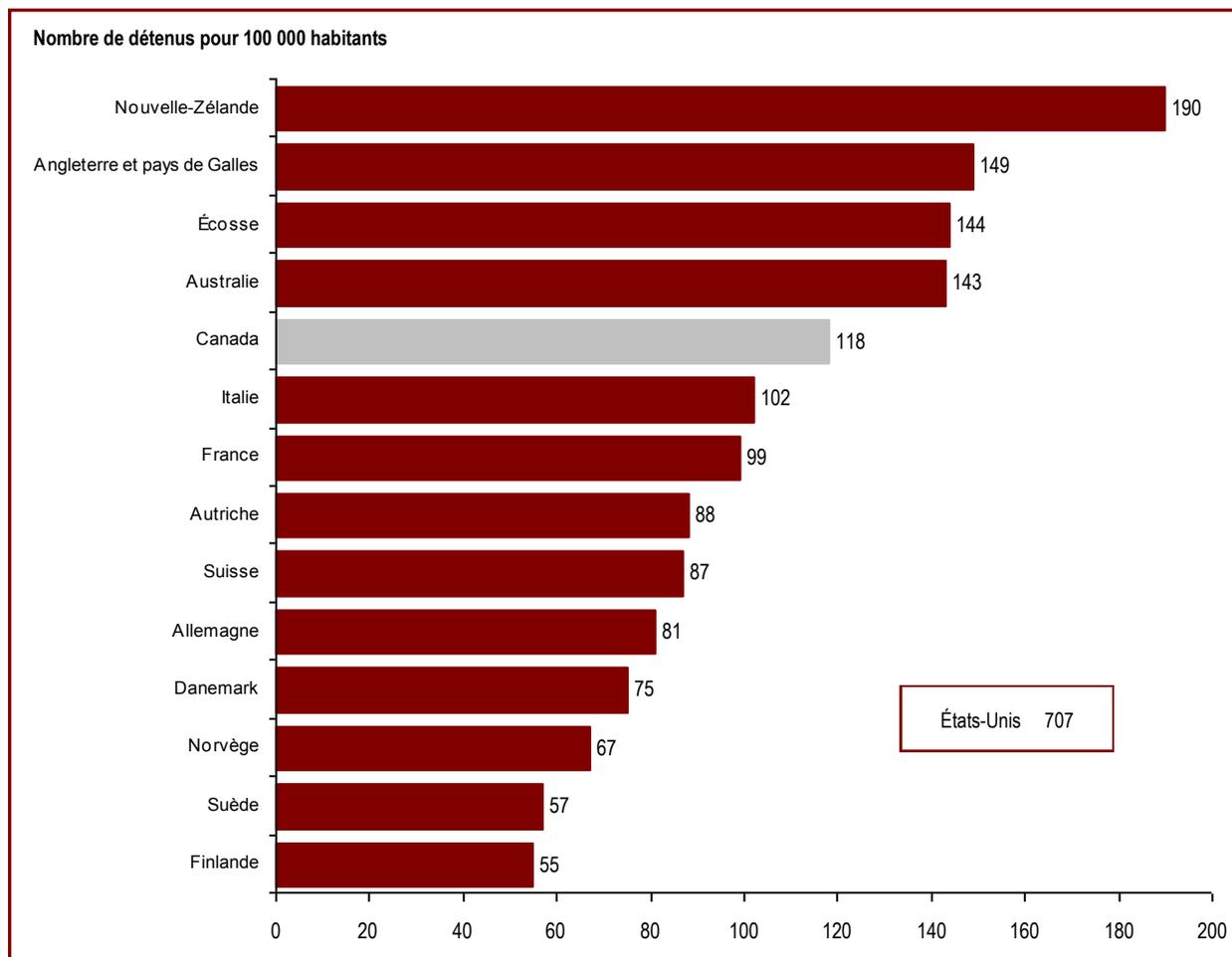
Nota

*Les taux sont basés sur 100 000 habitants.

Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux de criminalité dans l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et des infractions aux lois fédérales afin de fournir un ordre de grandeur de toutes les infractions criminelles. Par conséquent, le taux de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada. Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données du rapport de cette année ne sont pas comparables à celles des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

LE TAUX D'INCARCÉRATION AU CANADA EST RELATIVEMENT ÉLEVÉ PAR RAPPORT À CELUI DE LA MAJORITÉ DES PAYS DE L'EUROPE DE L'OUEST

Figure A3



Source : *World Prison Population List* (données tirées le 8 décembre 2014 du site www.prisonstudies.org/info/worldbrief/index.php).

- Le taux d'incarcération du Canada est plus élevé que les taux de la plupart des pays occidentaux, mais beaucoup plus faible que celui des États-Unis, qui, selon les données les plus récentes, ont enregistré un taux d'incarcération de 707 pour 100 000 habitants.
- Selon l'information la plus récente obtenue auprès du International Centre for Prison Studies, le taux d'incarcération du Canada, qui a été calculé en fonction de la population en 2012, s'élevait à 118 délinquants incarcérés par 100 000 habitants.

Nota

Dans cette figure, le taux d'incarcération correspond au nombre de personnes (c.-à-d. adultes et jeunes) en détention pour 100 000 habitants. Les taux d'incarcération provenant de la *World Prison Population List* sont fondés sur les données disponibles les plus récentes au moment d'établir la liste. En raison de variantes dans la disponibilité des données, les dates 2006 et 2008 indiquées au figure A3 renvoient à l'année de la publication de la liste, et non pas nécessairement à l'année où les données ont été obtenues. Pour 2014, les données ont été tirées le 8 décembre 2014 du site www.prisonstudies.org/info/worldbrief/index.php. Ce site contient les données les plus récentes relatives aux populations carcérales. De plus, les pays utilisent des pratiques diverses et ne mesurent pas tous de la même façon ces taux, ce qui limite la comparabilité de l'information.

LE TAUX D'INCARCÉRATION AU CANADA EST RELATIVEMENT ÉLEVÉ PAR RAPPORT À CELUI DE LA MAJORITÉ DES PAYS DE L'EUROPE DE L'OUEST

Tableau A3

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2006 ^{1*} | 2008 ^{2*} | 2011 ^{3*} | 2012 ^{4*} | 2013 ^{5*} | 2014 ^{6*} |
|------------------------------|------------|------------|------------|------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| États-Unis | 700 | 701 | 714 | 723 | 738 | 756 | 743 | 730 | 716 | 707 |
| Nouvelle-Zélande | 145 | 155 | 168 | 168 | 186 | 185 | 199 | 194 | 192 | 190 |
| Angleterre et pays de Galles | 125 | 141 | 142 | 141 | 148 | 153 | 155 | 154 | 148 | 149 |
| Écosse | 120 | 129 | 132 | 136 | 139 | 152 | 155 | 151 | 147 | 144 |
| Australie | 110 | 115 | 117 | 120 | 126 | 129 | 133 | 129 | 130 | 143 |
| Canada | 116 | 116 | 108 | 107 | 107 | 116 | 117 | 114 | 118 | 118 |
| Italie | 95 | 100 | 98 | 96 | 104 | 92 | 110 | 109 | 106 | 88 |
| Autriche | 85 | 100 | 106 | 110 | 105 | 95 | 104 | 104 | 98 | 99 |
| France | 80 | 93 | 91 | 91 | 85 | 96 | 102 | 102 | 101 | 102 |
| Allemagne | 95 | 98 | 96 | 98 | 95 | 89 | 87 | 83 | 79 | 81 |
| Suisse | 90 | 68 | 81 | 81 | 83 | 76 | 79 | 76 | 82 | 87 |
| Suède | 65 | 73 | 75 | 81 | 82 | 74 | 78 | 70 | 67 | 57 |
| Danemark | 60 | 64 | 70 | 70 | 77 | 63 | 74 | 74 | 73 | 67 |
| Norvège | 60 | 59 | 65 | 65 | 66 | 69 | 73 | 73 | 72 | 75 |
| Finlande | 50 | 70 | 71 | 66 | 75 | 64 | 59 | 59 | 58 | 55 |

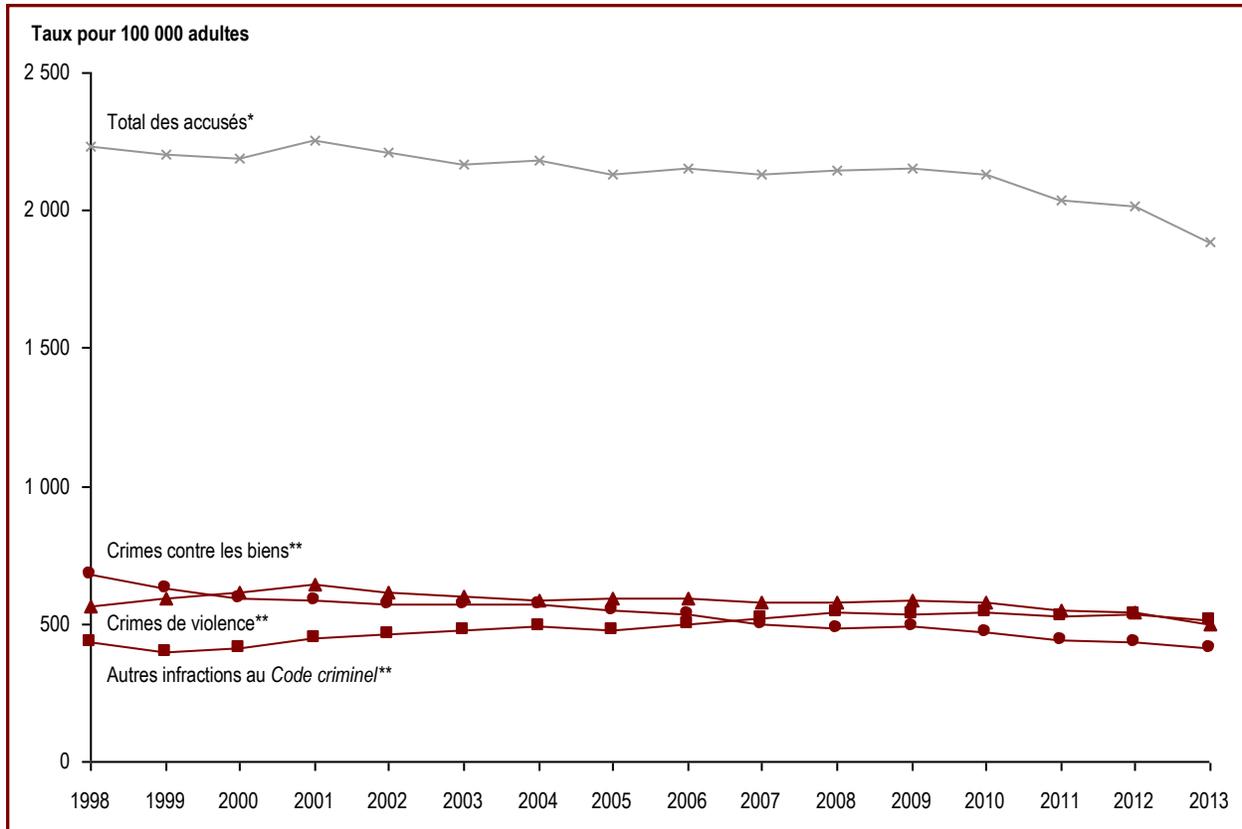
Source : International Centre for Prison Studies: ¹World Prison Population List (septième édition), ²World Prison Population List (huitième édition), ³World Prison Population List (données tirées le 7 octobre 2011 du site www.prisonstudies.org/info/worldbrief/index.php). ⁴World Prison Population List (données tirées le 15 octobre 2012 du site www.prisonstudies.org/info/worldbrief/index.php). ⁵World Prison Population List (données tirées le 8 décembre 2014 du site www.prisonstudies.org/info/worldbrief/index.php).

Nota

*Les taux d'incarcération provenant de la *World Prison Population List* sont fondés sur les données disponibles les plus récentes au moment d'établir la liste. En raison de variantes dans la disponibilité des données, les dates 2006 et 2008 indiquées au tableau A3 renvoient à l'année de la publication de la liste, et non pas nécessairement à l'année où les données ont été obtenues. Pour 2014, les données ont été tirées le 8 décembre du site www.prisonstudies.org/info/worldbrief/index.php. Ce site contient les données les plus récentes relatives aux populations carcérales. De plus, les pays utilisent des pratiques diverses et ne mesurent pas tous de la même façon ces taux, ce qui limite la comparabilité de l'information. Les taux sont basés sur 100 000 habitants.

LE TAUX D'ADULTES ACCUSÉS A BAISSÉ

Figure A4



Source : Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Depuis 1998, le taux d'adultes inculpées a diminué de 2 236 à 1 889 pour 100 000 adultes dans la population en 2013, soit une baisse de 15,6 %.
- Pour cette même période, le taux d'adultes accusées de crimes violents a diminué de 11,4 % et, en 2013 le taux était 499 adultes pour 100 000 adultes dans la population. En comparaison, le taux d'adultes accusés de crimes contre les biens a diminué de 39,1 % passant de 677 d'adultes pour 100 000 d'adultes à 412 d'adultes pour 100 000 adultes en 2013.

Nota

*Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux global de criminalité dans l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et des infractions aux lois fédérales afin de fournir un ordre de grandeur de l'ensemble des infractions criminelles. Par conséquent, le taux global de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada.

**Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données du rapport de cette année ne sont pas comparables à celles des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Les crimes avec violence comprennent les homicides, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les infractions d'ordre sexuel, les enlèvements, l'extorsion, les vols qualifiés, les crimes commis avec l'aide d'une arme à feu et d'autres infractions avec violence telles que les menaces et le harcèlement criminel.

Les crimes contre les biens comprennent l'introduction par effraction, le vol de véhicule à moteur, les autres vols, la possession de biens volés, la fraude, les méfaits et les incendies criminels.

LE TAUX D'ADULTES ACCUSÉS A BAISSÉ

Tableau A4

| Année | Type d'infraction | | | | | | Total* |
|-------|----------------------|---------------------------|---------------------------------|-------------------------------|----------------------|---------------------------------------|--------|
| | Crimes de violence** | Crimes contre les biens** | Infractions au Code de la route | Autres infractions au C. cr** | En matière de drogue | Infractions aux autres lois fédérales | |
| 1998 | 563 | 677 | 374 | 430 | 168 | 24 | 2 236 |
| 1999 | 590 | 632 | 371 | 396 | 185 | 30 | 2 203 |
| 2000 | 615 | 591 | 349 | 411 | 198 | 26 | 2 190 |
| 2001 | 641 | 584 | 349 | 451 | 202 | 28 | 2 256 |
| 2002 | 617 | 569 | 336 | 460 | 199 | 29 | 2 211 |
| 2003 | 598 | 573 | 326 | 476 | 172 | 23 | 2 168 |
| 2004 | 584 | 573 | 314 | 490 | 187 | 30 | 2 180 |
| 2005 | 589 | 550 | 299 | 479 | 185 | 29 | 2 131 |
| 2006 | 594 | 533 | 300 | 498 | 198 | 27 | 2 150 |
| 2007 | 577 | 499 | 298 | 521 | 208 | 28 | 2 132 |
| 2008 | 576 | 487 | 307 | 540 | 207 | 31 | 2 149 |
| 2009 | 585 | 490 | 311 | 532 | 201 | 34 | 2 152 |
| 2010 | 576 | 473 | 295 | 545 | 211 | 32 | 2 132 |
| 2011 | 548 | 441 | 271 | 527 | 213 | 34 | 2 034 |
| 2012 | 541 | 434 | 268 | 535 | 202 | 37 | 2 016 |
| 2013 | 499 | 412 | 241 | 514 | 198 | 26 | 1 889 |

Source : Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Nota

*Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux global de criminalité dans l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et des infractions aux lois fédérales afin de fournir un ordre de grandeur de l'ensemble des infractions criminelles. Par conséquent, le taux global de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada.

**Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données du rapport de cette année ne sont pas comparables à celles des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Les taux se fondent sur une population de 100 000 personnes âgées de 18 ans et plus.

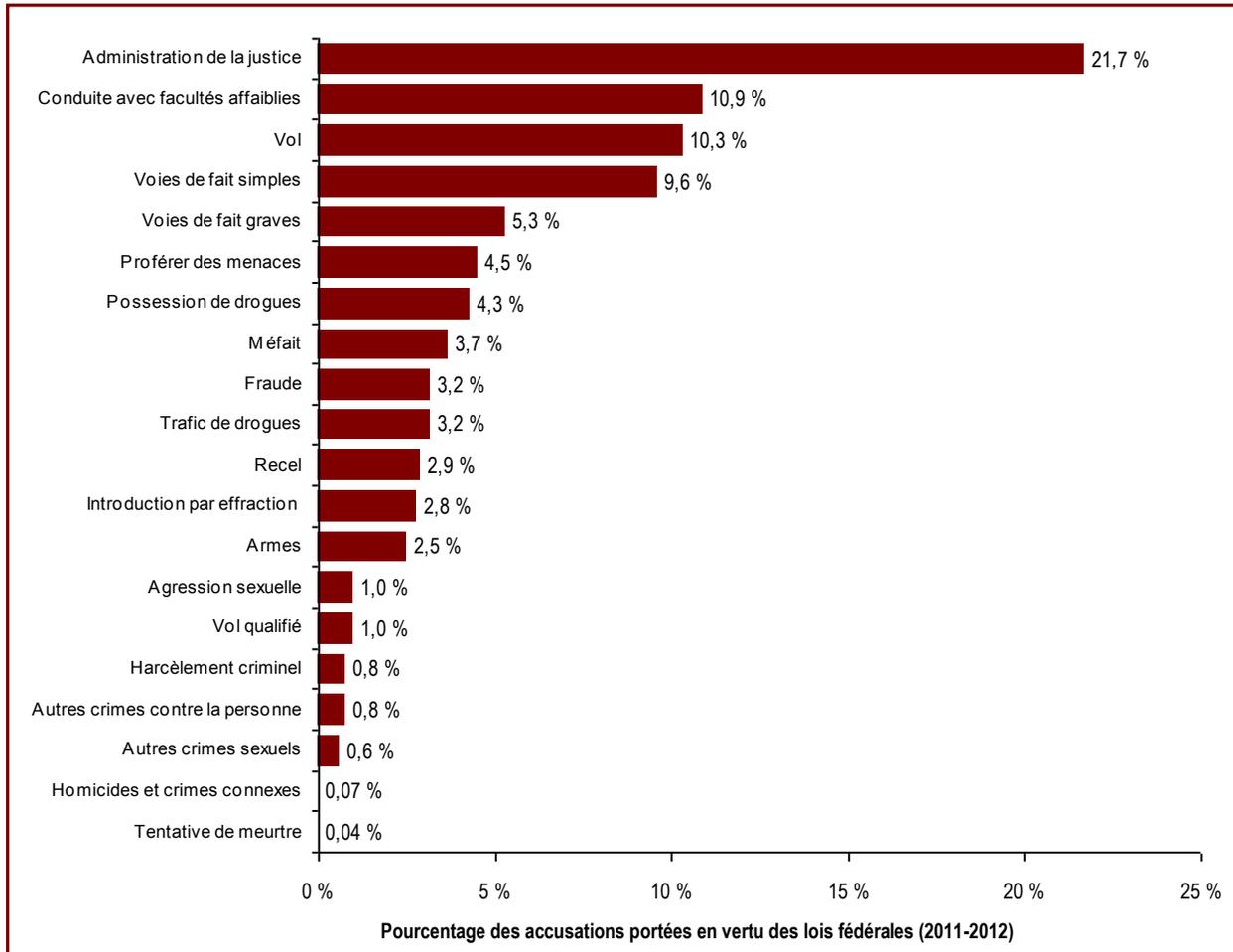
En raison de l'arrondissement, il est possible que la somme des taux ne corresponde pas au total.

Les crimes avec violence comprennent les homicides, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les infractions d'ordre sexuel, les enlèvements, l'extorsion, les vols qualifiés, les crimes commis avec l'aide d'une arme à feu et d'autres infractions avec violence telles que les menaces et le harcèlement criminel.

Les crimes contre les biens comprennent l'introduction par effraction, le vol de véhicule à moteur, les autres vols, la possession de biens volés, la fraude, les méfaits et les incendies criminels.

LES CAUSES RELATIVES À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE REPRÉSENTENT 22 % DE TOUTES LES AFFAIRES* PRÉSENTÉES DEVANT LES TRIBUNAUX POUR ADULTES

Figure A5



Source : Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Les causes relatives à l'administration de la justice (soit les infractions associées aux procédures : défaut de comparaître, manquement à une ordonnance de probation, non-respect d'une ordonnance, manquement aux conditions de la probation et fait de se retrouver illégalement en liberté) représentent plus du cinquième des affaires devant les tribunaux.
- Outre les cas portant sur l'administration de la justice, la conduite avec facultés affaiblies et vol sont les infractions aux lois fédérales les plus fréquentes devant les tribunaux pour adultes.

Nota

*Cas complétés devant un tribunal de juridiction criminelle pour adultes.

Le concept de cas a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de *L'Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007. Un cas est défini comme une ou des accusations sont portées contre une personne ou une organisation accusée et sont traitées par les tribunaux en même temps, lorsqu'une décision définitive a été rendue pour tous les chefs d'accusation. Lorsqu'un cas comprend plus d'un chef d'accusation, il est nécessaire de choisir le chef d'accusation qui représentera le cas. Le choix d'une infraction est déterminé par l'application de deux règles. D'abord, la règle de « l'infraction la plus grave ». Dans le cas où deux infractions ou plus donnent lieu à la même décision, la règle de l'infraction la plus grave est appliquée. Toutes les accusations sont classées selon la gravité de l'infraction.

Les données de la Cour supérieure ne sont pas incluses dans l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan. En outre, l'information des cours municipales du Québec n'est pas recueillie. Le Centre canadien de la statistique juridique continue de mettre à jour le répertoire des infractions servant à classer les données sur les infractions envoyées par les provinces et les territoires. Ces améliorations ont entraîné des variations mineures du nombre d'accusations et de causes ainsi que de la répartition selon le type d'infraction. Les données présentées ont été révisées en fonction de ces mises à jour. Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

LES CAUSES RELATIVES À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE REPRÉSENTENT 22 % DE TOUTES LES AFFAIRES* PRÉSENTÉES DEVANT LES TRIBUNAUX POUR ADULTES

Tableau A5

| Type d'accusation | Accusations portées en vertu du <i>Code criminel</i> et des autres lois fédérales | | | | | |
|---|---|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|
| | 2009-2010 | | 2010-2011 | | 2011-2012 | |
| | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % |
| Crimes contre la personne | 96 688 | 23,58 | 94 720 | 23,10 | 91 697 | 23,73 |
| Homicides et crimes connexes | 279 | 0,07 | 296 | 0,07 | 263 | 0,07 |
| Tentative de meurtre | 197 | 0,05 | 156 | 0,04 | 153 | 0,04 |
| Vol qualifié | 4 472 | 1,09 | 4 223 | 1,03 | 3 804 | 0,98 |
| Agression sexuelle | 4 092 | 1,00 | 4 087 | 1,00 | 3 949 | 1,02 |
| Autres crimes sexuels | 2 062 | 0,50 | 2 338 | 0,57 | 2 252 | 0,58 |
| Voies de fait graves (niveaux 2 et 3) | 21 909 | 5,34 | 21 251 | 5,18 | 20 607 | 5,33 |
| Voies de fait simples (niveau 1) | 38 609 | 9,42 | 37 990 | 9,27 | 37 063 | 9,59 |
| Proférer des menaces | 18 607 | 4,54 | 17 925 | 4,37 | 17 427 | 4,51 |
| Harcèlement criminel | 3 200 | 0,78 | 3 284 | 0,80 | 3 242 | 0,84 |
| Autres crimes contre la personne | 3 261 | 0,80 | 3 170 | 0,77 | 2 937 | 0,76 |
| Crimes contre les biens | 98 180 | 23,94 | 97 914 | 23,88 | 89 869 | 23,25 |
| Vol | 42 472 | 10,36 | 43 040 | 10,50 | 39 816 | 10,30 |
| Introduction par effraction | 11 708 | 2,86 | 11 497 | 2,80 | 10 672 | 2,76 |
| Fraude | 15 196 | 3,71 | 14 718 | 3,59 | 12 534 | 3,24 |
| Méfait | 14 843 | 3,62 | 14 832 | 3,62 | 14 193 | 3,67 |
| Recel | 11 982 | 2,92 | 12 014 | 2,93 | 11 061 | 2,86 |
| Autres crimes contre les biens | 1 979 | 0,48 | 1 813 | 0,44 | 1 593 | 0,41 |
| Administration de la justice | 84 684 | 20,65 | 85 947 | 20,96 | 83 987 | 21,73 |
| Omission de comparaître | 4 764 | 1,16 | 5 112 | 1,25 | 4 556 | 1,18 |
| Violation de probation | 31 583 | 7,70 | 31 554 | 7,70 | 31 574 | 8,17 |
| En liberté non autorisée | 2 529 | 0,62 | 2 563 | 0,63 | 2 615 | 0,68 |
| Omission d'obéir à un décret | 36 825 | 8,98 | 37 781 | 9,22 | 36 665 | 9,49 |
| Autres administration de la justice | 8 983 | 2,19 | 8 937 | 2,18 | 8 577 | 2,22 |
| Autres infractions au <i>Code criminel</i> | 19 475 | 4,75 | 18 999 | 4,63 | 16 556 | 4,28 |
| Armes | 10 109 | 2,47 | 9 984 | 2,44 | 9 463 | 2,45 |
| Prostitution | 1 719 | 0,42 | 1 584 | 0,39 | 1 030 | 0,27 |
| Troubler la paix | 1 756 | 0,43 | 1 786 | 0,44 | 1 406 | 0,36 |
| Autres infractions au <i>Code Criminel</i> | 5 891 | 1,44 | 5 645 | 1,38 | 4 657 | 1,21 |
| Code Criminel – Circulation | 61 244 | 14,94 | 61 185 | 14,92 | 53 022 | 13,72 |
| Conduite avec facultés affaiblies | 49 462 | 12,06 | 49 520 | 12,08 | 42 053 | 10,88 |
| Autres infractions de circulation – CC | 11 782 | 2,87 | 11 665 | 2,85 | 10 969 | 2,84 |
| Infractions à d'autres lois fédérales | 49 780 | 12,14 | 51 192 | 12,49 | 51 320 | 13,28 |
| Possession de drogues | 15 442 | 3,77 | 16 498 | 4,02 | 16 787 | 4,34 |
| Trafic de drogues | 13 124 | 3,20 | 12 875 | 3,14 | 12 243 | 3,17 |
| Autres infractions aux lois connexes | 21 214 | 5,17 | 21 819 | 5,32 | 22 290 | 5,77 |
| Total des infractions | 410 051 | 100,00 | 409 957 | 100,00 | 386 451 | 100,00 |

Source : Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

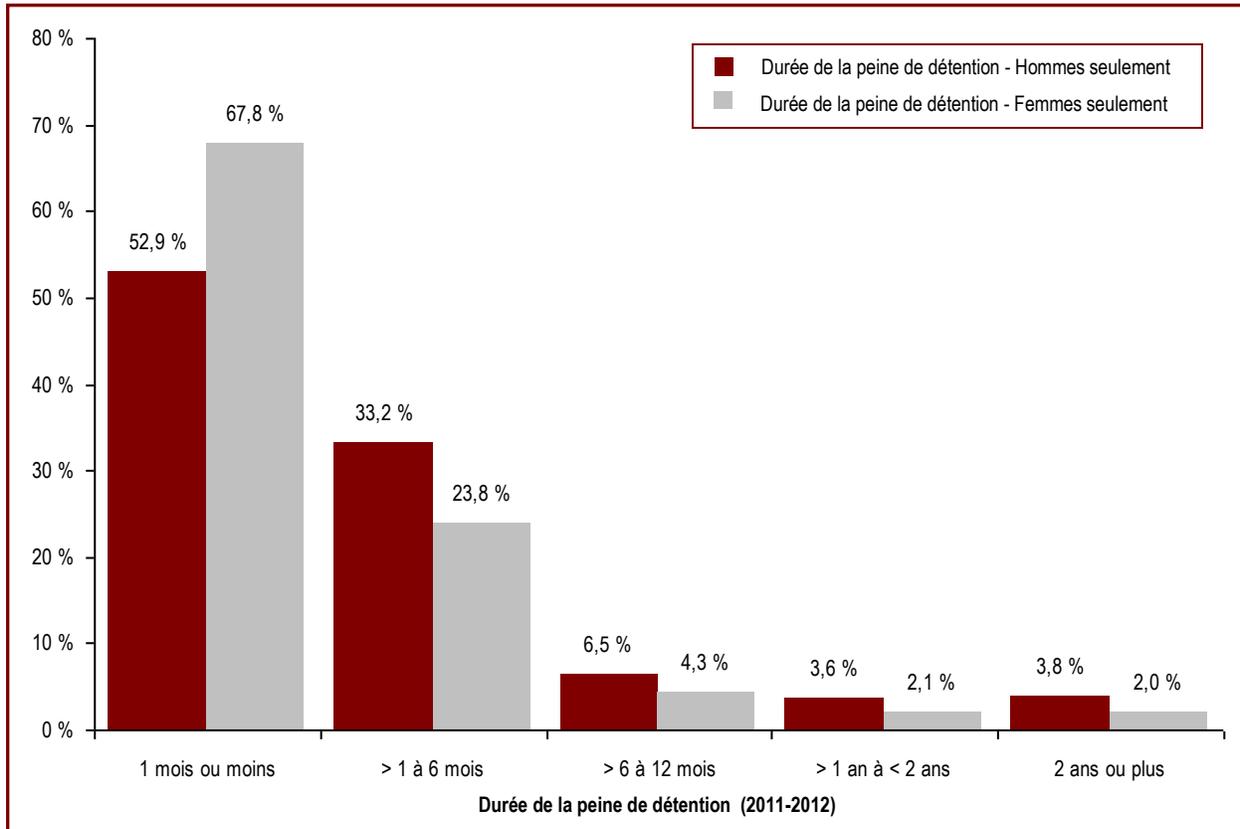
Nota

*Cas complétés devant un tribunal de juridiction criminelle pour adultes.

Le concept de cas a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007. Les données de la Cour supérieure ne sont pas incluses dans l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan. En outre, l'information des cours municipales du Québec n'est pas recueillie. Le Centre canadien de la statistique juridique continue de mettre à jour le répertoire des infractions servant à classer les données sur les infractions envoyées par les provinces et les territoires. Ces améliorations ont entraîné des variations mineures du nombre d'accusations et de causes ainsi que de la répartition selon le type d'infraction. Les données présentées ont été révisées en fonction de ces mises à jour. Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

LA PLUPART DES PEINES DE DÉTENTION IMPOSÉES PAR LES TRIBUNAUX À DES ADULTES SONT COURTES

Figure A6



Source : Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Plus de la moitié (54,2 %) des peines d'emprisonnement imposées par les tribunaux provinciaux pour adultes ont une durée d'un mois ou moins.
- En général, la peine de détention à purger est plus longue chez les hommes que chez les femmes. Environ deux tiers (67,8 %) des femmes et un peu plus de la moitié des hommes (52,9 %) qui sont condamnés à l'incarcération après avoir été déclarés coupables* se voient infliger une peine de un mois ou moins, et respectivement 91,6 % et 86,1 % ont à purger une peine de six mois ou moins.
- Seulement 3,6 % des déclarations de culpabilité qui aboutissent à l'incarcération entraînent l'imposition d'une peine de ressort fédéral (c.-à-d. d'une durée de deux ans ou plus).

Nota

*Le type de décision de culpabilité comprend les déclarations de culpabilité pour une infraction, pour une infraction incluse, pour une tentative d'infraction ou pour une tentative d'infraction incluse. Cette catégorie comprend également les causes où une absolution inconditionnelle ou une absolution sous conditions a été imposée.

Le concept de cas a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition qui sont antérieures à 2007. Le graphique ne tient pas compte des infractions relatives à la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents ou à la Loi sur les jeunes contrevenants, des causes où la durée de la peine de prison ou le sexe n'était pas connu, des données du Manitoba (car aucun renseignement relatif au sexe ni à la longueur des peines n'était disponible) et des données sur les entreprises.

Les données de la Cour supérieure ne sont pas incluses dans l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan. En outre, l'information des cours municipales du Québec n'est pas recueillie. Le Centre canadien de la statistique juridique continue de mettre à jour le répertoire des infractions servant à classer les données sur les infractions envoyées par les provinces et les territoires. Ces améliorations ont entraîné des variations mineures du nombre d'accusations et de causes ainsi que de la répartition selon le type d'infraction. Les données présentées ont été révisées en fonction de ces mises à jour.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

LA PLUPART DES PEINES DE DÉTENTION IMPOSÉES PAR LES TRIBUNAUX À DES ADULTES SONT COURTES

Tableau A6

| Durée de la peine de détention | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 |
|----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | pourcentage | | | | |
| 1 mois ou moins | | | | | |
| Femmes | 69,6 | 67,6 | 67,7 | 66,7 | 67,8 |
| Hommes | 53,5 | 53,9 | 53,6 | 51,4 | 52,9 |
| Total | 55,0 | 55,1 | 54,8 | 52,7 | 54,2 |
| De plus d'un mois à 6 mois | | | | | |
| Femmes | 22,3 | 24,2 | 23,3 | 24,7 | 23,8 |
| Hommes | 31,6 | 31,5 | 31,6 | 33,9 | 33,2 |
| Total | 30,7 | 30,8 | 30,7 | 32,9 | 32,2 |
| De plus de 6 mois à 1 an | | | | | |
| Femmes | 4,3 | 4,2 | 4,4 | 3,8 | 4,3 |
| Hommes | 7,0 | 6,9 | 6,7 | 6,8 | 6,5 |
| Total | 6,8 | 6,8 | 6,6 | 6,6 | 6,4 |
| De plus d'un an à moins de 2 ans | | | | | |
| Femmes | 1,9 | 1,9 | 2,2 | 2,4 | 2,1 |
| Hommes | 3,7 | 3,7 | 3,7 | 3,6 | 3,6 |
| Total | 3,6 | 3,6 | 3,7 | 3,6 | 3,5 |
| 2 ans ou plus | | | | | |
| Femmes | 1,9 | 2,1 | 2,3 | 2,4 | 2,0 |
| Hommes | 4,2 | 4,0 | 4,4 | 4,4 | 3,8 |
| Total | 4,0 | 3,8 | 4,2 | 4,2 | 3,6 |

Source : Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Nota

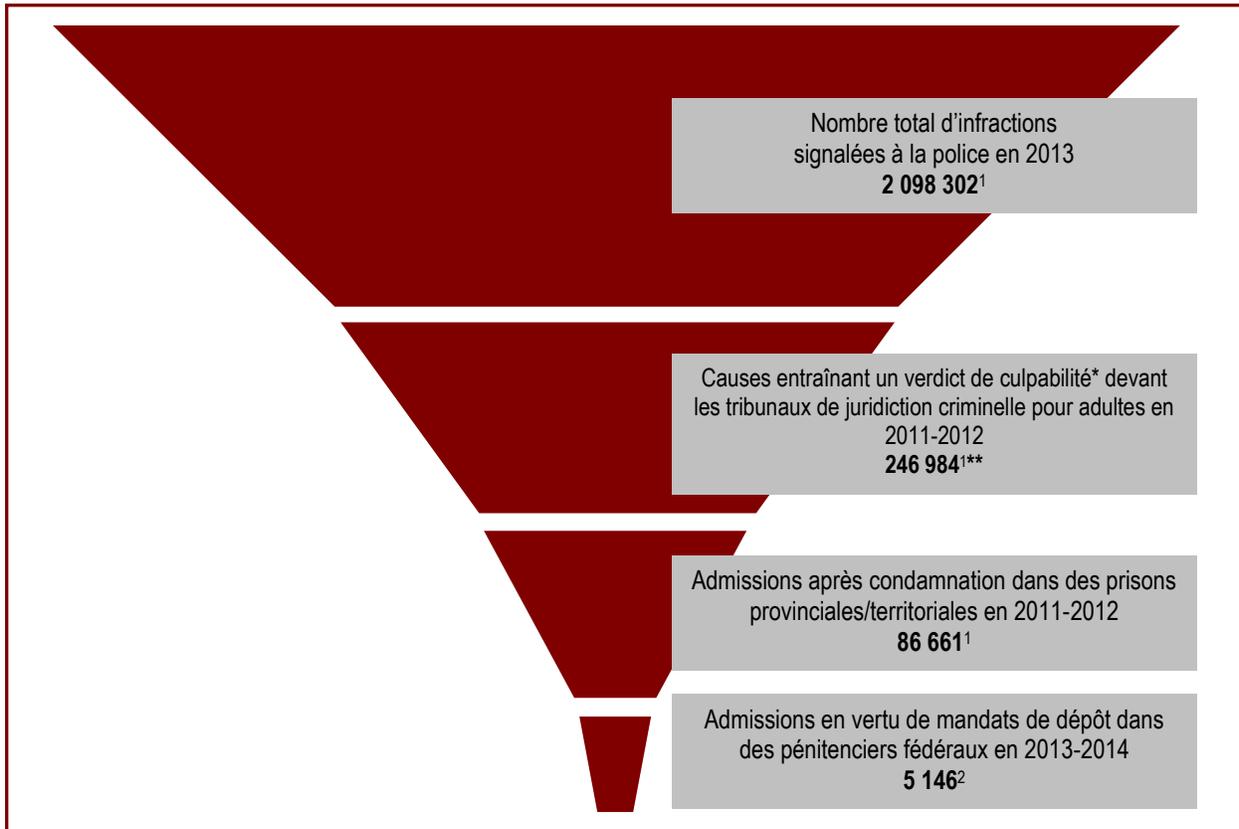
Le concept de cas a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007. Le graphique ne tient pas compte des infractions relatives à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ou à la *Loi sur les jeunes contrevenants*, des causes où la durée de la peine de prison ou le sexe n'était pas connu, des données du Manitoba (car aucun renseignement relatif au sexe ni à la longueur des peines n'était disponible) et des données sur les entreprises.

Les données de la Cour supérieure ne sont pas incluses dans l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan. En outre, l'information des cours municipales du Québec n'est pas recueillie. Le Centre canadien de la statistique juridique continue de mettre à jour le répertoire des infractions servant à classer les données sur les infractions envoyées par les provinces et les territoires. Ces améliorations ont entraîné des variations mineures du nombre d'accusations et de causes ainsi que de la répartition selon le type d'infraction. Les données présentées ont été révisées en fonction de ces mises à jour.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

UN NOMBRE RELATIVEMENT PEU ÉLEVÉ DE CRIMES CONDUISENT À L'IMPOSITION DE PEINES DE DÉTENTION DANS DES PÉNITENCIERS FÉDÉRAUX

Figure A7



Source : ¹Déclaration uniforme de la criminalité, Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes et Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada; ²Service correctionnel du Canada.

- Environ 2,1 millions de crimes ont été signalés à la police en 2013.
- En 2013-2014, 5 146 délinquants ont été condamnés à une peine de ressort fédéral (c.-à-d. de deux ans ou plus).

Nota

*Le type de décision de culpabilité comprend les déclarations de culpabilité pour une infraction, pour une infraction incluse, pour une tentative d'infraction ou pour une tentative d'infraction incluse. Cette catégorie comprend également les causes où une absolution inconditionnelle ou une absolution sous conditions a été imposée.

**Cette figure comprend seulement les déclarations de culpabilités prononcées dans les cours provinciales et des données partielles de la cour supérieure. Les données de la Cour supérieure ne sont pas incluses dans l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan. En outre, l'information des cours municipales du Québec n'est pas recueillie.

Le concept de cas a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007. Un cas est défini comme une ou des accusations sont portées contre une personne ou une organisation accusée et sont traitées par les tribunaux en même temps, lorsqu'une décision définitive a été rendue pour tous les chefs d'accusation.

Les données fournies par la police portent sur une année civile, alors que les données relatives aux tribunaux et aux prisons concernent une année financière (du 1^{er} avril au 31 mars).

UN NOMBRE RELATIVEMENT PEU ÉLEVÉ DE CRIMES CONDUISENT À L'IMPOSITION DE PEINES DE DÉTENTION DANS DES PÉNITENCIERS FÉDÉRAUX

Tableau A7

| | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 |
|---|-----------|-----------|-----------|----------------|----------------|
| Nombre total d'infractions signalées à la police ¹ | 2 448 654 | 2 379 130 | 2 275 917 | 2 244 458 | 2 098 302 |
| Causes entraînant un verdict de culpabilité* devant les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes ^{1**} | 266 430 | 261 325 | 246 984 | Non disponible | Non disponible |
| Admissions après condamnation dans des prisons provinciales/ | 88 982 | 87 770 | 86 661 | Non disponible | Non disponible |
| Admissions en vertu de mandats de dépôt dans des pénitenciers | 5 220 | 5 425 | 5 108 | 5 111 | 5 146 |

Source : ¹Déclaration uniforme de la criminalité, Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes et Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada; ²Service correctionnel du Canada.

Nota

*Le type de décision de culpabilité comprend les déclarations de culpabilité pour une infraction, pour une infraction incluse, pour une tentative d'infraction ou pour une tentative d'infraction incluse. Cette catégorie comprend également les causes où une absolution inconditionnelle ou une absolution sous conditions a été imposée.

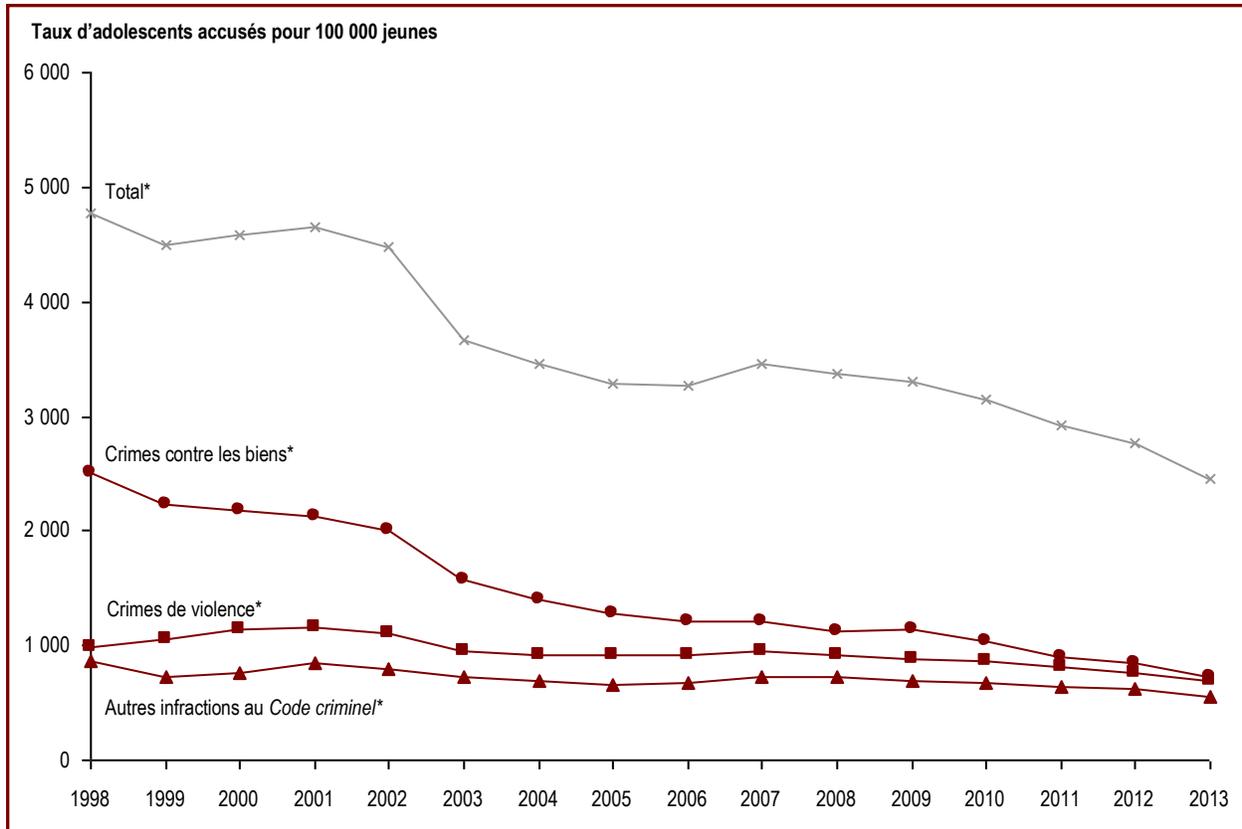
**Cette figure comprend seulement les déclarations de culpabilités prononcées dans les cours provinciales et des données partielles de la cour supérieure. Les données de la Cour supérieure ne sont pas incluses dans l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan. En outre, l'information des cours municipales du Québec n'est pas recueillie.

Le concept de *cas* a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007. Un cas est défini comme une ou des accusations sont portées contre une personne ou une organisation accusée et sont traitées par les tribunaux en même temps, lorsqu'une décision définitive a été rendue pour tous les chefs d'accusation.

Les données fournies par la police portent sur une année civile, alors que les données relatives aux tribunaux et aux prisons concernent une année financière (du 1^{er} avril au 31 mars).

LE TAUX DE JEUNES ACCUSÉS A DIMINUÉ AU COURS DES SEPT DERNIÈRES ANNÉES

Figure A8



Source : Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Le taux d'adolescents** accusés a diminué au cours des sept dernières années.
- En 2003, il y a eu une baisse marquée dans toutes les grandes catégories de crimes. Celle-ci est en partie attribuable à l'entrée en vigueur, en avril 2003, de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA), qui met davantage l'accent sur la déjudiciarisation.
- Le taux** de jeunes délinquants accusés de crimes contre les biens est diminué depuis 1998 par 71 %, de 2 500 sur 100 000 jeunes à 725 sur 100 000 jeunes en 2013.
- Le taux de jeunes accusés de crimes violents a diminué de 40% depuis le sommet atteint en 2001, passant de 1 157 par 100 000 jeunes à 697 en 2013.

Nota

*Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux global de criminalité dans l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et des infractions aux lois fédérales afin de fournir un ordre de grandeur de toutes les infractions criminelles. Par conséquent, le taux global de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada. Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données qui figurent dans le rapport de cette année ne sont pas comparables à celles qui figuraient dans les versions antérieures de l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

**En ce qui concerne la justice pénale, le droit canadien définit un jeune comme une personne âgée de 12 à 17 ans.

Les crimes avec violence comprennent les homicides, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les infractions d'ordre sexuel, les enlèvements, l'extorsion, les vols qualifiés, les crimes commis avec l'aide d'une arme à feu et d'autres infractions avec violence telles que les menaces et le harcèlement criminel.

Les crimes contre les biens comprennent l'introduction par effraction, le vol de véhicule à moteur, les autres vols, la possession de biens volés, la fraude, les méfaits et les incendies criminels.

Les taux sont basés sur 100 000 jeunes (12 à 17 ans).

LE TAUX DE JEUNES ACCUSÉS A DIMINUÉ AU COURS DES SEPT DERNIÈRES ANNÉES

Tableau A8

| Année | Type d'infraction | | | | | | Nbre total d'accusés* |
|-------|---------------------|--------------------------|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|---------------------------------------|-----------------------|
| | Crimes de violence* | Crimes contre les biens* | Infractions au Code de la route** | Autres infractions au C. cr* | En matière de drogue | Infractions aux autres lois fédérales | |
| 1998 | 994 | 2 500 | -- | 870 | 226 | 184 | 4 775 |
| 1999 | 1 060 | 2 237 | -- | 728 | 266 | 209 | 4 500 |
| 2000 | 1 136 | 2 177 | -- | 760 | 317 | 198 | 4 589 |
| 2001 | 1 157 | 2 119 | -- | 840 | 343 | 195 | 4 656 |
| 2002 | 1 102 | 2 009 | -- | 793 | 337 | 235 | 4 476 |
| 2003 | 953 | 1 570 | -- | 726 | 208 | 204 | 3 662 |
| 2004 | 918 | 1 395 | -- | 691 | 230 | 222 | 3 457 |
| 2005 | 924 | 1 276 | -- | 660 | 214 | 212 | 3 287 |
| 2006 | 917 | 1 216 | -- | 680 | 240 | 216 | 3 269 |
| 2007 | 943 | 1 211 | 75 | 732 | 260 | 239 | 3 461 |
| 2008 | 909 | 1 130 | 74 | 730 | 267 | 259 | 3 369 |
| 2009 | 888 | 1 143 | 68 | 698 | 238 | 260 | 3 294 |
| 2010 | 860 | 1 035 | 62 | 669 | 255 | 266 | 3 147 |
| 2011 | 805 | 903 | 58 | 635 | 263 | 251 | 2 915 |
| 2012 | 764 | 840 | 58 | 628 | 240 | 235 | 2 765 |
| 2013 | 697 | 725 | 44 | 555 | 234 | 192 | 2 447 |

Source : Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Nota

*Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux global de criminalité dans l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et des infractions aux lois fédérales afin de fournir un ordre de grandeur de toutes les infractions criminelles. Par conséquent, le taux global de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada. Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données qui figurent dans le rapport de cette année ne sont pas comparables à celles qui figuraient dans les versions antérieures de l'*Aperçu statistique : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

**Aucune donnée relative aux jeunes condamnés et aux jeunes non condamnés pour conduite avec des facultés affaiblies n'est disponible avant 2007. En conséquence, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec le nombre total de condamnations et avec les autres infractions au Code criminel (y compris les délits de la route) au fil du temps.

En ce qui concerne la justice pénale, le droit canadien définit un jeune comme une personne âgée de 12 à 17 ans.

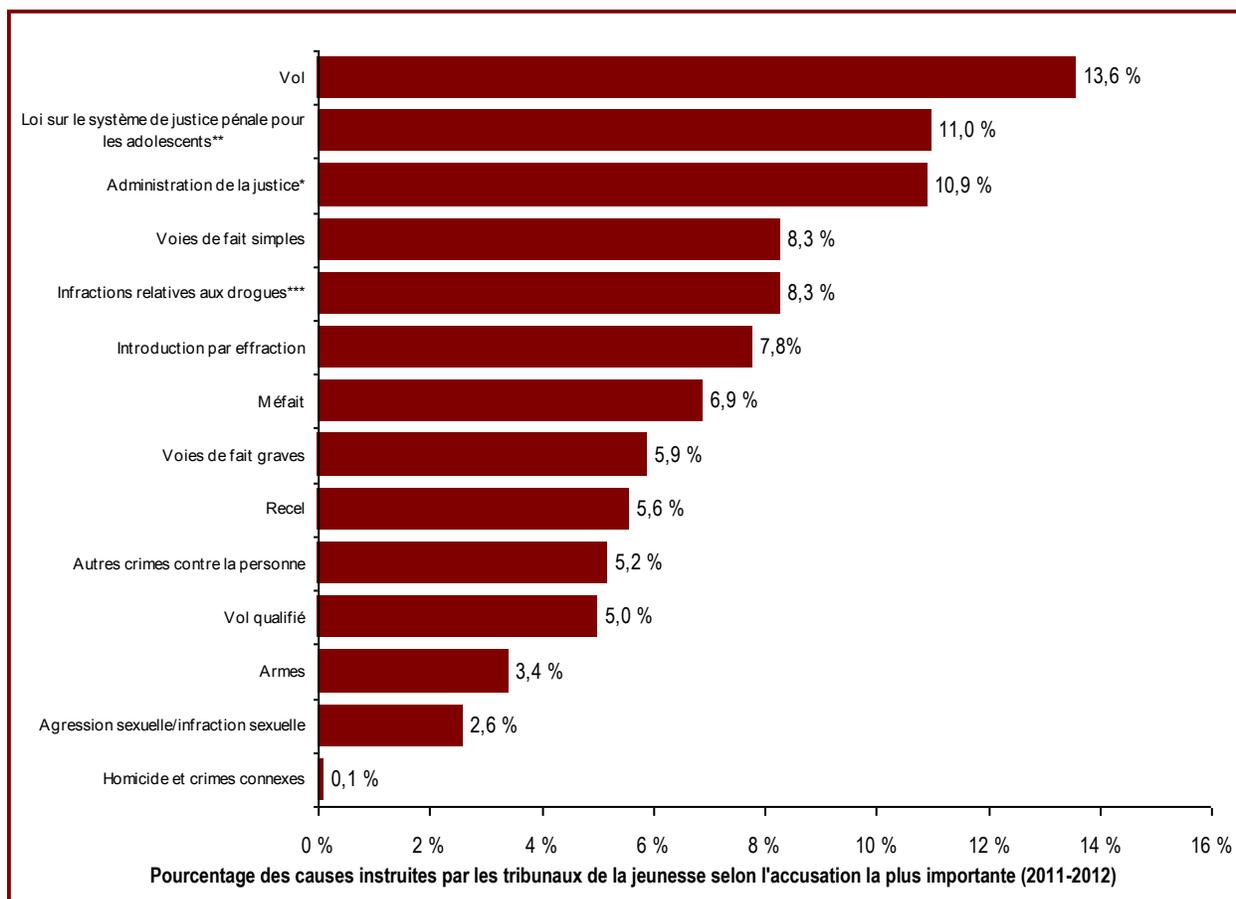
Les taux pour le « Total » se fondent sur une population de 100 000 jeunes (12 à 17 ans).

Les crimes avec violence comprennent les homicides, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les infractions d'ordre sexuel, les enlèvements, l'extorsion, les vols qualifiés, les crimes commis avec l'aide d'une arme à feu et d'autres infractions avec violence telles que les menaces et le harcèlement criminel.

Les crimes contre les biens comprennent l'introduction par effraction, le vol de véhicule à moteur, les autres vols, la possession de biens volés, la fraude, les méfaits et les incendies criminels.

LE VOL : LA CAUSE LA PLUS FRÉQUEMMENT INSTRUITE PAR LES TRIBUNAUX DE LA JEUNESSE

Figure A9



Source : Enquête auprès des tribunaux de la jeunesse, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Depuis l'entrée en vigueur de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* en 2003, moins d'adolescents se retrouvent devant les tribunaux.
- Le vol est la cause la plus fréquemment instruite par les tribunaux de la jeunesse.
- Les homicides et crimes connexes représentent 0,1 % des affaires jugées par ces tribunaux.
- La proportion de causes portant sur des infractions commises par des filles est de 23 %, mais elle passe à 36% lorsqu'il s'agit plus spécifiquement de cas de voies de fait simples.

Nota

*La catégorie des infractions aux règles d'administration de la justice comprend les infractions suivantes : défaut de comparaître, défaut de se conformer et défaut de respecter un engagement.

**Les infractions à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* comprennent le défaut de se conformer à une décision ou à un engagement, l'outrage au tribunal de la jeunesse ainsi que le fait d'aider un adolescent à quitter le lieu de garde ou d'héberger un adolescent en liberté illégale. On trouve également dans cette catégorie des infractions similaires prévues par la *Loi sur les jeunes contrevenants*, qui a été remplacée par la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

*** Les « infractions relatives à la drogue » comprennent la possession et le trafic.

Le concept de cas a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse utilisée dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007. Un cas est défini comme une ou des accusations sont portées contre une personne ou une organisation accusée et sont traitées par les tribunaux en même temps, lorsqu'une décision définitive a été rendue pour tous les chefs d'accusation. Lorsqu'un cas comprend plus d'un chef d'accusation, il est nécessaire de choisir le chef d'accusation qui représentera le cas. Le choix d'une infraction est déterminé par l'application de deux règles. D'abord, la règle de « l'infraction la plus grave ». Dans le cas où deux infractions ou plus donnent lieu à la même décision, la règle de l'infraction la plus grave est appliquée. Toutes les accusations sont classées selon la gravité de l'infraction.

Le Centre canadien de la statistique juridique continue de mettre à jour le répertoire des infractions servant à classer les données sur les infractions envoyées par les provinces et les territoires. Ces améliorations ont entraîné des variations mineures du nombre d'accusations et de causes ainsi que de la répartition selon le type d'infraction. Les données présentées ont été révisées en fonction de ces mises à jour.

LE VOL : LA CAUSE LA PLUS FRÉQUEMMENT INSTRUITE PAR LES TRIBUNAUX DE LA JEUNESSE

Tableau A9

| Type de cause | Nombre de causes instruites par les tribunaux de la jeunesse | | | | |
|---|--|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 |
| Crimes contre la personne | 15 395 | 15 614 | 14 823 | 14 275 | 13 095 |
| Meurtre et infractions connexes | 70 | 76 | 70 | 69 | 53 |
| Vol qualifié | 2 637 | 2 768 | 2 539 | 2 605 | 2 413 |
| Agression sexuelle/infraction sexuelle | 1 140 | 1 283 | 1 255 | 1 306 | 1 252 |
| Voies de fait graves | 3 845 | 3 729 | 3 561 | 3 361 | 2 864 |
| Voies de fait simples | 4 696 | 4 767 | 4 477 | 4 208 | 4 026 |
| Autres crimes contre la personne* | 3 007 | 2 991 | 2 921 | 2 726 | 2 487 |
| Crimes contre les biens | 22 612 | 22 219 | 22 242 | 20 408 | 17 240 |
| Vol | 8 026 | 8 262 | 8 454 | 7 879 | 6 577 |
| Introduction par effraction | 5 203 | 4 855 | 4 835 | 4 410 | 3 738 |
| Fraude | 852 | 818 | 837 | 641 | 521 |
| Méfait | 4 362 | 4 330 | 4 253 | 3 752 | 3 305 |
| Recel | 3 416 | 3 258 | 3 249 | 3 147 | 2 679 |
| Autres crimes contre les biens | 753 | 696 | 614 | 579 | 420 |
| Administration de la justice | 6 327 | 6 353 | 6 104 | 5 702 | 5 233 |
| Évasion/en liberté non autorisée | 3 986 | 4 175 | 4 045 | 3 738 | 3 508 |
| Autres administrations de la justice** | 2 341 | 2 178 | 2 059 | 1 964 | 1 725 |
| Autres infractions au Code criminel | 3 038 | 3 064 | 2 967 | 2 709 | 2 428 |
| Armes/armes à feu | 2 064 | 2 083 | 2 016 | 1 834 | 1 662 |
| Prostitution | 12 | 17 | 10 | 14 | 4 |
| Troubler la paix | 207 | 232 | 187 | 165 | 119 |
| Autres infractions au Code Criminel | 755 | 732 | 754 | 696 | 643 |
| Code Criminel – Circulation | 1 237 | 1 170 | 1 118 | 963 | 838 |
| Infractions à d'autres lois fédérales | 10 101 | 10 548 | 9 605 | 9 437 | 9 395 |
| Possession de drogues | 2 725 | 2 919 | 2 556 | 2 560 | 2 734 |
| Trafic de drogues | 1 475 | 1 459 | 1 279 | 1 220 | 1 246 |
| Loi sur le système de justice pénale pour les adoles- | 5 649 | 5 917 | 5 685 | 5 603 | 5 326 |
| Autres infractions aux lois connexes | 252 | 253 | 85 | 54 | 89 |
| Total | 58 710 | 58 968 | 56 859 | 53 494 | 48 229 |

Source : Enquête auprès des tribunaux de la jeunesse, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Nota

* Les « autres crimes contre la personne » comprennent les infractions comme avoir proféré des menaces et le harcèlement criminel.

**La catégorie des infractions aux règles d'administration de la justice comprend les infractions suivantes : défaut de comparaître, défaut de se conformer et défaut de respecter un engagement.

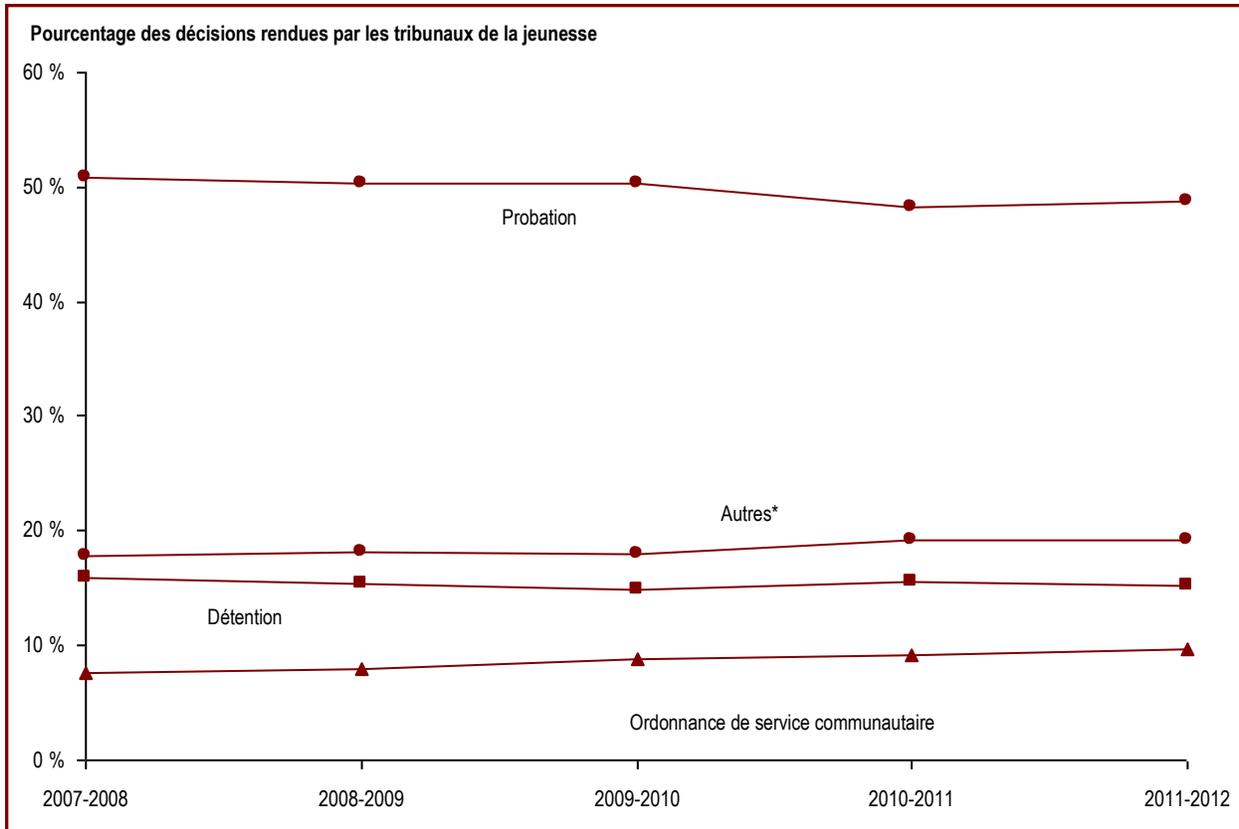
***Les infractions à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* comprennent le défaut de se conformer à une décision ou à un engagement, l'outrage au tribunal de la jeunesse ainsi que le fait d'aider un adolescent à quitter le lieu de garde ou d'héberger un adolescent en liberté illégale. On trouve également dans cette catégorie des infractions similaires prévues par la *Loi sur les jeunes contrevenants*, qui a été remplacée par la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Le concept de cas a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007. Un cas est défini comme une ou des accusations sont portées contre une personne ou une organisation accusée et sont traitées par les tribunaux en même temps, lorsqu'une décision définitive a été rendue pour tous les chefs d'accusation. Lorsqu'un cas comprend plus d'un chef d'accusation, il est nécessaire de choisir le chef d'accusation qui représentera le cas. Le choix d'une infraction est déterminé par l'application de deux règles. D'abord, la règle de « l'infraction la plus grave ». Dans le cas où deux infractions ou plus donnent lieu à la même décision, la règle de l'infraction la plus grave est appliquée. Toutes les accusations sont classées selon la gravité de l'infraction.

Le Centre canadien de la statistique juridique continue de mettre à jour le répertoire des infractions servant à classer les données sur les infractions envoyées par les provinces et les territoires. Ces améliorations ont entraîné des variations mineures du nombre d'accusations et de causes ainsi que de la répartition selon le type d'infraction. Les données présentées ont été révisées en fonction de ces mises à jour.

LA PEINE LA PLUS FRÉQUENTE POUR LES JEUNES EST LA PROBATION

Figure A10



Source : Enquête auprès des tribunaux de la jeunesse, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Conformément aux objectifs de la *LSJPA*, moins de jeunes ont été placés sous garde. En 2011-2012, environ 15 % de toutes les causes avec condamnation ont abouti au placement sous garde du jeune, comparativement à 16 % de toutes ces causes en 2007-2008.
- En 2011-2012, 49 % des jeunes reconnus coupables se sont vu imposer la probation comme peine la plus grave. Ce taux est demeuré relativement stable depuis l'entrée en vigueur de la *LSJPA* en avril 2003.
- Des nouvelles peines prévues dans la *LSJPA*, les ordonnances différées de placement sous garde et de surveillance ont été le plus souvent imposées. En 2011-2012, 4,3 % de toutes les personnes reconnues coupables se sont vu imposer la probation comme peine la plus grave.

Nota

*La catégorie « Autres » comprend les absolutions inconditionnelles, les dédommagements, les interdictions, les saisies, les confiscations, les indemnités, les remboursements à l'acquéreur, les dissertations, les présentations d'excuses, les programmes de counseling, les absolutions sous condition, les condamnations avec sursis, les ordonnances d'assistance et de surveillance intensives, la participation à un programme non résidentiel et les réprimandes. Cette catégorie inclut également les ordonnances différées de placement sous garde et de surveillance ou de soutien et surveillance intensifs, la participation à un programme non résidentiel et les réprimandes, lorsque les données sur la détermination de la peine aux termes de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ne sont pas disponibles.

Contrairement aux données des années précédentes, ces données représentent la peine la plus grave et, par conséquent, les sanctions sont mutuellement exclusives. Toutefois, chaque dossier peut comprendre plus d'une peine.

Le concept de cas a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse utilisée dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de *Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007.

LA PEINE LA PLUS FRÉQUENTE POUR LES JEUNES EST LA PROBATION

Tableau A10

| Type de décision | Sexe | Année | | | | |
|--|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 |
| | | Pourcentage | | | | |
| Probation | Filles | 50,4 | 52,2 | 50,0 | 47,5 | 47,5 |
| | Garçons | 50,3 | 49,3 | 50,0 | 47,5 | 48,4 |
| | Total | 50,8 | 50,3 | 50,3 | 48,2 | 48,7 |
| Détenation | Filles | 12,9 | 12,4 | 12,5 | 12,6 | 11,6 |
| | Garçons | 17,5 | 17,0 | 16,2 | 17,2 | 17,0 |
| | Total | 15,9 | 15,4 | 14,8 | 15,5 | 15,2 |
| Ordonnance de service communautaire | Filles | 7,9 | 8,1 | 9,3 | 9,4 | 9,6 |
| | Garçons | 7,2 | 7,5 | 8,0 | 8,5 | 8,7 |
| | Total | 7,6 | 7,9 | 8,9 | 9,1 | 8,6 |
| Amende | Filles | 3,9 | 3,3 | 2,8 | 3,2 | 2,5 |
| | Garçons | 4,7 | 5,2 | 4,1 | 3,7 | 3,3 |
| | Total | 4,5 | 4,7 | 3,7 | 3,6 | 3,1 |
| Ordonnances différées de placement sous garde et de surveillance | Filles | 3,2 | 3,0 | 4,0 | 4,3 | 5,1 |
| | Garçons | 3,6 | 3,8 | 4,6 | 4,7 | 4,5 |
| | Total | 3,4 | 3,5 | 4,3 | 4,4 | 4,3 |
| Autres* | Filles | 21,7 | 21,0 | 21,4 | 23,0 | 23,7 |
| | Garçons | 16,8 | 17,3 | 17,0 | 18,4 | 18,2 |
| | Total | 17,8 | 18,1 | 18,0 | 19,2 | 19,2 |

Source : Enquête auprès des tribunaux de la jeunesse, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Nota

*La catégorie « Autres » comprend les absolutions inconditionnelles, les dédommagements, les interdictions, les saisies, les confiscations, les indemnités, les remboursements à l'acquéreur, les dissertations, les présentations d'excuses, les programmes de counseling, les absolutions sous condition, les condamnations avec sursis, les ordonnances d'assistance et de surveillance intensives, la participation à un programme non résidentiel et les réprimandes. Cette catégorie inclut également les ordonnances différées de placement sous garde et de surveillance ou de soutien et surveillance intensifs, la participation à un programme non résidentiel et les réprimandes, lorsque les données sur la détermination de la peine aux termes de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ne sont pas disponibles. Contrairement aux données des années précédentes, ces données représentent la peine la plus grave et, par conséquent, les sanctions sont mutuellement exclusives.

Toutefois, chaque dossier peut comprendre plus d'une peine.

Le concept de cas a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse utilisée dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de *Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007.

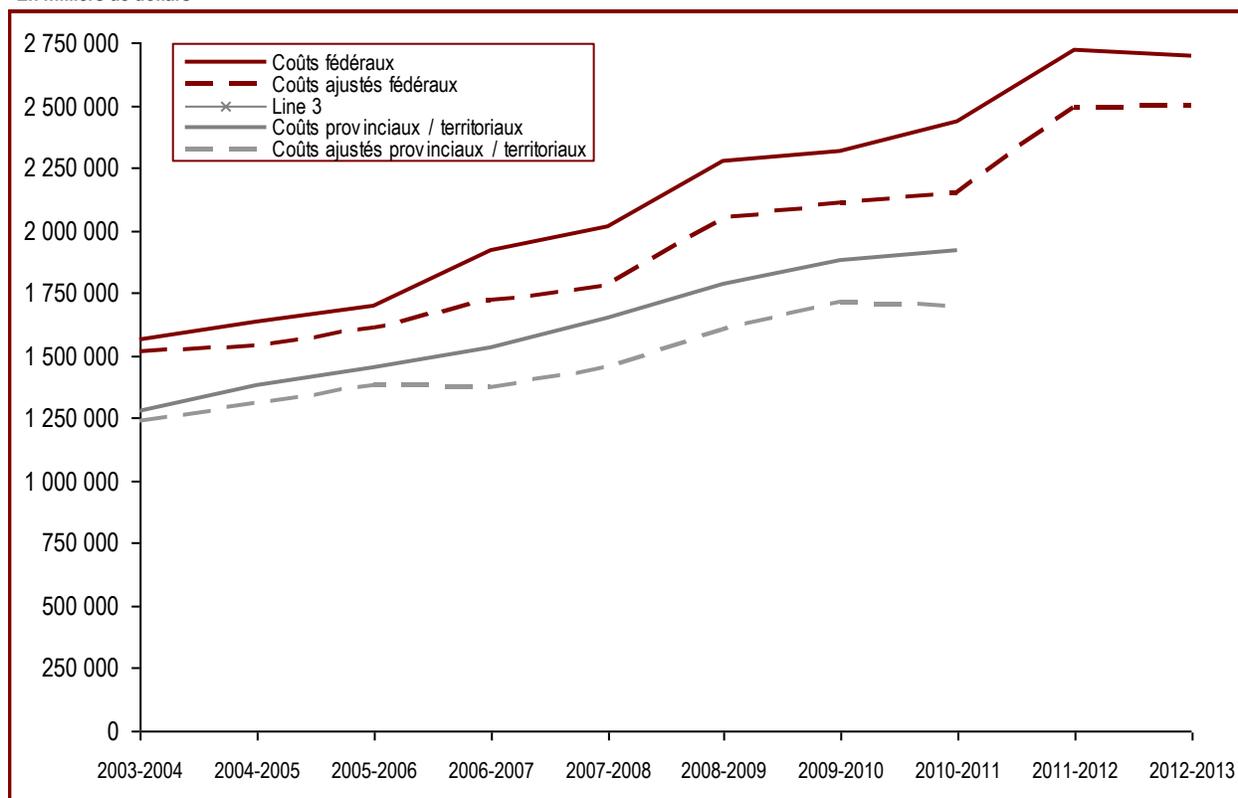
SECTION B

ADMINISTRATION DES
SERVICES CORRECTIONNELS

LES DÉPENSES FÉDÉRALES AU CHAPITRE DES SERVICES CORRECTIONNELS ONT DIMINUÉES EN 2012-2013

Figure B1

En milliers de dollars



Source : Service correctionnel du Canada; Commission des libérations conditionnelles du Canada; Bureau de l'Enquêteur correctionnel; Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

- En 2012-2013 les dépenses totales liées aux services correctionnels fédéraux au Canada ont totalisé environ 2,7 milliards de dollars, une diminution depuis 2011-2012.
- Depuis 2003-2004, les dépenses liées aux services correctionnels fédéraux ont augmenté de 1.56 milliards de dollars à 2.69 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 72,5 %. En dollars constants, il s'agit d'une augmentation de 64,7 %.
- Les dépenses provinciales et territoriales ont totalisé un peu plus de 1,92 milliards de dollars en 2010-2011, une augmentation de 50,7 % depuis 2003-2004. Il s'agit d'une augmentation de 37,2 % en dollars constants.

Nota

Les dépenses fédérales au chapitre des services correctionnels comprennent les dépenses du Service correctionnel du Canada (SCC), de la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC) et du Bureau de l'Enquêteur correctionnel (BEC). Les dépenses du SCC incluent à la fois les frais de fonctionnement et les dépenses en capital. Elles n'englobent pas les coûts liés à CORCAN (un organisme de service spécial qui mène des activités industrielles dans les pénitenciers).

Les dollars indexés représentent les montants en dollars calculés sur une base d'un an (2002) qui sont rajustés pour l'inflation, ce qui fait que les montants annuels sont directement comparables. Des changements à l'indice des prix à la consommation ont été utilisés afin de calculer les dollars indexés.

LES DÉPENSES FÉDÉRALES AU CHAPITRE DES SERVICES CORRECTIONNELS ONT DIMINUÉES EN 2012-2013

Tableau B1

| Année | Dollars courants | | | | Dollars constants de 2002 | | | |
|---------|------------------|---------|-----------|--------------|---------------------------|---------|-----------|--------------|
| | Fonctionnement | Capital | Total | Par habitant | Fonctionnement | Capital | Total | Par habitant |
| | en milliers \$ | | | en \$ | en milliers \$ | | | en \$ |
| 2008-09 | | | | | | | | |
| CSC | 2,024,839 | 197,992 | 2,222,831 | 66.72 | 1,816,892 | 177,659 | 1,994,551 | 59.86 |
| PBC | 48,600 | -- | 48,600 | 1.46 | 43,609 | | 43,609 | 1.31 |
| OCI | 3,854 | -- | 3,854 | 0.12 | 3,458 | 0 | 3,458 | 0.10 |
| Total | 2,077,293 | 197,992 | 2,275,285 | 68.29 | 1,863,959 | 177,659 | 2,041,618 | 61.28 |
| 2009-10 | | | | | | | | |
| CSC | 2,065,085 | 200,357 | 2,265,442 | 67.17 | 1,878,961 | 182,299 | 2,061,261 | 61.12 |
| PBC | 47,300 | -- | 47,300 | 1.40 | 43,037 | | 43,037 | 1.28 |
| OCI | 4,375 | -- | 4,375 | 0.13 | 3,981 | 0 | 3,981 | 0.12 |
| Total | 2,116,760 | 200,357 | 2,317,117 | 68.70 | 1,925,979 | 182,299 | 2,108,278 | 62.51 |
| 2010-11 | | | | | | | | |
| CSC | 2,156,955 | 22,849 | 2,379,803 | 69.73 | 1,903,834 | 20,168 | 2,100,530 | 61.55 |
| PBC | 46,000 | -- | 46,000 | 1.35 | 40,602 | | 40,602 | 1.19 |
| OCI | 4,162 | -- | 4,162 | 0.12 | 3,674 | 0 | 3,674 | 0.11 |
| Total | 2,207,117 | 22,849 | 2,429,965 | 71.20 | 1,948,109 | 20,168 | 2,144,806 | 62.85 |
| 2011-12 | | | | | | | | |
| CSC | 2,313,422 | 345,327 | 2,658,750 | 77.10 | 2,122,860 | 316,882 | 2,439,743 | 70.75 |
| PBC | 52,200 | -- | 52,200 | 1.51 | 47,900 | | 47,900 | 1.39 |
| OCI | 4,936 | -- | 4,936 | 0.14 | 4,529 | 0 | 4,529 | 0.13 |
| Total | 2,370,558 | 345,327 | 2,715,886 | 78.76 | 2,175,290 | 316,882 | 2,492,172 | 72.27 |
| 2012-13 | | | | | | | | |
| CSC | 2,204,005 | 437,736 | 2,641,742 | 75.74 | 2,040,412 | 405,245 | 2,445,658 | 70.12 |
| PBC | 46,500 | -- | 46,500 | 1.33 | 43,049 | -- | 43,049 | 1.23 |
| OCI | 4,801 | -- | 4,801 | 0.14 | 4,445 | -- | 4,445 | 0.13 |
| Total | 2,255,306 | 437,736 | 2,693,043 | 77.21 | 2,087,906 | 405,245 | 2,493,152 | 71.48 |

Source : Service correctionnel du Canada; Commission des libérations conditionnelles du Canada; Bureau de l'Enquêteur correctionnel; Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

Nota

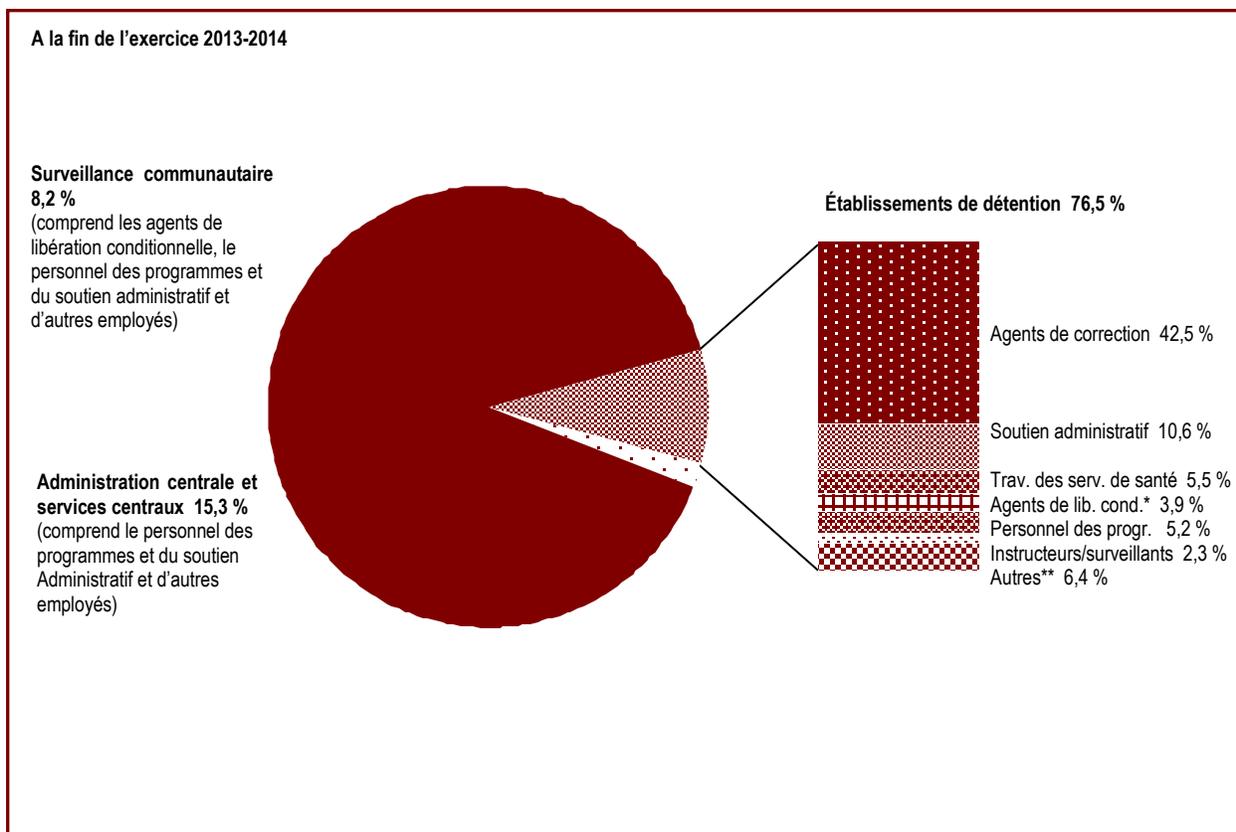
Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des montants en dollars constants ne soit pas égale au montant total.

Le coût par habitant est calculé en divisant la somme totale des dépenses par le nombre total d'habitants au Canada et représente donc le coût des services correctionnels fédéraux que doit assumer chaque Canadien.

Les dollars indexés représentent les montants en dollars calculés sur une base d'un an (2002) qui sont rajustés pour l'inflation, ce qui fait que les montants annuels sont directement comparables. Des changements à l'indice des prix à la consommation ont été utilisés afin de calculer les dollars indexés.

LES EMPLOYÉS DU SCC SONT CONCENTRÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION

Figure B2



Source : Service correctionnel du Canada.

- Le Service correctionnel du Canada (SCC) compte à peu près 18 000 employés.***
- Quelque 77 % des employés du SCC travaillent dans les établissements.
- Le personnel chargé d'assurer la surveillance dans la collectivité représente environ 8 % de l'effectif total.

Nota

*Les agents de libération conditionnelle qui travaillent dans les établissements ont pour tâche de préparer les délinquants à leur mise en liberté.

**La catégorie « Autres » représente des classes d'emploi comme les métiers et les services d'alimentation.

***Le SCC a changé sa définition du terme « employés ». Auparavant, le nombre total d'employés comprenait les employés occasionnels, les employés en congé sans solde et les employés suspendus. Ces statistiques représentent les employés permanents et temporaires ayant occupé pendant au moins 3 mois un poste relatif au poste d'attache ainsi que les employés actifs ou en congé payé au 31 mars 2014.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

LES EMPLOYÉS DU SCC SONT CONCENTRÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION

Tableau B2

| Secteur de service | Mars 31, 2006 | | Mars 31, 2014 | |
|---|------------------|--------------|------------------|--------------|
| | N ^{bre} | Pourcentage | N ^{bre} | Pourcentage |
| Administration centrale et services centraux | 2,087 | 14.5 | 2,752 | 15.3 |
| Personnel de soutien administratif | 1,699 | 11.8 | 2,378 | 13.2 |
| Travailleurs des services de santé | 111 | 0.8 | 96 | 0.5 |
| Personnel des programmes | 120 | 0.8 | 71 | 0.4 |
| Agents de correction | 28 | 0.2 | 13 | 0.1 |
| Instructeurs/surveillants | 10 | 0.1 | 10 | 0.1 |
| Agents de libération conditionnelle | | | 2 | <0.1 |
| Autres* | 119 | 0.8 | 182 | 1.0 |
| Établissements de détention | 11,229 | 77.8 | 13,783 | 76.5 |
| Agents de correction | 5,965 | 41.3 | 7,654 | 42.5 |
| Personnel de soutien administratif | 1,914 | 13.3 | 1,918 | 10.6 |
| Travailleurs des services de santé | 779 | 5.4 | 991 | 5.5 |
| Personnel des programmes | 534 | 3.7 | 936 | 5.2 |
| Agents de libération conditionnelle** | 648 | 4.5 | 705 | 3.9 |
| Instructeurs/surveillants | 387 | 2.7 | 422 | 2.3 |
| Autres* | 1,002 | 6.9 | 1,157 | 6.4 |
| Surveillance communautaire | 1,125 | 7.8 | 1,477 | 8.2 |
| Agents de libération conditionnelle | 581 | 4.0 | 728 | 4.0 |
| Personnel de soutien administratif | 315 | 2.2 | 373 | 2.1 |
| Personnel des programmes | 172 | 1.2 | 281 | 1.6 |
| Travailleurs des services de santé | 34 | 0.2 | 84 | 0.5 |
| Agents de correction | 22 | 0.2 | 10 | 0.1 |
| Autres* | 1 | <0.1 | 1 | <0.1 |
| Total*** | 14,441 | 100.0 | 18,012 | 100.0 |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

*La catégorie « Autres » représente des classes d'emploi comme les métiers et les services d'alimentation.

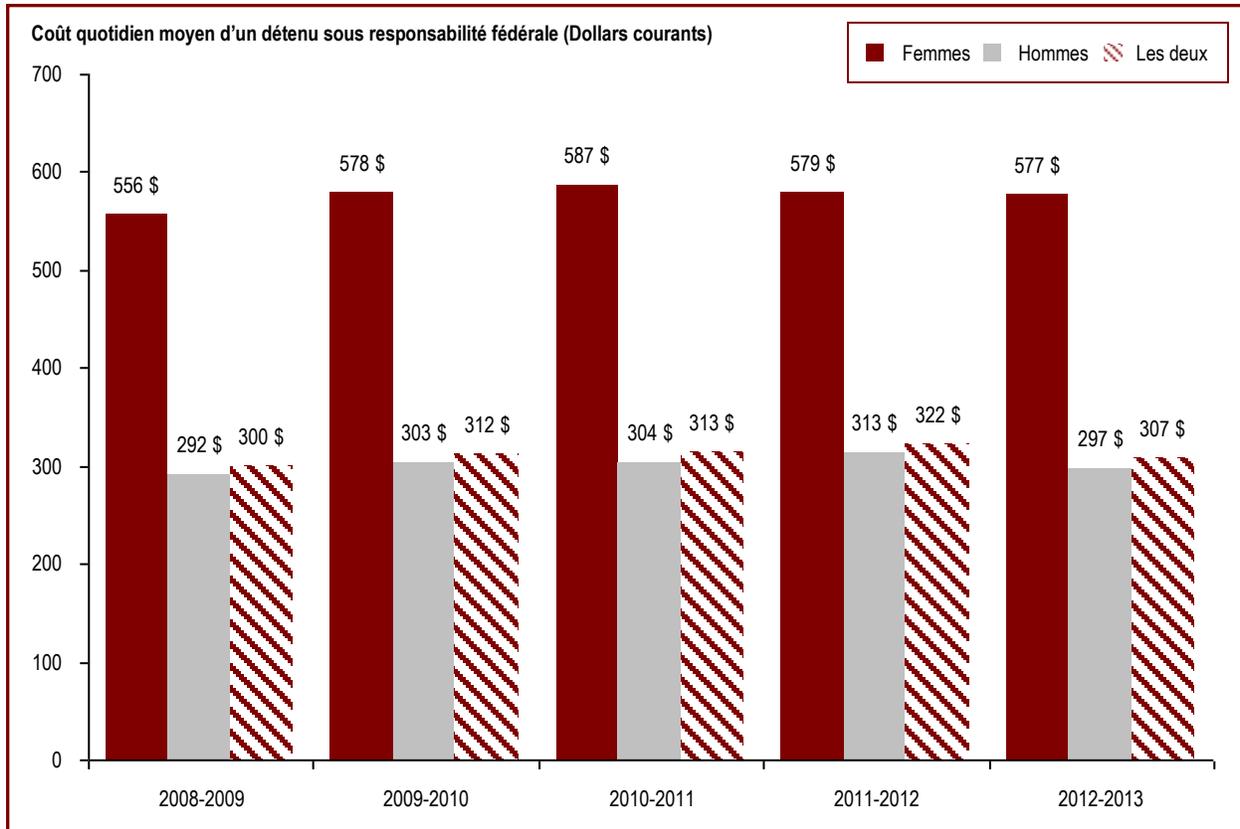
**Les agents de libération conditionnelle qui travaillent dans les établissements ont pour tâche de préparer les délinquants à leur mise en liberté.

***Le SCC a changé sa définition du terme « employés ». Auparavant, le nombre total d'employés comprenait les employés occasionnels, les employés en congé sans solde et les employés suspendus. Ces statistiques représentent les employés permanents et temporaires ayant occupé pendant au moins 3 mois un poste relatif au poste d'attache ainsi que les employés actifs ou en congé payé au 31 mars 2013.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

LE COÛT DU MAINTIEN EN INCARCÉRATION D'UN DÉTENU

Figure B3



Source : Service correctionnel du Canada.

- Le coût quotidien moyen d'un détenu sous responsabilité fédérale a augmenté entre 2008-2009 et 2012-2013, passant de 300 \$ à 307 \$.
- En 2012-2013, l'incarcération d'un détenu coûtait en moyenne 112 197 \$ par année, par rapport à 109 699 \$ en 2008-2009. En 2012-2013, l'incarcération d'un détenu de sexe masculin coûtait 108 376 \$ par année, tandis que l'incarcération d'une détenue de sexe féminin coûtait 210 695 \$.
- Il est 70% moins coûteux d'assurer la garde d'un délinquant dans la collectivité que de le maintenir en incarcération (33 799 \$ par année comparativement à 112 197 \$).

Nota

Le coût quotidien moyen d'un détenu inclut les frais de fonctionnement des établissements, comme les salaires et les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés, mais non les dépenses en capital et les dépenses liées à CORCAN (un organisme de service spécial qui mène des activités industrielles dans les pénitenciers).

En 2001-2002, la méthode de répartition des coûts a été perfectionnée afin de mieux refléter les dépenses directement liées aux délinquants. En outre, le coût de détention d'une femme dans un pénitencier inclut maintenant le coût des unités à sécurité maximale pour femmes, qui sont situées dans des établissements pour hommes.

LE COÛT DU MAINTIEN EN INCARCÉRATION D'UN DÉTENU

Tableau B3

| Catégories | Coût annuel moyen par délinquant (\$ courants) | | | | |
|---|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 |
| Délinquants en détention | | | | | |
| Sécurité maximale (hommes seulement) | 147 135 | 150 808 | 147 418 | 151 484 | 148 330 |
| Sécurité moyenne (hommes seulement) | 93 782 | 98 219 | 99 519 | 104 889 | 99 207 |
| Sécurité minimale (hommes seulement) | 93 492 | 95 038 | 95 034 | 91 959 | 83 910 |
| Établissements pour femmes | 203 061 | 211 093 | 214 614 | 211 618 | 210 695 |
| Accords d'échange de services | 87 866 | 89 800 | 90 712 | 97 545 | 104 828 |
| Moyen | 109 699 | 113 974 | 114 364 | 117 788 | 112 197 |
| Délinquants dans la collectivité | | | | | |
| | 29 476 | 29 537 | 31 148 | 35 101 | 33 799 |
| Total des délinquants en détention et dans la collectivité | 91 498 | 93 916 | 96 412 | 100 622 | 95 504 |

Source : Service correctionnel du Canada.

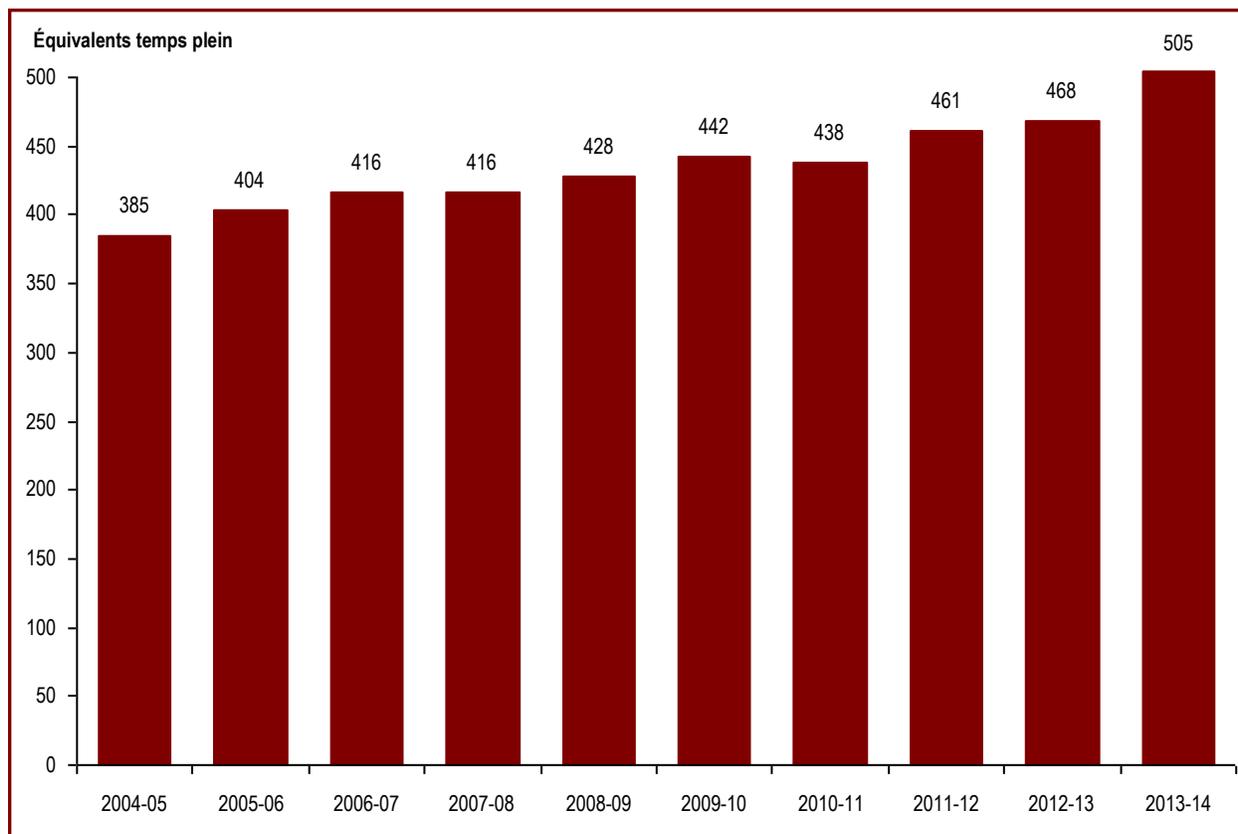
Nota

Le coût quotidien moyen d'un détenu inclut les frais de fonctionnement des établissements, comme les salaires et les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés, mais non les dépenses en capital et les dépenses liées à CORCAN (un organisme de service spécial qui mène des activités industrielles dans les pénitenciers).

En 2001-2002, la méthode de répartition des coûts a été perfectionnée afin de mieux refléter les dépenses directement liées aux délinquants. En outre, le coût de détention d'une femme dans un pénitencier inclut maintenant le coût des unités à sécurité maximale pour femmes, qui sont situées dans des établissements pour hommes.

LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA

Figure B4



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- Le nombre d'équivalents temps plein utilisés par la Commission des libérations conditionnelles du Canada a augmenté de 31,2 % depuis 2004-2005.

LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA

Tableau B4

| | Équivalents temps plein | | | | |
|--|-------------------------|------------|------------|------------|------------|
| | 2009-10 | 2010-11 | 2011-12 | 2012-13 | 2013-14 |
| Résultat stratégique* | | | | | |
| Décisions sur les mises en liberté sous condition | 299 | 297 | 310 | 311 | 325 |
| Transparence et responsabilité – mises en liberté sous condition | 64 | 57 | 60 | 56 | 53 |
| Décisions sur les pardons et recommandations de clémence | 40 | 38 | 37 | 58 | 79 |
| Gestion ministérielle | 39 | 46 | 54 | 43 | 48 |
| Total | 442 | 438 | 461 | 468 | 505 |
| Type d'employés | | | | | |
| Commissaires à temps plein | 40 | 40 | 43 | 44 | 42 |
| Commissaires à temps partiel | 25 | 21 | 21 | 20 | 20 |
| Personnel | 377 | 377 | 397 | 404 | 443 |
| Total | 442 | 438 | 461 | 468 | 505 |

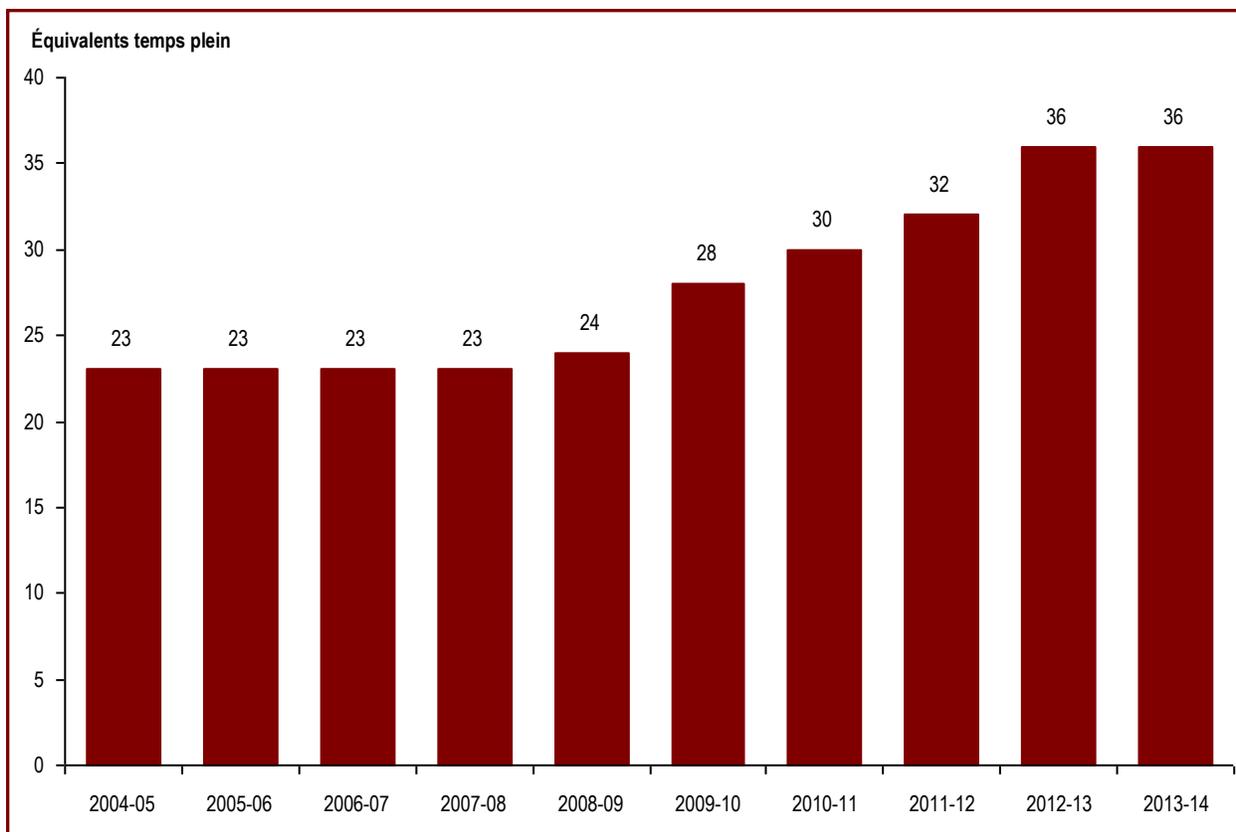
Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

*À compter de 2006-2007, les exigences visant l'établissement de rapports du Receveur Général du Canada et du Secrétariat du Conseil du Trésor sont passées des Secteurs d'activités aux Résultats stratégiques. Par conséquent, aucune donnée sur la catégorie Transparence et responsabilité – mises en liberté sous condition n'est disponible pour les exercices précédant 2006-2007.

LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DU BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL

Figure B5



Source : le Bureau de l'Enquêteur correctionnel.

- Le nombre total d'équivalents temps plein au Bureau de l'enquêteur correctionnel a resté stable au cours des deux dernières années.
- En 2013-2014, le Bureau de l'Enquêteur correctionnel a reçu environ 5 434 plaintes et demandes de renseignements.*

Nota

*Le Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC) peut instituer une enquête lorsqu'il reçoit une plainte déposée par un délinquant ou en son nom, ou encore de sa propre initiative. Les plaintes sont faites par téléphone, par lettre ou au cours d'entrevues menées par le personnel enquêteur du BEC dans les établissements correctionnels fédéraux. Le BEC peut donner suite aux plaintes au moyen d'actions internes (quand l'information ou l'aide demandée par le délinquant peut être fournie par le personnel enquêteur du BEC) ou d'enquêtes (lorsque, en plus d'examiner la loi, les politiques et la documentation, le personnel enquêteur du BEC fait une enquête ou plusieurs interventions auprès du Service correctionnel et formule des recommandations). L'étendue, la complexité et la durée des enquêtes de même que les ressources requises varient considérablement d'un cas à l'autre.

LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DU BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL

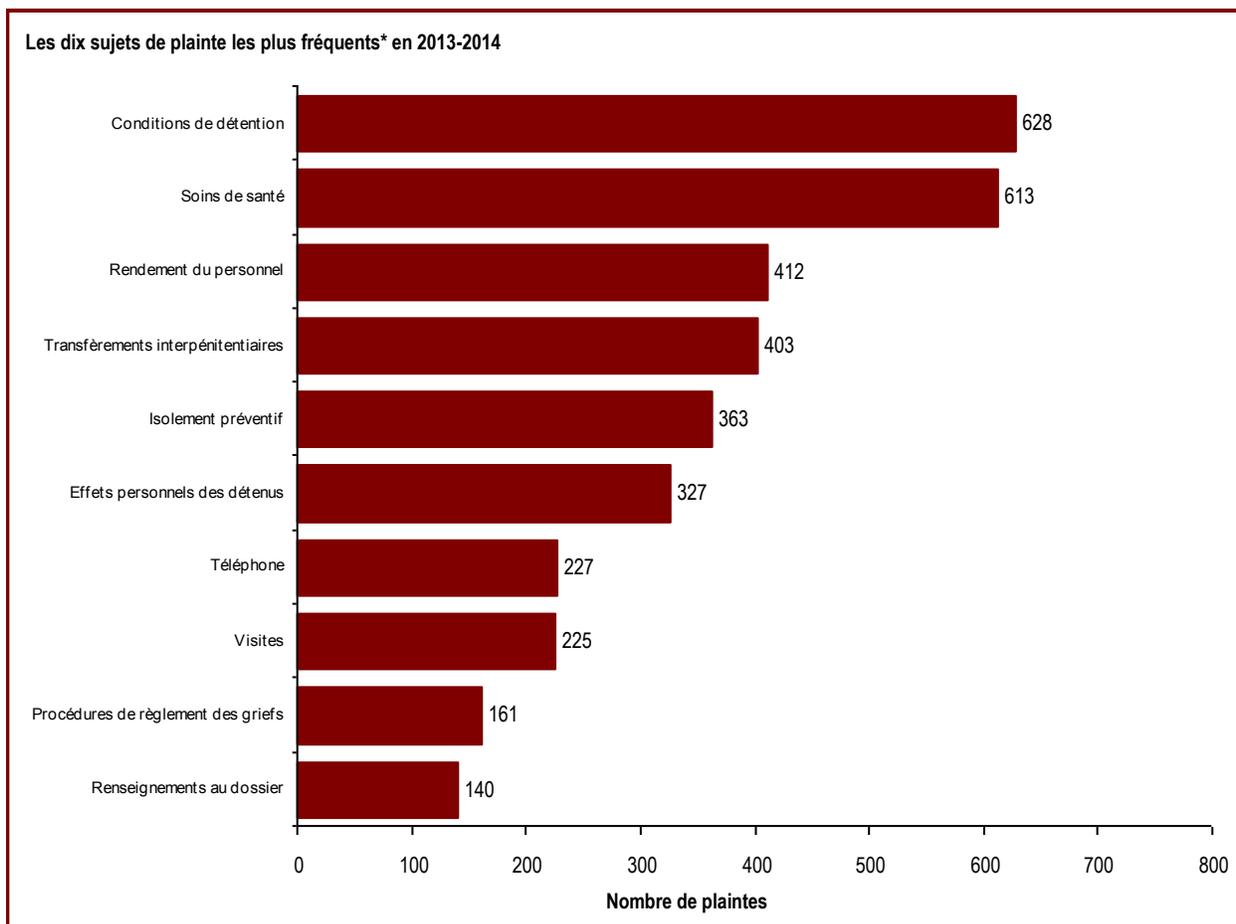
Tableau B5

| | Équivalents temps plein | | | | |
|---|-------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 2009-10 | 2010-11 | 2011-12 | 2012-13 | 2013-14 |
| Type d'employés | | | | | |
| Enquêteur correctionnel | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Cadres supérieurs et Conseillers juridiques/politiques | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| Services d'enquête | 20 | 20 | 21 | 25 | 25 |
| Services administratifs | 2 | 4 | 5 | 5 | 5 |
| Total | 28 | 30 | 32 | 36 | 36 |

Source : le Bureau de l'Enquêteur correctionnel.

**LES CONDITIONS DE DÉTENTION EST LE SUJET SUR LEQUEL LES DÉLINQUANTS SOUS
RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PORTENT LE PLUS SOUVENT PLAINTE
AU BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL**

Figure B6



Source : le Bureau de l'Enquêteur correctionnel.

- En 2013-2014, le Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC) a reçu 5 434 plaintes et demandes de renseignements*.
- Les questions touchant les conditions de détention (11,6 %), les soins de santé (11,3 %), et rendement du personnel (7,6 %) représentaient 30,4 % de toutes les plaintes.
- Le nombre de plaintes individuelles traitées par le BEC a diminué au cours des dernières années parce que le BEC a réaffecté des ressources afin de se concentrer davantage sur les enquêtes concernant les problèmes systémiques et de décès en établissement.

Nota

*Le Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC) peut instituer une enquête lorsqu'il reçoit une plainte déposée par un délinquant ou en son nom, ou encore de sa propre initiative. Les plaintes sont faites par téléphone, par lettre ou au cours d'entrevues menées par le personnel enquêteur du BEC dans les établissements correctionnels fédéraux. Le BEC peut donner suite aux plaintes au moyen d'actions internes (quand l'information ou l'aide demandée par le délinquant peut être fournie par le personnel enquêteur du BEC) ou d'enquêtes (lorsque, en plus d'examiner la loi, les politiques et la documentation, le personnel enquêteur du BEC fait une enquête ou plusieurs interventions auprès du Service correctionnel et formule des recommandations). L'étendue, la complexité et la durée des enquêtes de même que les ressources requises varient considérablement d'un cas à l'autre.

**LES CONDITIONS DE DÉTENTION EST LE SUJET SUR LEQUEL LES DÉLINQUANTS SOUS
RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PORTENT LE PLUS SOUVENT PLAINTE
AU BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL**

Tableau B6

| Catégorie de plainte | Nombre de plaintes* | | | | |
|--|---------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2009-10 | 2010-11 | 2011-12 | 2012-13 | 2013-14 |
| | Nbre | Nbre | Nbre | Nbre | Nbre |
| Conditions de détention | -- ** | 469 | 483 | 509 | 628 |
| Soins de santé (y compris les soins dentaires) | 821 | 797 | 730 | 577 | 613 |
| Rendement du personnel | 370 | 347 | 310 | 368 | 412 |
| Transfèrements interpénitentiaires | 393 | 369 | 408 | 376 | 403 |
| Isolement préventif | 390 | 346 | 428 | 424 | 363 |
| Effets personnels des détenus | 388 | 407 | 386 | 399 | 327 |
| Téléphone | 165 | 168 | 141 | 135 | 227 |
| Visites (y compris les visites familiales privées) | 277 | 205 | 253 | 213 | 225 |
| Procédures de règlement des griefs | 236 | 284 | 255 | 163 | 161 |
| Renseignements au dossier | 152 | 202 | 166 | 162 | 140 |
| Questions financières | -- *** | 78 | 108 | 109 | 138 |
| Programmes/services | 163 | 188 | 122 | 101 | 107 |
| Classement selon le niveau de sécurité | 102 | 135 | 92 | 115 | 98 |
| Décisions (en général) – mise en application | -- *** | 129 | 227 | 372 | 93 |
| Correspondance | -- *** | 115 | 127 | 84 | 85 |
| Sécurité du délinquant | 137 | 90 | 87 | | 56 |
| Santé mentale | -- *** | 112 | 54 | 74 | 50 |
| Harcèlement | -- *** | 88 | 119 | 64 | 42 |
| Autres**** | 1 357 | 1 087 | 1 061 | | 957 |
| Cas hors mandat du BEC | 174 | 187 | 232 | 235 | 309 |
| Total | 5 282 | 5 914 | 5 789 | 5 477 | 5 434 |

Source : le Bureau de l'Enquêteur correctionnel.

Nota

*Le Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC) peut entreprendre une enquête de sa propre initiative, ou à la réception d'une plainte formulée par un délinquant ou en son nom. Les plaintes sont formulées par téléphone, par lettre ou au cours d'entrevues avec le personnel chargé des enquêtes dans les installations correctionnelles fédérales. Les dispositions prises pour répondre aux plaintes comprennent une combinaison de réponses internes (où l'aide ou l'information demandée par le délinquant peut habituellement être fournie par un employé chargé des enquêtes du BEC) et d'enquêtes (où, après avoir examiné ou analysé les lois, les politiques et la documentation, le personnel chargé des enquêtes du BEC procède à des recherches ou à plusieurs interventions auprès de Service correctionnel Canada et propose des recommandations pour le traitement de la plainte). Les enquêtes varient considérablement en ce qui concerne la portée, la complexité, la durée et les ressources requises.

Le BEC a révisé les catégories de plaintes afin qu'elles représentent mieux ses priorités organisationnelles et l'évolution de la nature des plaintes reçues au cours de l'exercice 2010-2011. Certaines catégories des exercices précédents ont donc été modifiées ou supprimées.

- **À partir de 2009-2010, la catégorie « conditions de détention » a été supprimée dans le but de mieux saisir la spécificité des plaintes formulées. En conséquence, aucune donnée n'est disponible pour 2009-2010.
- ***Auparavant, les catégories « décisions (en général) – mise en application », « correspondance » et « santé mentale » se trouvaient dans la catégorie « autres ». Par conséquent, les données antérieures à 2010-2011 ne sont pas mentionnées.
- ****La catégorie « autres » comprend tous les types de plaintes qui ne sont pas précisés dans le tableau : placement en cellule, réclamations contre la Couronne, programmes communautaires/surveillance dans la collectivité, mise en liberté sous condition, décès ou blessures graves, régime alimentaire, mesures disciplinaires, discrimination, double occupation, emploi, services alimentaires, santé et sécurité – lieux de travail/programmes des détenus, grève de la faim, demandes des détenus, détecteur ionique/chien renifleur de drogue, méthadone, BEC, langues officielles, opérations/décisions du BEC, processus de mise en liberté, motifs religieux/spirituels, sécurité – incompatibilités/lieu de travail, fouille et saisie, administration de la peine, permission de sortir, analyse d'urine, recours à la force et plainte n'appartenant à aucune catégorie. En 2010-2011, les catégories « placement en cellule », « mise en liberté sous condition », « emploi », « BEC », « motifs religieux/spirituels », « sécurité – incompatibilités/lieu de travail » et « permission de sortir » ont été ajoutées à la catégorie « autres », et les catégories « correspondance », « décisions (en général) – mise en application » et « santé mentale » ont été supprimées.

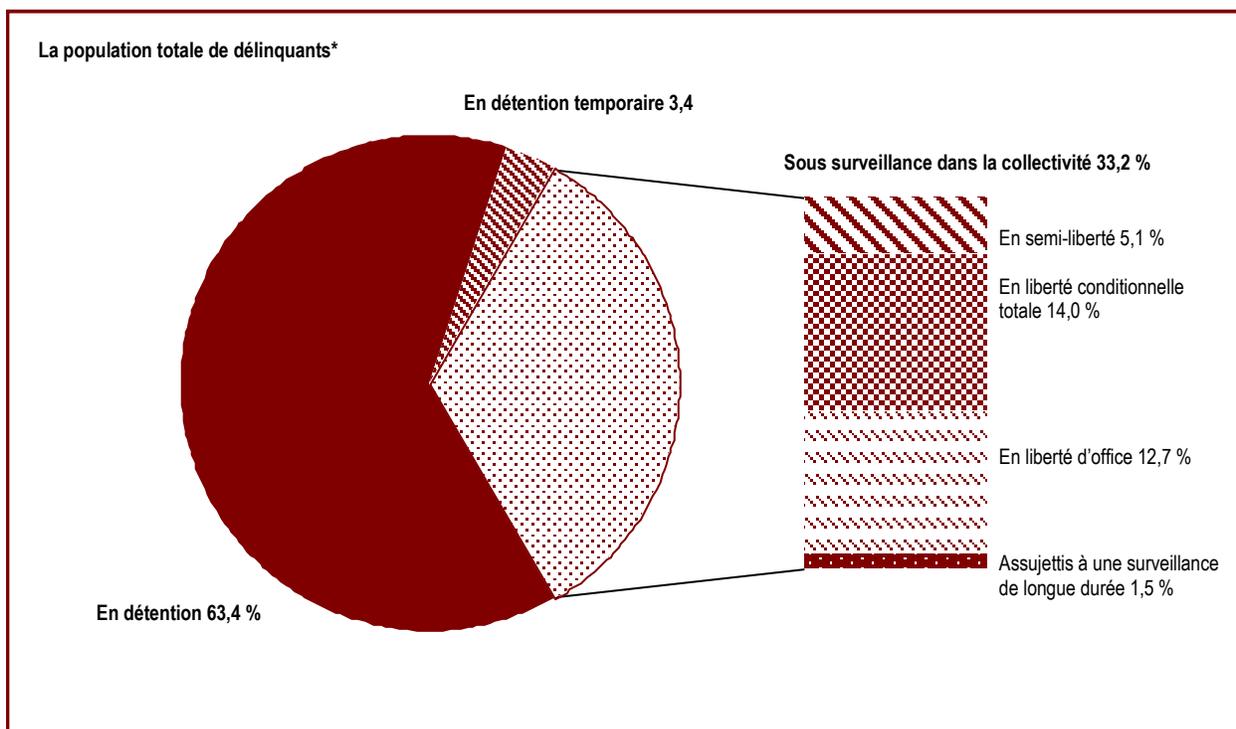
Le nombre de plaintes individuelles traitées par le BEC a diminué au cours des dernières années parce que le BEC a réaffecté des ressources afin de se concentrer davantage sur les enquêtes concernant les problèmes systémiques et les décès en établissement.

SECTION C

LA POPULATION DE DÉLINQUANTS

DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Figure C1



Source : Service correctionnel du Canada.

Définitions

La **population totale de délinquants** comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Les **délinquants en détention** comprennent tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC et les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC.

Les **délinquants en détention temporaire** incluent les délinquants qui sont gardés dans un établissement du SCC ou dans un établissement ne relevant pas du SCC, par suite de la suspension de leur mise en liberté pour violation d'une condition de la libération conditionnelle ou afin de prévenir ce genre de manquement.

Les **délinquants sous surveillance active** comprennent tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, de même que les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité.

Les **établissements du SCC** incluent tous les établissements fédéraux et pavillons de ressourcement financés par le gouvernement fédéral.

Les **délinquants sous surveillance dans la collectivité** comprennent tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

À cette population totale de délinquants s'ajoutent des groupes exclus :

Les délinquants sous responsabilité fédérale incarcérés dans un centre correctionnel communautaire ou dans un établissement ne relevant pas du SCC. Les délinquants sous responsabilité fédérale expulsés ou extradés, notamment les délinquants pour qui une ordonnance d'expulsion a été appliquée par Citoyenneté et Immigration Canada. Les délinquants sous responsabilité fédérale en liberté sous caution, ce qui inclut les délinquants en liberté provisoire; ils ont interjeté appel de leur condamnation ou de leur peine et ont été mis en liberté en attendant les résultats d'un nouveau procès. Les évadés, qui comprennent les délinquants qui se sont enfuis alors qu'ils étaient incarcérés dans un établissement correctionnel ou qu'ils bénéficiaient d'une permission de sortir; on ne sait pas où ils se trouvent. Les délinquants illégalement en liberté pendant 90 jours ou plus, ce qui inclut les délinquants en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, ainsi que les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, pour qui un mandat de suspension d'au moins 90 jours a été délivré mais n'a pas encore été exécuté.

Nota

*La définition du terme « population de délinquants » a été modifiée dans l'édition 2014 de l'Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (ASSCMLSC). Par conséquent, toute comparaison avec les éditions précédentes de l'ASSCMLSC doit être faite avec prudence.

DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Tableau C1

| Situation | Délinquants sous la responsabilité du Service correctionnel du Canada | | | | | |
|--|---|--------|-------|------|------|--------------|
| | Nbre | Nbre | Nbre | % | % | % |
| En détention (établissement du SCC) | 15 327 | | | | | 66,2 |
| Incarcérés dans un établissement du SCC | | 14 674 | | | 63,4 | |
| En détention temporaire dans un établissement du SCC | | 653 | | | 2,8 | |
| Sous surveillance dans la collectivité | 7 827 | | | | | 33,8 |
| En détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC | | 133 | | | | |
| Sous surveillance active | | 7 694 | | | 33,2 | |
| En semi-liberté | | | 1 191 | 5,1 | | |
| En liberté conditionnelle totale | | | 3 231 | 14,0 | | |
| En liberté d'office | | | 2 929 | 12,7 | | |
| Assujettis à une surveillance de longue durée | | | 343 | 1,5 | | |
| Total | 23 154* | | | | | 100,0 |

Source : Service correctionnel du Canada.

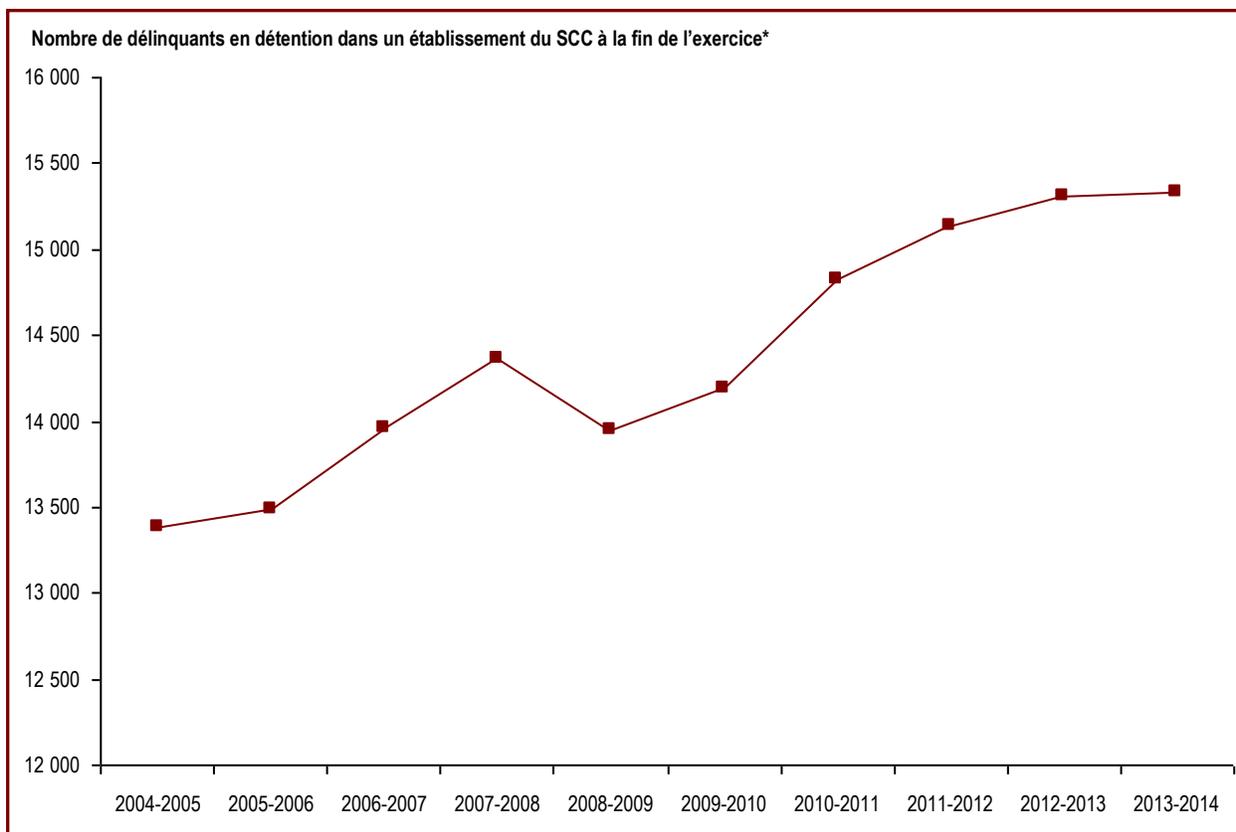
Nota

*A la population totale de délinquants s'ajoutent 137 délinquants qui étaient en liberté sous caution, 119 délinquants qui s'étaient évadés, 172 délinquants sous responsabilité fédérale qui purgeaient leur peine dans un établissement ne relevant pas du SCC, 313 délinquants qui étaient illégalement en liberté pendant 90 jours ou plus, et 405 délinquants qui ont été expulsés ou qui étaient détenus par les autorités de l'immigration.

*La définition du terme « population de délinquants » a été modifiée dans l'édition 2014 de l'Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (ASSCMLSC). Par conséquent, toute comparaison avec les éditions précédentes de l'ASSCMLSC doit être faite avec prudence.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS EN DÉTENTION DANS UN ÉTABLISSEMENT DU SCC A AUGMENTÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Figure C2



Source : Service correctionnel du Canada.

- À la suite des augmentations consécutives du nombre de délinquants en détention dans un établissement du SCC de 2004-2005 à 2007-2008, il y a eu une diminution en 2008-2009, suivie d'augmentations consécutives par la suite (une hausse de 8,1 % pour les cinq derniers exercices).
- Le nombre de délinquants en établissement purgeant une peine de ressort provincial ou territorial a augmenté de 13,4 % de 2004-2005 à 2011-2012 (9 823 à 11 138), tandis que le nombre de délinquants en détention provisoire a augmenté de plus de 38,4 % au cours de la même période (9 656 à 13 369). Depuis 2005-2006, le nombre de délinquants en détention provisoire dépasse celui des délinquants qui purgent leur peine dans des établissements provinciaux ou territoriaux.**

Nota

*Les données reflètent le nombre de délinquants qui étaient en détention dans un établissement du SCC à la fin de chaque exercice. Un exercice s'étend du 1er avril au 31 mars de l'année suivante.

Le terme « délinquants en détention » désigne tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, et les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC.

**Source : *Enquête sur les services correctionnels pour adultes - Indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants*, Centre canadien de la statistique juridique, Statistiques Canada.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS EN DÉTENTION DANS UN ÉTABLISSEMENT DU SCC A AUGMENTÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Tableau C2

| Année | Délinquants en détention | | | | | Total |
|----------|---|---|----------|------------------------|--------|--------|
| | En détention dans un établissement du SCC*1 | Sous responsabilité provinciale/territoriale ² | | | Total | |
| | | Condamnés | Prévenus | Autres/Dét. temporaire | | |
| 2004-05 | 13 378 | 9 823 | 9 656 | 331 | 19 810 | 33 188 |
| 2005-06* | 13 488 | 9 609 | 10 908 | 292 | 20 809 | 34 297 |
| 2006-07 | 13 960 | 10 032 | 12 169 | 300 | 22 500 | 36 460 |
| 2007-08 | 14 362 | 9 799 | 12 973 | 335 | 23 107 | 37 469 |
| 2008-09 | 13 950 | 9 931 | 13 548 | 331 | 23 810 | 37 760 |
| 2009-10 | 14 185 | 10 045 | 13 739 | 322 | 24 106 | 38 291 |
| 2010-11 | 14 824 | 10 922 | 13 086 | 436 | 24 443 | 39 267 |
| 2011-12 | 15 136 | 11 138 | 13 369 | 315 | 24 822 | 39 958 |
| 2012-13 | 15 313 | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2013-14 | 15 327 | -- | -- | -- | -- | -- |

Source : ¹Service correctionnel du Canada; ²Enquête sur les services correctionnels pour adultes : Indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Nota

*Les données reflètent le nombre de délinquants qui étaient en détention dans un établissement du SCC à la fin de chaque exercice. Un exercice s'étend du 1er avril au 31 mars de l'année suivante.

Le terme « délinquants en détention » désigne tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, et les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC.

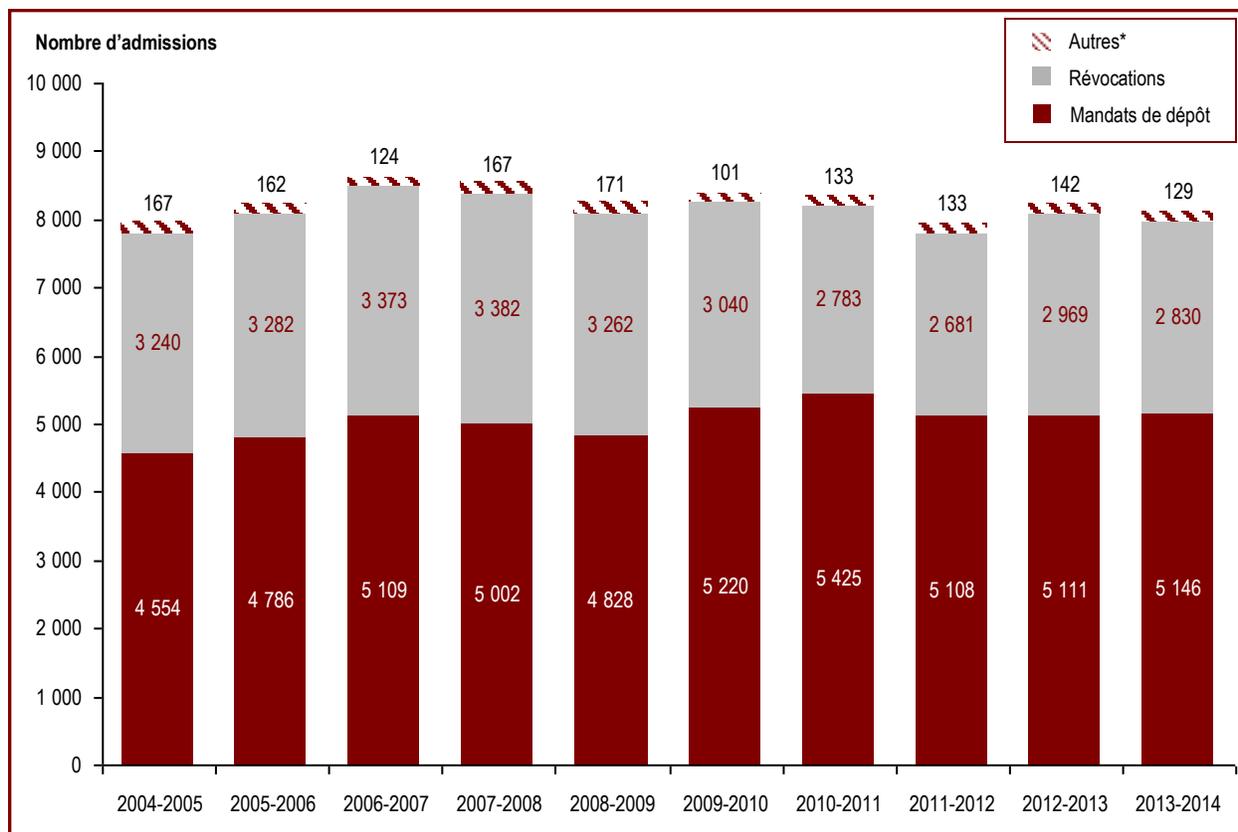
**Les données de l'Île-du-Prince-Édouard est non disponible en 2005-2006.

Les chiffres concernant les délinquants sous responsabilité provinciale ou territoriale sont des moyennes annuelles.

-- Données non disponibles.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS ADMIS DANS DES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX A FLUCTUÉ

Figure C3



Source : Service correctionnel du Canada.

- Après avoir culminé à 8 606 en 2006-2007, le nombre d'admissions a diminué de 5,8 % pour s'établir à 8 105 en 2013-2014.
- Le nombre d'admissions en vertu d'un mandat de dépôt a fluctué au cours de la dernière décennie, mais est resté relativement stable au cours des trois dernières années.
- Le nombre de femmes admises dans des établissements fédéraux en vertu d'un mandat de dépôt a augmenté de 312 en 2009-2010 à 327 en 2013-2014, ce qui représente une augmentation de 4,8 %.

Nota

*La catégorie « Autres » comprend notamment les transfèrements de délinquants relevant d'une autre administration qui ont été effectués en vertu d'accords d'échange de services, les cessations, les transfèrements de pays étrangers et les cas de réincarcération, où une mise en liberté est interrompue en raison d'une nouvelle condamnation.

Ces chiffres correspondent aux admissions enregistrées dans les établissements fédéraux durant chaque exercice et peuvent être supérieurs aux nombres réels de délinquants admis, puisqu'un délinquant peut être incarcéré plusieurs fois dans une année. Un exercice débute le 1^{er} avril et prend fin le 31 mars.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS ADMIS DANS DES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX A FLUCTUÉ

Tableau C3

| | 2009-2010 | | 2010-2011 | | 2011-2012 | | 2012-2013 | | 2013-2014 | |
|--|-----------|-------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|-------|
| | Fem. | Hom. |
| Mandats de dépôt | | | | | | | | | | |
| 1 ^{re} peine de ressort fédéral | 281 | 3 562 | 294 | 3 703 | 303 | 3 494 | 229 | 3 535 | 287 | 3 582 |
| Autres | 31 | 1 346 | 39 | 1 389 | 43 | 1 268 | 45 | 1 302 | 40 | 1 237 |
| Total partiel | 312 | 4 908 | 333 | 5 092 | 346 | 4 762 | 274 | 4 837 | 327 | 4 819 |
| Total | 5 220 | | 5 425 | | 5 108 | | 5 111 | | 5 146 | |
| Révocations | | | | | | | | | | |
| Total | 3 040 | | 2 783 | | 2 681 | | 2 969 | | 2 830 | |
| Autres* | | | | | | | | | | |
| Total | 101 | | 133 | | 133 | | 142 | | 129 | |
| Total des admissions | | | | | | | | | | |
| 8 361 8 341 7 922 8 222 8 105 | | | | | | | | | | |

Source : Service correctionnel du Canada.

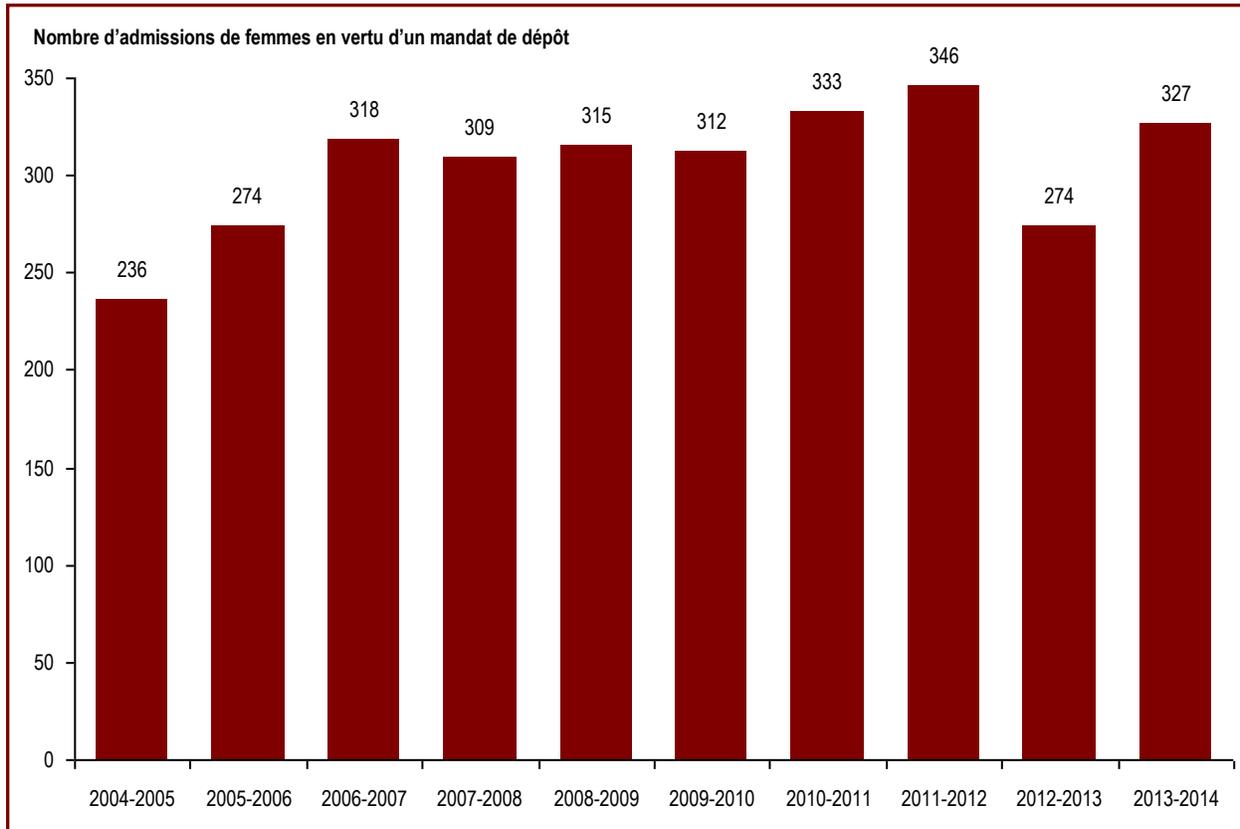
Nota

*La catégorie « Autres » comprend notamment les transfèrements de délinquants relevant d'une autre administration qui ont été effectués en vertu d'accords d'échange de services, les cessations, les transfèrements de délinquants qui étaient incarcérés dans des établissements d'autres pays et les cas de réincarcération, où une mise en liberté est interrompue en raison d'une nouvelle condamnation.

Ces chiffres correspondent aux admissions enregistrées dans les établissements fédéraux durant chaque exercice et peuvent être supérieurs aux nombres réels de délinquants admis, puisqu'un délinquant peut être incarcéré plusieurs fois dans une année. Un exercice débute le 1^{er} avril et prend fin le 31 mars.

LE NOMBRE D'ADMISSIONS DE FEMMES DANS LES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX EN VERTU D'UN MANDAT DE DÉPÔT A AUGMENTÉ EN 2013-2014

Figure C4



Source : Service correctionnel du Canada.

- Au cours des dix dernières années, le nombre de femmes admises dans les établissements fédéraux a augmenté de 38,6 %, passant de 236 en 2004-2005 à 327 en 2013-2014. Durant la même période, il y a eu une augmentation de 11,6 % du nombre d'hommes admis dans les établissements fédéraux.
- De manière générale, les femmes continuent de représenter une petite proportion du nombre total d'admissions (soit 6,4 % en 2013-2014).
- A la fin de l'exercice 2013-2014, 631 femmes étaient incarcérées dans des établissements du Service correctionnel du Canada.

Nota

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal.

LE NOMBRE D'ADMISSIONS DE FEMMES DANS LES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX EN VERTU D'UN MANDAT DE DÉPÔT A AUGMENTÉ EN 2013-2014

Tableau C4

| Année | Admissions en vertu d'un mandat de dépôt | | | | Total |
|-----------|--|-----|--------|------|-------|
| | Femmes | | Hommes | | |
| | Nbre | % | Nbre | % | |
| 2004-2005 | 236 | 5,2 | 4 318 | 94,8 | 4 554 |
| 2005-2006 | 274 | 5,7 | 4 512 | 94,3 | 4 786 |
| 2006-2007 | 318 | 6,2 | 4 791 | 93,8 | 5 109 |
| 2007-2008 | 309 | 6,2 | 4 693 | 93,8 | 5 002 |
| 2008-2009 | 315 | 6,5 | 4 513 | 93,5 | 4 828 |
| 2009-2010 | 312 | 6,0 | 4 908 | 94,0 | 5 220 |
| 2010-2011 | 333 | 6,1 | 5 092 | 93,9 | 5 425 |
| 2011-2012 | 346 | 6,8 | 4 762 | 93,2 | 5 108 |
| 2012-2013 | 274 | 5,4 | 4 837 | 94,6 | 5 111 |
| 2013-2014 | 327 | 6,4 | 4 819 | 93,6 | 5 146 |

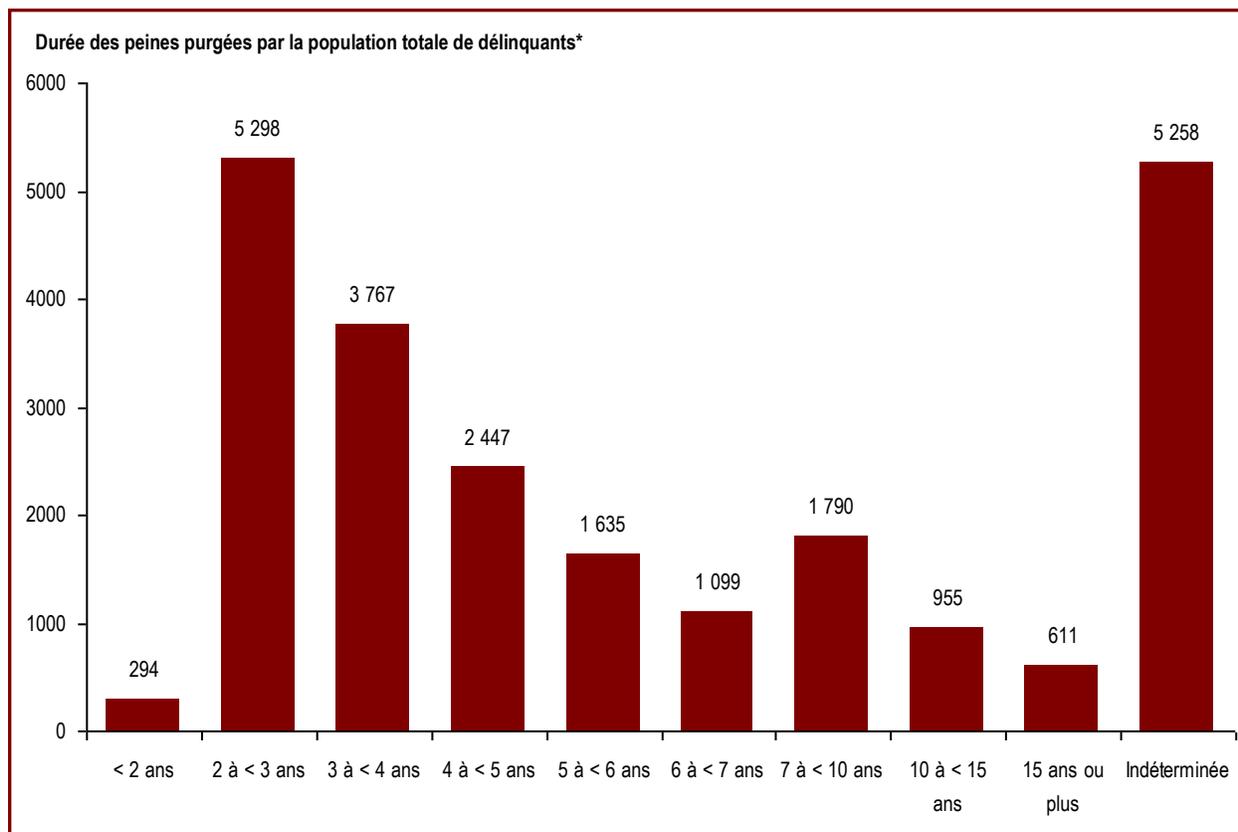
Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal

PLUS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION TOTALE DE DÉLINQUANTS EN DÉTENTION DANS DES ÉTABLISSEMENTS DU SCC PURGENT UNE PEINE DE MOINS DE CINQ ANS

Figure C5



Source : Service correctionnel du Canada.

- En 2013-2014, plus de la moitié (51,0 %) de la population totale de délinquants* purgeaient une peine de moins de cinq ans, 22,9 % purgeant une peine allant de deux ans à moins de trois ans.
- Presque un quart (22,7 %) de la population totale de délinquants* purgeaient une peine d'une durée indéterminée. Le nombre total de délinquants purgeant ce type de peine a augmenté de 7,4 % depuis 2009-2010, passant de 4 897 à 5 258 en 2013-2014.

Nota

*La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours. Les délinquants qui purgent une peine de moins de deux ans comprennent les délinquants transférés d'un pays étranger, de même que les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée, qui ont été condamnés à une peine supplémentaire de moins de deux ans.

**PLUS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION TOTALE DE DÉLINQUANTS EN DÉTENTION DANS
DES ÉTABLISSEMENTS DU SCC PURGENT UNE PEINE DE MOINS DE CINQ ANS**

Tableau C5

| Durée de la peine | 2009-2010 | | 2010-2011 | | 2011-2012 | | 2012-2013 | | 2013-2014 | |
|--------------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|
| | Nbre | % |
| < 2 ans | 309 | 1,4 | 277 | 1,2 | 262 | 1,1 | 280 | 1,2 | 294 | 1,3 |
| 2 ans à < 3 ans | 5 713 | 25,9 | 5 927 | 26,2 | 5 785 | 25,3 | 5 467 | 23,8 | 5 298 | 22,9 |
| 3 ans à < 4 ans | 3 338 | 15,1 | 3 519 | 15,5 | 3 626 | 15,8 | 3 729 | 16,2 | 3 767 | 16,3 |
| 4 ans à < 5 ans | 2 133 | 9,7 | 2 202 | 9,7 | 2 290 | 10,0 | 2 363 | 10,3 | 2 447 | 10,6 |
| 5 ans à < 6 ans | 1 490 | 6,7 | 1 516 | 6,7 | 1 577 | 6,9 | 1 598 | 7,0 | 1 635 | 7,1 |
| 6 ans à < 7 ans | 951 | 4,3 | 996 | 4,4 | 999 | 4,4 | 1 083 | 4,7 | 1 099 | 4,7 |
| 7 ans à < 10 ans | 1 525 | 6,9 | 1 580 | 7,0 | 1 656 | 7,2 | 1 722 | 7,5 | 1 790 | 7,7 |
| 10 ans à < 15 ans | 1 003 | 4,5 | 988 | 4,4 | 978 | 4,3 | 961 | 4,2 | 955 | 4,1 |
| 15 ans ou plus | 721 | 3,3 | 674 | 3,0 | 630 | 2,8 | 608 | 2,6 | 611 | 2,6 |
| durée indéterminée | 4 897 | 22,2 | 4 984 | 22,0 | 5 098 | 22,3 | 5 167 | 22,5 | 5 258 | 22,7 |
| Total | 22 080 | 100 | 22 663 | 100 | 22 901 | 100 | 22 978 | 100 | 23 154 | 100 |

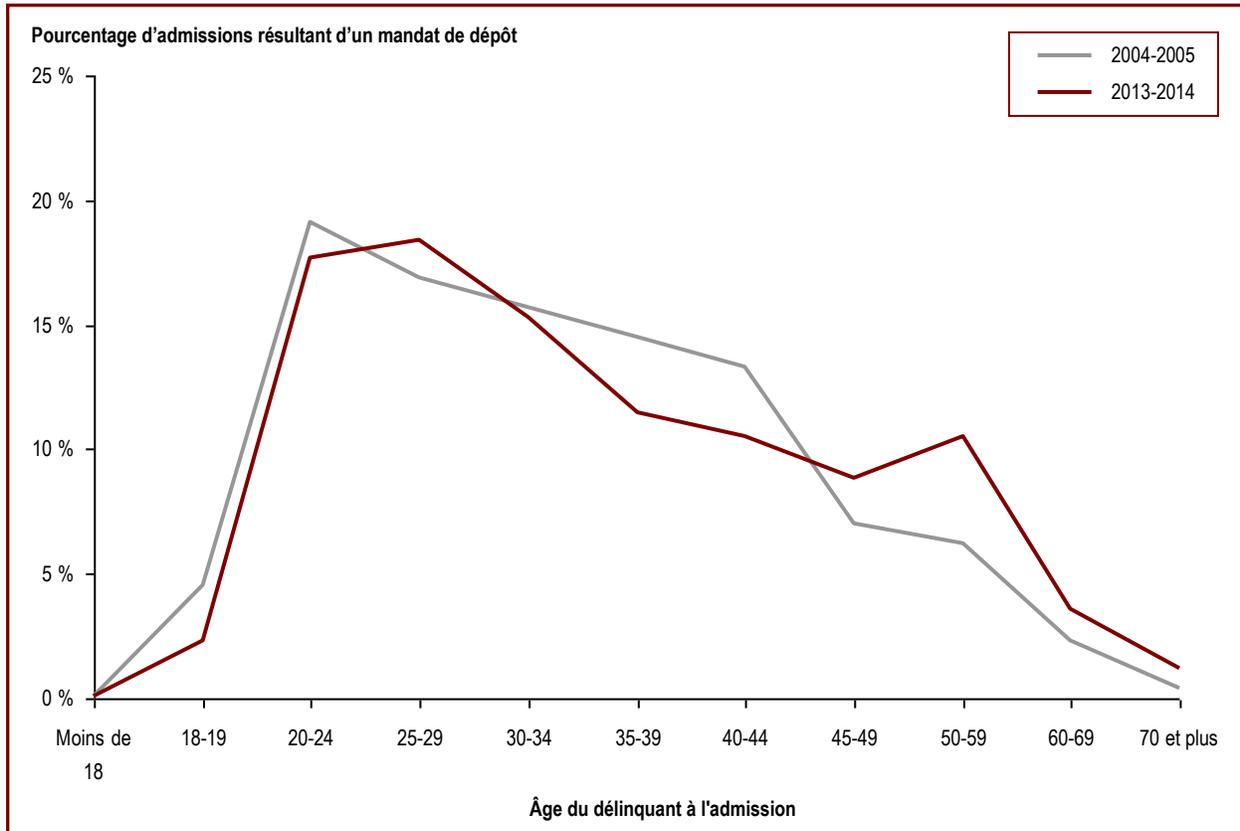
Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours. Les délinquants qui purgent une peine de moins de deux ans comprennent les délinquants transférés d'un pays étranger, de même que les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée, qui ont été condamnés à une peine supplémentaire de moins de deux ans.

L'ÂGE DES DÉLINQUANTS AU MOMENT DE LEUR ADMISSION DANS UN ÉTABLISSEMENT FÉDÉRAL EST EN HAUSSE

Figure C6



Source : Service correctionnel du Canada.

- En 2013-2014, 36,1 % des délinquants avaient entre 20 et 29 ans, et 26,9 % avaient entre 30 et 39 ans au moment de leur admission dans des établissements fédéraux.
- Si l'on fait une comparaison entre les deux sexes, on voit que la répartition des délinquants selon l'âge à l'admission est semblable.
- L'âge médian des délinquants à leur admission est le même en 2013-2014 qu'en 2004-2005, soit de 33 ans
- Le nombre de délinquants âgés de 40 à 49 ans au moment de l'admission est passé de 927 en 2004-2005 à 993 en 2013-2014, ce qui représente une augmentation de 7,1 %.
- Le nombre de délinquants âgés de 30 à 34 ans au moment de l'admission est passé de 716 en 2004-2005 à 789 en 2013-2014. Toutefois, la proportion du nombre total d'admissions en vertu d'un mandat de dépôt était à peu près la même en 2004-2005 (15,7 %) et en 2013-2014 (15,3 %).

Nota

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal. Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

L'ÂGE DES DÉLINQUANTS AU MOMENT DE LEUR ADMISSION DANS UN ÉTABLISSEMENT FÉDÉRAL EST EN HAUSSE

Tableau C6

| Âge à l'admission | 2004-2005 | | | | | | 2013-2014 | | | | | |
|-------------------|------------|------|--------------|------|--------------|------|------------|------|--------------|------|--------------|------|
| | Femmes | | Hommes | | Total | | Femmes | | Hommes | | Total | |
| | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % |
| Moins de 18 ans | 0 | 0,0 | 5* | 0,1 | 5 | 0,1 | 0 | 0,0 | 6** | 0,1 | 6 | 0,1 |
| 18 ou 19 ans | 9 | 3,8 | 194 | 4,5 | 203 | 4,5 | 6 | 1,8 | 112 | 2,3 | 118 | 2,3 |
| De 20 à 24 ans | 30 | 12,7 | 842 | 19,5 | 872 | 19,1 | 61 | 18,7 | 849 | 17,6 | 910 | 17,7 |
| De 25 à 29 ans | 41 | 17,4 | 727 | 16,8 | 768 | 16,9 | 58 | 17,7 | 890 | 18,5 | 948 | 18,4 |
| De 30 à 34 ans | 42 | 17,8 | 674 | 15,6 | 716 | 15,7 | 53 | 16,2 | 736 | 15,3 | 789 | 15,3 |
| De 35 à 39 ans | 37 | 15,7 | 624 | 14,5 | 661 | 14,5 | 41 | 12,5 | 552 | 11,5 | 593 | 11,5 |
| De 40 à 44 ans | 35 | 14,8 | 571 | 13,2 | 606 | 13,3 | 45 | 13,8 | 495 | 10,3 | 540 | 10,5 |
| De 45 à 49 ans | 21 | 8,9 | 300 | 6,9 | 321 | 7,0 | 24 | 7,3 | 429 | 8,9 | 453 | 8,8 |
| De 50 à 59 ans | 18 | 7,6 | 263 | 6,1 | 281 | 6,2 | 25 | 7,6 | 514 | 10,7 | 539 | 10,5 |
| De 60 à 69 ans | 3 | 1,3 | 100 | 2,3 | 103 | 2,3 | 10 | 3,1 | 177 | 3,7 | 187 | 3,6 |
| 70 ans ou plus | 0 | 0,0 | 18 | 0,4 | 18 | 0,4 | 4 | 1,2 | 59 | 1,2 | 63 | 1,2 |
| Total | 236 | | 4 318 | | 4 554 | | 327 | | 4 819 | | 5 146 | |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

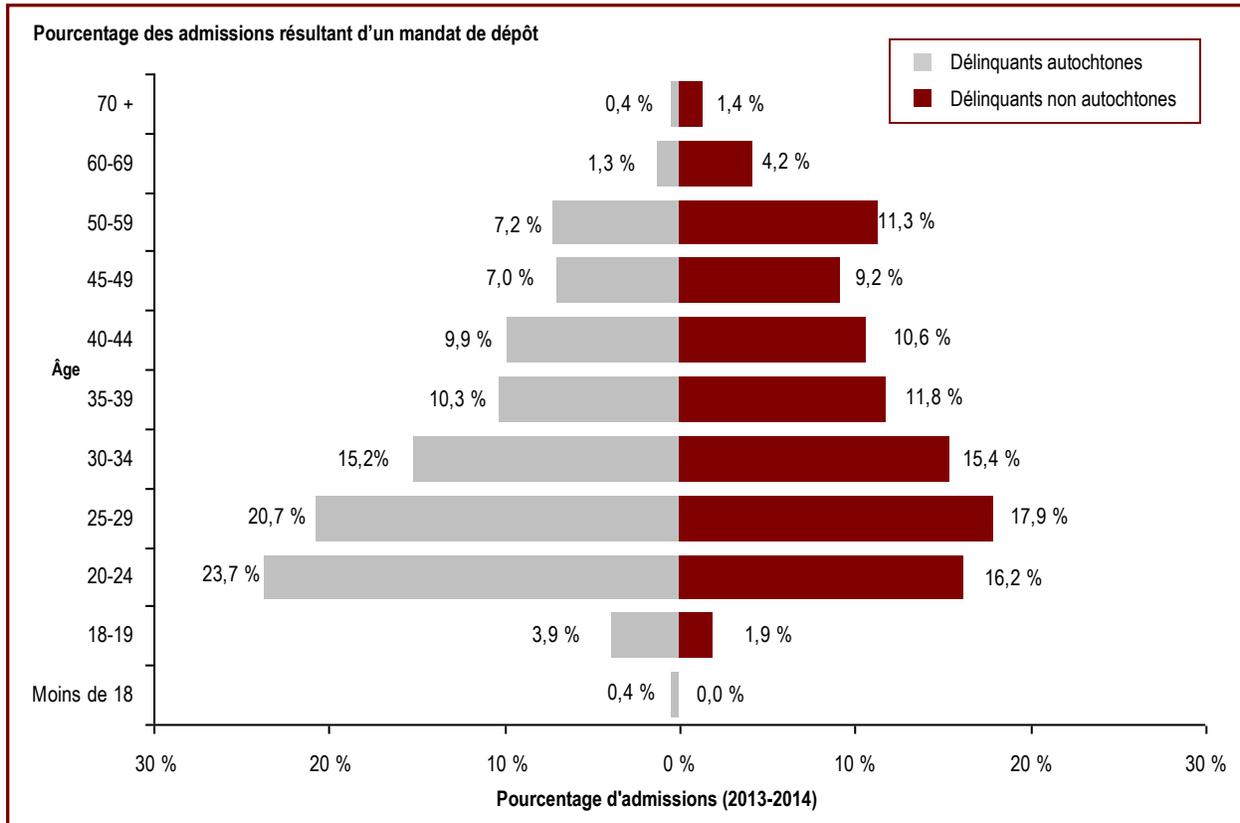
*Ces cinq délinquants comprennent deux délinquants dans un centre de détention pour jeunes et trois délinquants qui, à 17 ans, étaient au Centre régional de réception condamnés et admis à la compétence fédérale par les tribunaux.

**Ces six délinquants ont été admis dans un centre correctionnel pour les jeunes.

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal. Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

L'ÂGE MOYEN À L'ADMISSION EST PLUS BAS CHEZ LES DÉLINQUANTS AUTOCHTONES QUE CHEZ LES DÉLINQUANTS NON AUTOCHTONES

Figure C7



Source : Service correctionnel du Canada.

- Une proportion de 48,8 % des délinquants autochtones admis dans des établissements fédéraux en 2013-2014 avaient moins de 30 ans, contre seulement 36,0 % des non autochtones.
- L'âge médian des délinquants autochtones à l'admission est de 30 ans, comparativement à 34 ans pour les non autochtones.
- L'âge médian des délinquantes autochtones à l'admission est de 31 ans, comparativement à 34 ans pour les délinquantes non autochtones.

Nota

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal. Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

L'ÂGE MOYEN À L'ADMISSION EST PLUS BAS CHEZ LES DÉLINQUANTS AUTOCHTONES QUE CHEZ LES DÉLINQUANTS NON AUTOCHTONES

Tableau C7

| Âge à l'admission | 2004-2005 | | | | | | 2013-2014 | | | | | |
|-------------------|-------------|------|-----------------|------|--------------|------|--------------|------|-----------------|------|--------------|------|
| | Autochtones | | Non Autochtones | | Total | | Autochtones | | Non Autochtones | | Total | |
| | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % |
| Moins de 18 ans | 2 | 0,2 | 3 | 0,1 | 5 | 0,1 | 4 | 0,4 | 2 | 0,0 | 6 | 0,1 |
| 18 et 19 ans | 61 | 7,0 | 142 | 3,9 | 203 | 4,5 | 40 | 3,9 | 78 | 1,9 | 118 | 2,3 |
| De 20 à 24 ans | 191 | 22,0 | 681 | 18,5 | 872 | 19,1 | 240 | 23,7 | 670 | 16,2 | 910 | 17,7 |
| De 25 à 29 ans | 177 | 20,4 | 591 | 16,0 | 768 | 16,9 | 210 | 20,7 | 738 | 17,9 | 948 | 18,4 |
| De 30 à 34 ans | 147 | 17,0 | 569 | 15,4 | 716 | 15,7 | 154 | 15,2 | 635 | 15,4 | 789 | 15,3 |
| De 35 à 39 ans | 115 | 13,3 | 546 | 14,8 | 661 | 14,5 | 104 | 10,3 | 489 | 11,8 | 593 | 11,5 |
| De 40 à 44 ans | 96 | 11,1 | 510 | 13,8 | 606 | 13,3 | 100 | 9,9 | 440 | 10,6 | 540 | 10,5 |
| De 45 à 49 ans | 40 | 4,6 | 281 | 7,6 | 321 | 7,0 | 71 | 7,0 | 382 | 9,2 | 453 | 8,8 |
| De 50 à 59 ans | 25 | 2,9 | 256 | 6,9 | 281 | 6,2 | 73 | 7,2 | 466 | 11,3 | 539 | 10,5 |
| De 60 à 69 ans | 10 | 1,2 | 93 | 2,5 | 103 | 2,3 | 13 | 1,3 | 174 | 4,2 | 187 | 3,6 |
| 70 ans ou plus | 3 | 0,3 | 15 | 0,4 | 18 | 0,4 | 4 | 0,4 | 59 | 1,4 | 63 | 1,2 |
| Total | 867 | | 3 687 | | 4 554 | | 1 013 | | 4 133 | | 5 146 | |

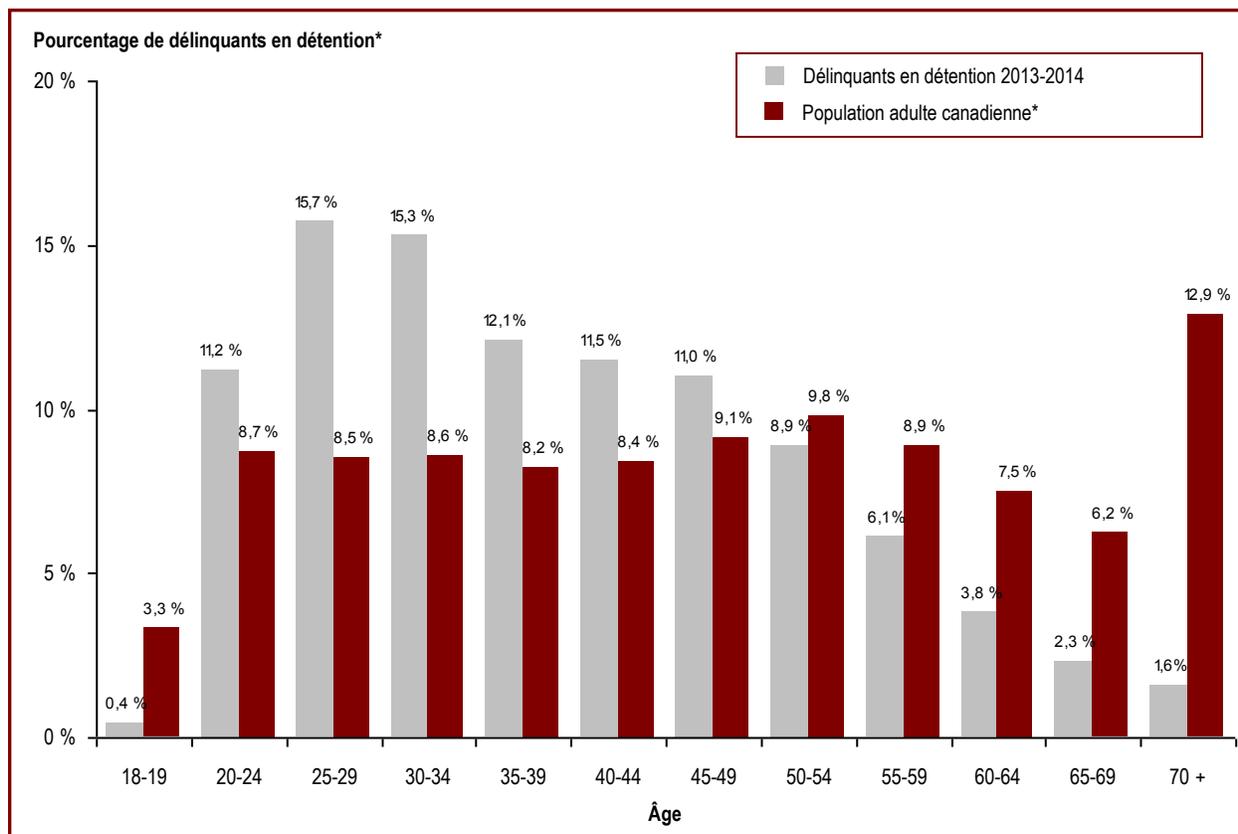
Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal. Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

VINGT-TROIS POUR CENT DES DÉLINQUANTS EN DÉTENTION ONT 50 ANS OU PLUS

Figure C8



Source : Service correctionnel du Canada; Statistique Canada.

- En 2013-2014, 54,7 % des délinquants en détention avaient moins de 40 ans.
- En 2013-2014, 22,7 % des délinquants en détention avaient 50 ans ou plus.
- Les délinquants dans la collectivité étaient plus âgés que les délinquants en détention : 35,5 % des délinquants dans la collectivité avaient 50 ans ou plus, comparativement à 22,7 % des délinquants en détention.

Nota

**Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, et les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC.

**Les estimations postcensitaires provisoires 2013; Division de la démographie de Statistique Canada et ne comprend que les 18 ans et plus.

Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

VINGT-TROIS POUR CENT DES DÉLINQUANTS EN DÉTENTION ONT 50 ANS OU PLUS

Tableau C8

| Âge | En détention | | sous surveillance dans la collectivité | | Total | | Pourcentage de la population adulte canadienne* |
|-----------------|---------------|--------------|--|--------------|---------------|--------------|---|
| | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | |
| Moins de 18 ans | 0 | 0,0 | 0 | 0,0 | 0 | 0,0 | 0,0 |
| 18 et 19 ans | 62 | 0,4 | 4 | 0,1 | 66 | 0,3 | 3,3 |
| De 20 à 24 ans | 1 718 | 11,2 | 561 | 7,2 | 2 279 | 9,8 | 8,7 |
| De 25 à 29 ans | 2 407 | 15,7 | 968 | 12,4 | 3 375 | 14,6 | 8,5 |
| De 30 à 34 ans | 2 340 | 15,3 | 970 | 12,4 | 3 310 | 14,3 | 8,6 |
| De 35 à 39 ans | 1 861 | 12,1 | 865 | 11,1 | 2 726 | 11,8 | 8,2 |
| De 40 à 44 ans | 1 770 | 11,5 | 838 | 10,7 | 2 608 | 11,3 | 8,4 |
| De 45 à 49 ans | 1 689 | 11,0 | 844 | 10,8 | 2 533 | 10,9 | 9,1 |
| De 50 à 54 ans | 1 359 | 8,9 | 839 | 10,7 | 2 198 | 9,5 | 9,8 |
| De 55 à 59 ans | 932 | 6,1 | 663 | 8,5 | 1 595 | 6,9 | 8,9 |
| De 60 à 64 ans | 588 | 3,8 | 482 | 6,2 | 1 070 | 4,6 | 7,5 |
| De 65 à 69 ans | 350 | 2,3 | 370 | 4,7 | 720 | 3,1 | 6,2 |
| 70 ans ou plus | 251 | 1,6 | 423 | 5,4 | 674 | 2,9 | 12,9 |
| Total | 15 327 | 100,0 | 7 827 | 100,0 | 23 154 | 100,0 | 100,0 |

Source : Service correctionnel du Canada; Statistique Canada.

Nota

*Les estimations postcensitaires provisoires 2013; Division de la démographie de Statistique Canada et ne comprend que les 18 ans et plus.

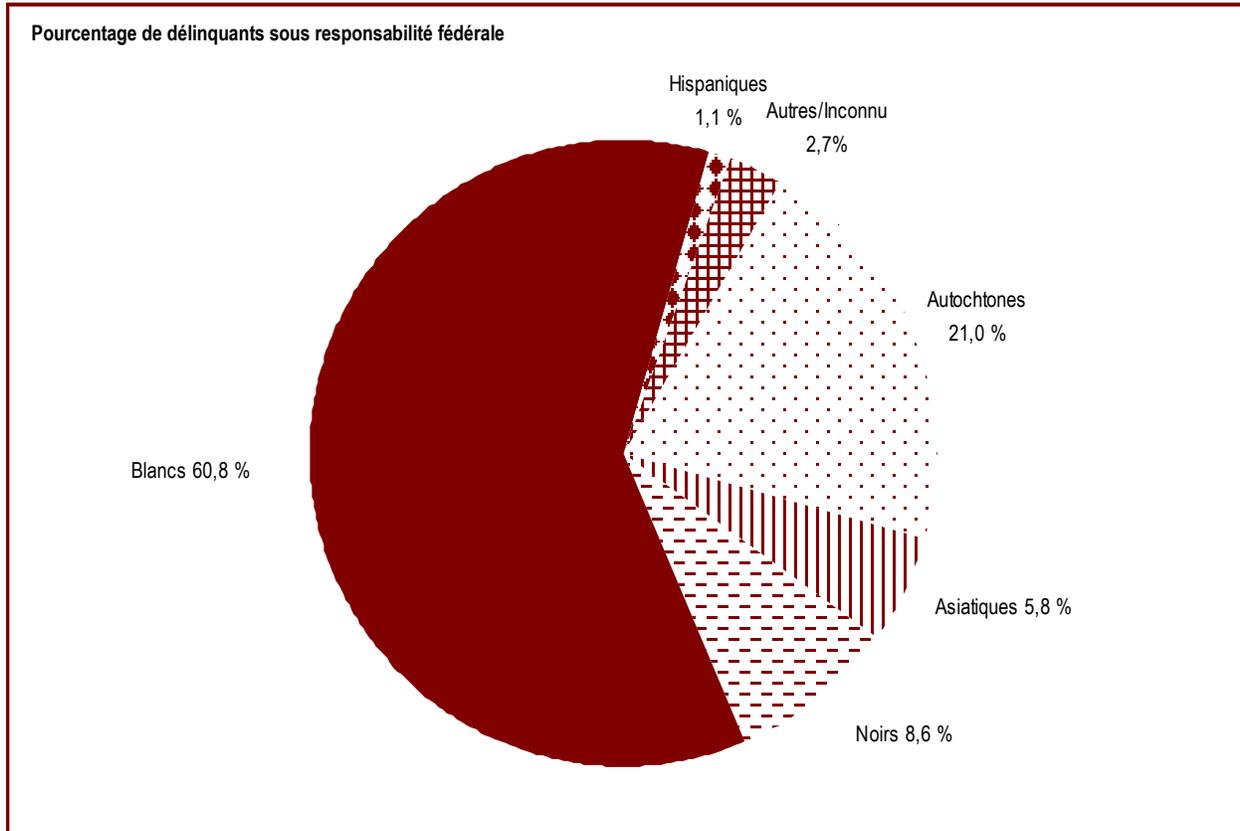
Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, et les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC.

Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

SOIXANTE ET UN POUR CENT DES DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE SONT DE RACE BLANCHE

Figure C9



Source : Service correctionnel du Canada.

- La population de délinquants se diversifie de plus en plus, comme en témoigne la diminution du pourcentage de délinquants blancs (65,9 % en 2009-2010, comparativement à 60,8 % en 2013-2014).
- Entre 2009-2010 et 2013-2014, la population de délinquants autochtones a augmenté de 20,9 %, passant de 4 019 à 4 860.

Nota

Les délinquants eux-mêmes indiquent leur appartenance raciale. Vu que la liste de catégories ne tient peut-être pas compte de toutes les races et que les groupes raciaux ont changé, toute comparaison entre 2009-2010 et 2013-2014 doit être faite avec prudence.

La catégorie « Autochtones » inclut les Inuits, les Innus, les Métis et les Indiens de l'Amérique du Nord.

La catégorie « Asiatiques » comprend les Arabes, les Arabes de l'Asie de l'Ouest, les Asiatiques, les Chinois, les Philippins, les Japonais, les Coréens ainsi que les ressortissants des Indes orientales, de l'Asie de l'Est, de l'Asie du Sud-Est, de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Ouest.

La catégorie « Hispaniques » inclut les Espagnols et les Latino-Américains.

La catégorie « Noirs » comprend les Noirs ainsi que les ressortissants des îles Britanniques, des Caraïbes et de l'Afrique subsaharienne.

La catégorie « Autre/Inconnue » inclut les Français européens, les ressortissants de l'Europe de l'Est, de l'Europe du Nord, de l'Europe du Sud et de l'Europe de l'Ouest, les délinquants d'origine multiraciale/ethnique, les Océaniens, les délinquants qui ne sont pas en mesure de s'identifier à une race, les délinquants d'autres races et les délinquants de race inconnue.

Les données reflètent la population totale de délinquants, laquelle comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Les données indiquent le nombre de délinquants qui étaient en détention à la fin de chaque exercice (un exercice commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars).

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

SOIXANTE ET UN POUR CENT DES DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE SONT DE RACE BLANCHE

Tableau C9

| | La population totale de délinquants* | | | |
|-------------------------------|--------------------------------------|--------------|---------------|--------------|
| | 2009-2010 | | 2013-2014 | |
| | Nbre | % | Nbre | % |
| Autochtones | 4 019 | 18.2 | 4 860 | 21,0 |
| Inuits | 187 | 0.8 | 219 | 0,9 |
| Métis | 1 017 | 4.6 | 1 316 | 5,7 |
| Indiens de l'Amérique du Nord | 2 815 | 12.7 | 3 325 | 14,4 |
| Asiatiques | 1 041 | 4.7 | 1 348 | 5,8 |
| Arabes/Asie du Sud-Ouest | 233 | 1.1 | 350 | 1,5 |
| Asiatiques | 57 | 0.3 | 197 | 0,9 |
| Chinois | 120 | 0.5 | 143 | 0,6 |
| Indes orientales | 23 | 0.1 | 15 | 0,1 |
| Philippins | 58 | 0.3 | 66 | 0,3 |
| Japonais | 3 | 0.0 | 6 | 0,0 |
| Coréens | 12 | 0.1 | 19 | 0,1 |
| Asie du Sud-Est | 352 | 1.6 | 327 | 1,4 |
| Asie du Sud | 183 | 0.8 | 225 | 1,0 |
| Noirs | 1 641 | 7.4 | 1 988 | 8,6 |
| Blancs | 14 561 | 65.9 | 14 076 | 60,8 |
| Hispaniques | 187 | 0.8 | 251 | 1,1 |
| Espagnols | 9 | 0.0 | 7 | 0,0 |
| Latino-Américains | 178 | 0.8 | 244 | 1,1 |
| Autres/inconnues | 631 | 2.9 | 631 | 2,7 |
| Total | 22 080 | 100.0 | 23 154 | 100,0 |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

Les délinquants eux-mêmes indiquent leur appartenance raciale. Vu que la liste de catégories ne tient peut-être pas compte de toutes les races et que les groupes raciaux ont changé, toute comparaison entre 2009-2010 et 2013-2014 doit être faite avec prudence.

La catégorie « Autochtones » inclut les Inuits, les Innus, les Métis et les Indiens de l'Amérique du Nord.

*La catégorie « Asiatiques » comprend les Arabes, les Arabes de l'Asie de l'Ouest, les Asiatiques, les Chinois, les Philippins, les Japonais, les Coréens ainsi que les ressortissants des Indes orientales, de l'Asie de l'Est, de l'Asie du Sud-Est, de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Ouest.

La catégorie « Hispaniques » inclut les Espagnols et les Latino-Américains.

La catégorie « Noirs » comprend les Noirs ainsi que les ressortissants des îles Britanniques, des Caraïbes et de l'Afrique subsaharienne.

La catégorie « Autre/Inconnue » inclut les Français européens, les ressortissants de l'Europe de l'Est, de l'Europe du Nord, de l'Europe du Sud et de l'Europe de l'Ouest, les délinquants d'origine multiraciale/ethnique, les Océaniens, les délinquants qui ne sont pas en mesure de s'identifier à une race, les délinquants d'autres races et les délinquants de race inconnue.

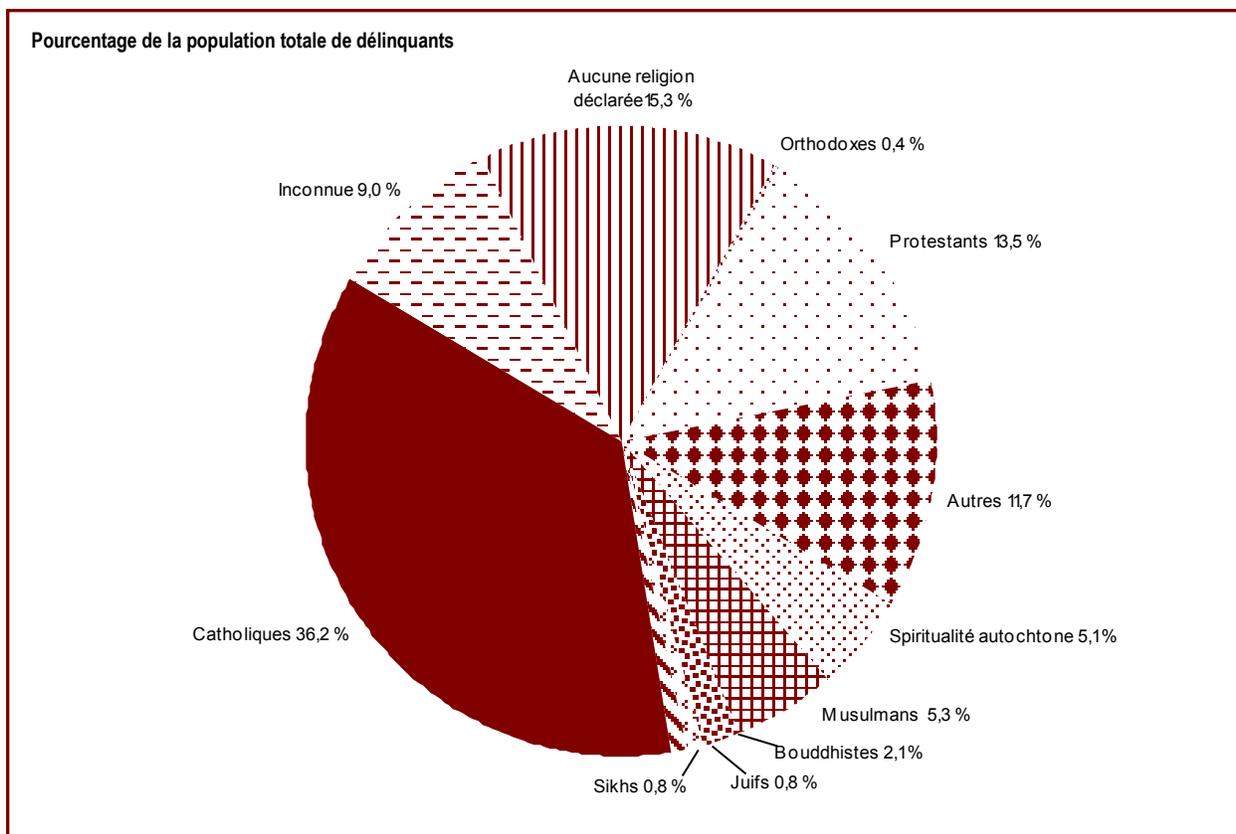
Les données reflètent la population totale de délinquants, laquelle comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Les données indiquent le nombre de délinquants qui étaient en détention à la fin de chaque exercice (un exercice commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars).

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

ON TROUVE DIVERSES CONFESSIONS RELIGIEUSES DANS LA POPULATION DE DÉLINQUANTS

Figure C10



Source : Service correctionnel du Canada.

- L'identification religieuse de la population totale de délinquants était diversifiée. Bien que le pourcentage de délinquants qui se disent catholiques ou protestants continuait de représenter la majorité, il a diminué depuis 2009-2010, passant de 58,2 % à 49,7 % en 2013-2014.
- La religion de 9,0 % des délinquants demeure inconnue, et 15,3 % des délinquants ont affirmé ne pratiquer aucune religion.

Nota

Il convient d'interpréter ces données avec prudence parce qu'elles sont basées sur des renseignements fournis par les délinquants eux-mêmes durant leur période d'incarcération et que les catégories ne sont pas exhaustives.

La catégorie « Catholiques » inclut les catholiques, les catholiques romains, les catholiques grecs, les catholiques autochtones et les catholiques ukrainiens.

La catégorie « Orthodoxes » comprend les orthodoxes grecs, les orthodoxes russes et les orthodoxes ukrainiens.

La catégorie « Protestants » comprend les anglicans, les baptistes, les chrétiens missionnaires, les hutériens, les mennonites, les moraviens, les protestants de spiritualité autochtone, les nazaréens, les pentecôtistes, les presbytériens, les protestants, les adventistes du septième jour, les méthodistes, les wesleyens, l'Armée du Salut ainsi que les adeptes de la Christian Reformed Church, de l'Église des sciences, de l'Église de Dieu de Philadelphie, de l'Église Unie et de la Worldwide Church.

La catégorie « Bouddhistes » inclut les bouddhistes, les bouddhistes de Mahayana et les bouddhistes de Theravada.

La catégorie « Autre » comprend les adeptes d'autres doctrines déclarées comme l'agnosticisme, les Asatruar païens, l'athéisme, le bahá'isme, la Science chrétienne, l'Église du Christ scientiste, le druidisme païen, l'hindouisme, les libres penseurs, les témoins de Jéhovah, la Conscience de Krishna, les mormons, les païens, la Société des amis (Quakers), les rastafariens, la scientologie, le Siddha Yoga, le soufisme, le taoïsme, l'unitarisme, le Wicca, les zoroastriens et les chrétiens n'ayant pas précisé leur confession religieuse.

Les données reflètent la population totale de délinquants, laquelle comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Les données indiquent le nombre de délinquants qui étaient en détention à la fin de chaque exercice (un exercice commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars).

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

ON TROUVE DIVERSES CONFESSIONS RELIGIEUSES DANS LA POPULATION DE DÉLINQUANTS

Tableau C10

| | La population totale de délinquants | | | |
|--------------------------|-------------------------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 2009-2010 | | 2013-2014 | |
| | N ^{bre} | % | N ^{bre} | % |
| Catholiques | 8 472 | 38,4 | 8 378 | 36,2 |
| Protestants | 4 369 | 19,8 | 3 129 | 13,5 |
| Musulmans | 909 | 4,1 | 1 228 | 5,3 |
| Spiritualité autochtone | 835 | 3,8 | 1 176 | 5,1 |
| Bouddhistes | 439 | 2,0 | 475 | 2,1 |
| Juifs | 151 | 0,7 | 177 | 0,8 |
| Orthodoxes | 105 | 0,5 | 85 | 0,4 |
| Sikhs | 120 | 0,5 | 180 | 0,8 |
| Autres | 1 460 | 6,6 | 2 712 | 11,7 |
| Aucune religion déclarée | 3 465 | 15,7 | 3 534 | 15,3 |
| Inconnues | 1 755 | 7,9 | 2 080 | 9,0 |
| Total | 22 080 | 100,0 | 23 154 | 100,0 |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

Il convient d'interpréter ces données avec prudence parce qu'elles sont basées sur des renseignements fournis par les délinquants eux-mêmes durant leur période d'incarcération et que les catégories ne sont pas exhaustives.

La catégorie « Catholiques » inclut les catholiques, les catholiques romains, les catholiques grecs, les catholiques autochtones et les catholiques ukrainiens.

La catégorie « Orthodoxes » comprend les orthodoxes grecs, les orthodoxes russes et les orthodoxes ukrainiens.

La catégorie « Protestants » comprend les anglicans, les baptistes, les chrétiens missionnaires, les huttériens, les mennonites, les moraviens, les protestants de spiritualité autochtone, les nazaréens, les pentecôtistes, les presbytériens, les protestants, les adventistes du septième jour, les méthodistes, les wesleyens, l'Armée du Salut ainsi que les adeptes de la Christian Reformed Church, de l'Église des sciences, de l'Église de Dieu de Philadelphie, de l'Église Unie et de la Worldwide Church.

La catégorie « Bouddhistes » inclut les bouddhistes, les bouddhistes de Mahayana et les bouddhistes de Theravada.

La catégorie « Autre » comprend les adeptes d'autres doctrines déclarées comme l'agnosticisme, les Asatruar païens, l'athéisme, le baháisme, la Science chrétienne, l'Église du Christ scientifique, le druidisme païen, l'hindouisme, les libres penseurs, les témoins de Jéhovah, la Conscience de Krishna, les mormons, les païens, la Société des amis (Quakers), les rastafariens, la scientologie, le Siddha Yoga, le soufisme, le taoïsme, l'unitarisme, le Wicca, les zoroastriens et les chrétiens n'ayant pas précisé leur confession religieuse.

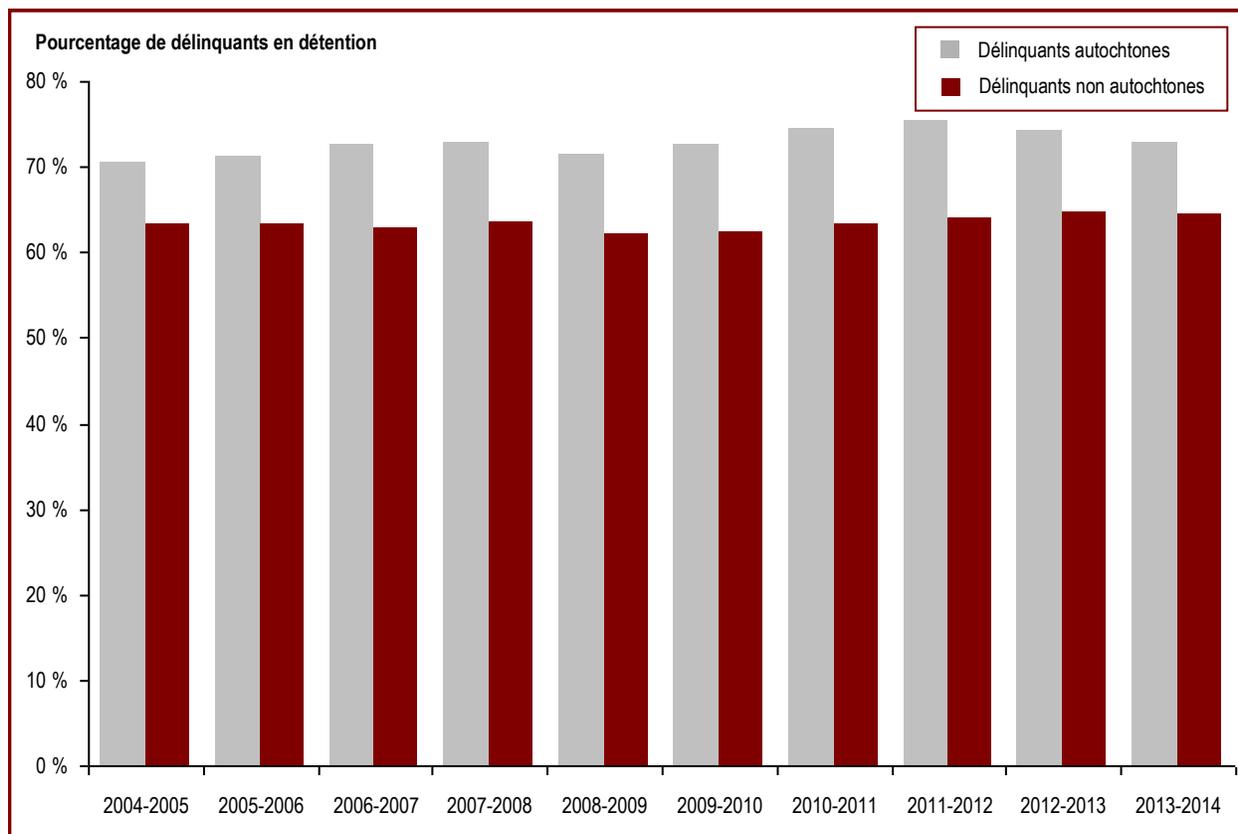
Les données reflètent la population totale de délinquants, laquelle comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Les données indiquent le nombre de délinquants qui étaient en détention à la fin de chaque exercice (un exercice commence le 1er avril et se termine le 31 mars).

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

LA PROPORTION DE DÉLINQUANTS EN DÉTENTION EST PLUS ÉLEVÉE CHEZ LES AUTOCHTONES QUE CHEZ LES NON AUTOCHTONES

Figure C11



Source : Service correctionnel du Canada.

- À la fin de l'exercice 2013-2014, le pourcentage de délinquants autochtones en détention (72,9 %) était supérieur de 8,5 % environ au pourcentage enregistré chez les délinquants non autochtones en détention (64,4 %).
- Les femmes autochtones totalisent 34,5 % de toutes les femmes en détention, tandis que les hommes autochtones représentent 22,6 % de tous les hommes en détention.
- En 2013-2014, les délinquants autochtones représentaient 21,0 % de la population totale de délinquants, alors que les adultes autochtones forment 3,0 % de la population adulte du Canada*.
- En 2013-2014, les délinquants autochtones représentaient 23,1 % des délinquants en détention et 16,8 % des délinquants dans la collectivité.

Nota

*Recensement du Canada de 2006.

La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, et les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC.

Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Les données indiquent le nombre de délinquants actifs à la fin de chaque exercice (un exercice commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars).

LA PROPORTION DE DÉLINQUANTS EN DÉTENTION EST PLUS ÉLEVÉE CHEZ LES AUTOCHTONES QUE CHEZ LES NON AUTOCHTONES

Tableau C11

| | | En détention | | Dans le collectivité | | Total |
|---------------|-----------------|--------------|------|----------------------|------|---------------|
| | | Nbre | % | Nbre | % | |
| Hommes | | | | | | |
| 2010-2011 | Autochtones | 2 998 | 75,1 | 993 | 24,9 | 3 991 |
| | Non-Autochtones | 11 238 | 63,9 | 6 339 | 36,1 | 17 577 |
| | Total | 14 236 | 66,0 | 7 332 | 34,0 | 21 568 |
| 2011-2012 | Autochtones | 3 163 | 75,9 | 1 006 | 24,1 | 4 169 |
| | Non-Autochtones | 11 344 | 64,5 | 6 247 | 35,5 | 17 591 |
| | Total | 14 507 | 66,7 | 7 253 | 33,3 | 21 760 |
| 2012-2013 | Autochtones | 3 361 | 74,8 | 1 135 | 25,2 | 4 496 |
| | Non-Autochtones | 11 336 | 65,2 | 6 046 | 34,8 | 17 382 |
| | Total | 14 697 | 67,2 | 7 181 | 32,8 | 21 878 |
| 2013-2014 | Autochtones | 3 324 | 73,5 | 1 200 | 26,5 | 4 524 |
| | Non-Autochtones | 11 372 | 65,0 | 6 135 | 35,0 | 17 507 |
| | Total | 14 696 | 66,7 | 7 335 | 33,3 | 22 031 |
| Femmes | | | | | | |
| 2010-2011 | Autochtones | 196 | 66,7 | 98 | 33,3 | 294 |
| | Non-Autochtones | 392 | 48,9 | 409 | 51,1 | 801 |
| | Total | 588 | 53,7 | 507 | 46,3 | 1 095 |
| 2011-2012 | Autochtones | 216 | 67,7 | 103 | 32,3 | 319 |
| | Non-Autochtones | 413 | 50,2 | 409 | 49,8 | 822 |
| | Total | 629 | 55,1 | 512 | 44,9 | 1 141 |
| 2012-2013 | Autochtones | 205 | 66,3 | 104 | 33,7 | 309 |
| | Non-Autochtones | 411 | 52,0 | 380 | 48,0 | 791 |
| | Total | 616 | 56,0 | 484 | 44,0 | 1 100 |
| 2013-2014 | Autochtones | 218 | 64,9 | 118 | 35,1 | 336 |
| | Non-Autochtones | 413 | 52,5 | 374 | 47,5 | 787 |
| | Total | 631 | 56,2 | 492 | 43,8 | 1 123 |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

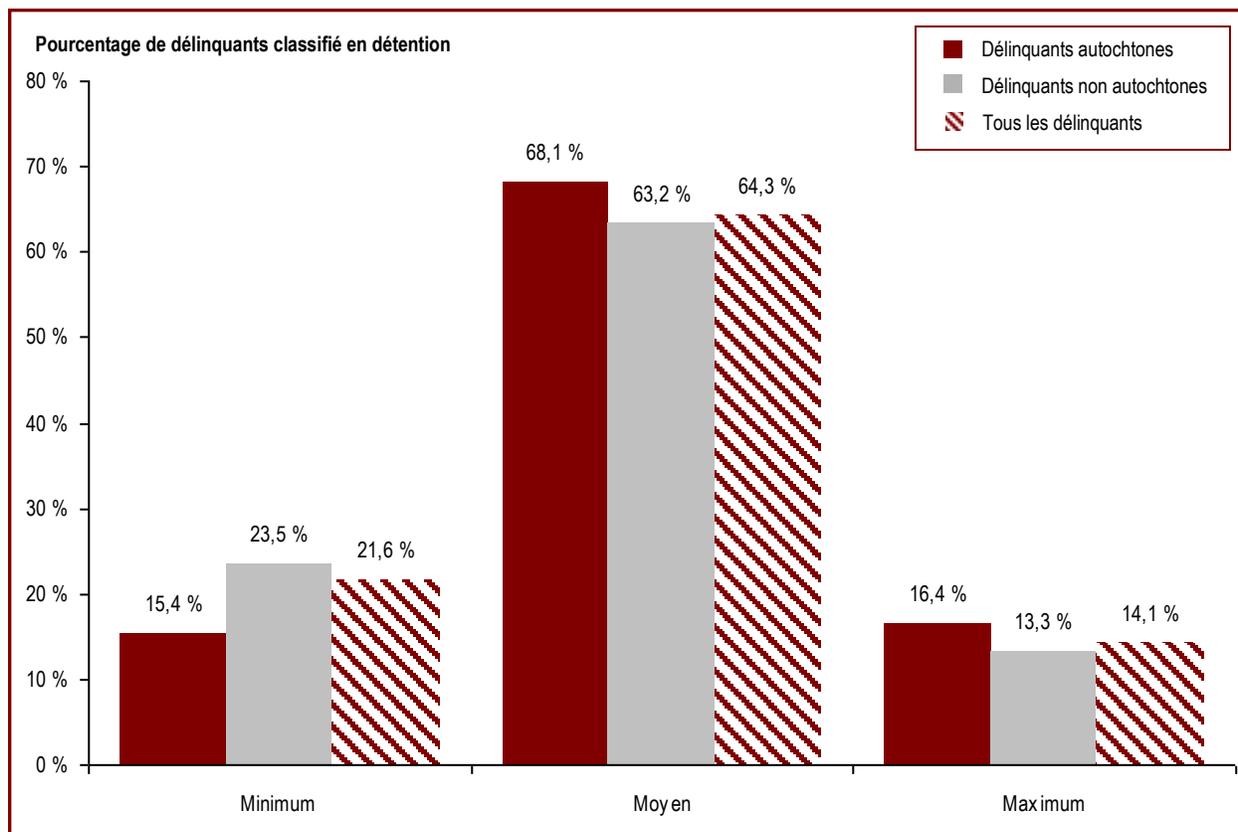
Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, et les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC.

Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Les données indiquent le nombre de délinquants actifs à la fin de chaque exercice (un exercice commence le 1er avril et se termine le 31 mars).

LA MAJORITÉ DES DÉTENUS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE SONT CLASSÉS AU NIVEAU DE RISQUE DE SÉCURITÉ MOYEN

Figure C12



Source : Service correctionnel du Canada.

- Environ deux tiers (64,3 %) des délinquants sous responsabilité fédérale sont dits « à sécurité moyenne ».
- Les délinquants autochtones sont plus susceptibles de se voir attribuer une cote de sécurité moyenne ou élevée que les délinquants non autochtones (84,5 % comparativement à 76,5 %).
- En comparaison avec les délinquants non-autochtones, un plus faible pourcentage de délinquants autochtones sont dits « à sécurité minimale » (15,4 % par rapport à 23,5 %), alors qu'un plus grand pourcentage d'entre eux sont dits « à sécurité moyenne » (68,1 % par rapport à 63,2 %) et « à sécurité maximale » (16,4 % par rapport à 13,3 %).

Nota

*Les données représentent les décisions concernant les cotes de sécurité des délinquants à la fin de l'exercice 2013-2014.

Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, et les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC.

LA MAJORITÉ DES DÉTENUS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE SONT CLASSÉS AU NIVEAU DE RISQUE DE SÉCURITÉ MOYEN

Tableau C12

| Niveau de sécurité | Autochtones | | Non-Autochtones | | Total | |
|------------------------|--------------|--------------|-----------------|--------------|---------------|--------------|
| | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % |
| Minimum | 520 | 15,4 | 2 569 | 23,5 | 3 089 | 21,6 |
| Moyen | 2 294 | 68,1 | 6 907 | 63,2 | 9 201 | 64,3 |
| Maximum | 554 | 16,4 | 1 458 | 13,3 | 2 012 | 14,1 |
| Total classifié | 3 368 | 100,0 | 10 934 | 100,0 | 14 302 | 100,0 |
| Pas encore déterminé* | 174 | | 851 | | 1 025 | |
| Total | 3 542 | | 11 785 | | 15 327 | |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

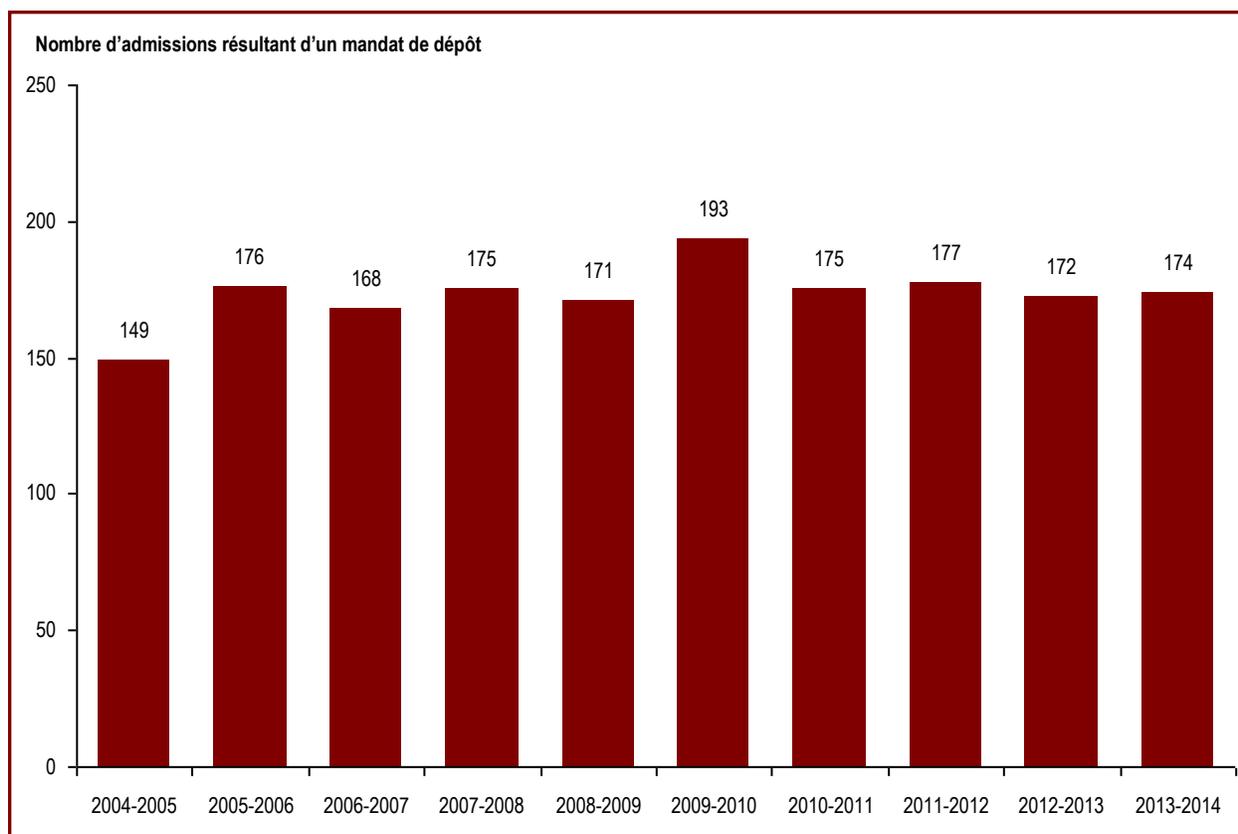
*La catégorie « Pas encore déterminé » inclut les délinquants auxquels on n'a pas encore assigné de cote de sécurité.

*Les données représentent les décisions concernant les cotes de sécurité des délinquants à la fin de l'exercice 2013-2014.

Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, et les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC.

LE NOMBRE D'ADMISSIONS EN RAISON D'UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT À PERPÉTUITÉ OU DE DURÉE INDÉTERMINÉE EST DEMEURÉ STABLE EN 2013-2014

Figure C13



Source : Service correctionnel du Canada.

- De 2004-2005 à 2013-2014, le nombre de délinquants admis dans des établissements fédéraux pour y purger une peine d'emprisonnement à perpétuité ou une peine de durée indéterminée* était relativement stable, variant de 149 à 193.
- À la fin de l'exercice 2013-2014, 3 536 délinquants purgeaient une peine d'emprisonnement à perpétuité ou de durée indéterminée. De ce nombre, 3 414 (96,5 %) étaient des hommes et 122 (3,5 %) des femmes; 811 (22,9 %) étaient autochtones et 2 725 (77,1 %) appartenaient à un autre groupe.
- À la fin de l'exercice 2013-2014, 22,7 % des délinquants sous responsabilité fédérale purgeaient une peine d'emprisonnement à perpétuité ou de durée indéterminée. De ce groupe, 67,2 % étaient en établissement et 32,8 % étaient sous surveillance dans la collectivité.

Nota

*Une peine d'emprisonnement à perpétuité et une peine d'une durée indéterminée peuvent toutes deux entraîner une incarcération à vie, mais elles sont différentes. La première est une peine de détention à vie imposée par un juge au moment du prononcé de la sentence, par exemple pour meurtre, alors que l'emprisonnement pour une période indéterminée est la conséquence de la décision que prend un tribunal de déclarer qu'un délinquant est un délinquant dangereux, après étude d'une demande en ce sens.

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal.

LE NOMBRE D'ADMISSIONS EN RAISON D'UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT À PERPÉTUITÉ OU DE DURÉE INDÉTERMINÉE EST DEMEURE STABLE EN 2013-2014

Tableau C13

| Année | Délinquants autochtones | | | Délinquants non autochtones | | | Total | | |
|-----------|-------------------------|--------|-------|-----------------------------|--------|-------|--------|--------|-------|
| | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total |
| 2004-2005 | 1 | 30 | 30 | 5 | 113 | 118 | 6 | 143 | 149 |
| 2005-2006 | 4 | 41 | 45 | 9 | 122 | 131 | 13 | 163 | 176 |
| 2006-2007 | 4 | 32 | 36 | 10 | 122 | 132 | 14 | 154 | 168 |
| 2007-2008 | 4 | 34 | 38 | 4 | 133 | 137 | 8 | 167 | 175 |
| 2008-2009 | 4 | 34 | 38 | 2 | 131 | 133 | 6 | 165 | 171 |
| 2009-2010 | 6 | 44 | 50 | 7 | 136 | 143 | 13 | 180 | 193 |
| 2010-2011 | 3 | 35 | 38 | 6 | 131 | 137 | 9 | 166 | 175 |
| 2011-2012 | 8 | 41 | 49 | 9 | 119 | 128 | 17 | 160 | 177 |
| 2012-2013 | 6 | 46 | 52 | 1 | 119 | 120 | 7 | 165 | 172 |
| 2013-2014 | 7 | 36 | 43 | 7 | 124 | 131 | 14 | 160 | 174 |

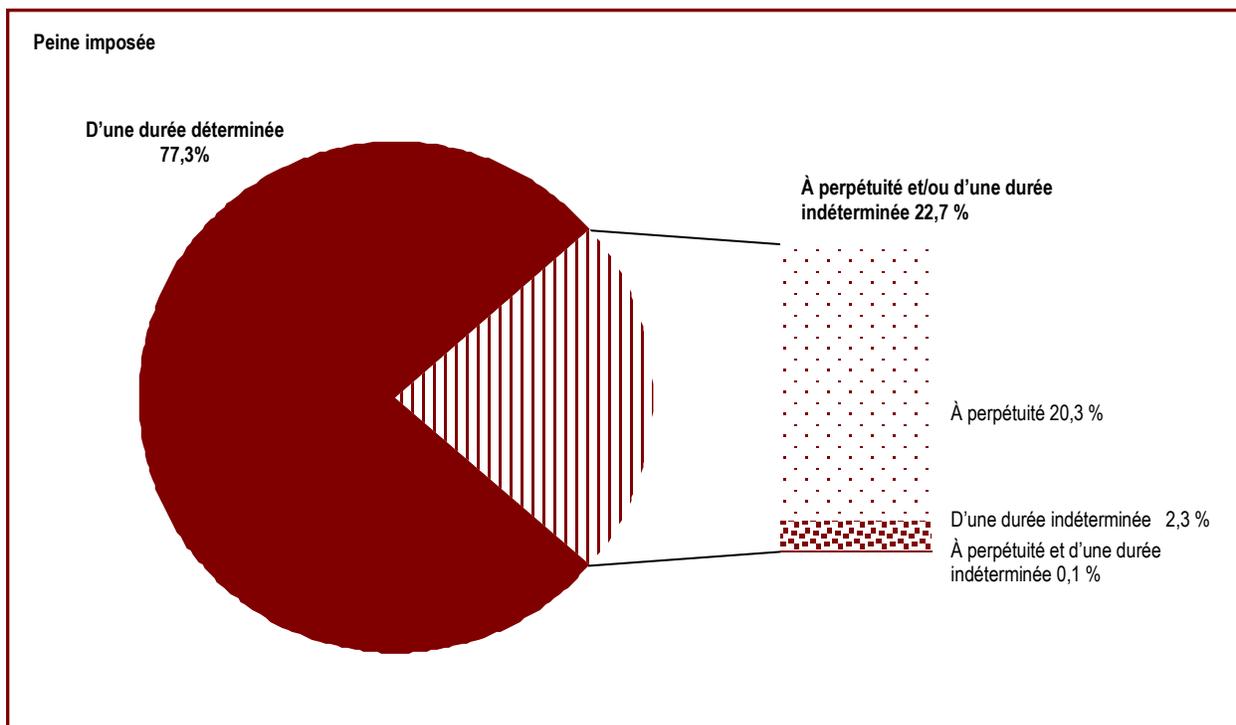
Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

Le tableau comprend à la fois les données sur les condamnés à perpétuité et celles sur les délinquants purgeant une peine d'une durée indéterminée. Une *peine d'emprisonnement à perpétuité* et une *peine d'une durée indéterminée* peuvent toutes deux entraîner une incarcération à vie, mais elles sont différentes. La première est une *peine de détention à vie* imposée par un juge au moment du prononcé de la sentence, par exemple pour meurtre, alors que *l'emprisonnement pour une période indéterminée* est la conséquence de la décision que prend un tribunal de déclarer qu'un délinquant est un délinquant dangereux, après étude d'une demande en ce sens.

LES DÉLINQUANTS QUI PURGENT UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT À PERPÉTUITÉ OU D'UNE DURÉE INDÉTERMINÉE REPRÉSENTENT 23 % DE LA POPULATION TOTALE DE DÉLINQUANTS

Figure C14



Source : Service correctionnel du Canada.

- À la fin de l'exercice 2013-2014, on dénombrait 5 258 délinquants purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité et/ou une peine d'une durée indéterminée, soit 22,7 % de la population totale de délinquants. La majorité (67,2 %) de ces délinquants étaient incarcérés. Sur les 1 722 délinquants sous surveillance dans la collectivité, la majorité (82,2 %) purgeaient une peine à perpétuité pour meurtre au deuxième degré.
- Vingt et un délinquants purgeaient une peine d'emprisonnement à perpétuité et d'une durée indéterminée.
- Un total de 528 délinquants purge une peine indéterminée par suite d'une déclaration spéciale. Les 4 709 autres délinquants n'ont pas fait l'objet d'une déclaration spéciale, mais purgent une peine d'emprisonnement à perpétuité.
- 96,8 % des 503 délinquants dangereux purgeant une peine d'emprisonnement d'une durée indéterminée étaient incarcérés et 3,2 % d'entre eux étaient supervisés dans la collectivité. En revanche, 50,0 % des 22 délinquants sexuels dangereux étaient incarcérés et tous (trois) repris de justice étaient sous surveillance dans la collectivité. Un repris de justice est inclus dans le groupe des délinquants purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée; ce délinquant récidiviste était aussi sous surveillance dans la collectivité.

Nota

*Même si une *peine d'emprisonnement à perpétuité* et une *peine d'emprisonnement d'une durée indéterminée* peuvent donner lieu à l'emprisonnement à perpétuité, ce sont des peines différentes. Une *peine d'emprisonnement à perpétuité* est imposée par le juge au moment du prononcé de la sentence, par exemple pour meurtre. Une *peine d'une durée indéterminée* fait suite à une désignation, lorsqu'une demande est présentée à la cour pour faire déclarer un individu « délinquant dangereux ». Il en découle une peine d'une durée indéterminée. Les termes « délinquant sexuel dangereux » et « repris de justice » ont été remplacés par les dispositions législatives sur les « délinquants dangereux » en 1977.

LES DÉLINQUANTS QUI PURGENT UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT À PERPÉTUITÉ OU D'UNE DURÉE INDÉTERMINÉE REPRÉSENTENT 23 % DE LA POPULATION TOTALE DE DÉLINQUANTS

Tableau C14

| | Délinquants relevant du SCC | | Situation actuelle | | | | |
|--|-----------------------------|--------------|--------------------|-----------------|--|--------------|--|
| | | | En détention | | Sous surveillance dans la collectivité | | |
| | | | Incarcérés | En semi-liberté | En liberté conditionnelle | Autres*** | |
| | Nbre | % | | | | | |
| Délinquants purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité pour : | | | | | | | |
| Meurtre au premier degré | 1 114 | 4,8 | 920 | 40 | 154 | 0 | |
| Meurtre au deuxième degré | 3 385 | 14,6 | 1 969 | 190 | 1 226 | 0 | |
| Autres infractions* | 210 | 0,9 | 130 | 6 | 74 | 0 | |
| Total | 4 709 | 20,3 | 3 019 | 236 | 1 454 | 0 | |
| Délinquants purgeant une peine d'une durée indéterminée à la suite d'une désignation spéciale : | | | | | | | |
| Délinquant dangereux | 503 | 2,2 | 487 | 7 | 9 | 0 | |
| Délinquant sexuel dangereux | 22 | 0,1 | 11 | 0 | 11 | 0 | |
| Repris de justice | 3 | 0,0 | 0 | 0 | 3 | 0 | |
| Total | 528 | 2,3 | 498 | 7 | 23 | 0 | |
| Délinquants purgeant une peine d'une durée indéterminée (à la suite d'une désignation spéciale) et une peine d'emprisonnement à perpétuité (à la suite d'une infraction) : | | | | | | | |
| | 21 | 0,1 | 19 | 0 | 2 | 0 | |
| Nombre total de délinquants purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité et/ou une peine d'une durée indéterminée | 5 258 | 22,7 | 3 536 | 243 | 1 479 | 0 | |
| Délinquants purgeant une peine d'une durée déterminée** | 17 896 | 77,3 | 11 791 | 968 | 1 760 | 3 377 | |
| Total | 23 154 | 100,0 | 15 327 | 1 211 | 3 239 | 3 377 | |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

*Les « autres infractions » comprennent les infractions prévues à l'annexe 1 et à l'annexe 2, ainsi que les infractions qui ne sont pas prévues aux annexes.

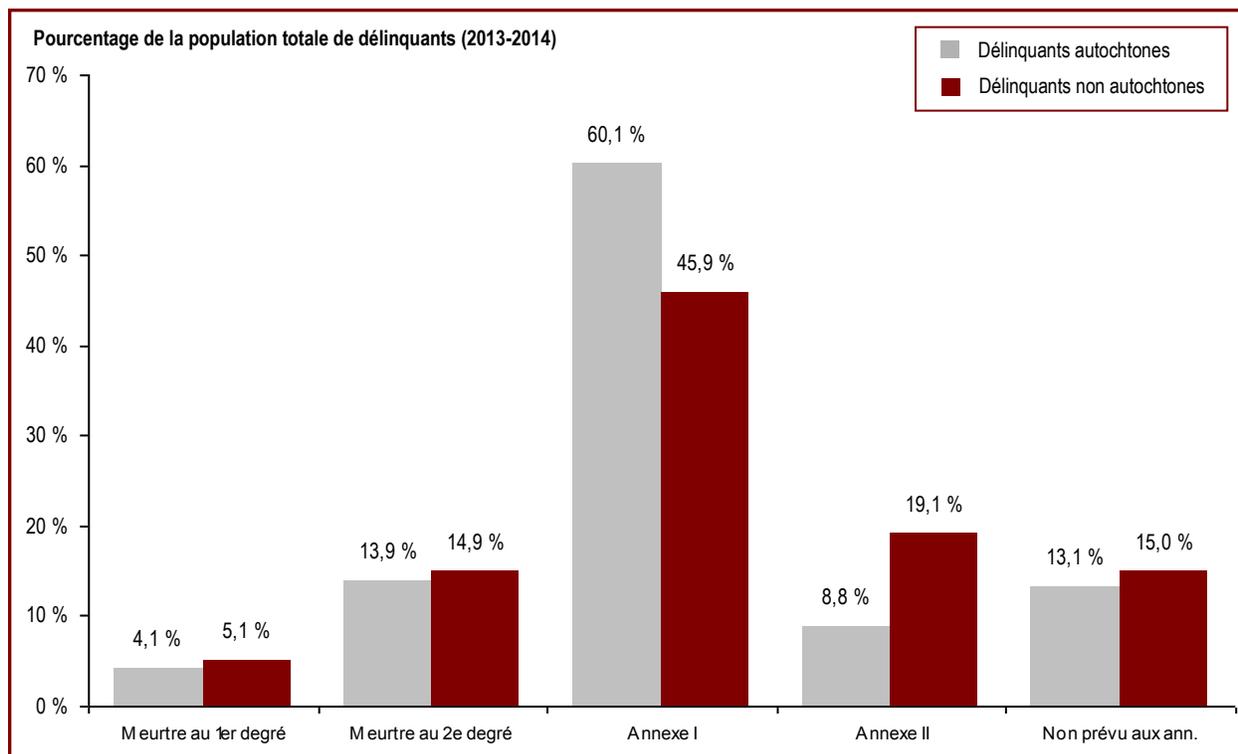
**Ces chiffres comprennent 50 délinquants déclarés délinquants dangereux qui purgent une peine d'une durée déterminée.

***Les « Autres » sous surveillance dans la collectivité comprennent les délinquants sous responsabilité fédérale en liberté d'office ou visés par une ordonnance de surveillance de longue durée.

Parmi les 21 délinquants qui purgent une peine d'une durée indéterminée (en raison d'une déclaration spéciale) ou une peine d'emprisonnement à perpétuité (pour avoir commis une infraction) se trouvent un repris de justice.

SOIXANTE-HUIT POUR CENT DES DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PURGENT UNE PEINE POUR UNE INFRACTION AVEC VIOLENCE*

Figure C15



Source : Service correctionnel du Canada.

- À la fin de l'exercice 2013-2014, 78,1 % des délinquants autochtones purgeaient une peine pour une infraction avec violence, contre 65,9 % des délinquants non autochtones.
- En ce qui concerne plus spécifiquement les femmes, 74,7 % des délinquantes autochtones purgeaient une peine pour une infraction avec violence, contre 50,2 % des délinquantes non autochtones.
- Concernant les délinquants qui purgeaient une peine pour meurtre, 4,5 % étaient des femmes et 19,3 % étaient des Autochtones.
- 60,1 % des délinquants autochtones ont été condamnés pour une infraction figurant à l'annexe I, comparativement à 45,9 % des délinquants non autochtones.
- 8,8 % des délinquants autochtones ont été condamnés pour une infraction figurant à l'annexe II, comparativement à 19,1 % des délinquants non autochtones.
- 25,4 % des femmes ont été déclarées coupables d'une infraction visée à l'annexe II, comparativement à 16,5 % pour les hommes.

Nota

*Les infractions avec violence comprennent le meurtre au premier degré, le meurtre au deuxième degré et les infractions énumérées à l'annexe I.

Les infractions visées à l'annexe I sont les infractions de nature sexuelle et les autres crimes violents, à l'exception des meurtres au premier et au deuxième degré (voir la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*).

Les infractions visées à l'annexe II sont les infractions graves relatives aux drogues et les complots en vue de commettre de telles infractions (voir la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*).

Dans les cas où le délinquant purge une peine pour plusieurs infractions, on a retenu l'infraction considérée comme la plus grave.

SOIXANTE-HUIT POUR CENT DES DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PURGENT UNE PEINE POUR UNE INFRACTION AVEC VIOLENCE*

Tableau C15

| Catégories des offences | Délinquants autochtones | | | Délinquants non autochtones | | | Total | | |
|----------------------------------|-------------------------|--------------|-------|-----------------------------|---------------|-------|---------------|---------------|--------|
| | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total |
| Meurtre au 1 ^{er} degré | 9 | 192 | 201 | 33 | 898 | 931 | 42 | 1 090 | 1 132 |
| Pourcentage | 2,7 | 4,2 | 4,1 | 4,2 | 5,1 | 5,1 | 3,7 | 4,9 | 4,9 |
| Meurtre au 2 ^e degré | 55 | 620 | 675 | 107 | 2 623 | 2 730 | 162 | 3 243 | 3 405 |
| Pourcentage | 16,4 | 13,7 | 13,9 | 13,6 | 15,0 | 14,9 | 14,4 | 14,7 | 14,7 |
| Annexe I | 187 | 2 734 | 2 921 | 255 | 8 147 | 8 402 | 442 | 10 881 | 11 323 |
| Pourcentage | 55,7 | 60,4 | 60,1 | 32,4 | 46,5 | 45,9 | 39,4 | 49,4 | 48,9 |
| Annexe II | 46 | 381 | 427 | 239 | 3 257 | 3 496 | 285 | 3 638 | 3 922 |
| Pourcentage | 13,7 | 8,4 | 8,8 | 30,4 | 18,6 | 19,1 | 25,4 | 16,5 | 16,9 |
| Inf. non prévue aux annexes | 39 | 597 | 636 | 153 | 2 582 | 2 735 | 192 | 3 179 | 3 371 |
| Pourcentage | 11,6 | 13,2 | 13,1 | 19,4 | 14,7 | 15,0 | 17,1 | 14,4 | 14,6 |
| | 336 | 4 524 | | 787 | 17 507 | | 1 123 | 22 031 | |
| Total | 4 860 | | | 18 294 | | | 23 154 | | |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

*Les infractions avec violence comprennent le meurtre au premier degré, le meurtre au deuxième degré et les infractions énumérées à l'annexe I.

Les infractions visées à l'annexe I sont les infractions de nature sexuelle et les autres crimes violents, à l'exception des meurtres au premier et au deuxième degré (voir la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*).

Les infractions visées à l'annexe II sont les infractions graves relatives aux drogues et les complots en vue de commettre de telles infractions (voir la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*).

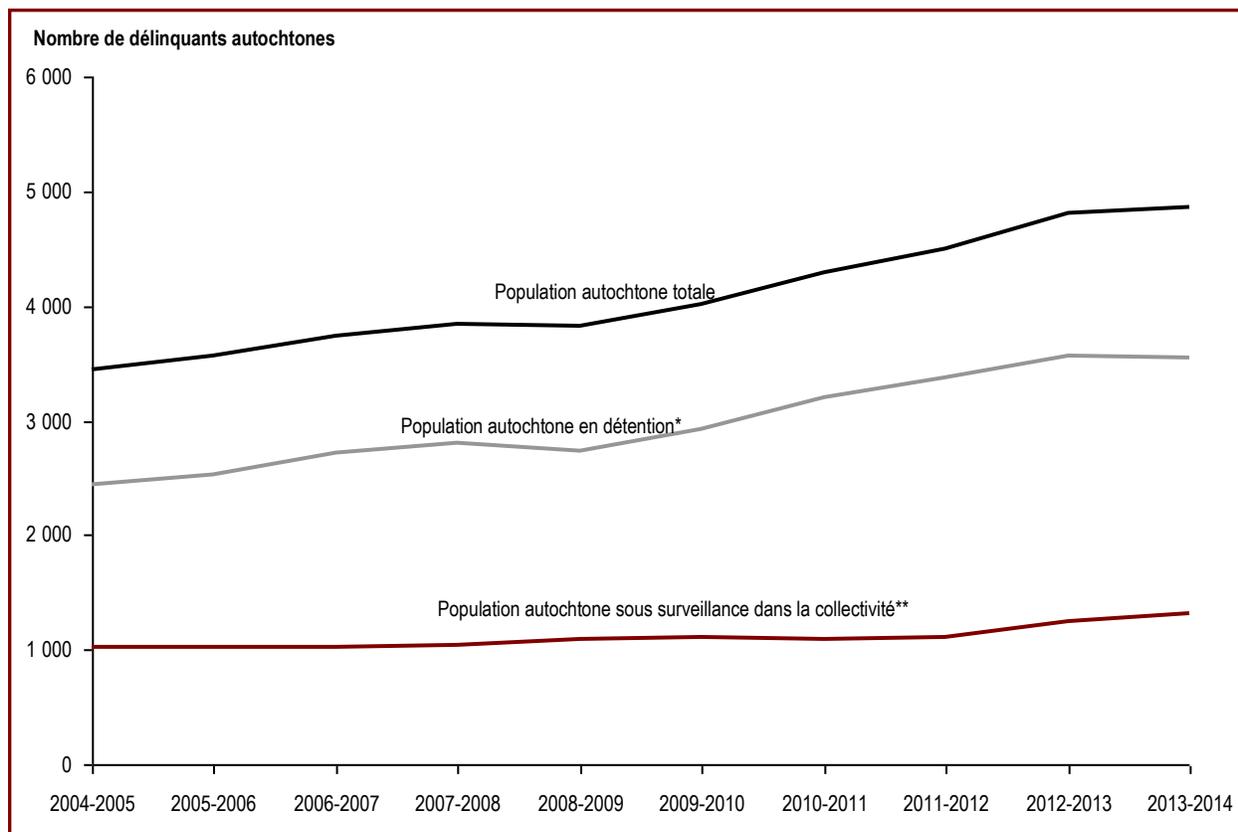
Dans les cas où le délinquant purge une peine pour plusieurs infractions, on a retenu l'infraction considérée comme la plus grave.

La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Ces chiffres sont basés sur la population totale de délinquants à la fin de l'exercice 2013-2014.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS AUTOCHTONES SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE A AUGMENTÉ

Figure C16



Source : Service correctionnel du Canada.

- De 2004-2005 à 2013-2014, le nombre de délinquants autochtones en détention a augmenté de 45,6 %, tandis que le nombre total de délinquants autochtones a augmenté de 40,9 % au cours de la même période.
- Le nombre d'Autochtones du sexe féminin qui sont en détention augmente constamment; entre 2004-2005 et 2013-2014, il est passé de 115 à 218, ce qui représente une hausse de 89,6 % en dix ans. Durant la même période, on a observé un accroissement de 43,5 % chez les hommes autochtones, dont le nombre est passé de 2 317 à 3 324.
- Le nombre de délinquants autochtones sous surveillance dans la collectivité a connu une hausse de 29,6 % au cours des dix dernières années, passant de 1 017 à 1 318. Leur nombre équivaut à 16,8 % de la population totale de délinquants sous surveillance dans la collectivité en 2013-2014.

Nota

*Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, et les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC.

**Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS AUTOCHTONES SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE A AUGMENTÉ

Tableau C16

| Délinquants autochtones | | Exercice | | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 |
| En détention | | | | | | |
| Région de l'Atlantique | Hommes | 114 | 116 | 131 | 153 | 181 |
| | Femmes | 9 | 10 | 17 | 15 | 14 |
| Région du Québec | Hommes | 282 | 330 | 375 | 382 | 420 |
| | Femmes | 12 | 11 | 12 | 11 | 15 |
| Région de l'Ontario | Hommes | 415 | 438 | 488 | 495 | 440 |
| | Femmes | 25 | 41 | 37 | 36 | 36 |
| Région des Prairies | Hommes | 1 475 | 1 633 | 1 665 | 1 778 | 1 682 |
| | Femmes | 105 | 104 | 118 | 110 | 114 |
| Région du Pacifique | Hommes | 463 | 481 | 504 | 553 | 601 |
| | Femmes | 19 | 30 | 32 | 33 | 39 |
| Total | Hommes | 2 749 | 2 998 | 3 163 | 3 361 | 3 324 |
| | Femmes | 170 | 196 | 216 | 205 | 218 |
| | Total | 2 919 | 3 194 | 3 379 | 3 566 | 3 542 |
| Dans la collectivité | | | | | | |
| Région de l'Atlantique | Hommes | 49 | 44 | 32 | 42 | 50 |
| | Femmes | 6 | 9 | 8 | 12 | 11 |
| Région du Québec | Hommes | 85 | 88 | 116 | 121 | 134 |
| | Femmes | 1 | 5 | 2 | 2 | 7 |
| Région de l'Ontario | Hommes | 148 | 153 | 138 | 157 | 181 |
| | Femmes | 17 | 20 | 24 | 20 | 20 |
| Région des Prairies | Hommes | 500 | 502 | 492 | 582 | 584 |
| | Femmes | 52 | 50 | 52 | 55 | 63 |
| Région du Pacifique | Hommes | 224 | 206 | 228 | 233 | 251 |
| | Femmes | 18 | 14 | 17 | 15 | 17 |
| Total | Hommes | 1 006 | 993 | 1 006 | 1 135 | 1 200 |
| | Femmes | 94 | 98 | 103 | 104 | 118 |
| | Total | 1 100 | 1 091 | 1 109 | 1 239 | 1 318 |
| Total des délinquants en détention et dans la collectivité | | 4 019 | 4 285 | 4 488 | 4 805 | 4 860 |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

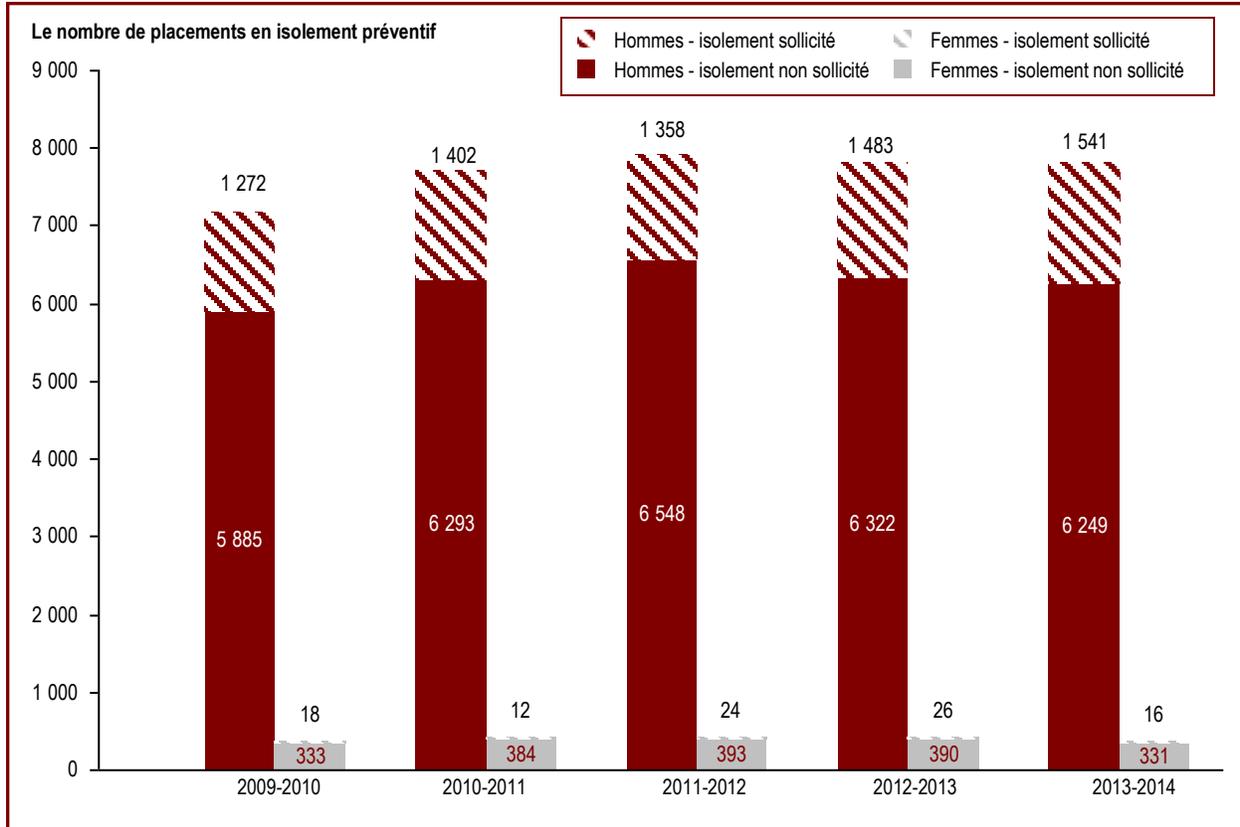
Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, et les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC.

Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Dans les statistiques régionales concernant le Service correctionnel du Canada, les données relatives aux territoires du Nord sont déclarées comme suit : celles du Nunavut sont incluses dans la région de l'Ontario, celles des Territoires du Nord-Ouest dans la région des Prairies, et celles du Yukon dans la région du Pacifique.

LE NOMBRE TOTAL DE PLACEMENTS EN ISOLEMENT PRÉVENTIF A FLUCTUÉ

Figure C17



Source : Service correctionnel du Canada.

- Au cours des cinq dernières années, le nombre total de placements en isolement préventif a oscillé entre 7 508 et 8 323. En 2013-2014, 95,7 % de l'ensemble des placements visaient des hommes, les délinquants autochtones tenus en isolement préventif ayant représenté approximativement 29,2 %.
- Le 1er avril 2014, 749 délinquants étaient en isolement préventif. De ce nombre, 740 étaient de sexe masculin et 9 de sexe féminin. Un total de 228 délinquants autochtones était en isolement préventif.

Nota

Ces rapports tiennent compte du nombre de placements plutôt que du nombre de délinquants. Les délinquants tenus en isolement plusieurs fois ne sont comptés qu'une fois par période d'isolement. Les délinquants placés en isolement en vertu de l'alinéa f, paragraphe 44 (1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (Sanctions disciplinaires) ne sont pas inclus.

L'isolement préventif désigne la séparation sollicitée ou non sollicitée, lorsque des exigences juridiques précises sont respectées, d'un détenu de la population carcérale générale, autrement qu'en vertu d'une mesure disciplinaire.

Un détenu est placé en isolement préventif sollicité lorsqu'il en a fait la demande, que le directeur de l'établissement a des motifs raisonnables de croire que le maintien du détenu dans la population carcérale générale mettrait en danger sa sécurité et qu'il n'y a pas d'autres solutions valables.

Un détenu est placé en isolement préventif non sollicité lorsque le placement respecte les exigences énoncées au paragraphe 31(3) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, mais qu'il n'a pas été sollicité.

LE NOMBRE TOTAL DE PLACEMENTS EN ISOLEMENT PRÉVENTIF A FLUCTUÉ

Tableau C17

| Année et type d'isolement préventif | Par sexe | | | Par race | | |
|-------------------------------------|------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|--------------|
| | Femmes | Hommes | Total | Autochtones | Non Autochtones | Total |
| 2009-2010 | | | | | | |
| Isolement non sollicité | 333 | 5 885 | 6 218 | 1 592 | 4 626 | 6 218 |
| Isolement sollicité | 18 | 1 272 | 1 290 | 379 | 911 | 1 290 |
| Total | 351 | 7 157 | 7 508 | 1 971 | 5 537 | 7 508 |
| 2010-2011 | | | | | | |
| Isolement non sollicité | 384 | 6 293 | 6 677 | 1 816 | 4 861 | 6 677 |
| Isolement sollicité | 12 | 1 402 | 1 414 | 450 | 964 | 1 414 |
| Total | 396 | 7 695 | 8 091 | 2 266 | 5 825 | 8 091 |
| 2011-2012 | | | | | | |
| Isolement non sollicité | 393 | 6 548 | 6 941 | 1 832 | 5 109 | 6 941 |
| Isolement sollicité | 24 | 1 358 | 1 382 | 436 | 946 | 1 382 |
| Total | 417 | 7 906 | 8 323 | 2 268 | 6 055 | 8 323 |
| 2012-2013 | | | | | | |
| Isolement non sollicité | 390 | 6 322 | 6 712 | 1 929 | 4 783 | 6 712 |
| Isolement sollicité | 26 | 1 483 | 1 509 | 513 | 996 | 1 509 |
| Total | 416 | 7 805 | 8 221 | 2 442 | 5 779 | 8 221 |
| 2013-2014 | | | | | | |
| Isolement non sollicité | 331 | 6 249 | 6 580 | 1 839 | 4 741 | 6 580 |
| Isolement sollicité | 16 | 1 541 | 1 557 | 536 | 1 021 | 1 557 |
| Total | 347 | 7 790 | 8 137 | 2 375 | 5 762 | 8 137 |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

Ces rapports tiennent compte du nombre de placements plutôt que du nombre de délinquants. Les délinquants tenus en isolement plusieurs fois ne sont comptés qu'une fois par période d'isolement. Les délinquants placés en isolement en vertu de l'alinéa f, paragraphe 44 (1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (Sanctions disciplinaires) ne sont pas inclus.

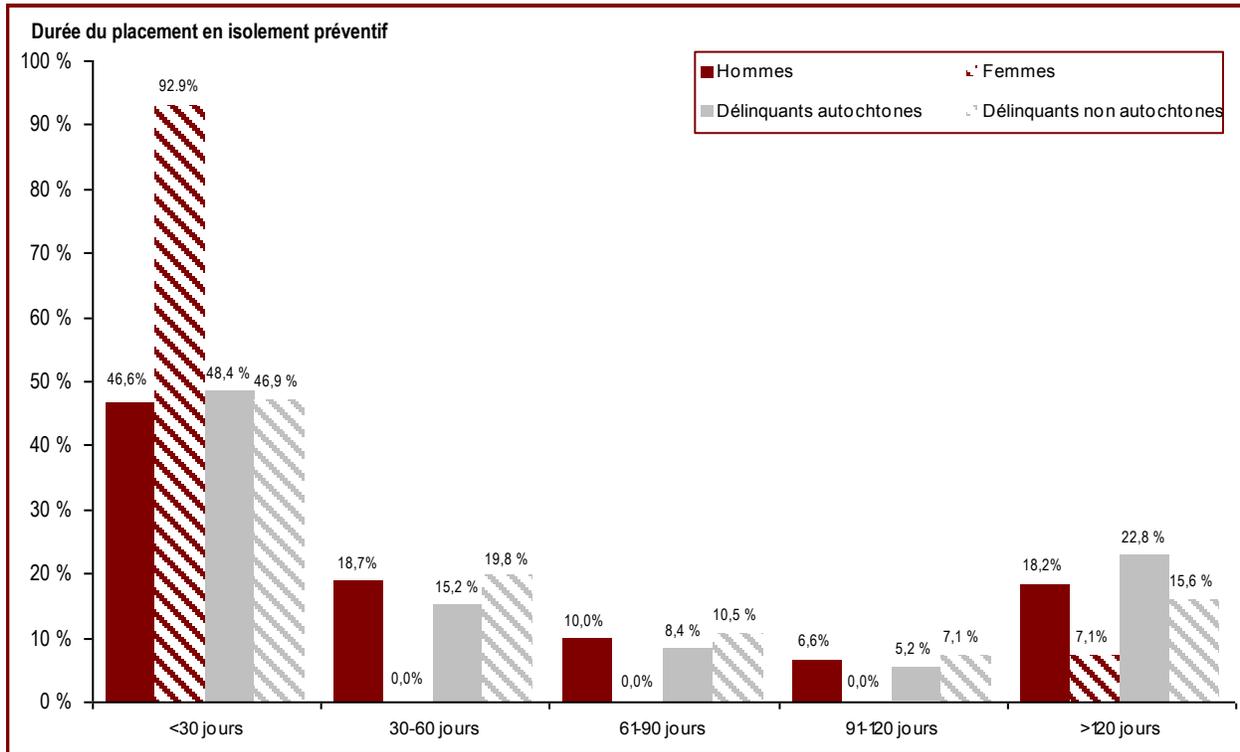
L'isolement préventif désigne la séparation sollicitée ou non sollicitée, lorsque des exigences juridiques précises sont respectées, d'un détenu de la population carcérale générale, autrement qu'en vertu d'une mesure disciplinaire.

Un détenu est placé en isolement préventif sollicité lorsqu'il en a fait la demande, que le directeur de l'établissement a des motifs raisonnables de croire que le maintien du détenu dans la population carcérale générale mettrait en danger sa sécurité et qu'il n'y a pas d'autres solutions valables.

Un détenu est placé en isolement préventif non sollicité lorsque le placement respecte les exigences énoncées au paragraphe 31(3) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, mais qu'il n'a pas été sollicité.

PRÈS DE LA MOITIÉ DES PLACEMENTS EN ISOLEMENT PRÉVENTIF DURENT MOINS DE 30 JOURS

Figure C18



Source : Service correctionnel du Canada.

- Tout juste moins de la moitié (47,4 %) des délinquants sont restés en isolement préventif 30 jours ou moins, 18,3 % sont restés en isolement préventif entre 30 et 60 jours, et 18,0 % sont restés en isolement préventif plus de 120 jours.
- 92,9 % des femmes sont restées en isolement préventif moins de 30 jours.
- Le nombre de délinquants qui sont restés en isolement préventif plus de 120 jours est plus élevé chez les délinquants autochtones (22,8 %) que chez les délinquants non autochtones (15,6 %).

Nota

Ces rapports tiennent compte du nombre de placements plutôt que du nombre de délinquants. Les délinquants tenus en isolement plusieurs fois ne sont comptés qu'une fois par période d'isolement. Les délinquants placés en isolement en vertu de l'alinéa f, paragraphe 44 (1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (Sanctions disciplinaires) ne sont pas inclus.

L'isolement préventif désigne la séparation sollicitée ou non sollicitée, lorsque des exigences juridiques précises sont respectées, d'un détenu de la population carcérale générale, autrement qu'en vertu d'une mesure disciplinaire.

PRÈS DE LA MOITIÉ DES PLACEMENTS EN ISOLEMENT PRÉVENTIF DURENT MOINS DE 30 JOURS

Tableau C18

| Durée du placement en isolement préventif | Par sexe | | | | Par race | | | | Total | |
|---|-----------|--------------|------------|--------------|-------------|--------------|-----------------|--------------|------------|--------------|
| | Femmes | | Hommes | | Autochtones | | Non Autochtones | | | |
| | # | % | # | % | # | % | # | % | # | % |
| 2013-2014 | | | | | | | | | | |
| < 30 jours | 13 | 92,9 | 354 | 46,6 | 121 | 48,4 | 246 | 46,9 | 367 | 47,4 |
| 30-60 jours | 0 | 0 | 142 | 18,7 | 38 | 15,2 | 104 | 19,8 | 142 | 18,3 |
| 61-90 jours | 0 | 0 | 76 | 10,0 | 21 | 8,4 | 55 | 10,5 | 76 | 9,8 |
| 91-120 jours | 0 | 0 | 50 | 6,6 | 13 | 5,2 | 37 | 7,1 | 50 | 6,5 |
| > 120 jours | 1 | 7,1 | 138 | 18,2 | 57 | 22,8 | 82 | 15,6 | 139 | 18,0 |
| Total | 14 | 100,0 | 760 | 100,0 | 250 | 100,0 | 524 | 100,0 | 774 | 100,0 |

Source : Service correctionnel du Canada.

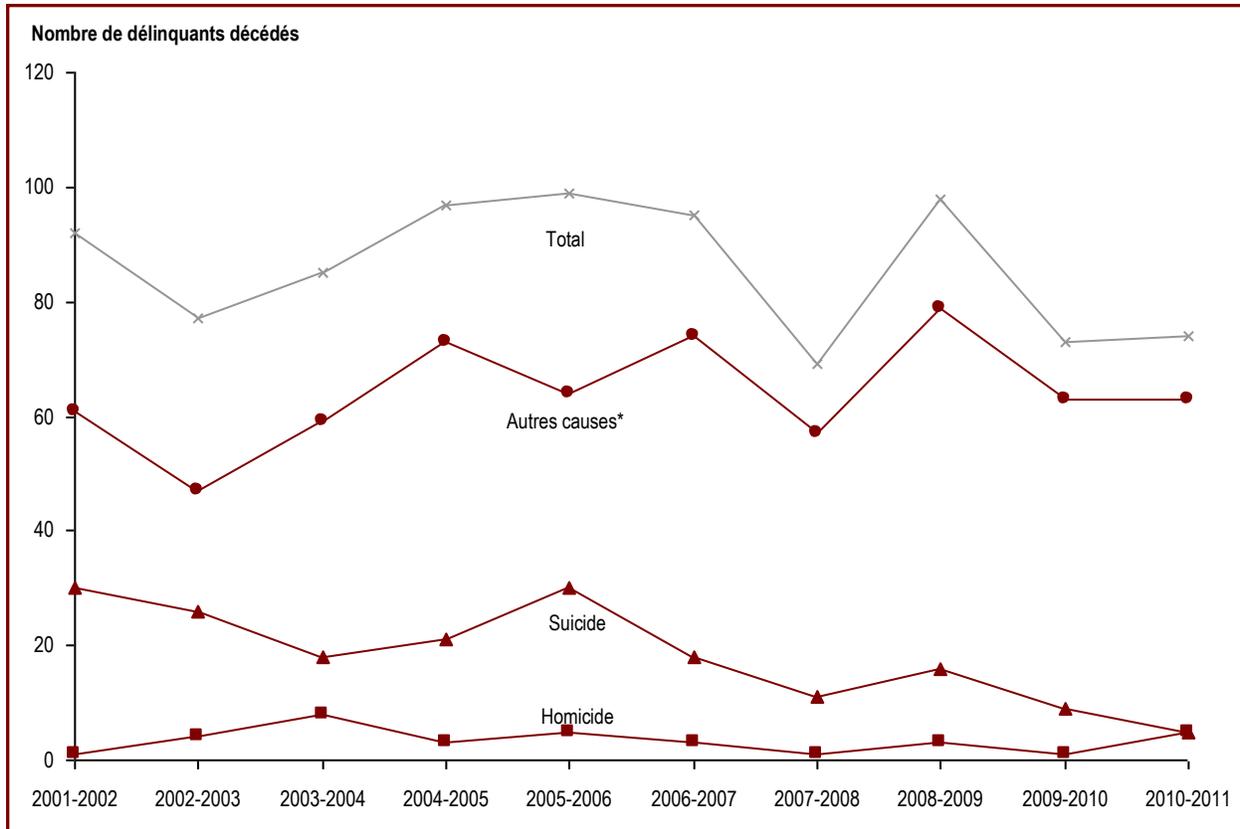
Nota

Ces rapports tiennent compte du nombre de placements plutôt que du nombre de délinquants. Les délinquants tenus en isolement plusieurs fois ne sont comptés qu'une fois par période d'isolement. Les délinquants placés en isolement en vertu de l'alinéa f, paragraphe 44 (1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (Sanctions disciplinaires) ne sont pas inclus.

L'isolement préventif désigne la séparation sollicitée ou non sollicitée, lorsque des exigences juridiques précises sont respectées, d'un détenu de la population carcérale générale, autrement qu'en vertu d'une mesure disciplinaire.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS DÉCÉDÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS A FLUCTUÉ

Figure C19



Source : Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Dans la décennie allant de 2001-2002 à 2010-2011, 530 détenus sous responsabilité fédérale et 328 détenus sous responsabilité provinciale sont décédés pendant leur incarcération.
- Au cours de cette période, 17,4 % des décès de détenus sous responsabilité fédérale et 28,1 % des décès de détenus sous responsabilité provinciale sont dus au suicide. Le taux de suicide était d'environ 70 suicides pour 100 000 personnes chez les détenus sous responsabilité fédérale et d'environ 43 pour 100 000 chez les détenus sous responsabilité provinciale**. Ces taux sont significativement plus élevés que le taux de suicide de la population canadienne, qui est de 10,2 pour 100 000 en 2007.
- Entre 2001-2002 et 2010-2011, 5,5 % des décès de détenus sous responsabilité fédérale et 1,5 % des décès de détenus sous responsabilité provinciale étaient dus à des homicides. Le taux de décès par homicide chez les détenus sous responsabilité fédérale était d'environ 22 décès par homicide pour 100 000 personnes et d'environ 2,3 pour 100 000 chez les détenus sous responsabilité provinciale**. Ces taux sont significativement plus élevés que le taux national de décès par homicide dans la population canadienne, qui était de 1,6 décès par homicide pour 100 000 personnes en 2007.

Nota

*Autres causes possibles de décès : mort naturelle, mort accidentelle, mort causée par une intervention légale, autre cause de décès et mort dont la cause n'a pas été indiquée.

**Pour calculer les taux, on a utilisé le nombre réel total de personnes au cours de la période allant de 2001-2002 à 2010-2011 à titre de dénominateur.

Les données sur la cause des décès peuvent changer à la suite d'un examen officiel ou d'une enquête; elles devraient être utilisées et interprétées avec prudence. Les données qui sont présentées sont celles du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada et elles peuvent ne pas tenir compte des résultats des examens ou des enquêtes récents sur la cause du décès.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS DÉCÉDÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS A FLUCTUÉ

Tableau C19

| Année | Cause du décès | | | | | | Total Nbre |
|---|----------------|------------|------------|-------------|------------|-------------|---------------|
| | Homicide | | Suicide | | Autres* | | |
| | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | |
| Fédéral | | | | | | | |
| 2001-2002 | 1 | 2,0 | 13 | 25,5 | 37 | 72,5 | 51 |
| 2002-2003 | 2 | 4,1 | 12 | 24,5 | 35 | 71,4 | 49 |
| 2003-2004 | 8 | 11,9 | 11 | 16,4 | 48 | 71,6 | 67 |
| 2004-2005 | 3 | 6,1 | 9 | 18,4 | 37 | 75,5 | 49 |
| 2005-2006 | 3 | 6,1 | 10 | 20,4 | 36 | 73,5 | 49 |
| 2006-2007 | 3 | 4,9 | 10 | 16,4 | 48 | 78,7 | 61 |
| 2007-2008 | 1 | 2,5 | 5 | 12,5 | 34 | 85,0 | 40 |
| 2008-2009 | 2 | 3,1 | 9 | 13,8 | 54 | 83,1 | 65 |
| 2009-2010 | 1 | 2,0 | 9 | 18,4 | 39 | 79,6 | 49 |
| 2010-2011 | 5 | 10,0 | 4 | 8,0 | 41 | 82,0 | 50 |
| Total | 29 | 5,5 | 92 | 17,4 | 409 | 77,2 | 530 |
| Provinciale | | | | | | | |
| 2001-2002 | 0 | 0,0 | 17 | 41,5 | 24 | 58,5 | 41 |
| 2002-2003 | 2 | 7,1 | 14 | 50,0 | 12 | 42,9 | 28 |
| 2003-2004 | 0 | 0,0 | 7 | 38,9 | 11 | 61,1 | 18 |
| 2004-2005 | 0 | 0,0 | 12 | 25,0 | 36 | 75,0 | 48 |
| 2005-2006 | 2 | 4,0 | 20 | 40,0 | 28 | 56,0 | 50 |
| 2006-2007 | 0 | 0,0 | 8 | 23,5 | 26 | 76,5 | 34 |
| 2007-2008 | 0 | 0,0 | 6 | 20,7 | 23 | 79,3 | 29 |
| 2008-2009 | 1 | 3,0 | 7 | 21,2 | 25 | 75,8 | 33 |
| 2009-2010 | 0 | 0,0 | 0 | 0,0 | 24 | 100,0 | 24 |
| 2010-2011 | 0 | 0,0 | 1 | 4,3 | 22 | 95,7 | 23 |
| Total | 5 | 1,5 | 92 | 28,1 | 231 | 70,3 | 328 |
| Nombre total de décès de détenus sous responsabilité fédérale et provinciale | 34 | 4,0 | 184 | 21,5 | 640 | 74,6 | 858 |

Source : Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Nota

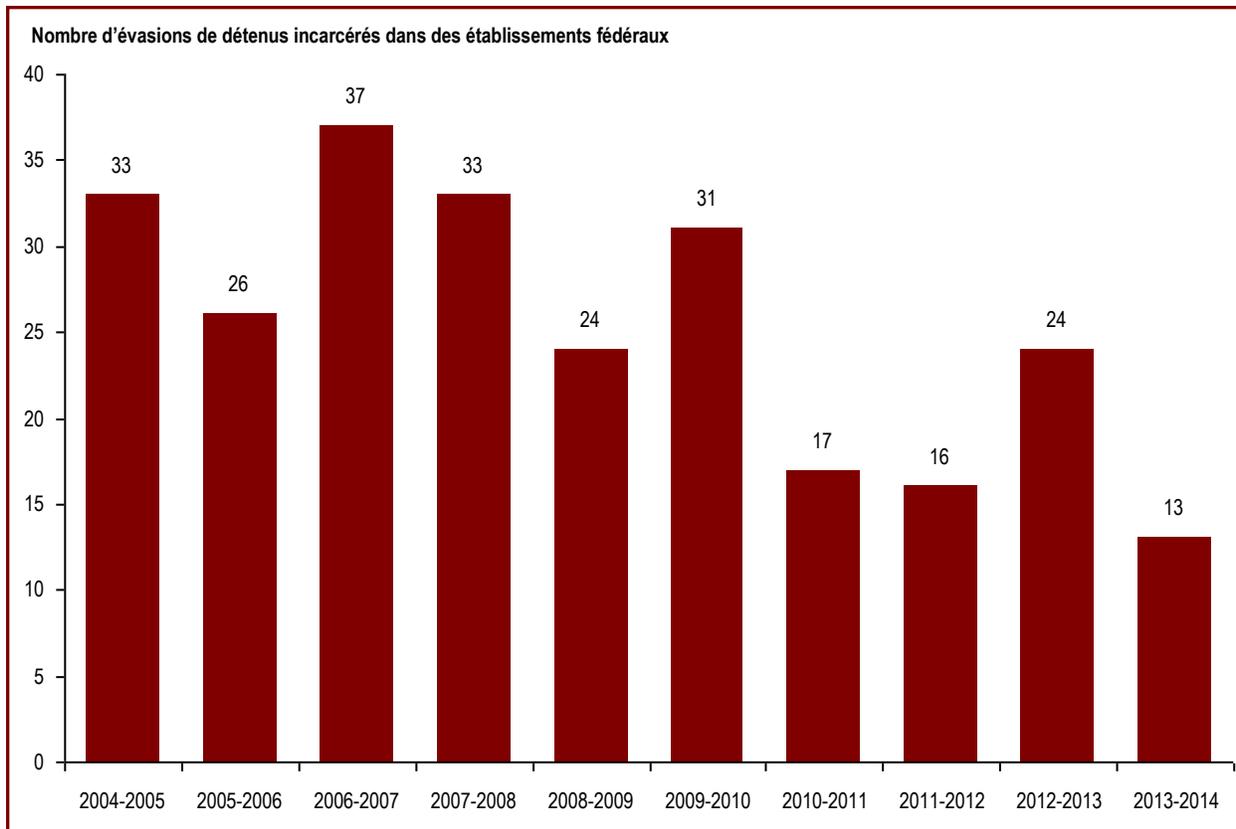
*Autres causes possibles de décès : mort naturelle, mort accidentelle, mort causée par une intervention légale, autre cause de décès et mort dont la cause n'a pas été indiquée.

Le calcul du pourcentage tient compte des décès dont la cause était inconnue. Entre 1999-2000 et 2010-2011, 29 décès de détenus sous responsabilité fédérale et 83 décès de détenus sous responsabilité provinciale étaient dus à des causes inconnues.

Les données sur la cause des décès peuvent changer à la suite d'un examen officiel ou d'une enquête; elles devraient être utilisées et interprétées avec prudence. Les données qui sont présentées sont celles du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada et elles peuvent ne pas tenir compte des résultats des examens ou des enquêtes récents sur la cause du décès.

LE NOMBRE D'ÉVASIONS A DIMINUÉ

Figure C20



Source : Sécurité, Service correctionnel du Canada.

- En 2013-2014, il y a eu 11 évasions dans lesquelles étaient impliqués 13 détenus. Tous les 13 détenus avaient été repris. Cela représente le plus faible nombre d'évasions au cours des dix dernières années.
- En 2013-2014, un des évadés était incarcéré dans un établissement à sécurité moyenne, et tous les autres évadés étaient incarcérés dans des établissements à sécurité minimale.
- Les détenus qui se sont évadés d'établissements fédéraux en 2013-2014 représentaient moins de 0,1 % de la population carcérale.

Nota

Les données représentent le nombre d'évasions de détenus incarcérés dans des établissements fédéraux au cours de chaque exercice (un exercice commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars).

Il peut arriver que plusieurs détenus soient impliqués dans une évasion.

LE NOMBRE D'ÉVASIONS A DIMINUÉ

Tableau C20

| Sortes d'évasions | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Évasions d'établissements à niveaux de sécurité multiples | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nombre d'évadés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Évasions d'établissements à sécurité maximale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nombre d'évadés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Évasions d'établissements à sécurité moyenne | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Nombre d'évadés | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Évasions d'établissements à sécurité minimale | 28 | 14 | 15 | 18 | 10 |
| Nombre d'évadés | 30 | 17 | 16 | 24 | 12 |
| Total nombre d'évasions | 29 | 14 | 15 | 18 | 11 |
| Nombre total d'évadés | 31 | 17 | 16 | 24 | 13 |

Source : Sécurité, Service correctionnel du Canada.

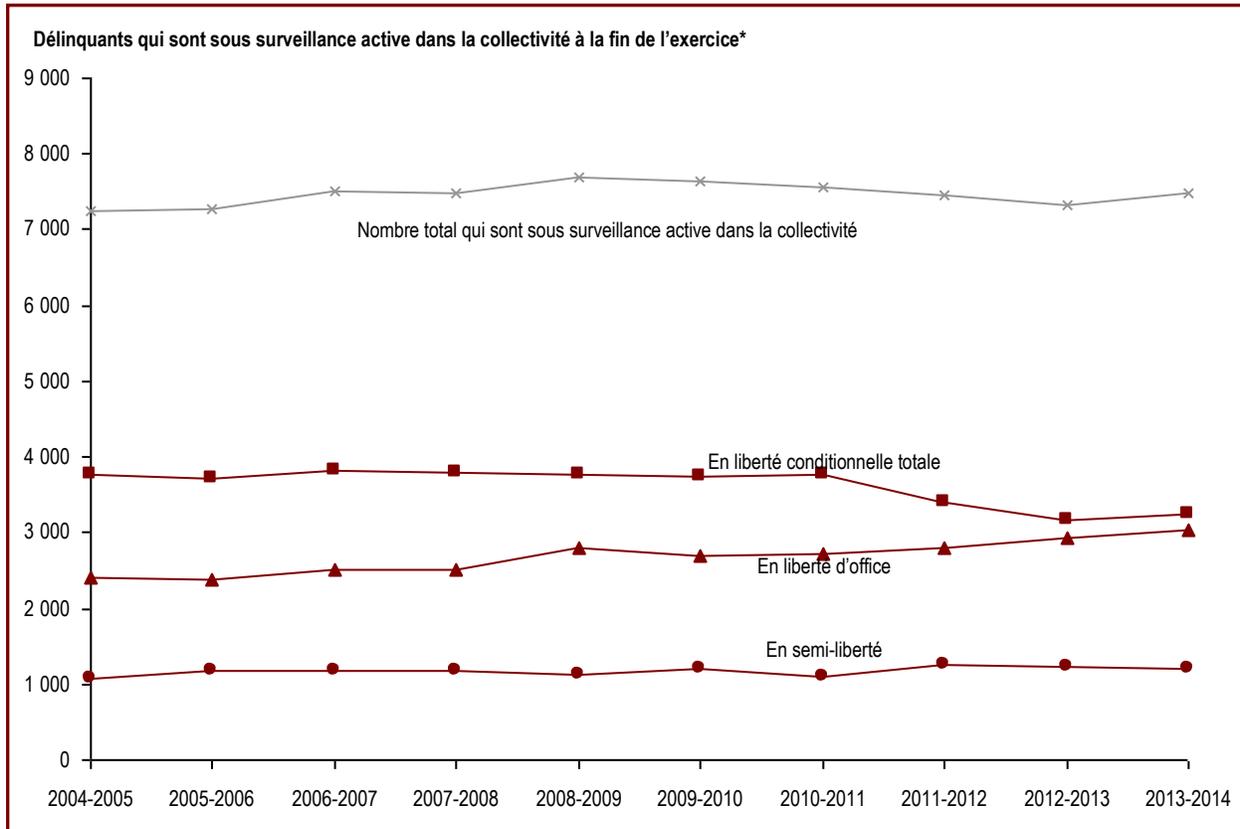
Nota

Les données représentent le nombre d'évasions de détenus incarcérés dans des établissements fédéraux au cours de chaque exercice (un exercice commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars).

Il peut arriver que plusieurs détenus soient impliqués dans une évasion.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS SOUS SURVEILLANCE DANS LA COLLECTIVITÉ A DIMINUÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Figure C21



Source : Service correctionnel du Canada.

- Au cours des cinq dernières années, la population totale de délinquants dans la collectivité a diminué de 2,7 %. Pendant la même période, le nombre de délinquants en liberté conditionnelle totale a diminué de 13,6 %, et le nombre de délinquants en liberté d'office a augmenté de 11,9 %.
- À la fin de l'exercice 2013-2014, 6 993 hommes et 484 femmes faisaient l'objet d'une surveillance active dans la collectivité.

Nota

*Un exercice débute le 1^{er} avril et prend fin le 31 mars.

Les données ci-dessus reflètent la population de délinquants sous surveillance dans la collectivité, ce qui comprend tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

La semi-liberté est un type de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada qui permet au délinquant de participer à des activités hors du milieu carcéral pour se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

La liberté conditionnelle totale est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité.

La liberté d'office est une forme de liberté sous condition assujettie à une surveillance dont le délinquant peut bénéficier après avoir purgé les deux tiers de sa peine.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS SOUS SURVEILLANCE DANS LA COLLECTIVITÉ A DIMINUÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Tableau C21

| Année | Type de liberté dont bénéficient les délinquants | | | | | | | | | Chang. (en %)* |
|-----------|--|-------|-------------------------------|-------|------------------|-------|--------|-------|----------|-------------------|
| | Semi-liberté | | Liberté conditionnelle totale | | Liberté d'office | | Totaux | | | |
| | Fem. | Hom. | Fem. | Hom. | Fem. | Hom. | Fem. | Hom. | Les deux | |
| 2004-2005 | 105 | 969 | 284 | 3 488 | 83 | 2 313 | 472 | 6 770 | 7 242 | -4,4 |
| 2005-2006 | 85 | 1 096 | 306 | 3 407 | 79 | 2 298 | 470 | 6 801 | 7 271 | 0,4 |
| 2006-2007 | 108 | 1 071 | 319 | 3 493 | 80 | 2 426 | 507 | 6 990 | 7 497 | 3,1 |
| 2007-2008 | 114 | 1 062 | 326 | 3 477 | 112 | 2 395 | 552 | 6 934 | 7 486 | -0,1 |
| 2008-2009 | 106 | 1 017 | 343 | 3 421 | 113 | 2 682 | 562 | 7 120 | 7 682 | 2,6 |
| 2009-2010 | 108 | 1 084 | 329 | 3 419 | 94 | 2 612 | 531 | 7 115 | 7 646 | -0,5 |
| 2010-2011 | 79 | 1 017 | 314 | 3 443 | 109 | 2 601 | 502 | 7 061 | 7 563 | -1,1 |
| 2011-2012 | 123 | 1 123 | 257 | 3 155 | 127 | 2 668 | 507 | 6 946 | 7 453 | -1,5 |
| 2012-2013 | 116 | 1 108 | 225 | 2 932 | 137 | 2 805 | 478 | 6 845 | 7 323 | -1,7 |
| 2013-2014 | 106 | 1 105 | 225 | 3 014 | 153 | 2 874 | 484 | 6 993 | 7 477 | 2,1 |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

*Le changement en pourcentage est mesuré par rapport à l'année précédente.

Un exercice débute le 1er avril et prend fin le 31 mars.

Les données ci-dessus reflètent la population de délinquants sous surveillance dans la collectivité, ce qui comprend tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

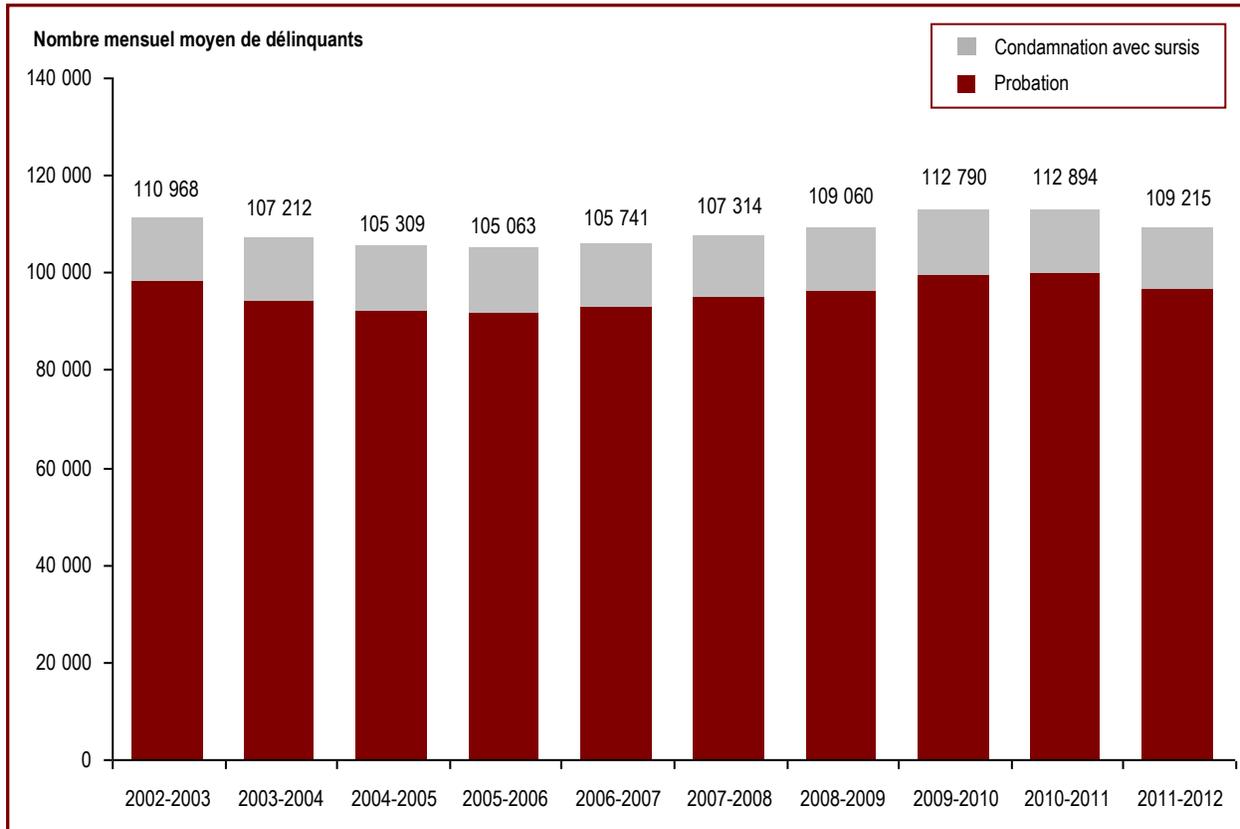
La semi-liberté est un type de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada qui permet au délinquant de participer à des activités hors du milieu carcéral pour se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

La liberté conditionnelle totale est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité.

La liberté d'office est une forme de liberté sous condition assujettie à une surveillance dont le délinquant peut bénéficier après avoir purgé les deux tiers de sa peine.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ PROVINCIALE OU TERRITORIALE QUI PURGENT LEUR PEINE DANS LA COLLECTIVITÉ A DIMINUÉ EN 2011-2012

Figure C22



Source : Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Le nombre de délinquants sous responsabilité provinciale ou territoriale purgeant leur peine dans la collectivité a diminué de 3,3% de 2010-2011 à 2011-2012 (112 894 à 109 215).
- Depuis l'introduction, en septembre 1996, des peines d'emprisonnement avec sursis en tant que peines de substitution, le nombre de délinquants purgeant ce type de peines a augmenté de façon constante jusqu'en 2002-2003. Depuis, le nombre de délinquants purgeant une peine d'emprisonnement avec sursis a fluctué.
- En 2011-2012, on comptait 96 643 probationnaires au total.

Nota

Une condamnation avec sursis est une décision rendue par le tribunal selon laquelle le délinquant purge une peine d'emprisonnement dans la collectivité dans des conditions déterminées. L'octroi d'un sursis n'est possible que si le délinquant est condamné à un emprisonnement de moins de deux ans. Depuis septembre 1996, la condamnation avec sursis est une option lorsque la peine est de ressort provincial ou territorial.

Aux fins de comparaison, les chiffres ne tiennent pas compte des données de Terre-Neuve et Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, car les statistiques complètes n'étaient pas disponibles pour ces administrations. En raison de ces changements, les données présentées dans le rapport de cette année ne peuvent pas être comparées aux données des versions antérieures du document *Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

**LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ PROVINCIALE OU TERRITORIALE QUI PURGENT
LEUR PEINE DANS LA COLLECTIVITÉ A DIMINUÉ EN 2011-2012**

Tableau C22

| Année | Nombre mensuel moyen de probationnaires | Nombre mensuel moyen de délinquants soumis à une ordonnance de sursis | Total |
|-----------|--|---|---------|
| 2002-2003 | 98 280 | 12 688 | 110 968 |
| 2003-2004 | 94 162 | 13 050 | 107 212 |
| 2004-2005 | 91 991 | 13 319 | 105 309 |
| 2005-2006 | 91 663 | 13 401 | 105 063 |
| 2006-2007 | 92 835 | 12 907 | 105 741 |
| 2007-2008 | 94 709 | 12 605 | 107 314 |
| 2008-2009 | 95 874 | 13 186 | 109 060 |
| 2009-2010 | 99 427 | 13 363 | 112 790 |
| 2010-2011 | 99 907 | 12 987 | 112 894 |
| 2011-2012 | 96 643 | 12 572 | 109 215 |

Source : Enquête sur les services correctionnels pour adultes : Indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

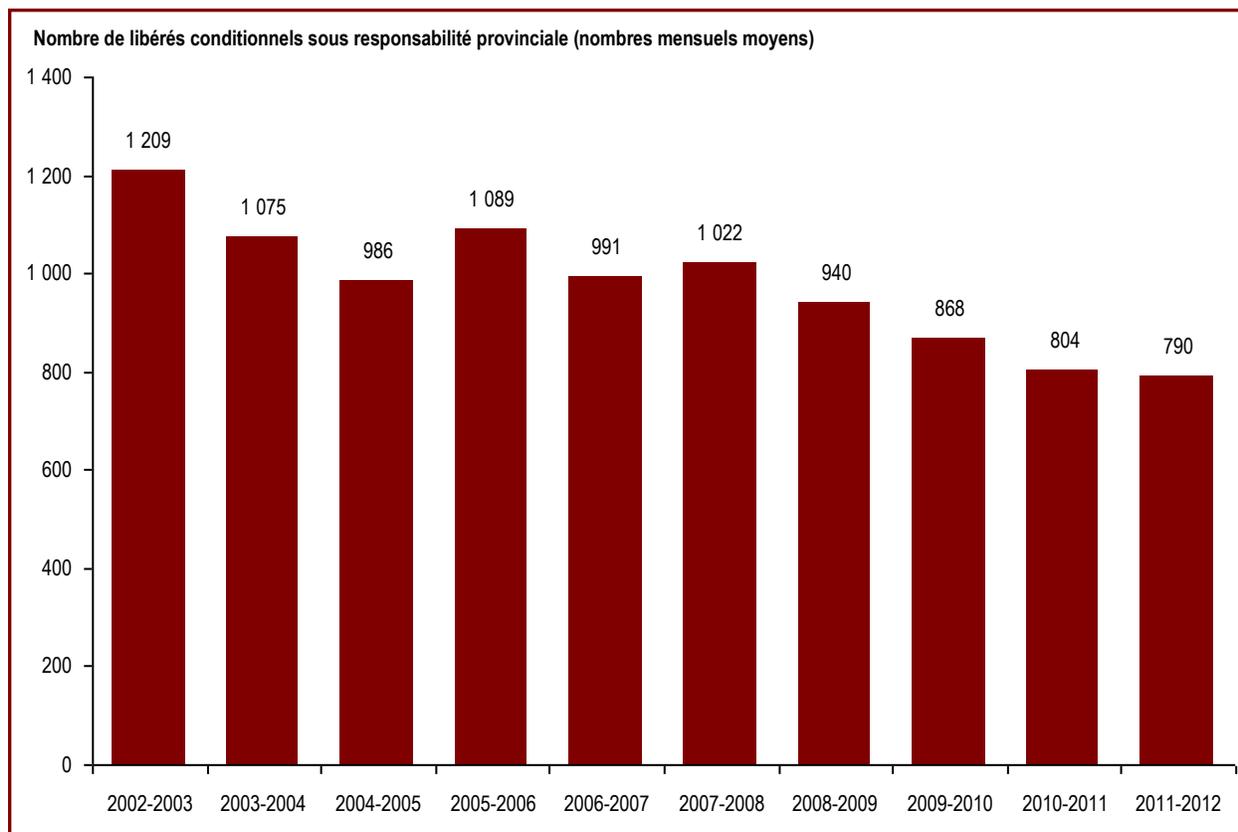
Nota

Une condamnation avec sursis est une décision rendue par le tribunal selon laquelle le délinquant purge une peine d'emprisonnement dans la collectivité dans des conditions déterminées. L'octroi d'un sursis n'est possible que si le délinquant est condamné à un emprisonnement de moins de deux ans. Depuis septembre 1996, la condamnation avec sursis est une option lorsque la peine est de ressort provincial ou territorial.

Aux fins de comparaison, les chiffres ne tiennent pas compte des données de Terre-Neuve et Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, car les statistiques complètes n'étaient pas disponibles pour ces administrations. En raison de ces changements, les données présentées dans le rapport de cette année ne peuvent pas être comparées aux données des versions antérieures du document *Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE, LE NOMBRE DE LIBÉRÉS CONDITIONNELS SOUS RESPONSABILITÉ PROVINCIALE A DIMINUÉ

Figure C23



Source : Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Au cours des dix dernières années, le nombre de libérés conditionnels sous responsabilité provinciale a diminué de 34,7 %, passant de 1 209 en 2002-2003 à 790 en 2011-2012.

Nota

Il existe des commissions provinciales de libération conditionnelle au Québec et en Ontario. Depuis le 1er avril 2007, la Commission des libérations conditionnelles du Canada est responsable de décider de la libération conditionnelle des délinquants qui purgent leur peine dans des établissements provinciaux en Colombie-Britannique. Elle rend aussi les décisions relatives à la libération conditionnelle des délinquants sous responsabilité provinciale et territoriale des régions de l'Atlantique et des Prairies, ainsi que du Yukon, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest.

AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE, LE NOMBRE DE LIBÉRÉS CONDITIONNELS SOUS RESPONSABILITÉ PROVINCIALE A DIMINUÉ

Tableau C23

| Année | Nombres mensuels moyens de libérés conditionnels sous responsabilité provinciale | | | | | | |
|-----------|--|---------|---------------------------|-------|---|--------------|----------------------|
| | Commissions provinciales | | | | Commission des libérations conditionnelles du Canada** | Total | Changement (en %) |
| | Québec | Ontario | Colombie- Britannique* | Total | | | |
| 2002-2003 | 581 | 210 | 223 | 1 014 | 195 | 1 209 | -25,1 |
| 2003-2004 | 550 | 146 | 189 | 885 | 190 | 1 075 | -11,1 |
| 2004-2005 | 517 | 127 | 166 | 810 | 176 | 986 | -8,3 |
| 2005-2006 | 628 | 152 | 147 | 926 | 163 | 1 089 | 10,4 |
| 2006-2007 | 593 | 142 | 120 | 855 | 136 | 991 | -9,0 |
| 2007-2008 | 581 | 205 | n/a | 785 | 237 | 1 022 | 3,1 |
| 2008-2009 | 533 | 217 | n/a | 750 | 190 | 940 | -8,0 |
| 2009-2010 | 506 | 194 | n/a | 700 | 168 | 868 | -7,7 |
| 2010-2011 | 482 | 171 | n/a | 653 | 151 | 804 | -7,4 |
| 2011-2012 | 481 | 179 | n/a | 660 | 130 | 790 | -1,8 |

Source : Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Nota

*Depuis le 1er avril 2007, la Commission des libérations conditionnelles du Canada est responsable de décider de la libération conditionnelle des délinquants qui purgent leur peine dans des établissements provinciaux en Colombie-Britannique

**Ces données représentent le nombre de délinquants sous responsabilité provinciale qui ont été mis en liberté par la Commission des libérations conditionnelles du Canada et qui sont surveillés par le Service correctionnel du Canada.

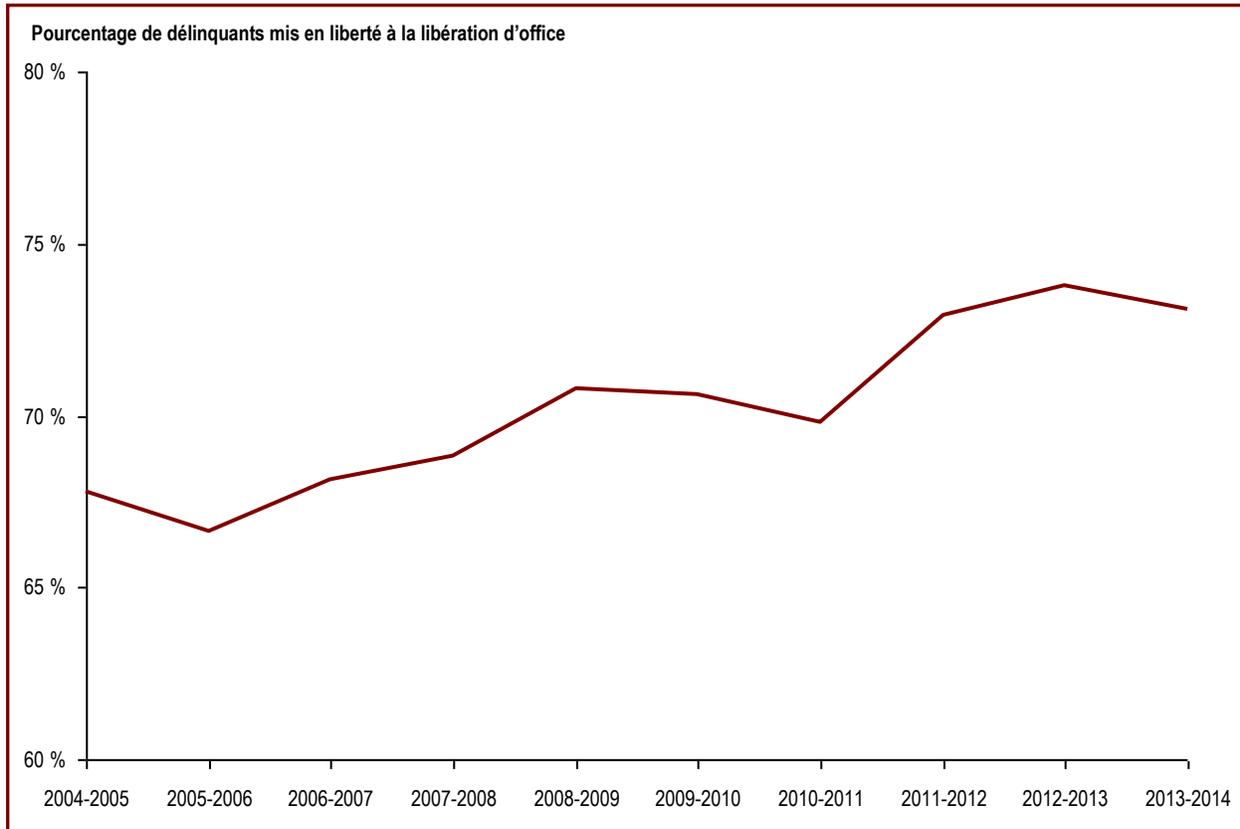
Il existe des commissions provinciales de libération conditionnelle au Québec et en Ontario. Elle rend aussi les décisions relatives à la libération conditionnelle des délinquants sous responsabilité provinciale et territoriale des régions de l'Atlantique et des Prairies, ainsi que du Yukon, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest.

SECTION D

MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

LE POURCENTAGE DE DÉLINQUANTS LIBÉRÉS DE PÉNITENCIERS FÉDÉRAUX À LA LIBÉRATION D'OFFICE EST EN AUGMENTATION

Figure D1



Source : Service correctionnel du Canada.

- Pour l'exercice 2013-2014, 73,1 % de toutes les mises en liberté d'établissements fédéraux ont eu lieu à la libération d'office.
- Pour l'exercice 2013-2014, 84,6 % des mises en liberté de délinquants autochtones ont eu lieu à la libération d'office, comparativement à 69,3 % des mises en liberté de délinquants non autochtones.
- Au cours des dix dernières années, le pourcentage de mises en liberté à la libération d'office a augmenté, passant de 67,8 % à 73,1 %.

Nota

Les données englobent toutes les mises en liberté de pénitenciers fédéraux au cours d'un exercice donné, à l'exclusion des délinquants dont la peine a été annulée, des délinquants qui sont décédés en établissement, l'OSLD et des délinquants libérés à l'expiration de leur mandat, et les délinquants transférés à l'étranger. Il est possible qu'un délinquant soit mis en liberté plus d'une fois par année, si une mise en liberté a fait l'objet d'une révocation, d'une suspension ou d'une interruption, ou s'il y a eu détention temporaire.

La libération d'office est une forme de mise en liberté sous condition assujettie à une surveillance dont le délinquant peut bénéficier après avoir purgé les deux tiers de sa peine. Un exercice s'étend du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante.

LE POURCENTAGE DE DÉLINQUANTS LIBÉRÉS DE PÉNITENCIERS FÉDÉRAUX À LA LIBÉRATION D'OFFICE EST EN AUGMENTATION

Tableau D1

| Année | Autochtones | | | Non Autochtones | | | Population totale de délinquants | | |
|-----------|-----------------------|---------------------|----------|-----------------------|---------------------|----------|----------------------------------|---------------------|----------|
| | Libérations d'offices | Libérations totales | Taux (%) | Libérations d'offices | Libérations totales | Taux (%) | Libérations d'offices | Libérations totales | Taux (%) |
| 2004-2005 | 1 121 | 1 486 | 75,4% | 3 971 | 6 029 | 65,9% | 5 092 | 7 515 | 67,8% |
| 2005-2006 | 1 196 | 1 589 | 75,3% | 4 021 | 6 245 | 64,4% | 5 217 | 7 834 | 66,6% |
| 2006-2007 | 1 203 | 1 540 | 78,1% | 4 047 | 6 165 | 65,6% | 5 250 | 7 705 | 68,1% |
| 2007-2008 | 1 362 | 1 696 | 80,3% | 4 124 | 6 283 | 65,6% | 5 486 | 7 979 | 68,8% |
| 2008-2009 | 1 419 | 1 698 | 83,6% | 4 346 | 6 441 | 67,5% | 5 765 | 8 139 | 70,8% |
| 2009-2010 | 1 362 | 1 671 | 81,5% | 4 190 | 6 196 | 67,6% | 5 552 | 7 867 | 70,6% |
| 2010-2011 | 1 268 | 1 526 | 83,1% | 3 826 | 5 777 | 66,2% | 5 094 | 7 303 | 69,8% |
| 2011-2012 | 1 387 | 1 678 | 82,7% | 3 940 | 5 626 | 70,0% | 5 327 | 7 304 | 72,9% |
| 2012-2013 | 1 520 | 1 838 | 82,7% | 4 033 | 5 688 | 70,9% | 5 553 | 7 526 | 73,8% |
| 2013-2014 | 1 620 | 1 916 | 84,6% | 4 015 | 5 795 | 69,3% | 5 635 | 7 711 | 73,1% |

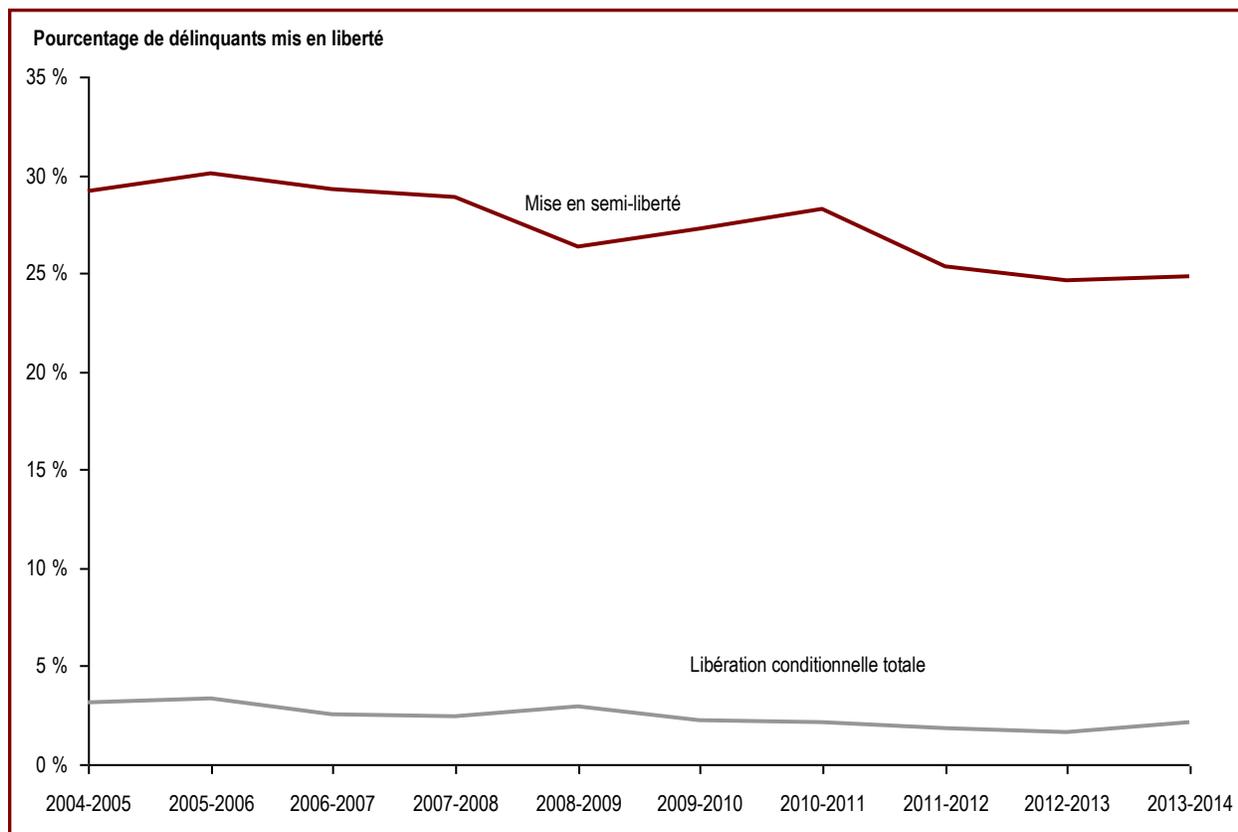
Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

*Le pourcentage est fonction du nombre de mises en liberté à la libération d'office par rapport au nombre total de mises en liberté pour chaque groupe de délinquants. Les données englobent toutes les mises en liberté de pénitenciers fédéraux au cours d'un exercice donné, à l'exclusion des délinquants dont la peine a été annulée, des délinquants qui sont décédés en établissement, l'OSLD et des délinquants libérés à l'expiration de leur mandat, et les délinquants transférés à l'étranger. Il est possible qu'un délinquant soit mis en liberté plus d'une fois par année, si une mise en liberté a fait l'objet d'une révocation, d'une suspension ou d'une interruption, ou s'il y a eu détention temporaire. La libération d'office est une forme de mise en liberté sous condition assujettie à une surveillance dont le délinquant peut bénéficier après avoir purgé les deux tiers de sa peine. Un exercice s'étend du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante.

LE POURCENTAGE DE DÉLINQUANTS LIBÉRÉS DE PÉNITENCIERS FÉDÉRAUX À LA MISE EN SEMI-LIBERTÉ ET À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE EST EN DIMINUTION

Figure D2



Source : Service correctionnel du Canada.

- Pour l'exercice 2013-2014, 24,8 % de toutes les mises en liberté d'établissements fédéraux ont eu lieu à la mise en semi-liberté, et 2,1 %, à la libération conditionnelle totale.
- Pour l'exercice 2013-2014, 14,6 % de toutes les mises en liberté de délinquants autochtones ont eu lieu à la mise en semi-liberté, et 0,9 %, à la libération conditionnelle totale, comparativement à 28,2 % et 2,5 % respectivement pour les délinquants non autochtones.
- Au cours des dix dernières années, le pourcentage de mises en liberté à la semi-liberté a diminué, passant de 29,2 % à 24,8 %. Le pourcentage de mises en liberté à la libération conditionnelle totale a lui aussi diminué, passant de 3,1 % à 2,1 %.

Nota

Le pourcentage est fonction du nombre de mises en semi-liberté et de libérations conditionnelles totales par rapport au nombre total de mises en liberté pour chaque groupe de délinquants.

Les données englobent toutes les mises en liberté de pénitenciers fédéraux au cours d'un exercice donné, à l'exclusion des délinquants dont la peine a été annulée, des délinquants qui sont décédés en établissement, l'OSLD et des délinquants libérés à l'expiration de leur mandat, et les délinquants transférés à l'étranger. Il est possible qu'un délinquant soit mis en liberté plus d'une fois par année, si une mise en liberté a fait l'objet d'une révocation, d'une suspension ou d'une interruption, ou s'il y a eu détention temporaire.

La mise en semi-liberté est une forme de mise en liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités hors du milieu carcéral pour se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

La libération conditionnelle totale est une forme de mise en liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité.

Un exercice s'étend du 1er avril au 31 mars de l'année suivante.

LE POURCENTAGE DE DÉLINQUANTS LIBÉRÉS DE PÉNITENCIERS FÉDÉRAUX À LA MISE EN SEMI-LIBERTÉ ET À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE EST EN DIMINUTION

Tableau D2

| Année | Autochtones | | | Non Autochtones | | | Population totale de délinquants | | | |
|-----------|----------------------|----------------------------------|---------------------|----------------------|----------------------------------|---------------------|----------------------------------|----------------------------------|---------------------|-------|
| | Mise en semi-liberté | Libération conditionnelle totale | Libérations totales | Mise en semi-liberté | Libération conditionnelle totale | Libérations totales | Mise en semi-liberté | Libération conditionnelle totale | Libérations totales | |
| 2004-2005 | # | 335 | 30 | 1 486 | 1 858 | 200 | 6 029 | 2 193 | 230 | 7 515 |
| | % | 22,5% | 2,0% | | 30,8% | 3,3% | | 29,2% | 3,1% | |
| 2005-2006 | # | 370 | 23 | 1 589 | 1 990 | 234 | 6 245 | 2 360 | 257 | 7 834 |
| | % | 23,3% | 1,4% | | 31,9% | 3,7% | | 30,1% | 3,3% | |
| 2006-2007 | # | 322 | 15 | 1 540 | 1 937 | 181 | 6 165 | 2 259 | 196 | 7 705 |
| | % | 20,9% | 1,0% | | 31,4% | 2,9% | | 29,3% | 2,5% | |
| 2007-2008 | # | 316 | 18 | 1 696 | 1 984 | 175 | 6 283 | 2 300 | 193 | 7 979 |
| | % | 18,6% | 1,1% | | 31,6% | 2,8% | | 28,8% | 2,4% | |
| 2008-2009 | # | 263 | 16 | 1 698 | 1 877 | 218 | 6 441 | 2 140 | 234 | 8 139 |
| | % | 15,5% | 0,9% | | 29,1% | 3,4% | | 26,3% | 2,9% | |
| 2009-2010 | # | 296 | 13 | 1 671 | 1 842 | 164 | 6 196 | 2 138 | 177 | 7 867 |
| | % | 17,7% | 0,8% | | 29,7% | 2,6% | | 27,2% | 2,2% | |
| 2010-2011 | # | 247 | 11 | 1 526 | 1 812 | 139 | 5 777 | 2 059 | 150 | 7 303 |
| | % | 16,2% | 0,7% | | 31,4% | 2,4% | | 28,2% | 2,1% | |
| 2011-2012 | # | 278 | 13 | 1 678 | 1 570 | 116 | 5 626 | 1 848 | 129 | 7 304 |
| | % | 16,6% | 0,8% | | 27,9% | 2,1% | | 25,3% | 1,8% | |
| 2012-2013 | # | 309 | 9 | 1 838 | 1 545 | 110 | 5 688 | 1 854 | 119 | 7 526 |
| | % | 16,8% | 0,5% | | 27,2% | 1,9% | | 24,6% | 1,6% | |
| 2013-2014 | # | 279 | 17 | 1 916 | 1 633 | 147 | 5 795 | 1 912 | 164 | 7 711 |
| | % | 14,6% | 0,9% | | 28,2% | 2,5% | | 24,8% | 2,1% | |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

Le pourcentage est fonction du nombre de mises en semi-liberté et de libérations conditionnelles totales par rapport au nombre total de mises en liberté pour chaque groupe de délinquants.

Les données englobent toutes les mises en liberté de pénitenciers fédéraux au cours d'un exercice donné, à l'exclusion des délinquants dont la peine a été annulée, des délinquants qui sont décédés en établissement, l'OSLD et des délinquants libérés à l'expiration de leur mandat, et les délinquants transférés à l'étranger. Il est possible qu'un délinquant soit mis en liberté plus d'une fois par année, si une mise en liberté a fait l'objet d'une révocation, d'une suspension ou d'une interruption, ou s'il y a eu détention temporaire.

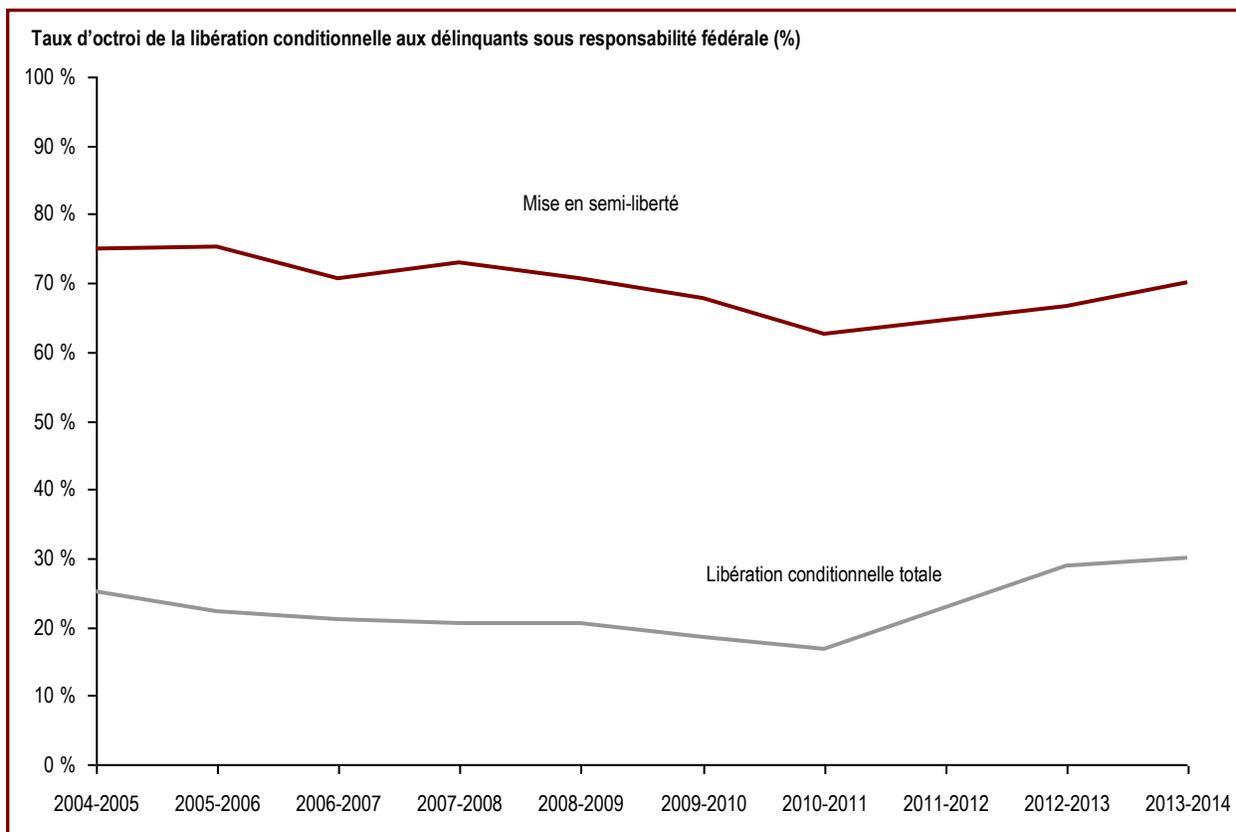
La mise en semi-liberté est une forme de mise en liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités hors du milieu carcéral pour se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

La libération conditionnelle totale est une forme de mise en liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité.

Un exercice s'étend du 1er avril au 31 mars de l'année suivante.

LES TAUX D'OCTROI DE LA SEMI-LIBERTÉ ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE DE RESSORT FÉDÉRAL ONT AUGMENTÉES EN 2013-2014

Figure D3



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- Comparés aux taux d'octroi en 2010-2011, qui sont les plus bas de la décennie, les taux d'octroi de la semi-liberté et de la libération conditionnelle totale aux délinquants sous responsabilité fédérale ont augmenté (de 7,3 % et de 13,4 % respectivement) en 2013-2014.
- Au cours des dix dernières années, les délinquantes étaient plus susceptibles d'obtenir une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale que les délinquants.
- Quand on les compare aux taux de 2004-2005, le taux d'octroi de la semi-liberté aux délinquants sous responsabilité fédérale est descendu à 69,9 % (une diminution de 5,1 %), alors que le taux de la libération conditionnelle totale aux délinquants sous responsabilité fédérale a monté à 30,0 % (une augmentation de 4,9 %).

Nota

Le taux d'octroi (ou d'obtention) correspond au pourcentage d'examen prélibératoires aboutissant à l'octroi de la mise en liberté par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. La mise en semi-liberté est une forme de mise en liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités hors du milieu carcéral pour se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Les délinquants ne demandent pas tous la semi-liberté, et certains la demandent plus d'une fois avant de l'obtenir.

La libération conditionnelle totale est une forme de mise en liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité. La Commission des libérations conditionnelles du Canada doit examiner le dossier de chaque délinquant aux fins de la libération conditionnelle totale, et ce, au moment prévu par la législation, à moins que le délinquant ne l'avise par écrit qu'il ne souhaite pas bénéficier de la libération conditionnelle totale.

Le 28 mars 2011, le projet de loi C-59 (Loi sur l'abolition de la libération anticipée des criminels) a éliminé la procédure d'examen expéditif (PEE), qui touchait les délinquants non violents incarcérés pour la première fois pour des infractions prévues à l'annexe II ou ne figurant pas aux annexes de la LSCMLC; ceux-ci n'étaient donc plus admissibles à la PEE en 2011-2012. On évalue maintenant le risque de récidive générale, alors que l'évaluation du risque de la PEE n'examinait que le risque de commettre une infraction avec violence. Les décisions rendues aux termes de la PEE n'ont pas été incluses, ce qui permet de mieux illustrer les tendances dans le temps.

Il faut être prudent quand on compare les taux d'octroi. Bien que les comparaisons aient été faites uniquement entre les taux d'octroi par voie de procédure ordinaire, il faut être conscient d'un effet résiduel de la PEE entre 2011-2012 et 2013-2014. En effet, la population de délinquants sous responsabilité fédérale touchée par la PEE a obtenu une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale par voie de procédure ordinaire dans une proportion suffisante pour gonfler les taux d'octroi.

LES TAUX D'OCTROI DE LA SEMI-LIBERTÉ ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE DE RESSORT FÉDÉRAL ONT AUGMENTÉES EN 2013-2014

Tableau D3

| Type de libération | Année | Octrois | | Refus | | Taux d'octroi (%) | | | PEE* | |
|-------------------------|-----------|---------|--------|--------|--------|-------------------|--------|-------|----------|-------|
| | | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Total | Accordée | Total |
| Mise en semi-liberté | 2004-2005 | 169 | 2 062 | 23 | 723 | 88,0 | 74,0 | 74,9 | 846 | 1,152 |
| | 2005-2006 | 128 | 2 111 | 25 | 719 | 83,7 | 74,6 | 75,1 | 970 | 1,345 |
| | 2006-2007 | 143 | 2 039 | 31 | 876 | 82,2 | 69,9 | 70,6 | 984 | 1,428 |
| | 2007-2008 | 162 | 2 001 | 22 | 776 | 88,0 | 72,1 | 73,0 | 977 | 1,482 |
| | 2008-2009 | 135 | 1 908 | 24 | 825 | 84,9 | 69,8 | 70,6 | 1,000 | 1,525 |
| | 2009-2010 | 151 | 1 959 | 40 | 967 | 79,1 | 67,0 | 67,7 | 947 | 1,491 |
| | 2010-2011 | 134 | 1 856 | 40 | 1 151 | 77,0 | 61,7 | 62,6 | 970 | 1,591 |
| | 2011-2012 | 248 | 2 492 | 64 | 1 443 | 79,5 | 63,3 | 64,5 | 0 | 0 |
| | 2012-2013 | 287 | 2 823 | 71 | 1 416 | 80,2 | 66,6 | 67,7 | 14 | 21 |
| 2013-2014 | 244 | 2 828 | 52 | 1 272 | 82,4 | 69,0 | 69,9 | 39 | 47 | |
| Libération cond. totale | 2004-2005 | 56 | 545 | 71 | 1 724 | 44,1 | 24,0 | 25,1 | 916 | 920 |
| | 2005-2006 | 38 | 533 | 67 | 1 924 | 36,2 | 21,7 | 22,3 | 1,057 | 1,066 |
| | 2006-2007 | 41 | 523 | 81 | 2 035 | 33,6 | 20,4 | 21,0 | 1,038 | 1,042 |
| | 2007-2008 | 40 | 490 | 70 | 1 990 | 36,4 | 19,8 | 20,5 | 1,030 | 1,036 |
| | 2008-2009 | 43 | 495 | 61 | 2 017 | 41,3 | 19,7 | 20,6 | 1,097 | 1,100 |
| | 2009-2010 | 32 | 459 | 89 | 2 077 | 26,4 | 18,1 | 18,5 | 1,004 | 1,010 |
| | 2010-2011 | 20 | 435 | 85 | 2 206 | 19,0 | 16,5 | 16,6 | 1,046 | 1,059 |
| | 2011-2012 | 76 | 643 | 126 | 2 317 | 37,6 | 21,7 | 22,7 | 0 | 0 |
| | 2012-2013 | 90 | 913 | 141 | 2 328 | 39,0 | 28,2 | 28,9 | 26 | 26 |
| 2013-2014 | 84 | 901 | 103 | 2 200 | 44,9 | 29,1 | 30,0 | 126 | 142 | |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

Le taux d'octroi (ou d'obtention) correspond au pourcentage d'examen prélibératoires aboutissant à l'octroi de la mise en liberté par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. La mise en semi-liberté est une forme de mise en liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités hors du milieu carcéral pour se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Les délinquants ne demandent pas tous la semi-liberté, et certains la demandent plus d'une fois avant de l'obtenir.

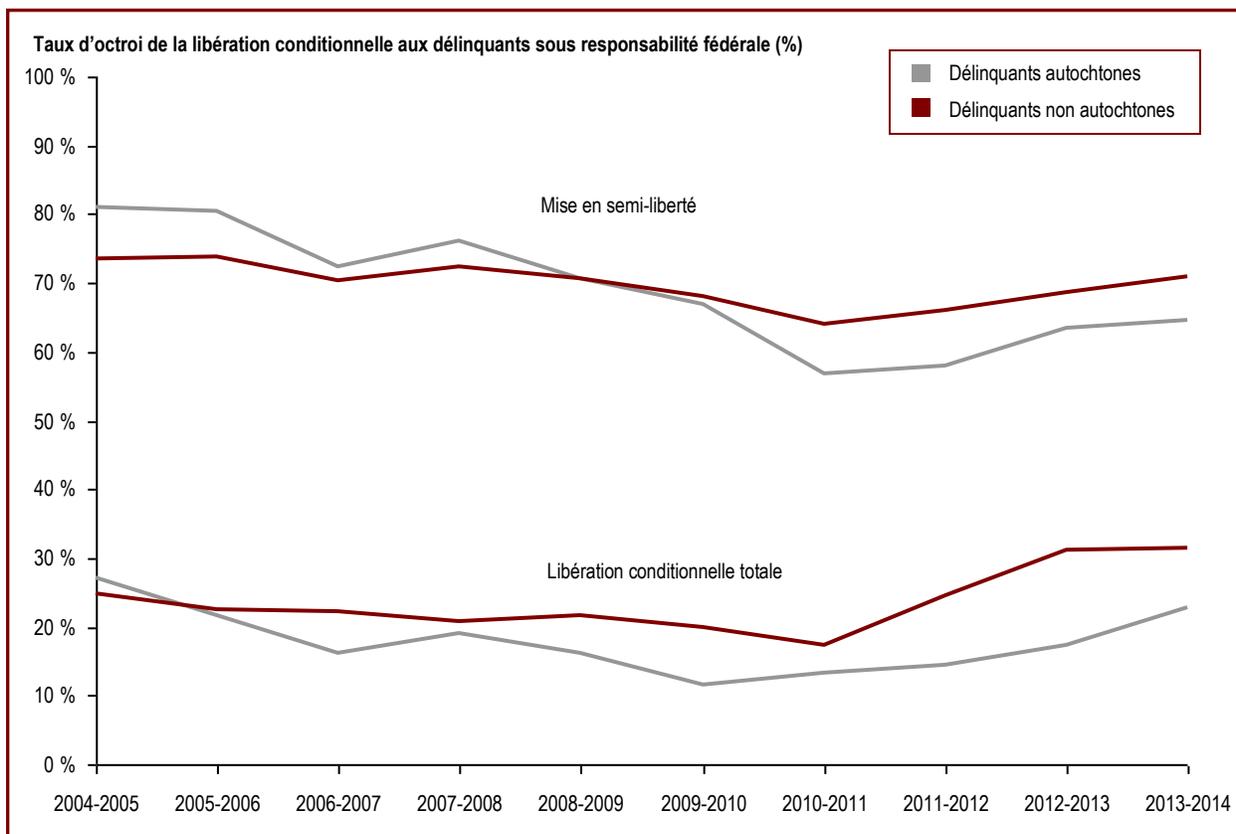
La libération conditionnelle totale est une forme de mise en liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité. La Commission des libérations conditionnelles du Canada doit examiner le dossier de chaque délinquant aux fins de la libération conditionnelle totale, et ce, au moment prévu par la législation, à moins que le délinquant ne l'avise par écrit qu'il ne souhaite pas bénéficier de la libération conditionnelle totale.

Le 28 mars 2011, le projet de loi C-59 (Loi sur l'abolition de la libération anticipée des criminels) a éliminé la procédure d'examen expéditif (PEE), qui touchait les délinquants non violents incarcérés pour la première fois pour des infractions prévues à l'annexe II ou ne figurant pas aux annexes de la LSCMLC; ceux-ci n'étaient donc plus admissibles à la PEE en 2011-2012. On évalue maintenant le risque de récidive générale, alors que l'évaluation du risque de la PEE n'examinait que le risque de commettre une infraction avec violence. Les décisions rendues aux termes de la PEE n'ont pas été incluses, ce qui permet de mieux illustrer les tendances dans le temps. Néanmoins, l'information sur la PEE (délinquants dirigés vers la PEE et nombre total de délinquants admissibles à la PEE) est présentée dans une section distincte du tableau.

Il faut être prudent quand on compare les taux d'octroi. Bien que les comparaisons aient été faites uniquement entre les taux d'octroi par voie de procédure ordinaire, il faut être conscient d'un effet résiduel de la PEE entre 2011-2012 et 2013-2014. En effet, la population de délinquants sous responsabilité fédérale touchée par la PEE a obtenu une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale par voie de procédure ordinaire dans une proportion suffisante pour gonfler les taux d'octroi.

LE TAUX D'OCTROI DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE AUX DÉLINQUANTS AUTOCHTONES A AUGMENTÉ POUR LA QUATRIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

Figure D4



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2013-2014, le taux d'octroi de la semi-liberté et de la libération conditionnelle totale aux délinquants sous responsabilité fédérale ont augmenté tant chez les délinquants autochtones que non autochtones.
- En 2013-2014, le taux d'octroi de la libération conditionnelle totale aux délinquants non autochtones sous responsabilité fédérale a augmenté légèrement de 0,2 %, comparativement à 6,7 % en 2012-2013.
- En 2013-2014, le taux d'obtention de la semi-liberté était plus bas parmi les Autochtones que parmi les autres délinquants sous responsabilité fédérale (respectivement 64,5 % et 71,0 %). On constatait la même chose pour ce qui est de la libération conditionnelle totale (22,7 %, comparativement à 31,3 %).

Nota

Le taux d'octroi (ou d'obtention) correspond au pourcentage d'examen prélibératoire aboutissant à l'octroi de la mise en liberté par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. La mise en semi-liberté est une forme de mise en liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités hors du milieu carcéral pour se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Les délinquants ne demandent pas tous la semi-liberté, et certains la demandent plus d'une fois avant de l'obtenir.

La libération conditionnelle totale est une forme de mise en liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité. La Commission des libérations conditionnelles du Canada doit examiner le dossier de chaque délinquant aux fins de la libération conditionnelle totale, et ce, au moment prévu par la législation, à moins que le délinquant ne l'avise par écrit qu'il ne souhaite pas bénéficier de la libération conditionnelle totale.

Le 28 mars 2011, le projet de loi C-59 (Loi sur l'abolition de la libération anticipée des criminels) a éliminé la procédure d'examen expéditif (PEE), qui touchait les délinquants non violents incarcérés pour la première fois pour des infractions prévues à l'annexe II ou ne figurant pas aux annexes de la LSCMLC; ceux-ci n'étaient donc plus admissibles à la PEE en 2011-2012. On évalue maintenant le risque de récidive générale, alors que l'évaluation du risque de la PEE n'examinait que le risque de commettre une infraction avec violence. Les décisions rendues aux termes de la PEE n'ont pas été incluses, ce qui permet de mieux illustrer les tendances dans le temps.

Il faut être prudent quand on compare les taux d'octroi. Bien que les comparaisons aient été faites uniquement entre les taux d'octroi par voie de procédure ordinaire, il faut être conscient d'un effet résiduel de la PEE entre 2011-2012 et 2013-2014. En effet, la population de délinquants sous responsabilité fédérale touchée par la PEE a obtenu une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale par voie de procédure ordinaire dans une proportion suffisante pour gonfler les taux d'octroi.

LE TAUX D'OCTROI DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE AUX DÉLINQUANTS AUTOCHTONES A AUGMENTÉ POUR LA QUATRIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

Tableau D4

| Type de libération | Année | Autochtones | | | Non Autochtones | | | Nbre total d'octrois/ de refus |
|-------------------------|-----------|------------------|-----------------|-------------------|------------------|-----------------|-------------------|--------------------------------|
| | | Nombre d'octrois | Nombre de refus | Taux d'octroi (%) | Nombre d'octrois | Nombre de refus | Taux d'octroi (%) | |
| Mise en semi-liberté | 2004-2005 | 429 | 101 | 80,9 | 1 802 | 645 | 73,6 | 2 977 |
| | 2005-2006 | 488 | 120 | 80,3 | 1 751 | 624 | 73,7 | 2 983 |
| | 2006-2007 | 444 | 169 | 72,4 | 1 738 | 738 | 70,2 | 3 089 |
| | 2007-2008 | 403 | 126 | 76,2 | 1 760 | 672 | 72,4 | 2 961 |
| | 2008-2009 | 377 | 156 | 70,7 | 1 666 | 693 | 70,6 | 2 892 |
| | 2009-2010 | 395 | 196 | 66,8 | 1 715 | 811 | 67,9 | 3 117 |
| | 2010-2011 | 361 | 276 | 56,7 | 1 629 | 915 | 64,0 | 3 181 |
| | 2011-2012 | 447 | 326 | 57,8 | 2 293 | 1 181 | 66,0 | 4 247 |
| | 2012-2013 | 544 | 314 | 63,4 | 2 566 | 1 173 | 68,6 | 4 597 |
| 2013-2014 | 504 | 277 | 64,5 | 2 568 | 1 047 | 71,0 | 4 396 | |
| Libération cond. totale | 2004-2005 | 114 | 305 | 27,2 | 487 | 1 490 | 24,6 | 2 396 |
| | 2005-2006 | 105 | 383 | 21,5 | 466 | 1 608 | 22,5 | 2 562 |
| | 2006-2007 | 76 | 394 | 16,2 | 488 | 1 722 | 22,1 | 2 680 |
| | 2007-2008 | 81 | 348 | 18,9 | 449 | 1 712 | 20,8 | 2 590 |
| | 2008-2009 | 73 | 378 | 16,2 | 465 | 1 700 | 21,5 | 2 616 |
| | 2009-2010 | 50 | 386 | 11,5 | 441 | 1 780 | 19,9 | 2 657 |
| | 2010-2011 | 70 | 458 | 13,3 | 385 | 1 833 | 17,4 | 2 746 |
| | 2011-2012 | 74 | 445 | 14,3 | 645 | 1 998 | 24,4 | 3 162 |
| | 2012-2013 | 98 | 468 | 17,3 | 905 | 2 001 | 31,1 | 3 472 |
| 2013-2014 | 117 | 398 | 22,7 | 868 | 1 905 | 31,3 | 3 288 | |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

Le taux d'octroi (ou d'obtention) correspond au pourcentage d'examen prélibératoire aboutissant à l'octroi de la mise en liberté par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. La mise en semi-liberté est une forme de mise en liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités hors du milieu carcéral pour se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Les délinquants ne demandent pas tous la semi-liberté, et certains la demandent plus d'une fois avant de l'obtenir.

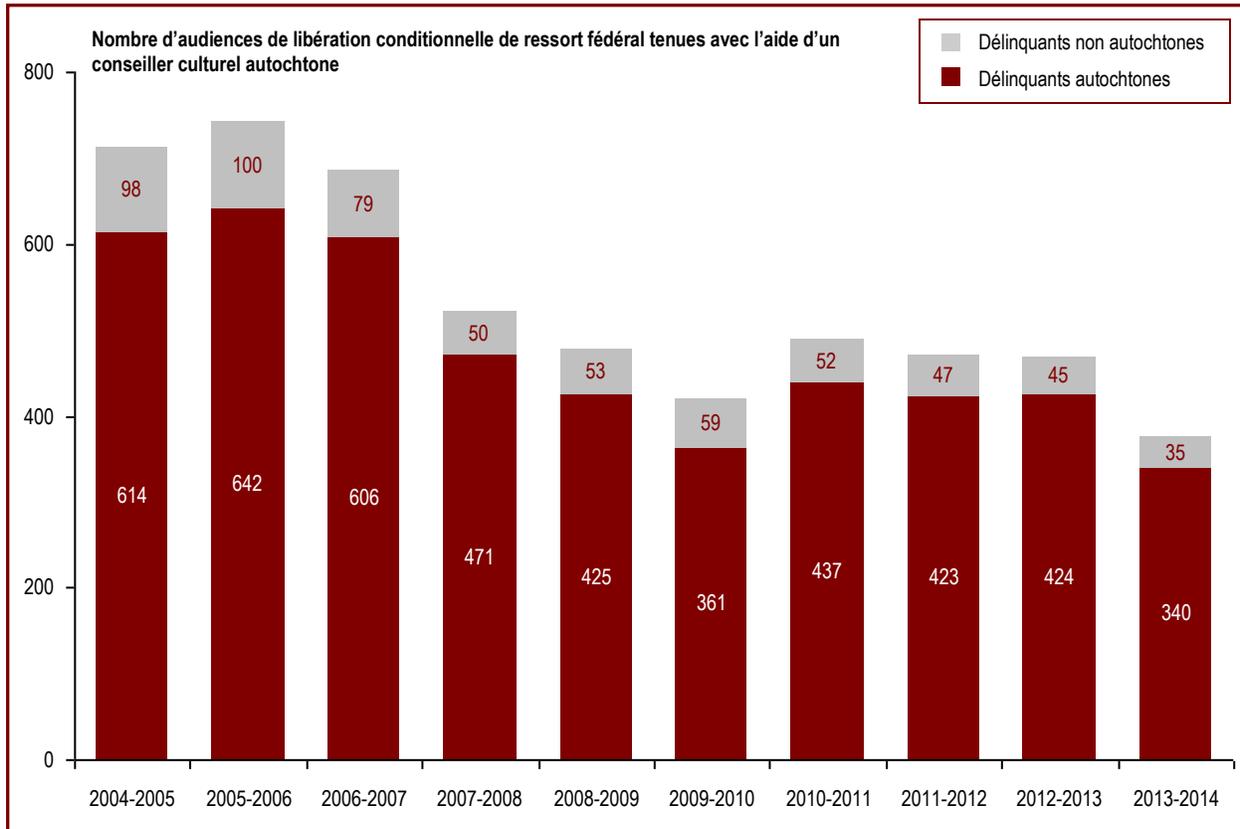
La libération conditionnelle totale est une forme de mise en liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité. La Commission des libérations conditionnelles du Canada doit examiner le dossier de chaque délinquant aux fins de la libération conditionnelle totale, et ce, au moment prévu par la législation, à moins que le délinquant ne l'ait avisé par écrit qu'il ne souhaite pas bénéficier de la libération conditionnelle totale.

Le 28 mars 2011, le projet de loi C-59 (Loi sur l'abolition de la libération anticipée des criminels) a éliminé la procédure d'examen expéditif (PEE), qui touchait les délinquants non violents incarcérés pour la première fois pour des infractions prévues à l'annexe II ou ne figurant pas aux annexes de la LSCMLC; ceux-ci n'étaient donc plus admissibles à la PEE en 2011-2012. On évalue maintenant le risque de récidive générale, alors que l'évaluation du risque de la PEE n'examinait que le risque de commettre une infraction avec violence. Les décisions rendues aux termes de la PEE n'ont pas été incluses, ce qui permet de mieux illustrer les tendances dans le temps.

Il faut être prudent quand on compare les taux d'octroi. Bien que les comparaisons aient été faites uniquement entre les taux d'octroi par voie de procédure ordinaire, il faut être conscient d'un effet résiduel de la PEE entre 2011-2012 et 2013-2014. En effet, la population de délinquants sous responsabilité fédérale touchée par la PEE a obtenu une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale par voie de procédure ordinaire dans une proportion suffisante pour gonfler les taux d'octroi.

LE NOMBRE D'AUDIENCES DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE DE RESSORT FÉDÉRAL TENUES AVEC L'AIDE D'UN CONSEILLER CULTUREL AUTOCHTONE A DIMINUÉ

Figure D5



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2013-2014, le nombre d'audiences du gouvernement fédéral auxquelles a participé un conseiller culturel autochtone est passé à 375, une diminution de 20 % depuis 2012-2013; il s'agit du nombre le plus faible des dix dernières années.
- En 2013-2014, 38,7 % (340) de toutes les audiences de ressort fédéral de délinquants autochtones se sont déroulées en présence d'un conseiller culturel autochtone.
- En 2013-2014, 0,9 % (35) de toutes les audiences de ressort fédéral de délinquants qui ne se sont pas identifiés comme étant autochtones ont été déroulées en présence d'un conseiller culturel autochtone.

Nota

La Commission des libérations conditionnelles du Canada a implanté cette formule d'audience différente qu'est l'audience tenue avec l'aide d'un conseiller culturel autochtone afin de s'assurer que les audiences de mise en liberté sous condition soient adaptées aux traditions et aux valeurs culturelles des Autochtones. Ce type d'audience est offert aux délinquants tant autochtones que non autochtones.

LE NOMBRE D'AUDIENCES DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE DE RESSORT FÉDÉRAL TENUES AVEC L'AIDE D'UN CONSEILLER CULTUREL AUTOCHTONE A DIMINUÉ

Tableau D5

| Année | Audiences tenues avec l'aide d'un conseiller culturel autochtone | | | | | | | | |
|-----------|--|--------------------------|------|---------------------|--------------------------|-----|---------------------|--------------------------|------|
| | Autochtones | | | Non Autochtones | | | Total | | |
| | Total des audiences | Avec conseiller culturel | | Total des audiences | Avec conseiller culturel | | Total des audiences | Avec conseiller culturel | |
| | Nbre | Nbre | % | Nbre | Nbre | % | Nbre | Nbre | % |
| 2004-2005 | 1 355 | 614 | 45,3 | 5 025 | 98 | 2,0 | 6 380 | 712 | 11,2 |
| 2005-2006 | 1 410 | 642 | 45,5 | 5 169 | 100 | 1,9 | 6 579 | 742 | 11,3 |
| 2006-2007 | 1 367 | 606 | 44,3 | 5 269 | 79 | 1,5 | 6 636 | 685 | 10,3 |
| 2007-2008 | 1 252 | 471 | 37,6 | 4 749 | 50 | 1,1 | 6 001 | 521 | 8,7 |
| 2008-2009 | 1 204 | 425 | 35,3 | 4 416 | 53 | 1,2 | 5 620 | 478 | 8,5 |
| 2009-2010 | 1 160 | 361 | 31,1 | 4 520 | 59 | 1,3 | 5 680 | 420 | 7,4 |
| 2010-2011 | 1 193 | 437 | 36,6 | 4 387 | 52 | 1,2 | 5 580 | 489 | 8,8 |
| 2011-2012 | 1 209 | 423 | 35,0 | 4 702 | 47 | 1,0 | 5 911 | 470 | 8,0 |
| 2012-2013 | 1 275 | 424 | 33,3 | 4 685 | 45 | 1,0 | 5 960 | 469 | 7,9 |
| 2013-2014 | 878 | 340 | 38,7 | 3 724 | 35 | 0,9 | 4 602 | 375 | 8,1 |

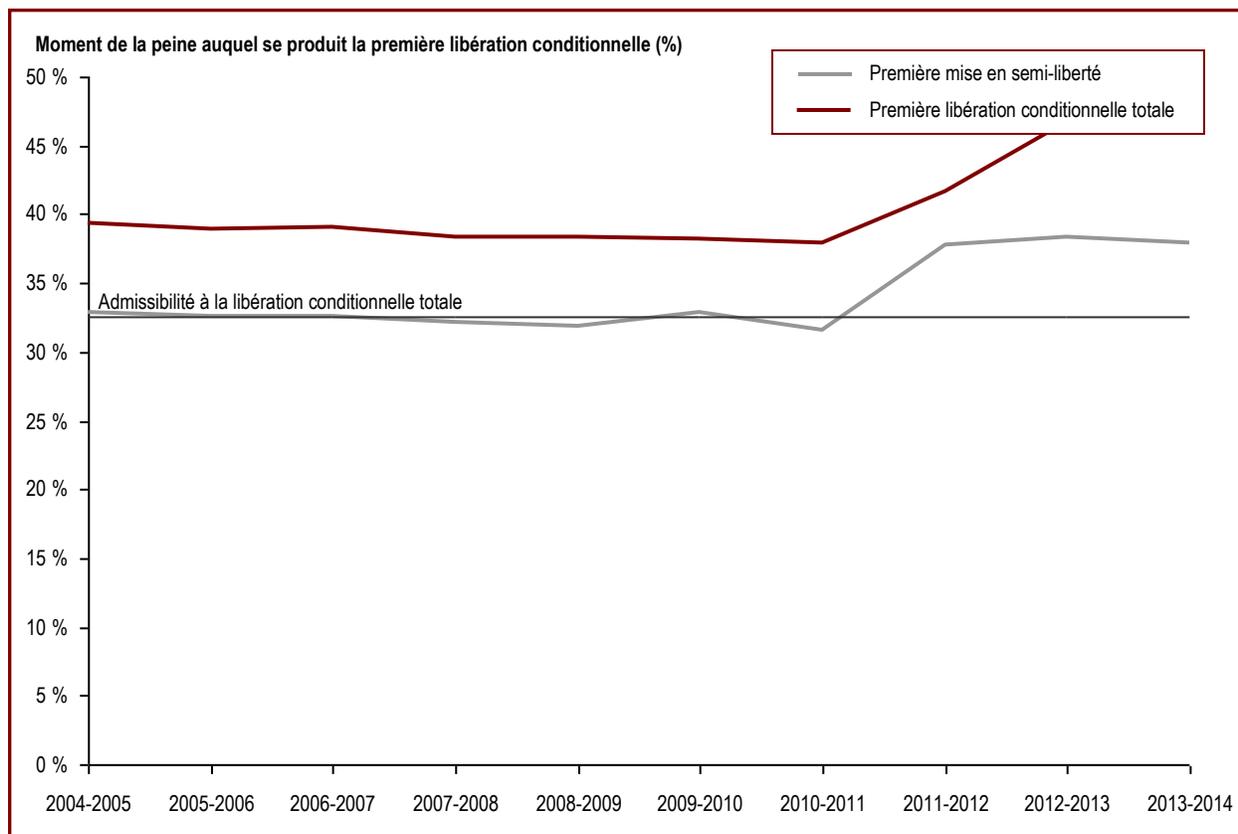
Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

La Commission des libérations conditionnelles du Canada a implanté cette formule d'audience différente qu'est l'audience tenue avec l'aide d'un conseiller culturel autochtone afin de s'assurer que les audiences de mise en liberté sous condition soient adaptées aux traditions et aux valeurs culturelles des Autochtones. Ce type d'audience est offert aux délinquants tant autochtones que non autochtones.

LA PROPORTION DES PEINES PURGÉES AVANT LA MISE EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE A DIMINUÉ

Figure D6



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2013-2014, la proportion moyenne de peines purgées avant la première mise en liberté conditionnelle chez les délinquants purgeant une peine de durée déterminée a diminué à 37,9 % pour la semi-liberté et à 46,4 % pour la libération conditionnelle totale, taux qui étaient à 38,4 % et 46,7 % l'année précédente.
- Depuis 2004-2005, les délinquantes sous responsabilité fédérale ont purgé une moins grande proportion de leur peine que les hommes avant leur première mise en semi-liberté. Cependant, en 2012-2013, elles ont purgé en moyenne 0,5 % plus de temps en incarcération avant leur première mise en semi-liberté, comparativement aux hommes (respectivement 38,9 % et 38,3 %).
- En 2013-2014, les délinquantes sous responsabilité fédérale ont purgé en moyenne 2,6 % moins de leur peine avant d'obtenir leur première libération conditionnelle totale que les délinquants, comparativement à 1,4 % en 2012-2013.
- En 2013-2014, par rapport à 2004-2005, les délinquantes et les délinquants sous responsabilité fédérale ont purgé en moyenne 6,0 % et 4,9 % plus de leur peine avant d'obtenir leur première semi-liberté, ainsi que 6,8 % et 7,0 % plus de leur peine avant d'obtenir leur première libération conditionnelle totale.

Nota

Le moment de la peine auquel se produit la libération conditionnelle correspond au pourcentage de la peine qui a été purgé lorsque débute la première semi-liberté ou liberté conditionnelle totale. Dans la majorité des cas, une libération conditionnelle totale est précédée d'une mise en semi-liberté.

Ces calculs sont basés sur les peines de ressort fédéral, autres que les peines d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée.

Normalement, le délinquant doit purger le tiers de sa peine, jusqu'à concurrence de sept ans, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, sauf s'il est un condamné à perpétuité, s'il s'est vu imposer une peine d'une durée indéterminée ou s'il a fait l'objet d'une détermination judiciaire. Un délinquant devient ordinairement admissible à la mise en semi-liberté six mois avant la libération conditionnelle totale.

Les augmentations de la proportion moyenne de temps passé en incarcération après 2010-2011 s'expliquent en partie par les conséquences du projet de loi C-59, et elles sont principalement attribuables aux délinquants purgeant une peine après avoir été reconnus coupables d'une infraction mentionnée à l'annexe II ou qui n'est pas mentionnée aux annexes (certains de ces délinquants avaient été admissibles à la PEE).

LA PROPORTION DES PEINES PURGÉES AVANT LA MISE EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE A DIMINUÉ

Tableau D6

| Année | Type de libération | | | | | |
|-----------|-------------------------------|--------|-------------|---|--------|-------------|
| | Première mise en semi-liberté | | | Première libération conditionnelle totale | | |
| | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total |
| | Proportion de la peine purgée | | | | | |
| 2004-2005 | 28,8 | 33,3 | 32,9 | 37,2 | 39,6 | 39,4 |
| 2005-2006 | 28,5 | 32,9 | 32,5 | 36,1 | 39,3 | 38,9 |
| 2006-2007 | 27,4 | 33,2 | 32,6 | 37,2 | 39,3 | 39,1 |
| 2007-2008 | 30,3 | 32,3 | 32,1 | 37,9 | 38,4 | 38,4 |
| 2008-2009 | 28,2 | 32,4 | 31,9 | 36,6 | 38,7 | 38,4 |
| 2009-2010 | 29,5 | 33,2 | 32,8 | 36,1 | 38,5 | 38,2 |
| 2010-2011 | 29,2 | 31,8 | 31,6 | 36,6 | 38,0 | 37,9 |
| 2011-2012 | 35,0 | 38,1 | 37,8 | 40,3 | 41,7 | 41,6 |
| 2012-2013 | 38,9 | 38,3 | 38,4 | 45,4 | 46,8 | 46,7 |
| 2013-2014 | 34,8 | 38,2 | 37,9 | 44,0 | 46,6 | 46,4 |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

Le moment de la peine auquel se produit la libération conditionnelle correspond au pourcentage de la peine qui a été purgé lorsque débute la première semi-liberté ou liberté conditionnelle totale. Dans la majorité des cas, une libération conditionnelle totale est précédée d'une mise en semi-liberté.

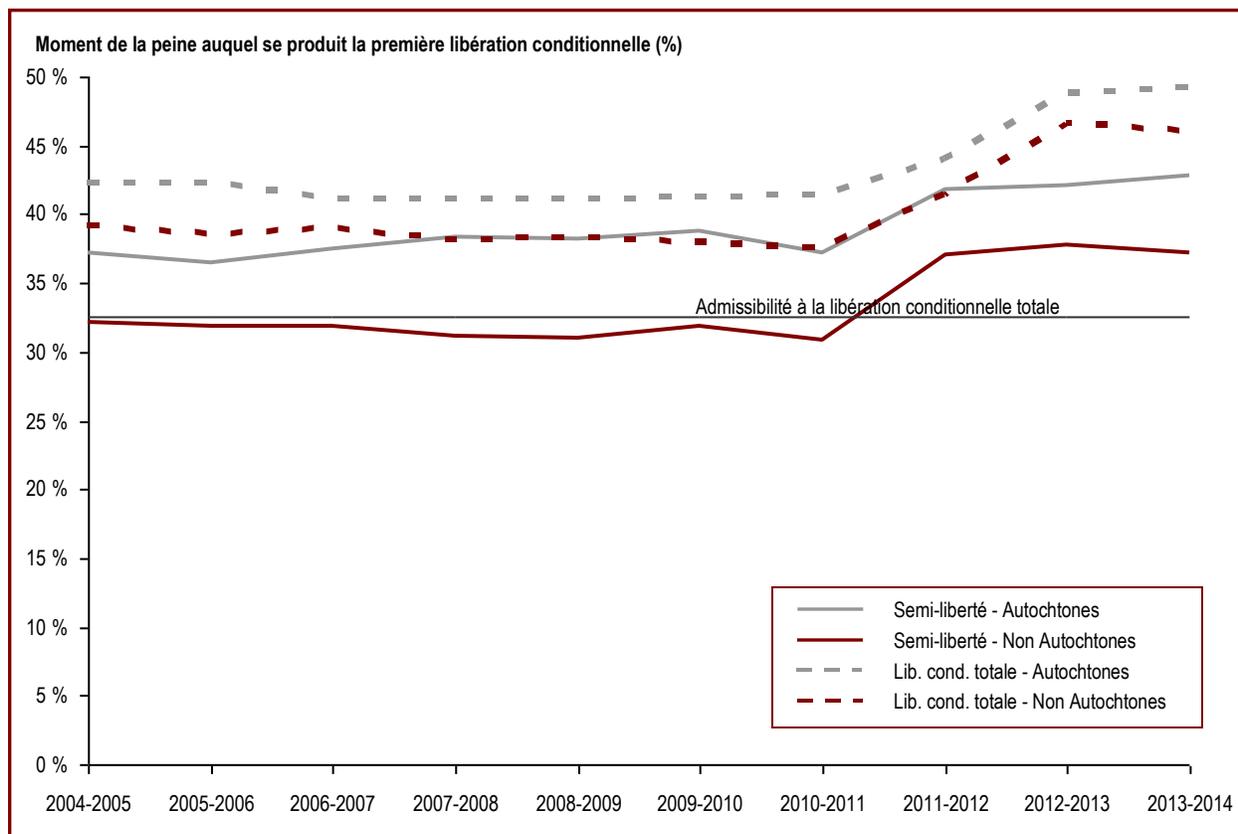
Ces calculs sont basés sur les peines de ressort fédéral, autres que les peines d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée.

Normalement, le délinquant doit purger le tiers de sa peine, jusqu'à concurrence de sept ans, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, sauf s'il est un condamné à perpétuité, s'il s'est vu imposer une peine d'une durée indéterminée ou s'il a fait l'objet d'une détermination judiciaire. Un délinquant devient ordinairement admissible à la mise en semi-liberté six mois avant la libération conditionnelle totale.

Les augmentations de la proportion moyenne de temps passé en incarcération après 2010-2011 s'expliquent en partie par les conséquences du projet de loi C -59, et elles sont principalement attribuables aux délinquants purgeant une peine après avoir été reconnus coupables d'une infraction mentionnée à l'annexe II ou qui n'est pas mentionnée aux annexes (certains de ces délinquants avaient été admissibles à la PEE).

LES DÉLINQUANTS AUTOCHTONES PURGENT UNE PLUS GRANDE PARTIE DE LEUR PEINE AVANT D'ÊTRE MIS EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE

Figure D7



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2013-2014, les délinquants non autochtones sous responsabilité fédérale ont purgé une moins grande partie de leur peine avant d'être mis en semi-liberté pour la première fois que les délinquants autochtones (37,2 % contre 42,8 %). De même, la proportion moyenne de la peine purgée avant la première libération conditionnelle totale était moindre chez les délinquants non autochtones que chez les délinquants autochtones (46,0 % contre 49,2 %).

Nota

Le moment de la peine auquel se produit la libération conditionnelle correspond au pourcentage de la peine qui a été purgée lorsque débute la première semi-liberté ou liberté conditionnelle totale. Dans la majorité des cas, une libération conditionnelle totale est précédée d'une mise en semi-liberté.

Ces calculs sont basés sur les peines de ressort fédéral, autres que les peines d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée.

Normalement, le délinquant doit purger le tiers de sa peine, jusqu'à concurrence de sept ans, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, sauf s'il est un condamné à perpétuité, s'il s'est vu imposer une peine d'une durée indéterminée ou s'il a fait l'objet d'une détermination judiciaire. Un délinquant devient ordinairement admissible à la mise en semi-liberté six mois avant la libération conditionnelle totale. Les augmentations de la proportion moyenne de temps passé en incarcération après 2010-2011 s'expliquent en partie par les conséquences du projet de loi C-59, et elles sont principalement attribuables aux délinquants purgeant une peine après avoir été reconnus coupables d'une infraction mentionnée à l'annexe II ou qui n'est pas mentionnée aux annexes (certains de ces délinquants avaient été admissibles à la PEE).

LES DÉLINQUANTS AUTOCHTONES PURGENT UNE PLUS GRANDE PARTIE DE LEUR PEINE AVANT D'ÊTRE MIS EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE

Tableau D7

| Année | Type de libération | | | | | |
|-----------|-------------------------------|-----------------|-------------|---|-----------------|-------------|
| | Première mise en semi-liberté | | | Première libération conditionnelle totale | | |
| | Autochtones | Non Autochtones | Total | Autochtones | Non Autochtones | Total |
| | Proportion de la peine purgée | | | | | |
| 2004-2005 | 37,2 | 32,1 | 32,9 | 42,2 | 39,0 | 39,4 |
| 2005-2006 | 36,5 | 31,8 | 32,5 | 42,2 | 38,5 | 38,9 |
| 2006-2007 | 37,4 | 31,9 | 32,6 | 41,1 | 38,9 | 39,1 |
| 2007-2008 | 38,4 | 31,1 | 32,1 | 41,1 | 38,1 | 38,4 |
| 2008-2009 | 38,2 | 31,0 | 31,9 | 41,1 | 38,2 | 38,4 |
| 2009-2010 | 38,7 | 31,9 | 32,8 | 41,2 | 37,9 | 38,2 |
| 2010-2011 | 37,2 | 30,8 | 31,6 | 41,3 | 37,5 | 37,9 |
| 2011-2012 | 41,8 | 37,1 | 37,8 | 44,0 | 41,3 | 41,6 |
| 2012-2013 | 42,1 | 37,7 | 38,4 | 48,7 | 46,5 | 46,7 |
| 2013-2014 | 42,8 | 37,2 | 37,9 | 49,2 | 46,0 | 46,4 |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

Le moment de la peine auquel se produit la libération conditionnelle correspond au pourcentage de la peine qui a été purgée lorsque débute la première semi-liberté ou liberté conditionnelle totale. Dans la majorité des cas, une libération conditionnelle totale est précédée d'une mise en semi-liberté.

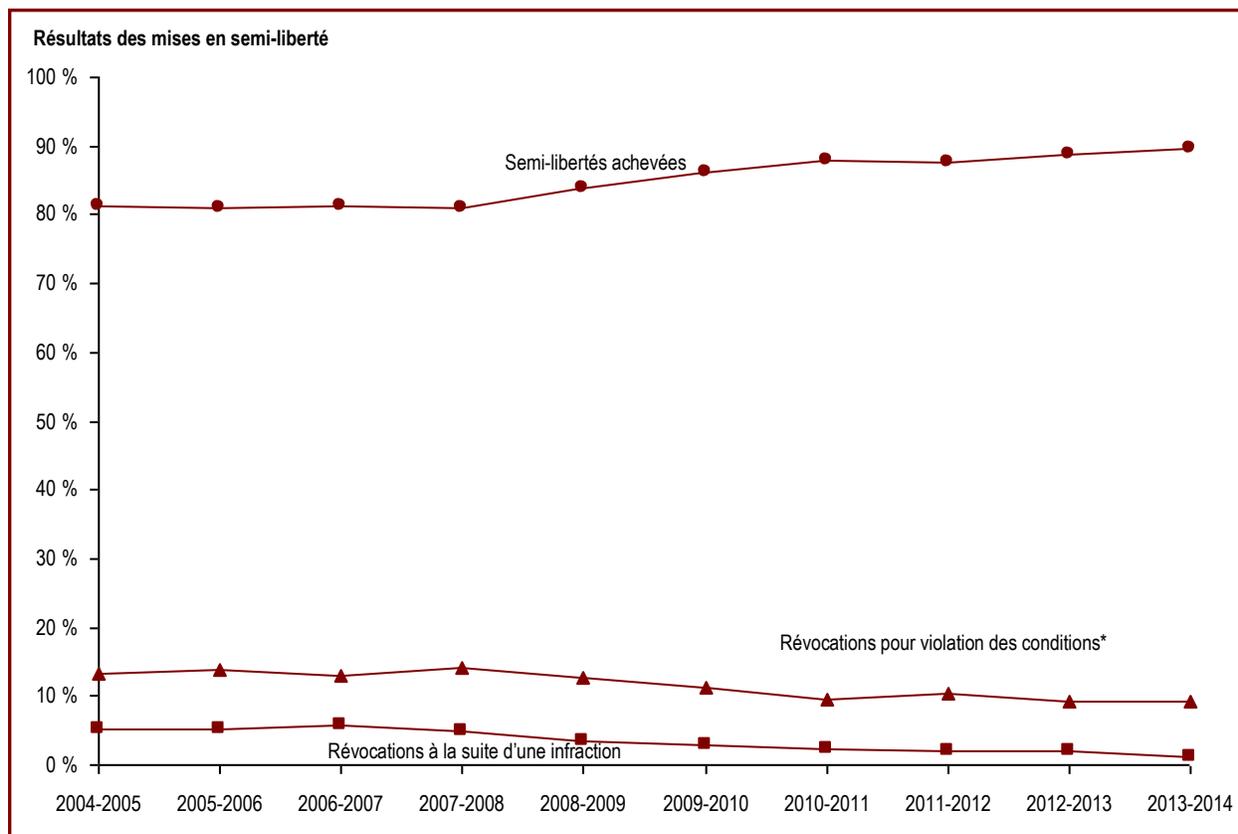
Ces calculs sont basés sur les peines de ressort fédéral, autres que les peines d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée.

Normalement, le délinquant doit purger le tiers de sa peine, jusqu'à concurrence de sept ans, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, sauf s'il est un condamné à perpétuité, s'il s'est vu imposer une peine d'une durée indéterminée ou s'il a fait l'objet d'une détermination judiciaire. Un délinquant devient ordinairement admissible à la mise en semi-liberté six mois avant la libération conditionnelle totale.

Les augmentations de la proportion moyenne de temps passé en incarcération après 2010-2011 s'expliquent en partie par les conséquences du projet de loi C-59, et elles sont principalement attribuables aux délinquants purgeant une peine après avoir été reconnus coupables d'une infraction mentionnée à l'annexe II ou qui n'est pas mentionnée aux annexes (certains de ces délinquants avaient été admissibles à la PEE).

LA MAJORITÉ DES SEMI-LIBERTÉS DE RESSORT FÉDÉRAL SONT ACHEVÉES

Figure D8



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- Depuis 2004-2005, plus de 80 % des semi-libertés de ressort fédéral ont été achevées.
- En 2013-2014, le taux de réussite des semi-libertés parmi les délinquants sous responsabilité fédérale était de 89,6 %, le taux le plus élevé des dix dernières années.
- Pendant la période de cinq ans allant de 2009-2010 à 2013-2014, le taux de réussite des semi-libertés accordées à la suite de la PEE a été légèrement supérieur (88,7 %) à celui observé parmi les délinquants mis en semi-liberté par voie de procédure ordinaire (87,9 %).
- En 2013-2014, 1,0 % des mises en semi-liberté de ressort fédéral ont pris fin par suite de la perpétration d'une infraction sans violence, et 0,2 %, par suite d'une infraction avec violence.
- En 2013-2014, pour la deuxième année consécutive, le taux de réussite était plus élevé parmi les délinquantes que parmi les hommes (respectivement 91,4 % et 89,5 %).

Nota

*Les révocations pour violation des conditions incluent les révocations résultant d'accusations en instance.

On considère qu'une semi-liberté a été menée à bien si le délinquant n'a pas été réincarcéré en raison d'un manquement aux conditions ou de la perpétration d'une nouvelle infraction.

LA MAJORITÉ DES SEMI-LIBERTÉS DE RESSORT FÉDÉRAL SONT ACHEVÉES

Tableau D8

| Résultat des mises en semi-liberté de ressort fédéral | 2009-2010 | | 2010-2011 | | 2011-2012 | | 2012-2013 | | 2013-2014 | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Nbre | % |
| Achèvement | | | | | | | | | | |
| Proc. ordinaire | 1 720 | 86,0 | 1 750 | 86,8 | 1 911 | 87,4 | 2 737 | 88,6 | 2 759 | 89,5 |
| Examen expéditif | 808 | 86,4 | 871 | 90,2 | 364 | 89,2 | 21 | 95,5 | 27 | 100,0 |
| Total | 2 528 | 86,1 | 2 621 | 87,9 | 2 275 | 87,7 | 2 758 | 88,7 | 2 786 | 89,6 |
| Révocation pour violation des conditions* | | | | | | | | | | |
| Proc. ordinaire | 223 | 11,2 | 215 | 10,7 | 232 | 10,6 | 287 | 9,3 | 285 | 9,3 |
| Examen expéditif | 102 | 10,9 | 72 | 7,5 | 35 | 8,6 | 1 | 4,5 | 0 | 0,0 |
| Total | 325 | 11,1 | 287 | 9,6 | 267 | 10,3 | 288 | 9,3 | 285 | 9,2 |
| Révocation pour infraction sans violence | | | | | | | | | | |
| Proc. ordinaire | 42 | 2,1 | 40 | 2,0 | 37 | 1,7 | 58 | 1,9 | 32 | 1,0 |
| Examen expéditif | 23 | 2,5 | 23 | 2,4 | 8 | 2,0 | 0 | 0,0 | 0 | 0,0 |
| Total | 65 | 2,2 | 63 | 2,1 | 45 | 1,7 | 58 | 1,9 | 32 | 1,0 |
| Révocation pour infraction avec violence** | | | | | | | | | | |
| Proc. ordinaire | 15 | 0,8 | 10 | 0,5 | 7 | 0,3 | 6 | 0,2 | 5 | 0,2 |
| Examen expéditif | 2 | 0,2 | 0 | 0,0 | 1 | 0,2 | 0 | 0,0 | 0 | 0,0 |
| Total | 17 | 0,6 | 10 | 0,3 | 8 | 0,3 | 6 | 0,2 | 5 | 0,2 |
| Total | | | | | | | | | | |
| Proc. ordinaire | 2 000 | 68,1 | 2 015 | 67,6 | 2 187 | 84,3 | 3 088 | 99,3 | 3 081 | 99,1 |
| Examen expéditif | 935 | 31,9 | 966 | 32,4 | 408 | 15,7 | 22 | 0,7 | 27 | 0,9 |
| Total | 2 935 | 100,0 | 2 981 | 100,0 | 2 595 | 100,0 | 3 110 | 100,0 | 3 108 | 100,0 |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

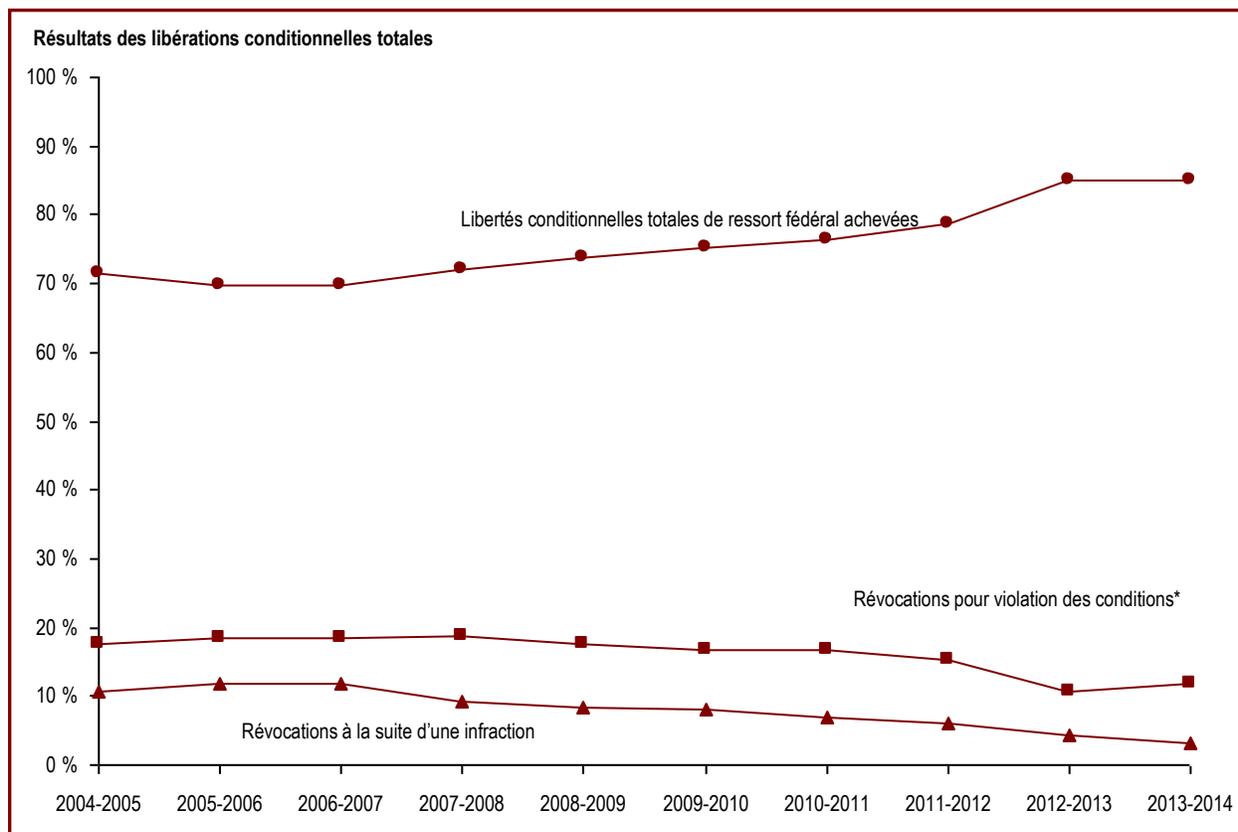
*Les mises en semi-liberté révoquées pour violation des conditions incluent celles qui ont été révoquées en raison d'une accusation en instance.

**Les infractions avec violence comprennent le meurtre et les infractions visées à l'annexe I de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, comme les voies de fait, les infractions sexuelles, l'incendie criminel, le rapt, le vol qualifié et certaines infractions relatives aux armes.

On considère qu'une semi-liberté a été menée à bien si le délinquant n'a pas été réincarcéré en raison d'un manquement aux conditions ou de la perpétration d'une nouvelle infraction.

LA MAJORITÉ DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES DE RESSORT FÉDÉRAL SONT ACHEVÉES

Figure D9



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2013-2014, le taux de réussite des libérations conditionnelles totales de ressort fédéral était de 85 %, le même que l'année précédente, ce qui représente une augmentation de 9,8 % depuis 2009-2010.
- Au cours des cinq dernières années, le taux de réussite des libérations conditionnelles totales accordées à la suite de la PEE était en moyenne 2 % plus bas (78,8 % contre 80,8 %) que le taux observé parmi les délinquants ayant bénéficié d'une libération conditionnelle totale accordée par voie de procédure ordinaire.
- En 2013-2014, 2,9 % des libérations conditionnelles totales de ressort fédéral ont pris fin par suite de la perpétration d'une infraction sans violence, et 0,3 %, par suite d'une infraction avec violence. Ces chiffres représentent des diminutions de 0,8 % et 0,3 % comparativement à 2012-2013.
- En 2013-2014, le taux de réussite des libérations conditionnelles totales de ressort fédéral était plus élevé chez les femmes que chez les hommes (92,2 % contre 84,1 %).

Nota

*Cela ne comprend pas les délinquants qui purgent une peine d'une durée indéterminée puisque leur mandat n'expire jamais et que leur liberté conditionnelle totale prend fin seulement le jour où ils décèdent.

**Les « révocations pour violation des conditions » incluent les révocations résultant d'accusations en instance.

On considère qu'une liberté conditionnelle totale a été menée à bien si le délinquant n'a pas été réincarcéré en raison d'un manquement aux conditions ou de la perpétration d'une nouvelle infraction.

LA MAJORITÉ DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES DE RESSORT FÉDÉRAL SONT ACHÉVÉES

Tableau D9

| Résultats des mises en libérés conditionnelles totales de ressort fédéral* | 2009-2010 | | 2010-2011 | | 2011-2012 | | 2012-2013 | | 2013-2014 | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|
| | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % |
| Achèvement | | | | | | | | | | |
| Proc. ordinaire | 351 | 79,1 | 360 | 80,2 | 335 | 82,5 | 425 | 80,0 | 576 | 81,9 |
| Examen expéditif | 625 | 73,2 | 663 | 74,4 | 688 | 76,9 | 589 | 89,0 | 245 | 93,2 |
| Total | 976 | 75,2 | 1 023 | 76,3 | 1 023 | 78,6 | 1 014 | 85,0 | 821 | 85,0 |
| Révocation pour violation des conditions* | | | | | | | | | | |
| Proc. ordinaire | 53 | 11,9 | 55 | 12,2 | 54 | 13,3 | 78 | 14,7 | 99 | 14,1 |
| Examen expéditif | 162 | 19,0 | 168 | 18,9 | 145 | 16,2 | 50 | 7,6 | 15 | 5,7 |
| Total | 215 | 16,6 | 223 | 16,6 | 199 | 15,3 | 128 | 10,7 | 114 | 11,8 |
| Révocation pour infraction sans violence | | | | | | | | | | |
| Proc. ordinaire | 33 | 7,4 | 26 | 5,8 | 15 | 3,7 | 22 | 4,1 | 25 | 3,6 |
| Examen expéditif | 63 | 7,4 | 54 | 6,1 | 57 | 6,4 | 22 | 3,3 | 3 | 1,1 |
| Total | 96 | 7,4 | 80 | 6,0 | 72 | 5,5 | 44 | 3,7 | 28 | 2,9 |
| Révocation pour infraction avec violence** | | | | | | | | | | |
| Proc. ordinaire | 7 | 1,6 | 8 | 1,8 | 2 | 0,5 | 6 | 1,1 | 3 | 0,4 |
| Examen expéditif | 4 | 0,5 | 6 | 0,7 | 5 | 0,6 | 1 | 0,2 | 0 | 0,0 |
| Total | 11 | 0,8 | 14 | 1,0 | 7 | 0,5 | 7 | 0,6 | 3 | 0,3 |
| Total | | | | | | | | | | |
| Proc. ordinaire | 444 | 34,2 | 449 | 33,5 | 406 | 31,2 | 531 | 44,5 | 703 | 72,8 |
| Examen expéditif | 854 | 65,8 | 891 | 66,5 | 895 | 68,8 | 662 | 55,5 | 263 | 27,2 |
| Total | 1 298 | 100,0 | 1 340 | 100,0 | 1 301 | 100,0 | 1 193 | 100,0 | 966 | 100,0 |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

*Cela ne comprend pas les délinquants qui purgent une peine d'une durée indéterminée puisque leur mandat n'expire jamais et que leur liberté conditionnelle totale prend fin seulement le jour où ils décèdent.

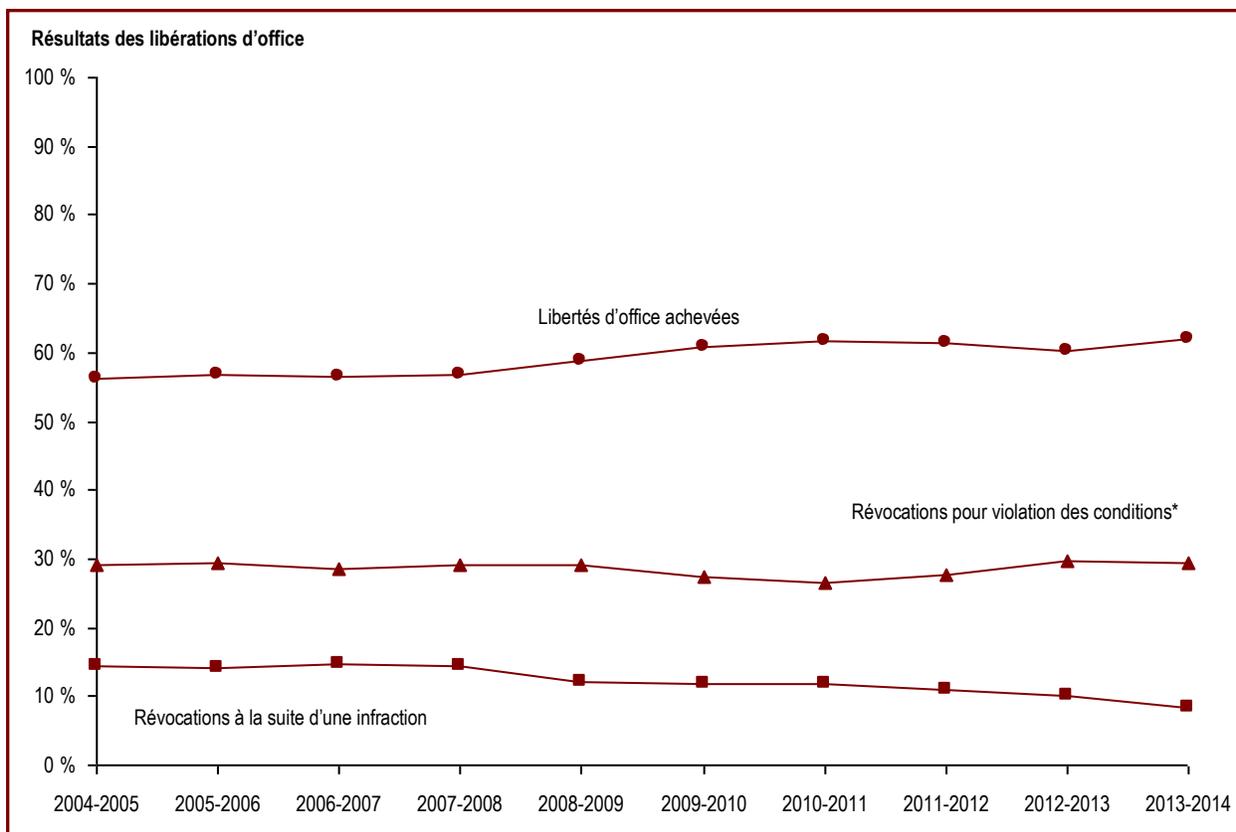
**Les libérations conditionnelles totales « révoquées pour violation des conditions ». incluent celles qui ont été révoquées en raison d'une accusation en instance.

***Les infractions avec violence comprennent le meurtre et les infractions visées à l'annexe I de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, comme les voies de fait, les infractions sexuelles, l'incendie criminel, le rapt, le vol qualifié et certaines infractions relatives aux armes.

On considère qu'une liberté conditionnelle totale a été menée à bien si le délinquant n'a pas été réincarcéré en raison d'un manquement aux conditions ou de la perpétration d'une nouvelle infraction.

LES LIBÉRATIONS D'OFFICE ONT LE TAUX DE RÉUSSITE LE PLUS BAS

Figure D10



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- Au cours des dix dernières années, le taux de réussite des libérations d'office a augmenté, passant de 56,3 % à 62,1 %.
- En 2013-2014, 7,4 % des libérations d'office ont pris fin par suite d'une infraction sans violence, et 1,1 %, par suite d'une infraction avec violence. Ces chiffres représentent des diminutions de 2,1 % et 1,3 % comparative-ment à 2009-2010.
- Au cours des cinq dernières années, le taux de réussite des libérations d'office a été plus élevé parmi les délinquantes que chez les délinquants. En 2013-2014, le taux de réussite des femmes était supérieur de 8,8 % à celui des hommes (70,5 % contre 61,7 %). Si on établit une comparaison avec les taux observés en 2009-2010, on constate une augmentation du taux de réussite des libérations d'office, tant parmi les femmes que parmi les hommes (de 1,3 % et de 1,4 %, respectivement).

Nota

*Les « révocations pour violation des conditions » incluent les révocations résultant d'accusations en instance.

On considère qu'une liberté d'office a été achevée à bien si le délinquant n'a pas été réincarcéré en raison d'un manquement aux conditions ou de la perpétration d'une nouvelle infraction.

Un délinquant qui purge une peine de durée déterminée, s'il n'est pas maintenu en incarcération, bénéficiera d'une libération d'office après avoir purgé les deux tiers de sa peine tant qu'il n'est pas en liberté conditionnelle totale à ce moment. À la libération d'office, un délinquant fait l'objet d'une surveillance jusqu'à la fin de sa peine.

LES LIBÉRATIONS D'OFFICE ONT LE TAUX DE RÉUSSITE LE PLUS BAS

Tableau D10

| Résultat des libérations d'office | 2009-2010 | | 2010-2011 | | 2011-2012 | | 2012-2013 | | 2013-2014 | |
|--|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|
| | Nbre | % |
| Achèvement | 3 706 | 60,8 | 3 454 | 61,8 | 3 429 | 61,3 | 3 745 | 60,2 | 3 816 | 62,1 |
| Révocation pour violation des conditions* | 1 663 | 27,3 | 1 479 | 26,5 | 1 554 | 27,8 | 1 849 | 29,7 | 1 800 | 29,3 |
| Révocation pour infraction sans violence | 579 | 9,5 | 530 | 9,5 | 486 | 8,7 | 501 | 8,1 | 454 | 7,4 |
| Révocation pour infraction avec violence** | 149 | 2,4 | 122 | 2,2 | 122 | 2,2 | 123 | 2,0 | 70 | 1,1 |
| Total | 6 097 | 100 | 5 585 | 100 | 5 591 | 100 | 6 218 | 100 | 6 140 | 100 |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

*Les « révocations pour violation des conditions » incluent les révocations résultant d'accusations en instance.

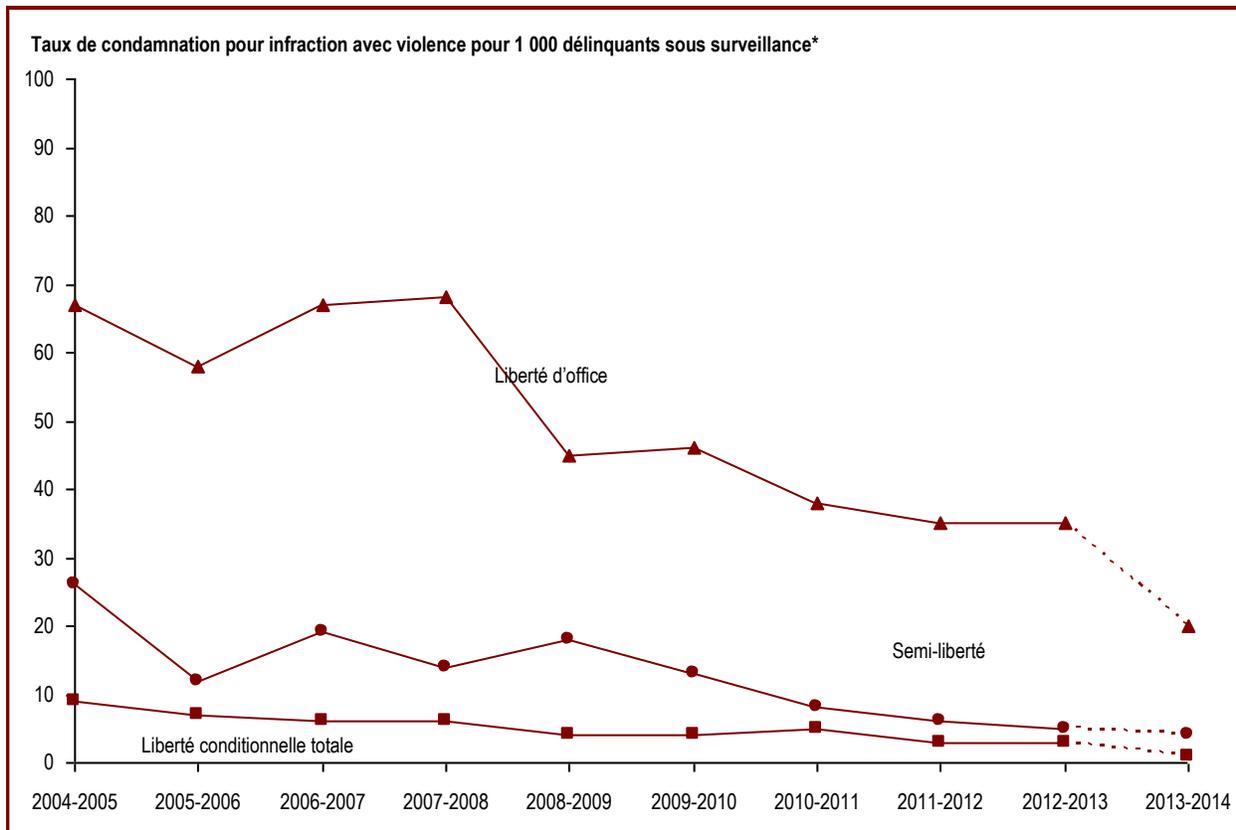
**Les infractions avec violence comprennent le meurtre et les infractions visées à l'annexe I de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, comme les voies de fait, les infractions sexuelles, l'incendie criminel, le rapt, le vol qualifié et certaines infractions relatives aux armes.

On considère qu'une liberté d'office a été achevée à bien si le délinquant n'a pas été réincarcéré en raison d'un manquement aux conditions ou de la perpétration d'une nouvelle infraction.

Un délinquant qui purge une peine de durée déterminée, s'il n'est pas maintenu en incarcération, bénéficiera d'une libération d'office après avoir purgé les deux tiers de sa peine tant qu'il n'est pas en liberté conditionnelle totale à ce moment. À la libération d'office, un délinquant fait l'objet d'une surveillance jusqu'à la fin de sa peine.

AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES, LE TAUX DE CONDAMNATION POUR UNE INFRACTION AVEC VIOLENCE CHEZ LES DÉLINQUANTS SOUS SURVEILLANCE A DIMINUÉ

Figure D11



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2012-2013, par rapport à 2004-2005, le taux de condamnation pour infraction avec violence** a diminué de 21 % pour les mises en semi-liberté, de 6 % pour les libérations conditionnelles totales, et de 32 % pour les libérations d'office.
- Les délinquants qui bénéficient d'une forme discrétionnaire de liberté (liberté conditionnelle totale ou semi-liberté) sont moins susceptibles que les libérés d'office d'être reconnus coupables d'une infraction accompagnée de violence pendant leur période de surveillance.

Nota

*Les délinquants sous surveillance comprennent les délinquants en liberté conditionnelle, en liberté d'office, en détention temporaire dans un établissement fédéral ou illégalement en liberté.

**Les infractions avec violence comprennent le meurtre et les infractions visées à l'annexe I de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, comme les voies de fait, les infractions sexuelles, l'incendie criminel, le rapt, le vol qualifié et certaines infractions relatives aux armes. Les données de la semi-liberté et de la liberté conditionnelle totale comprennent les délinquants purgeant une peine déterminée et indéterminée.

La ligne reliant 2012-2013 à 2013-2014 est en pointillé pour signaler que le chiffre indiqué est en deçà du nombre réel de condamnations parce que, en raison de délais dans le processus judiciaire, il se peut que des verdicts n'aient pas encore été rendus à la fin de l'exercice.

AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES, LE TAUX DE CONDAMNATION POUR UNE INFRACTION AVEC VIOLENCE CHEZ LES DÉLINQUANTS SOUS SURVEILLANCE A DIMINUÉ

Tableau D11

| Année | Nombre de condamnations pour infraction avec violence | | | | Taux pour 1 000 délinquants sous surveillance* | | |
|-------------|---|----------------------|------------------|-------|--|----------------------|------------------|
| | Semi-liberté | Liberté cond. totale | Liberté d'office | Total | Semi-liberté | Liberté cond. totale | Liberté d'office |
| 2004-2005 | 32 | 36 | 201 | 269 | 26 | 9 | 67 |
| 2005-2006 | 16 | 28 | 178 | 222 | 12 | 7 | 58 |
| 2006-2007 | 25 | 21 | 213 | 259 | 19 | 6 | 67 |
| 2007-2008 | 18 | 22 | 213 | 253 | 14 | 6 | 68 |
| 2008-2009 | 22 | 17 | 152 | 191 | 18 | 4 | 45 |
| 2009-2010 | 17 | 16 | 149 | 182 | 13 | 4 | 46 |
| 2010-2011 | 10 | 19 | 122 | 151 | 8 | 5 | 38 |
| 2011-2012 | 8 | 10 | 122 | 140 | 6 | 3 | 35 |
| 2012-2013 | 6 | 11 | 123 | 140 | 5 | 3 | 35 |
| 2013-2014** | 5 | 3 | 70 | 78 | 4 | 1 | 20 |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

*Les délinquants sous surveillance comprennent les délinquants en liberté conditionnelle, en liberté d'office, en détention temporaire dans un établissement fédéral ou illégalement en liberté.

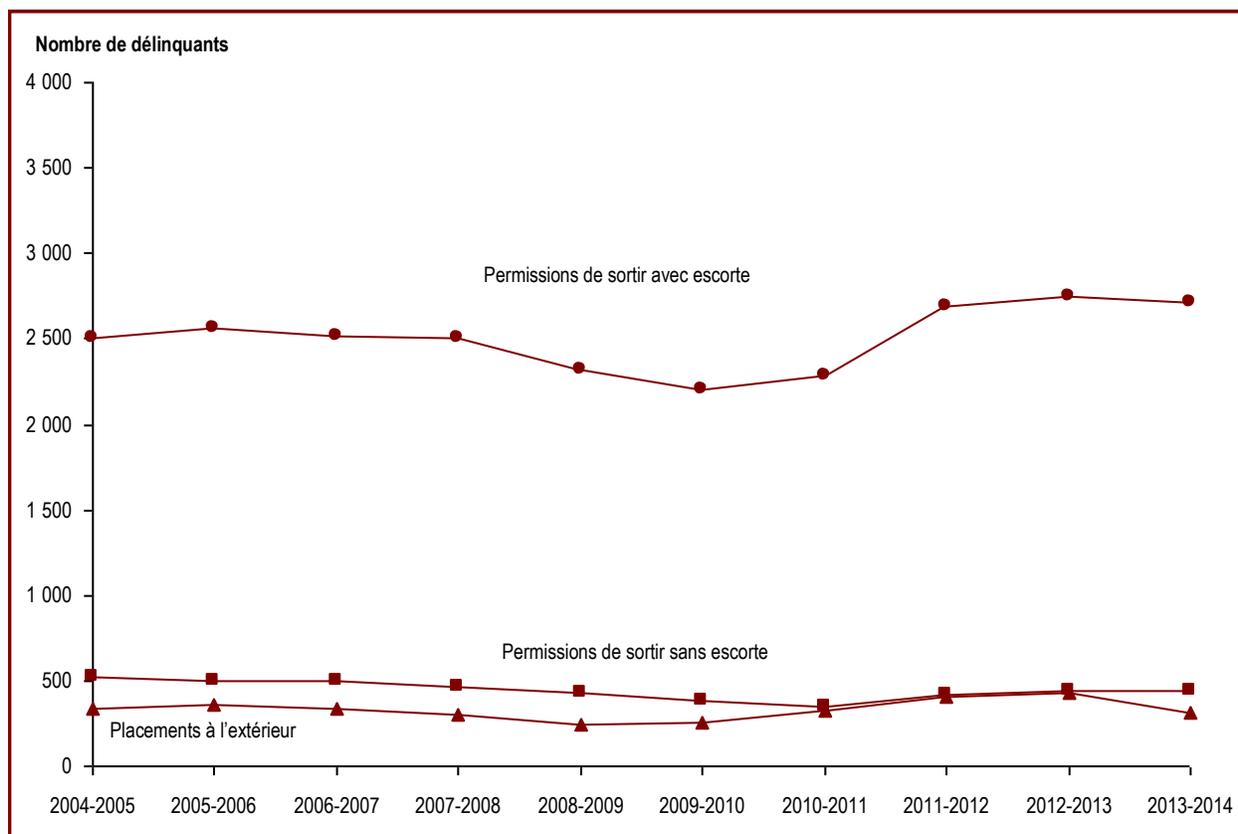
**Les chiffres indiqués sont en deçà des nombres réels de condamnations parce que, en raison de la longueur du processus judiciaire, il se peut que des verdicts n'aient pas encore été rendus à la fin de l'exercice.

Les données de la semi-liberté et de la liberté conditionnelle totale comprennent les délinquants purgeant une peine déterminée et indéterminée.

Les infractions avec violence comprennent le meurtre et les infractions visées à l'annexe I de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, comme les voies de fait, les infractions sexuelles, l'incendie criminel, le rapt, le vol qualifié et certaines infractions relatives aux armes.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS OBTENANT DES PERMISSIONS DE SORTIR A ÉTÉ STABLE AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Figure D12



Source : Service correctionnel du Canada.

- Le nombre de délinquants ayant obtenu des permissions de sortir avec ou sans escorte est demeuré stable au cours des trois dernières années.
- Le nombre de délinquants qui ont obtenu un placement à l'extérieur a diminué de 25,0 %, passant de 424 en 2012-2013 à 318 en 2013-2014.
- Au cours des dix dernières années, les taux de réussite moyens des permissions de sortir avec et sans escorte ont été de 99 % et 95 % pour les placements à l'extérieur.

Nota

La permission de sortir est la permission donnée à un détenu admissible de s'absenter de son lieu habituel d'incarcération pour des raisons médicales ou administratives, pour rendre service à la collectivité, avoir des rapports familiaux ou prendre part à des activités de perfectionnement personnel lié à la réadaptation, ou encore pour des raisons de compassion, notamment pour s'acquitter de responsabilités parentales.

Un placement à l'extérieur est un programme structuré de libération pour une période déterminée permettant aux détenus d'être employés en dehors du pénitencier à des travaux ou à des services à la collectivité, sous la surveillance d'une personne — agent ou autre — ou d'un organisme habilité à cet effet.

Les données montrent le nombre de délinquants qui ont bénéficié d'au moins une permission de sortir (sauf celles pour des raisons médicales) ou d'au moins un placement à l'extérieur. Un délinquant peut se voir autoriser plusieurs sorties ou placements à l'extérieur durant une période donnée.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS OBTENANT DES PERMISSIONS DE SORTIR A ÉTÉ STABLE AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Tableau D12

| Année | Permissions de sortir | | | | Placements à l'extérieur | |
|-----------|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------------------|----------------|
| | Avec escorte | | Sans escorte | | Nbre de délinquants | Nbre de permis |
| | Nbre de délinquants | Nbre de permis | Nbre de délinquants | Nbre de permis | | |
| 2004-2005 | 2 502 | 35 082 | 519 | 3 500 | 333 | 769 |
| 2005-2006 | 2 558 | 36 959 | 498 | 2 939 | 355 | 997 |
| 2006-2007 | 2 519 | 39 421 | 499 | 4 122 | 340 | 727 |
| 2007-2008 | 2 500 | 41 473 | 464 | 3 679 | 301 | 615 |
| 2008-2009 | 2 321 | 36 116 | 431 | 3 649 | 239 | 654 |
| 2009-2010 | 2 207 | 35 769 | 386 | 3 280 | 250 | 1,051 |
| 2010-2011 | 2 288 | 40 031 | 351 | 3 095 | 321 | 1,303 |
| 2011-2012 | 2 686 | 44 366 | 414 | 3 851 | 406 | 816 |
| 2012-2013 | 2 745 | 47 794 | 441 | 3 677 | 424 | 752 |
| 2013-2014 | 2 711 | 49 141 | 446 | 3 930 | 318 | 476 |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

La permission de sortir est la permission donnée à un détenu admissible de s'absenter de son lieu habituel d'incarcération pour des raisons médicales ou administratives, pour rendre service à la collectivité, avoir des rapports familiaux ou prendre part à des activités de perfectionnement personnel lié à la réadaptation, ou encore pour des raisons de compassion, notamment pour s'acquitter de responsabilités parentales.

Un placement à l'extérieur est un programme structuré de libération pour une période déterminée permettant aux détenus d'être employés en dehors du pénitencier à des travaux ou à des services à la collectivité, sous la surveillance d'une personne — agent ou autre — ou d'un organisme habilité à cet effet.

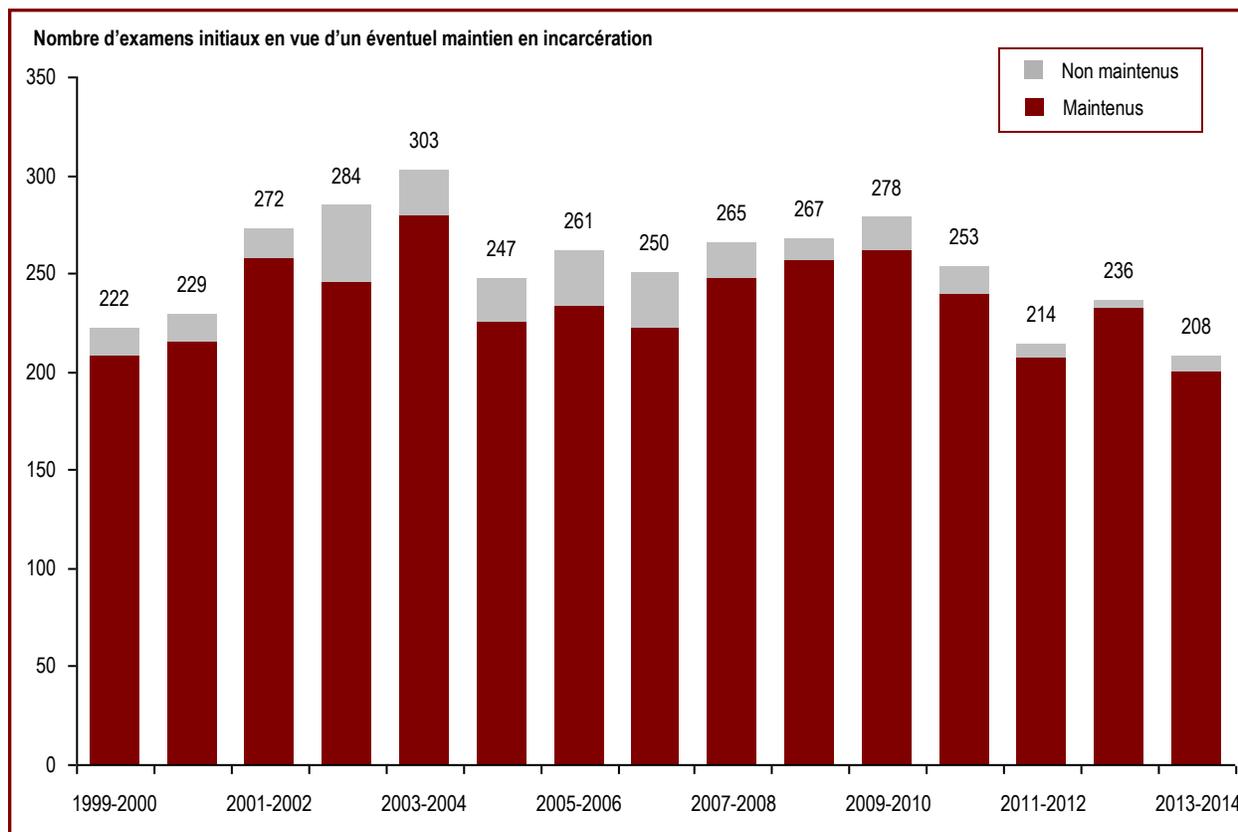
Les données montrent le nombre de délinquants qui ont bénéficié d'au moins une permission de sortir (sauf celles pour des raisons médicales) ou d'au moins un placement à l'extérieur. Étant donné qu'un délinquant peut se voir autoriser plusieurs sorties ou placements à l'extérieur durant une période donnée, le nombre total de permis de sortie et de placements à l'extérieur obtenus pendant cette période est également indiqué.

SECTION E

STATISTIQUES SUR L'APPLICATION
DE DISPOSITIONS SPÉCIALES
EN MATIÈRE DE JUSTICE PÉNALE

LE NOMBRE D'EXAMENS INITIAUX DES CAS RENVOYÉS EN VUE D'UN ÉVENTUEL MAINTIEN EN INCARCÉRATION A DIMINUÉ EN 2013-2014

Figure E1



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- Depuis 1999-2000, le nombre d'examens initiaux de cas renvoyés en vue d'un éventuel maintien en incarcération a fluctué.
- Sur les 3 789 examens initiaux de cas renvoyés en vue d'un éventuel maintien en incarcération qui ont été effectués depuis 1999-2000, 93,1 % ont abouti à une ordonnance de maintien en incarcération.
- En 2013-2014, 96,2 % de ces examens ont abouti à un maintien en incarcération. Le taux a diminué 2,1% comparé à 2012-2013.
- Depuis 1999-2000, 98,4 % de tous les renvois en vue du maintien en incarcération visaient des hommes. Pour cette même période, 60 délinquantes ont fait l'objet d'un renvoi en vue du maintien en incarcération, et 54 d'entre elles ont été incarcérées.
- En 2013-2014, les délinquants autochtones représentaient 23,2 % des délinquants en détention purgeant une peine d'une durée déterminée alors qu'ils représentaient 42,3 % des délinquants ayant fait l'objet d'un renvoi en vue d'un éventuel maintien en incarcération et 42,0 % des délinquants maintenus en incarcération.

Nota

Suivant la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, un détenu ayant droit à la libération d'office après avoir purgé les deux tiers de sa peine peut être maintenu en incarcération jusqu'à l'expiration de celle-ci s'il est établi qu'il risque de commettre, avant la fin de sa peine, une infraction causant la mort ou un dommage grave, une infraction grave relative aux drogues ou une infraction sexuelle contre un enfant.

LE NOMBRE D'EXAMENS INITIAUX DES CAS RENVOYÉS EN VUE D'UN ÉVENTUEL MAINTIEN EN INCARCÉRATION A DIMINUÉ EN 2013-2014

Tableau E1

| Année | Résultats des examens initiaux de cas en vue d'un éventuel maintien en incarcération | | | | | | | | | | Total |
|--------------|--|--------------|--------------|-------------|---------------------|------------|------------|------------|--------------|--------------|--------------|
| | Maintien en incarcération | | | | Libération d'office | | | | Total | | |
| | Aut. | Non-Aut. | Total | % | Aut. | Non-Aut. | Total | % | Aut. | Non-Aut. | |
| 1999-2000 | 82 | 126 | 208 | 93,7 | 3 | 11 | 14 | 6,3 | 85 | 137 | 222 |
| 2000-2001 | 69 | 146 | 215 | 93,9 | 6 | 8 | 14 | 6,1 | 75 | 154 | 229 |
| 2001-2002 | 75 | 182 | 257 | 94,5 | 2 | 13 | 15 | 5,5 | 77 | 195 | 272 |
| 2002-2003 | 82 | 163 | 245 | 86,3 | 14 | 25 | 39 | 13,7 | 96 | 188 | 284 |
| 2003-2004 | 72 | 207 | 279 | 92,1 | 8 | 16 | 24 | 7,9 | 80 | 223 | 303 |
| 2004-2005 | 69 | 156 | 225 | 91,1 | 6 | 16 | 22 | 8,9 | 75 | 172 | 247 |
| 2005-2006 | 75 | 158 | 233 | 89,3 | 11 | 17 | 28 | 10,7 | 86 | 175 | 261 |
| 2006-2007 | 64 | 158 | 222 | 88,8 | 4 | 24 | 28 | 11,2 | 68 | 182 | 250 |
| 2007-2008 | 85 | 162 | 247 | 93,2 | 7 | 11 | 18 | 6,8 | 92 | 173 | 265 |
| 2008-2009 | 104 | 152 | 256 | 95,9 | 5 | 6 | 11 | 4,1 | 109 | 158 | 267 |
| 2009-2010 | 95 | 166 | 261 | 93,9 | 2 | 15 | 17 | 6,1 | 97 | 181 | 278 |
| 2010-2011 | 112 | 127 | 239 | 94,5 | 4 | 10 | 14 | 5,5 | 116 | 137 | 253 |
| 2011-2012 | 88 | 119 | 207 | 96,7 | 3 | 4 | 7 | 3,3 | 91 | 123 | 214 |
| 2012-2013 | 90 | 142 | 232 | 98,3 | 4 | 0 | 4 | 1,7 | 94 | 142 | 236 |
| 2013-2014 | 84 | 116 | 200 | 96,2 | 4 | 4 | 8 | 3,8 | 88 | 120 | 208 |
| Total | 1 246 | 2 280 | 3 526 | 93,1 | 83 | 180 | 263 | 6,9 | 1 329 | 2 460 | 3 789 |

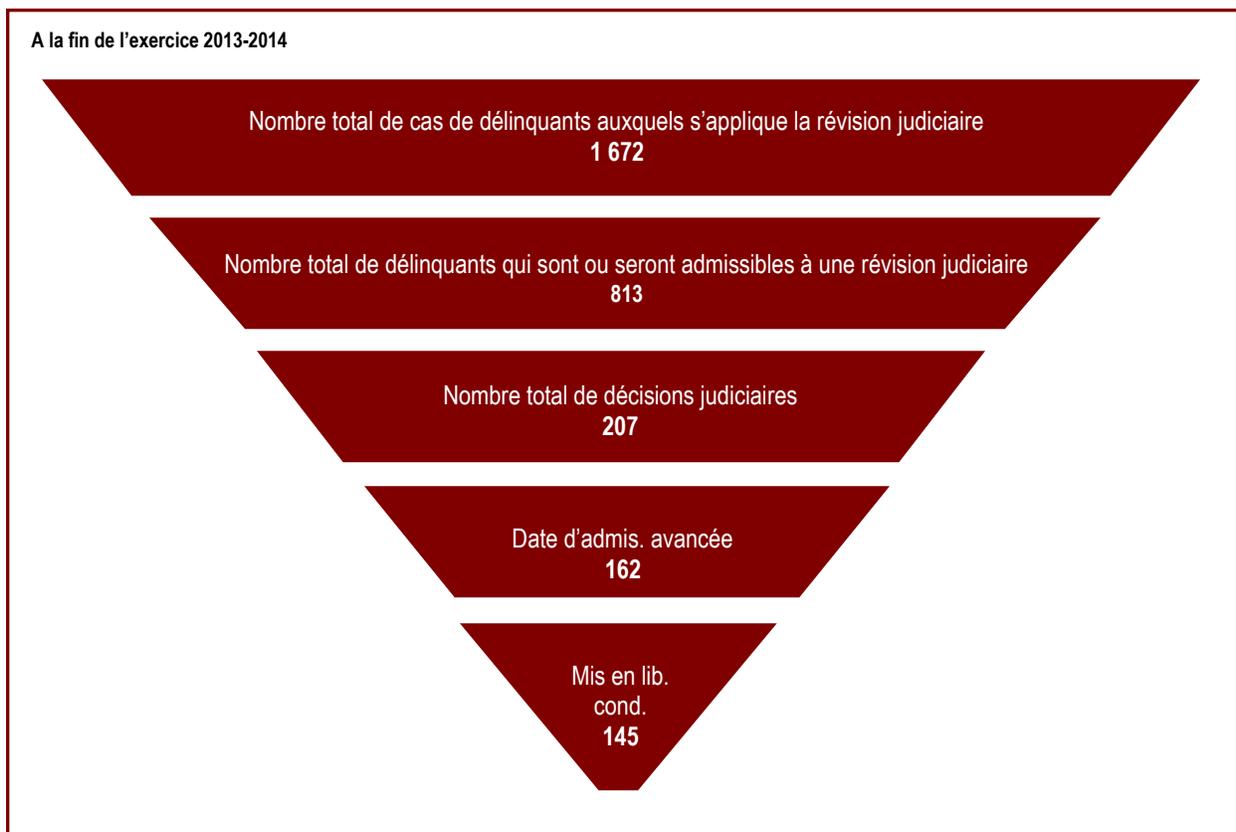
Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

Suivant la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, un détenu ayant droit à la libération d'office après avoir purgé les deux tiers de sa peine peut être maintenu en incarcération jusqu'à l'expiration de celle-ci s'il est établi qu'il risque de commettre, avant la fin de sa peine, une infraction causant la mort ou un dommage grave, une infraction grave relative aux drogues ou une infraction sexuelle contre un enfant.

À L'ISSUE DE 78 % DES AUDIENCES DE RÉVISION JUDICIAIRE, LA DATE D'ADMISSIBILITÉ À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE EST AVANCÉE

Figure E2



Source : Service correctionnel du Canada.

- Depuis la première audience de révision judiciaire en 1987, 207 décisions ont été rendues par les tribunaux.
- Dans 78,3 % des cas, la décision a été de réduire la période que le délinquant doit passer en détention avant d'être admissible à la libération conditionnelle.
- Des 813 délinquants admissibles à une révision judiciaire, 292 ont purgé au moins 15 ans de leur peine alors que 521 n'en ont pas purgé autant.
- Cent cinquante-et-sept (157) des 162 délinquants dont la date d'admissibilité à la libération conditionnelle a été devancée ont atteint leur date d'admissibilité à la semi-liberté. Parmi ces délinquants, 145 sont en liberté conditionnelle, et 95 sont activement surveillés dans la collectivité*.
- Toute proportion gardée, les délinquants condamnés pour meurtre au deuxième degré (87,0 %) ont été plus nombreux que les auteurs de meurtres au premier degré (77,2 %) à obtenir une réduction de la période d'inadmissibilité à la libération conditionnelle.

Nota

*Des 50 délinquants qui ne sont plus sous surveillance active, 19 étaient incarcérés, 26 étaient décédés, quatre ont été déportés et un était illégalement en liberté.

La révision judiciaire est le processus par lequel un délinquant peut demander à la cour une réduction de la peine qu'il doit purger en établissement avant d'être admissible à la libération conditionnelle. Les procédures de révision judiciaire s'appliquent aux délinquants condamnés à l'emprisonnement à perpétuité, sans possibilité de libération conditionnelle avant 15 ans. Les délinquants peuvent faire une demande de révision judiciaire lorsqu'ils ont purgé au moins 15 ans de leur peine.

La révision judiciaire a lieu dans la province où le délinquant a été condamné.

**À L'ISSUE DE 78 % DES AUDIENCES DE RÉVISION JUDICIAIRE,
LA DATE D'ADMISSIBILITÉ À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE EST AVANCÉE**

Tableau E2

| Province ou territoire où a eu lieu la révision judiciaire | Réduction par le tribunal de la période d'inadmissibilité | | Réduction refusée par le tribunal | | Total | |
|--|---|---------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|
| | Meurtre au 1 ^{er} degré | Meurtre au 2 ^e degré | Meurtre au 1 ^{er} degré | Meurtre au 2 ^e degré | Meurtre au 1 ^{er} degré | Meurtre au 2 ^e degré |
| Territoires du Nord-Ouest | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nunavut | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Yukon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Île-du-Prince-Édouard | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouvelle-Écosse | 1 | 1 | 1 | 0 | 2 | 1 |
| Nouveau-Brunswick | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Québec | 65 | 15 | 4 | 2 | 69 | 17 |
| Ontario | 22 | 0 | 20 | 1 | 42 | 1 |
| Manitoba | 8 | 3 | 1 | 0 | 9 | 3 |
| Saskatchewan | 6 | 0 | 3 | 0 | 9 | 0 |
| Alberta | 19 | 0 | 7 | 0 | 26 | 0 |
| Colombie-Britannique | 20 | 1 | 6 | 0 | 26 | 1 |
| Total partiel | 142 | 20 | 42 | 3 | 184 | 23 |
| Total | | 162 | | 45 | | 207 |

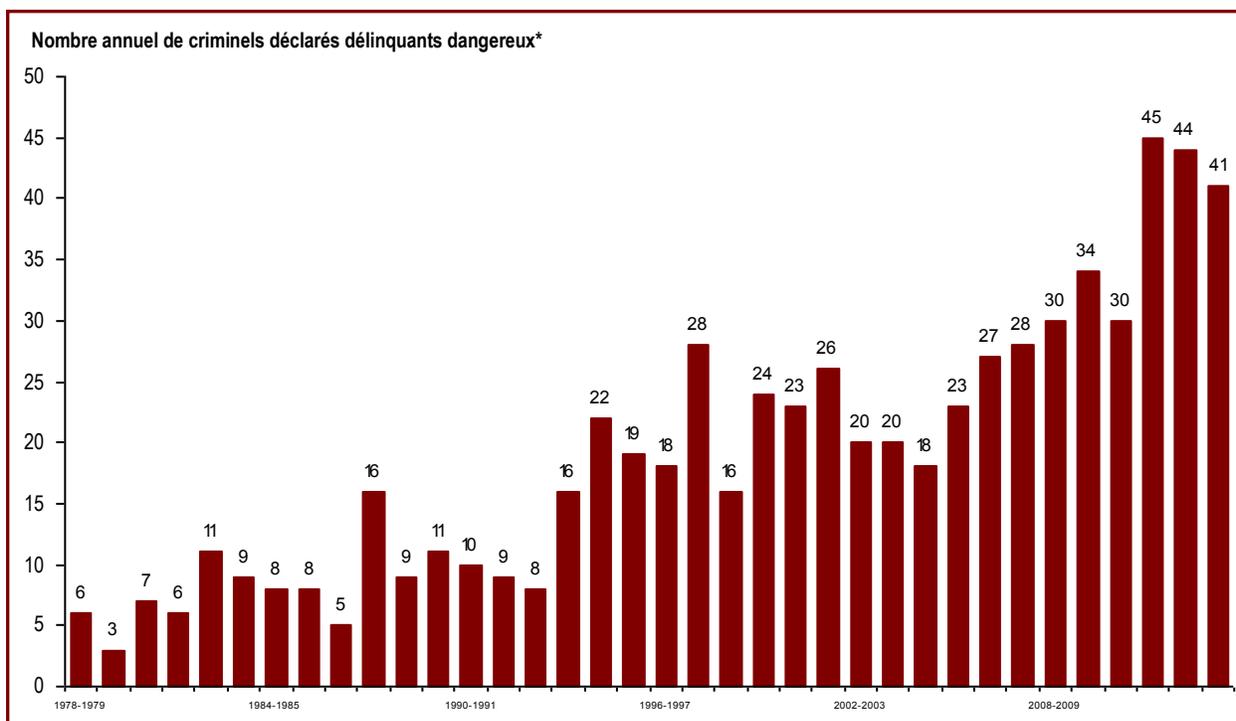
Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

Ces chiffres représentent les nombres totaux de décisions à la fin de l'exercice 2013-2014. La révision judiciaire a lieu dans la province où le délinquant a été condamné.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS DÉSIGNÉS COMME DÉLINQUANTS DANGEREUX

Figure E3



Source : Service correctionnel du Canada.

- À la fin de l'exercice 2013-2014, 678 délinquants ont été désignés comme délinquants dangereux (DD) depuis 1978. 72,0 % d'entre eux ont présentement à leur dossier au moins une condamnation pour infraction sexuelle.
- À la fin de l'exercice 2013-2014, 573 DD étaient sous la responsabilité du Service Correctionnel Canada et 91,3% purgés des peines d'une durée indéterminée.
- Cinq cent quarante huit (548) des 573 DD étaient sous la responsabilité du Service Correctionnel Canada étaient incarcérés (soit 3,6 % de l'ensemble de la population carcérale fédérale) et 25 font l'objet de surveillance au sein de la collectivité.
- Présentement il y a quatre délinquantes qui est désignée à titre de délinquante dangereuse.
- Les délinquants autochtones représentent 29,7 % des DD et 21,0 % de l'ensemble de la population carcérale fédérale.

Nota

*Le nombre annuel de criminels déclarés délinquants dangereux ne comprend pas les décisions qui ont été infirmées.

Les criminels déclarés délinquants dangereux qui sont décédés ne sont plus inclus dans le compte des délinquants purgeant encore une peine, mais ils sont encore représentés dans le graphique ci-dessus, qui montre le nombre total de criminels déclarés délinquants dangereux.

Les dispositions relatives aux délinquants dangereux sont entrées en vigueur au Canada le 15 octobre 1977, en remplacement des dispositions concernant les repris de justice et les délinquants sexuels dangereux. Un délinquant dangereux est une personne à qui on impose une peine d'une durée indéterminée parce qu'elle a commis un crime particulièrement violent ou qu'elle commet à répétition des actes violents et graves, si l'on juge qu'il y a peu de chance pour qu'à l'avenir ce comportement soit inhibé par les normes ordinaires de restriction du comportement (voir l'article 752 du *Code criminel*). Jusqu'en août 1997, il était possible d'infliger une peine d'une durée déterminée aux criminels déclarés délinquants dangereux. Il y a encore 22 délinquants sexuels dangereux et quatre repris de justice sous la responsabilité des autorités fédérales.

LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS DÉSIGNÉS COMME DÉLINQUANTS DANGEREUX

Tableau E3

| Province ou territoire où a eu lieu la déclaration | Toutes les déclarations (depuis 1978) | Délinquants dangereux purgeant encore une peine | | |
|--|---------------------------------------|---|------------------------------|------------|
| | | Peine d'une durée indéterminée | Peine d'une durée déterminée | Total |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 11 | 8 | 0 | 8 |
| Nouvelle-Écosse | 19 | 16 | 0 | 16 |
| Île-du-Prince-Édouard | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveau-Brunswick | 8 | 7 | 0 | 7 |
| Québec | 84 | 66 | 12 | 78 |
| Ontario | 280 | 212 | 22 | 234 |
| Manitoba | 20 | 18 | 1 | 19 |
| Saskatchewan | 63 | 46 | 9 | 55 |
| Alberta | 55 | 45 | 2 | 47 |
| Colombie-Britannique | 125 | 94 | 3 | 97 |
| Yukon | 2 | 1 | 1 | 2 |
| Territoires du Nord-Ouest | 9 | 9 | 0 | 9 |
| Nunavut | 2 | 1 | 0 | 1 |
| Total | 678 | 523 | 50 | 573 |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

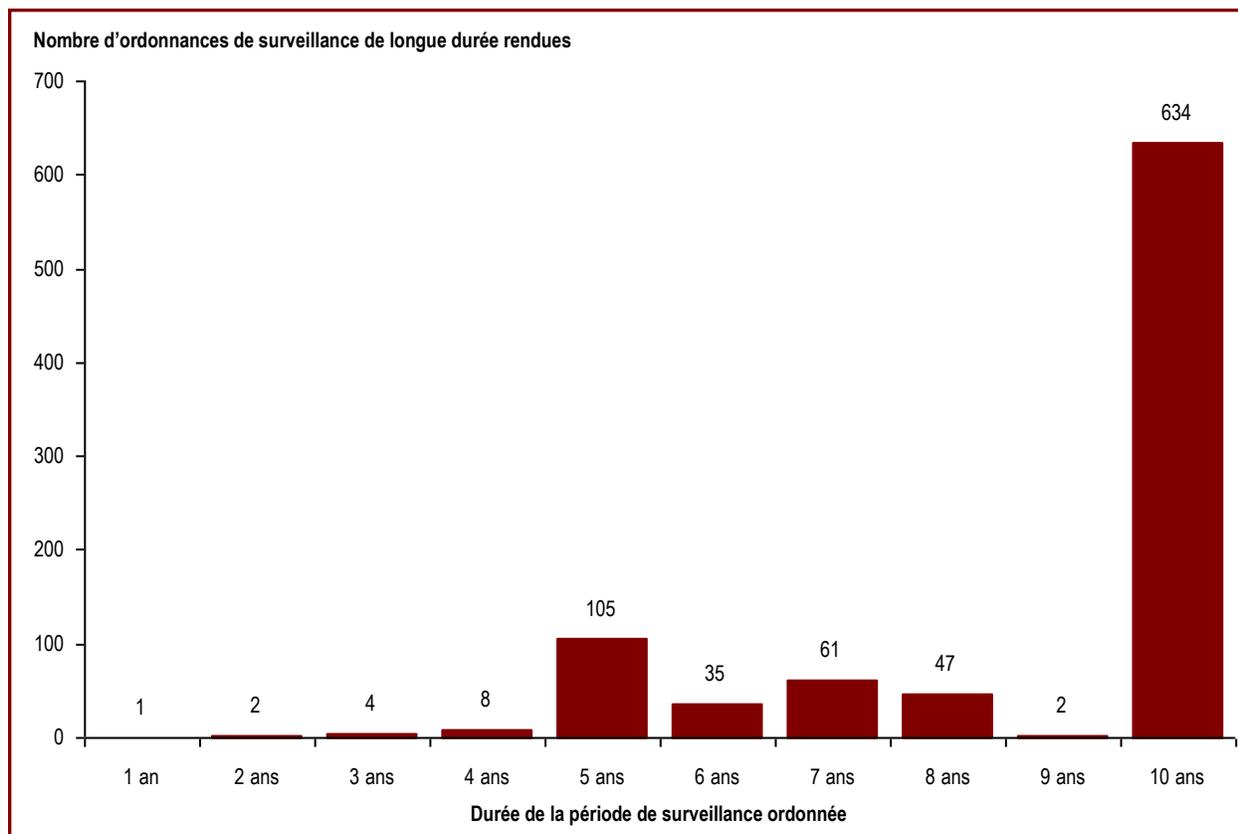
Les nombres ont été relevés à la fin de l'exercice 2013-2014.

Le nombre annuel de criminels déclarés délinquants dangereux ne comprend pas les décisions qui ont été infirmées.

Les criminels déclarés délinquants dangereux qui sont décédés ne sont plus inclus dans le compte des délinquants purgeant encore une peine, mais ils sont néanmoins compris dans le nombre total de criminels déclarés délinquants dangereux.

LA PLUPART DES ORDONNANCES DE SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE SONT POUR UNE PÉRIODE DE DIX ANS

Figure E4



Source : Service correctionnel du Canada.

- À la fin de l'exercice 2013-2014, les tribunaux avaient rendu 899 ordonnances de surveillance de longue durée, dont 70,5 % imposaient une période de dix ans.
- Actuellement, 737 délinquants étaient visés par une ordonnance de surveillance de longue durée (délinquants à contrôler) et, de ce nombre, 486 (65,9 %) purgeaient une peine pour des infractions dont au moins une est de nature sexuelle.
- Il y avait quatorze femmes parmi les délinquants à contrôler.
- 382 délinquants faisant l'objet d'une surveillance en vertu d'une ordonnance de surveillance de longue durée. Ce nombre comprenait 341 délinquants faisant l'objet d'une surveillance dans la collectivité, 40 délinquants étaient en détention temporaire et un délinquant était illégalement en liberté pour moins de 90 jours.

Nota

Les dispositions ayant trait aux ordonnances de surveillance de longue durée sont entrées en vigueur au Canada le 1^{er} août 1997. Elles autorisent le tribunal à imposer une peine de deux ans ou plus pour l'infraction sous-jacente et à ordonner que le délinquant soit surveillé dans la communauté pendant une période additionnelle pouvant aller jusqu'à dix ans.

Au total, 44 délinquants sont décédés et 91 ont mené à bien leur période de surveillance de longue durée

LA PLUPART DES ORDONNANCES DE SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE SONT POUR UNE PÉRIODE DE DIX ANS

Tableau E4

| Province ou territoire où a été rendue l'ordonnance | Durée de la période de surveillance ordonnée (années) | | | | | | | | | | | Situation actuelle | | | | |
|---|--|----------|----------|----------|------------|-----------|-----------|-----------|----------|------------|------------|--------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | Total | En détention | Sous* surveillance | Période de OSLD | OSLD** interrompue | Total |
| Terre-Neuve-et- Labrador | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 7 | 0 | 1 | 4 | 0 | 5 |
| Nouvelle-Écosse | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 1 | 0 | 12 | 18 | 3 | 1 | 10 | 0 | 14 |
| Île-du-Prince-Édouard | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveau-Brunswick | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 7 | 10 | 4 | 0 | 4 | 0 | 8 |
| Québec | 1 | 1 | 3 | 2 | 53 | 12 | 27 | 10 | 1 | 187 | 297 | 98 | 14 | 128 | 5 | 245 |
| Ontario | 0 | 0 | 0 | 4 | 12 | 8 | 16 | 17 | 0 | 191 | 248 | 65 | 15 | 112 | 13 | 205 |
| Manitoba | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 2 | 1 | 0 | 28 | 33 | 6 | 2 | 18 | 0 | 26 |
| Saskatchewan | 0 | 1 | 0 | 1 | 11 | 9 | 8 | 9 | 1 | 40 | 80 | 37 | 11 | 14 | 7 | 69 |
| Alberta | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 1 | 0 | 1 | 0 | 55 | 64 | 19 | 4 | 29 | 1 | 53 |
| Colombie-Britannique | 0 | 0 | 0 | 1 | 10 | 4 | 5 | 6 | 0 | 93 | 119 | 31 | 11 | 51 | 3 | 96 |
| Yukon | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 0 | 0 | 8 | 12 | 2 | 0 | 7 | 1 | 10 |
| Territoires du Nord- Ouest | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 3 | 1 | 0 | 1 | 0 | 2 |
| Nunavut | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 6 | 0 | 0 | 4 | 0 | 4 |
| Total | 1 | 2 | 4 | 8 | 105 | 35 | 61 | 47 | 2 | 634 | 899 | 266 | 59 | 382 | 30 | 737 |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

*Cette catégorie comprend les délinquants qui sont actuellement sous surveillance après avoir été mis en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office.

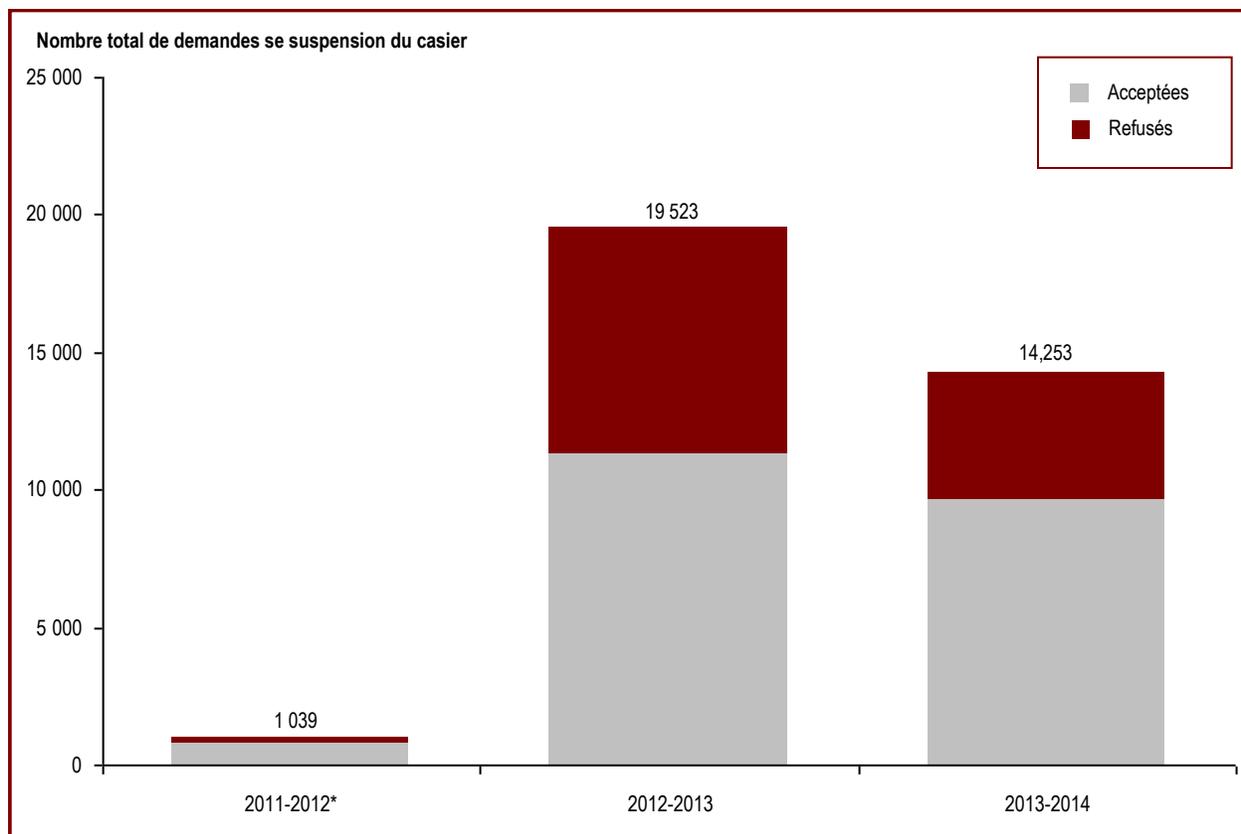
**Cette catégorie comprend les délinquants déclarés coupables d'une nouvelle infraction qu'ils ont commise pendant qu'ils étaient sous surveillance en vertu d'une OSLD. Dans de tels cas, l'exécution de l'OSLD est interrompue le temps que le délinquant purge la nouvelle peine jusqu'à la date d'expiration du mandat. Elle reprend ensuite, là où elle avait cessé.

Les nombres ont été relevés le 14 avril 2014.

Au total, 44 délinquants sont décédés et 91 ont mené à bien leur période de surveillance de longue durée

LE NOMBRE DE DEMANDES DE SUSPENSION DU CASIER REÇUES A DIMINUÉ

Figure E5



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada .

- Le nombre de demandes de suspension du casier a diminué de 19 523 en 2012-2013 à 14 253 en 2013-2014. De ces 14 253 demandes, 67,6% ont été acceptées. Une augmentation de 9,7% comparé à 2012-2013.
- Quelque 3,8 millions de Canadiens ont un casier judiciaire**, mais moins de 11 % des personnes condamnées ont obtenu la suspension de leur casier. Depuis la mise en œuvre du processus de pardon en 1970, 480 035 suspensions du casier ont été octroyées ou délivrées.

Nota

*Désigne les demandes de suspension du casier reçues entre le 13 et le 31 mars 2012.

Le nombre de demandes de suspension du casier reçues et acceptées en 2012-2013 devrait être interprété avec prudence puisque le programme de suspension du casier, anciennement le programme de pardon, a subi des modifications significatives entre 2010-2011 et 2012-2013.

**Source : Section des archives criminelles de la Gendarmerie royale du Canada, 2009.

Le 13 mars 2012, le projet de loi C-10 a modifié la LCJ en remplaçant le terme « pardon » par « suspension du casier ». Le programme Clémence et suspension du casier consiste à examiner des demandes de suspension du casier, à délivrer des suspensions du casier et à faire des recommandations concernant la clémence. Les modifications apportées à la LCJ ont eu pour effet d'augmenter à cinq ans la période d'inadmissibilité à la suspension du casier dans le cas des infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et à dix ans dans le cas d'infractions punissables par voie de mise en accusation. En outre, les personnes condamnées pour une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'une personne mineure (à part certaines exceptions) sont devenues inadmissibles à une suspension du casier; il en est de même pour les personnes condamnées pour plus de trois infractions ayant fait l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation et ayant entraîné chacune une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus.

LE NOMBRE DE DEMANDES DE SUSPENSION DU CASIER REÇUES A DIMINUÉ

Tableau E5

| Demandes traitées | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013* | 2013-2014** |
|--|-----------|-----------|-----------|------------|-------------|
| Demandes reçues | | | 1 039* | 19 523 | 14 253 |
| Demandes acceptées | | | 793 | 11 291 | 9 632 |
| Pourcentage de demandes acceptées | | | 76,3 | 57,8 | 67,6 |
| Type de décisions relatives à la suspension du casier | | | | | |
| Délivrée | | | | 6 030 | 8 515 |
| Refusée | | | | 208 | 777 |
| Nombre total de demandes de suspension du casier acceptées et refusées | | | | 6 238 | 9 292 |
| Pourcentage de demandes acceptées | | | | 96,7 | 91,6 |
| Type de décisions relatives au pardon | | | | | |
| Octroi | 16 250 | 9 393 | 3 270 | 612 | 8 278 |
| Délivrance | 7 889 | 2 693 | - | - | - |
| Refus | 437 | 293 | 276 | 130 | 588 |
| N ^{bre} total d'octrois de délivrances et de refus | 24 576 | 12 379 | 3 546 | 742** | 8 866** |
| Pourcentage d'octroi et de délivrance | 98,2 | 97,6 | 92,2 | 82,5 | 93,4 |
| Nbre total de révocations et d'annulations | | | | | |
| Révocation*** | 194 | 71 | 1 132 | 991 | 669 |
| Annulation | 727 | 1 055 | 907 | 706 | 588 |
| N ^{bre} total de révocations et d'annulations | 921 | 1 126 | 2 039 | 1 697 | 1 257 |
| N ^{bre} cumulatif d'octrois et de délivrances**** | 441 244 | 453 330 | 456 600 | 463 242 | 480 035 |
| N ^{bre} cumulatif de révocations et d'annulations**** | 16 213 | 17 339 | 19 378 | 21 075 | 22 332 |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

* Désigne les demandes de suspension du casier reçues entre le 13 et le 31 mars 2012.

** Désigne les demandes de pardon reçues jusqu'au 12 mars 2012 inclusivement.

Le nombre de demandes de suspension du casier reçues et acceptées en 2012-2013 devrait être interprété avec prudence puisque le programme de suspension du casier, anciennement le programme de pardon, a subi des modifications significatives entre 2010-2011 et 2012-2013. Le taux de demandes de pardon octroyées ou délivrées en 2012-2013 devrait être interprété avec prudence. Le programme de suspension du casier, qui était auparavant le programme de pardon, a subi des modifications significatives entre 2010-2011 et 2012-2013.

*** Les révocations varient en fonction de la réaffectation des ressources en vue de traiter les arriérés.

**** Les données cumulatives remontent à la création du processus de pardon en vertu de la Loi sur le casier judiciaire, en 1970.

Le 29 juin 2010, le projet de loi C-23A a modifié la Loi sur le casier judiciaire en augmentant la période d'inadmissibilité pour certaines demandes de pardon. De plus, le projet de loi a entraîné d'importants changements au fonctionnement des programmes. Le processus a été modifié pour comprendre des demandes de renseignements supplémentaires et des nouvelles enquêtes, plus exhaustives, par le personnel dans le cas de certaines demandes, et le temps d'examen requis par les membres de la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC) a été augmenté. De nouveaux concepts liés à la possibilité de déconsidérer l'administration de la justice font partie du texte législatif. Le temps requis pour le traitement des demandes a augmenté en raison de ces changements.

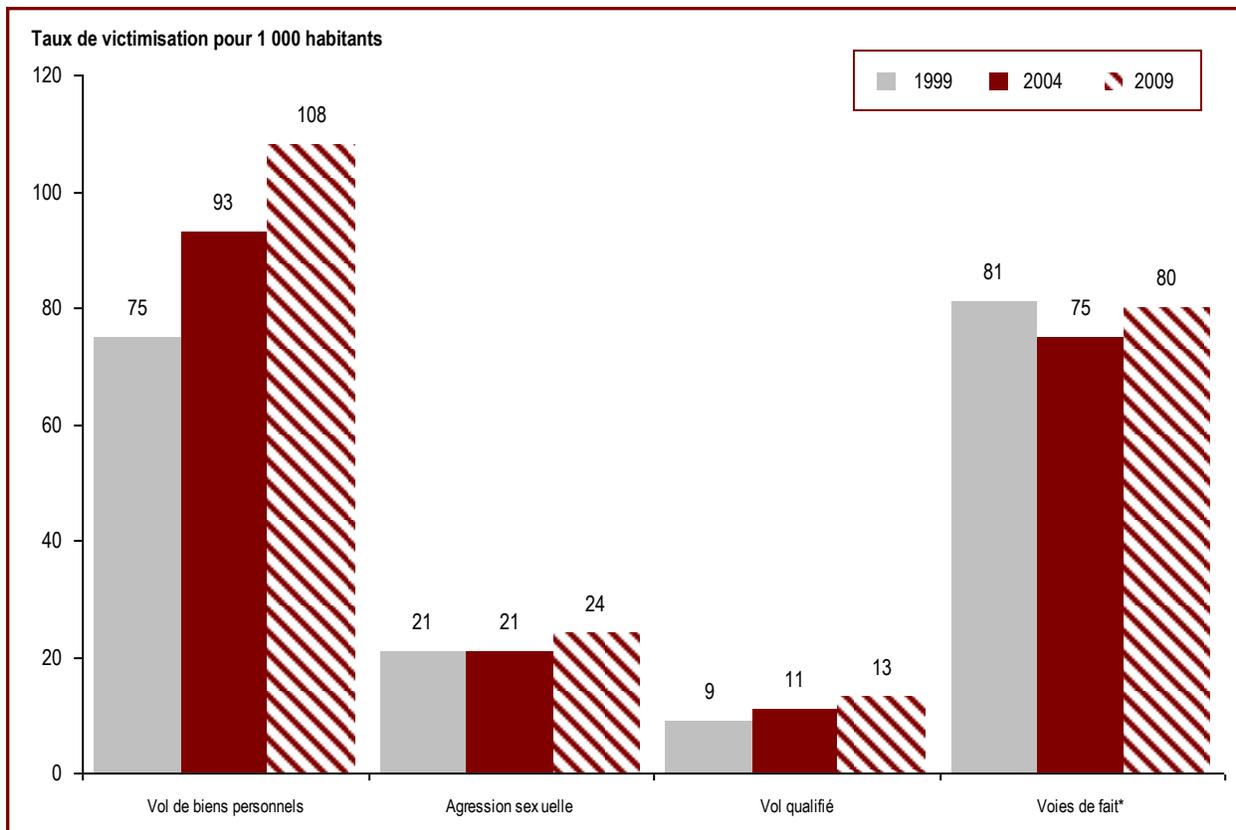
Le 13 mars 2012, le projet de loi C-10 a modifié la LCJ en remplaçant le terme « pardon » par « suspension du casier ». Le programme Clémence et suspension du casier consiste à examiner des demandes de suspension du casier, à délivrer des suspensions du casier et à faire des recommandations concernant la clémence. Les modifications apportées à la LCJ ont eu pour effet d'augmenter à cinq ans la période d'inadmissibilité à la suspension du casier dans le cas des infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et à dix ans dans le cas d'infractions punissables par voie de mise en accusation. En outre, les personnes condamnées pour une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'une personne mineure (à part certaines exceptions) sont devenues inadmissibles à une suspension du casier; il en est de même pour les personnes condamnées pour plus de trois infractions ayant fait l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation et ayant entraîné chacune une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus.

SECTION F

VICTIMES D'UN CRIME

LE TAUX DE VICTIMISATION RELATIF AU VOL DE BIENS PERSONNELS A AUGMENTÉ

Figure F1



Source : Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1999, 2004 et 2009 ,

- Le taux de victimisation relatif au vol de biens personnels était plus élevé en 2009 qu'en 1999.
- Depuis 1999, les taux de victimisation liée à des voies de fait sont demeurés stables.

Nota

*Les données ayant trait aux voies de fait comprennent les cas de violence conjugale. Dans les éditions antérieures du présent document, ces cas n'étaient pas inclus dans les données sur la victimisation.

Les taux sont fondés sur une population de 1 000 personnes âgées de 15 ans et plus et vivant dans l'une des dix provinces canadiennes.

LE TAUX DE VICTIMISATION RELATIF AU VOL DE BIENS PERSONNELS A AUGMENTÉ

Tableau F1

| Type d'incident | Année | | |
|-------------------------|-------|------|------|
| | 1999 | 2004 | 2009 |
| Vol de biens personnels | 75 | 93 | 108 |
| Agression sexuelle | 21 | 21 | 24 |
| Vol qualifié | 9 | 11 | 13 |
| Voies de fait* | 81 | 75 | 80 |

Source : Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1999, 2004 et 2009.

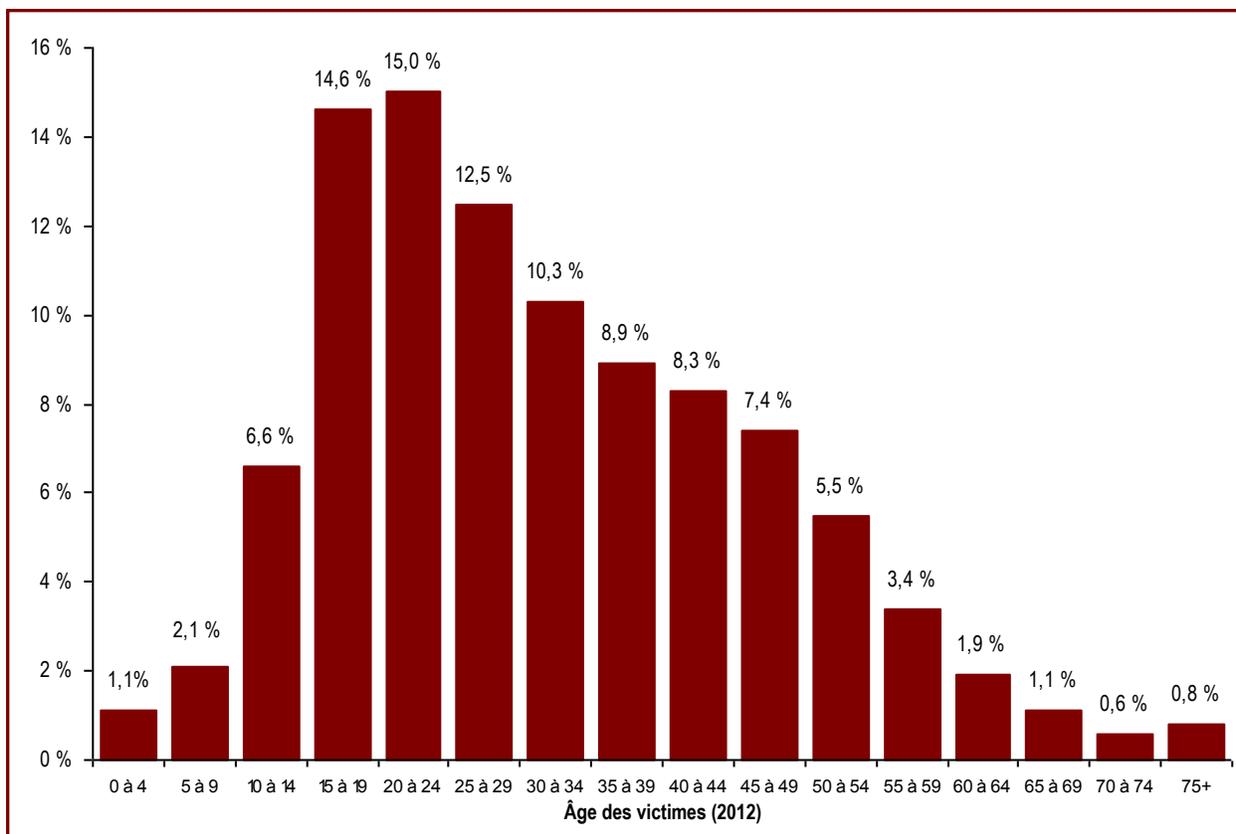
Nota

*Les données ayant trait aux voies de fait comprennent les cas de violence conjugale. Dans les éditions antérieures du présent document, ces cas n'étaient pas inclus dans les données sur la victimisation.

Les taux sont fondés sur une population de 1 000 personnes âgées de 15 ans et plus et vivant dans l'une des dix provinces canadiennes.

LA PLUPART DES VICTIMES DE CRIMES DE VIOLENCE ONT MOINS DE 30 ANS

Figure F2



Source : Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Plus de la moitié (51,9 %) des victimes de crimes de violence déclarés en 2012 avaient moins de 30 ans, alors que 36,9 % de la population canadienne a moins de 30 ans*.
- Dans le groupe des 15 à 39 ans, les personnes du sexe féminin étaient plus susceptibles d'être victimes de crimes de violence que les personnes du sexe masculin.
- Les Canadiens âgés (65 ans ou plus), qui forment 14,1 % de la population générale*, représentent 2,4 % des victimes de crimes de violence.

Nota

*Estimations au 1er juillet 2010.

Ces données excluent les violations de la circulation, les victimes dont l'âge est supérieur à 89, les victimes dont l'âge est inconnu et les victimes dont le sexe est inconnu.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

LA PLUPART DES VICTIMES DE CRIMES DE VIOLENCE ONT MOINS DE 30 ANS

Tableau F2 (2012)

| Âge de la victime | Sexe masculin | | Sexe féminin | | Total | |
|-------------------|----------------|--------------|----------------|--------------|----------------|--------------|
| | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % |
| De 0 à 4 ans | 1 761 | 1,0 | 2 053 | 1,1 | 3 814 | 1,1 |
| De 5 à 9 ans | 3 803 | 2,2 | 3 724 | 2,0 | 7 527 | 2,1 |
| De 10 à 14 ans | 11 716 | 6,7 | 12 109 | 6,5 | 23 825 | 6,6 |
| De 15 à 19 ans | 25 294 | 14,4 | 27 674 | 14,9 | 52 968 | 14,6 |
| De 20 à 24 ans | 24 712 | 14,1 | 29 380 | 15,8 | 54 092 | 15,0 |
| De 25 à 29 ans | 21 477 | 12,2 | 23 897 | 12,9 | 45 374 | 12,5 |
| De 30 à 34 ans | 17 282 | 9,8 | 20 001 | 10,8 | 37 283 | 10,3 |
| De 35 à 39 ans | 14 829 | 8,4 | 17 403 | 9,4 | 32 232 | 8,9 |
| De 40 à 44 ans | 14 607 | 8,3 | 15 456 | 8,3 | 30 063 | 8,3 |
| De 45 à 49 ans | 13 568 | 7,7 | 13 038 | 7,0 | 26 606 | 7,4 |
| De 50 à 54 ans | 10 965 | 6,2 | 9 051 | 4,9 | 20 016 | 5,5 |
| De 55 à 59 ans | 6 983 | 4,0 | 5 149 | 2,8 | 12 132 | 3,4 |
| De 60 à 64 ans | 4 081 | 2,3 | 2 792 | 1,5 | 6 873 | 1,9 |
| De 65 à 69 ans | 2 321 | 1,3 | 1 605 | 0,9 | 3 926 | 1,1 |
| De 70 à 74 ans | 1 128 | 0,6 | 977 | 0,5 | 2 105 | 0,6 |
| 75 ans ou plus | 1 228 | 0,7 | 1 507 | 0,8 | 2 735 | 0,8 |
| Total | 175 755 | 100,0 | 185 816 | 100,0 | 361 571 | 100,0 |

Source : Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

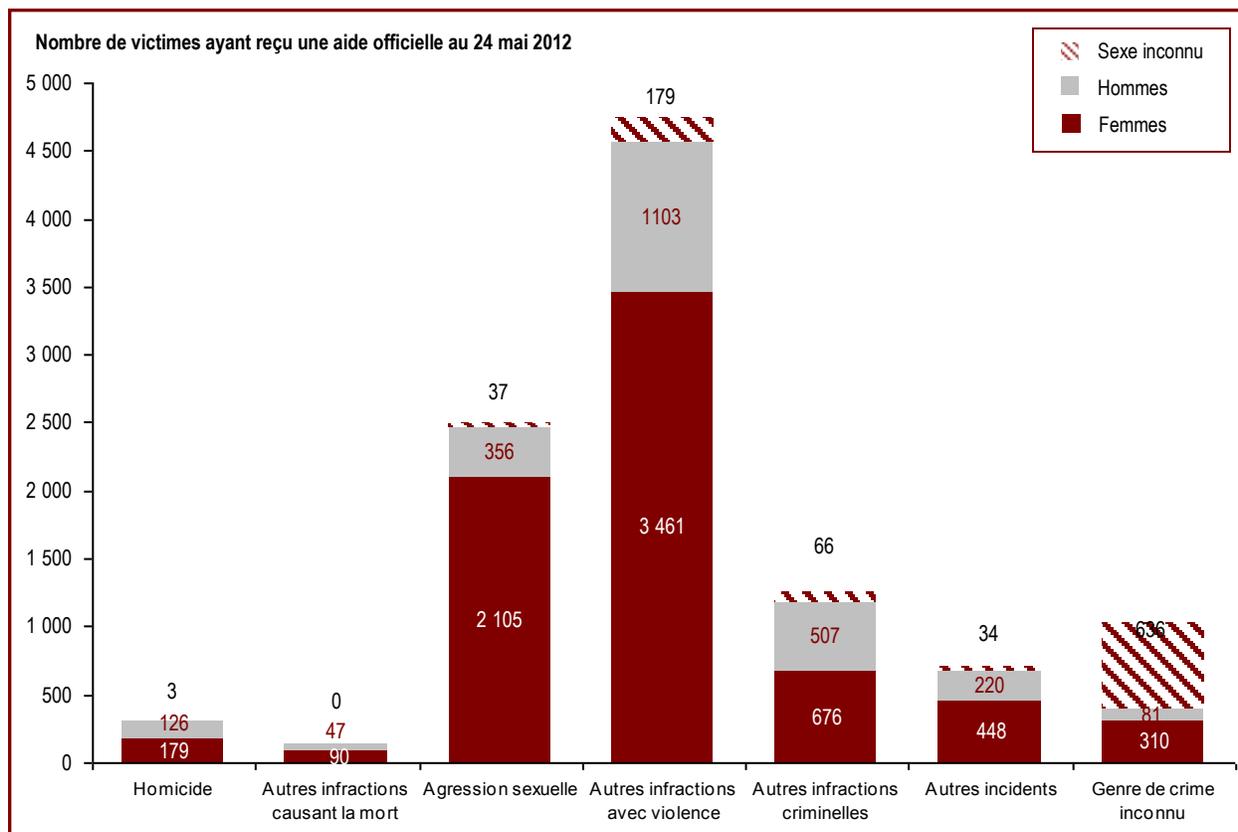
Nota

Ces données excluent les violations de la circulation, les victimes dont l'âge est supérieur à 89, les victimes dont l'âge est inconnu et les victimes dont le sexe est inconnu.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

LA PLUPART DES VICTIMES QUI REÇOIVENT DES SERVICES SONT VICTIMES D'ACTES DE VIOLENCE

Figure F3



Source : Les services d'aide aux victimes au Canada, 2009-2010; Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Le 24 mai 2012, jour du profil instantané de l'Enquête sur les services aux victimes, 10 664 victimes ont reçu une aide officielle d'un bureau des services aux victimes. Cela représente une augmentation de 12,7 % par rapport aux 9 462 victimes aidées le 27 mai 2010. Dans les 9 637 cas où le crime était connu, la majorité d'entre eux (79,8 %) étaient des victimes d'un crime violent.
- Des 9 709 cas pour lesquels le sexe de la victime a été précisé, 74,9 % étaient des femmes et 25,1 % étaient des hommes.
- Des 6 959 femmes qui ont reçu une aide officielle où le type de crime était connu, 83,8 % étaient des victimes d'un crime violent. En tout, 2 105 femmes (30,2 %) étaient des victimes d'agression sexuelle.
- Des 2 359 hommes qui ont reçu une aide officielle où le type de crime était connu, 69,2 % étaient des victimes de crime violent. En tout, 356 hommes (15,1 %) étaient des victimes d'agression sexuelle.
-

Nota

Par « services aux victimes » on entend des organismes qui offrent des services directs aux victimes principales ou secondaires d'actes criminels, et dont le financement est assuré, en totalité ou en partie, par un ministère chargé des affaires juridiques.

LA PLUPART DES VICTIMES QUI REÇOIVENT DES SERVICES SONT VICTIMES D'ACTES DE VIOLENCE

Tableau F3

| Genre de crime | Sexe de la victime | | | | | | | |
|------------------------------------|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| | Femmes | | Hommes | | Sexe inconnu | | Total | |
| | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % |
| Snapshot on May 27, 2010 | | | | | | | | |
| Homicide | 154 | 2,4 | 70 | 3,3 | 3 | 0,5 | 227 | 2,5 |
| Autres infractions causant la mort | 95 | 1,5 | 77 | 3,7 | 8 | 1,4 | 180 | 2,0 |
| Agression sexuelle | 1 922 | 30,0 | 379 | 18,1 | 160 | 28,3 | 2 461 | 27,1 |
| Autres infractions avec violence | 3 323 | 51,8 | 917 | 43,8 | 262 | 46,4 | 4 502 | 49,6 |
| Autres infractions criminelles* | 496 | 7,7 | 357 | 17,0 | 73 | 12,9 | 926 | 10,2 |
| Autres incidents** | 421 | 6,6 | 295 | 14,1 | 59 | 10,4 | 775 | 8,5 |
| Total sans inconnu | 6 411 | 100,0 | 2 095 | 100,0 | 565 | 100,0 | 9 071 | 100,0 |
| Genre de crime inconnu | 197 | — | 81 | — | 113 | — | 391 | — |
| Total | 6 608 | | 2 176 | | 678 | | 9 462 | |
| Snapshot on May 24, 2012 | | | | | | | | |
| Homicide | 179 | 2,6 | 126 | 5,3 | 3 | 0,9 | 308 | 3,2 |
| Autres infractions causant la mort | 90 | 1,3 | 47 | 2,0 | 0 | 0,0 | 137 | 1,4 |
| Agression sexuelle | 2 105 | 30,2 | 356 | 15,1 | 37 | 11,6 | 2 498 | 25,9 |
| Autres infractions avec violence | 3 461 | 49,7 | 1 103 | 46,8 | 179 | 56,1 | 4 743 | 49,2 |
| Autres infractions criminelles* | 676 | 9,7 | 507 | 21,5 | 66 | 20,7 | 1 249 | 13,0 |
| Autres incidents** | 448 | 6,4 | 220 | 9,3 | 34 | 10,7 | 702 | 7,3 |
| Total sans inconnu | 6 959 | 100,0 | 2 359 | 100,0 | 319 | 100,0 | 9 637 | 100,0 |
| Genre de crime inconnu | 310 | — | 81 | — | 636 | — | 1 027 | — |
| Total | 7 269 | | 2 440 | | 955 | | 10 664 | |

Source : Les services d'aide aux victimes au Canada, 2009-2010; Les services d'aide aux victimes au Canada, 2011-2012; Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Nota

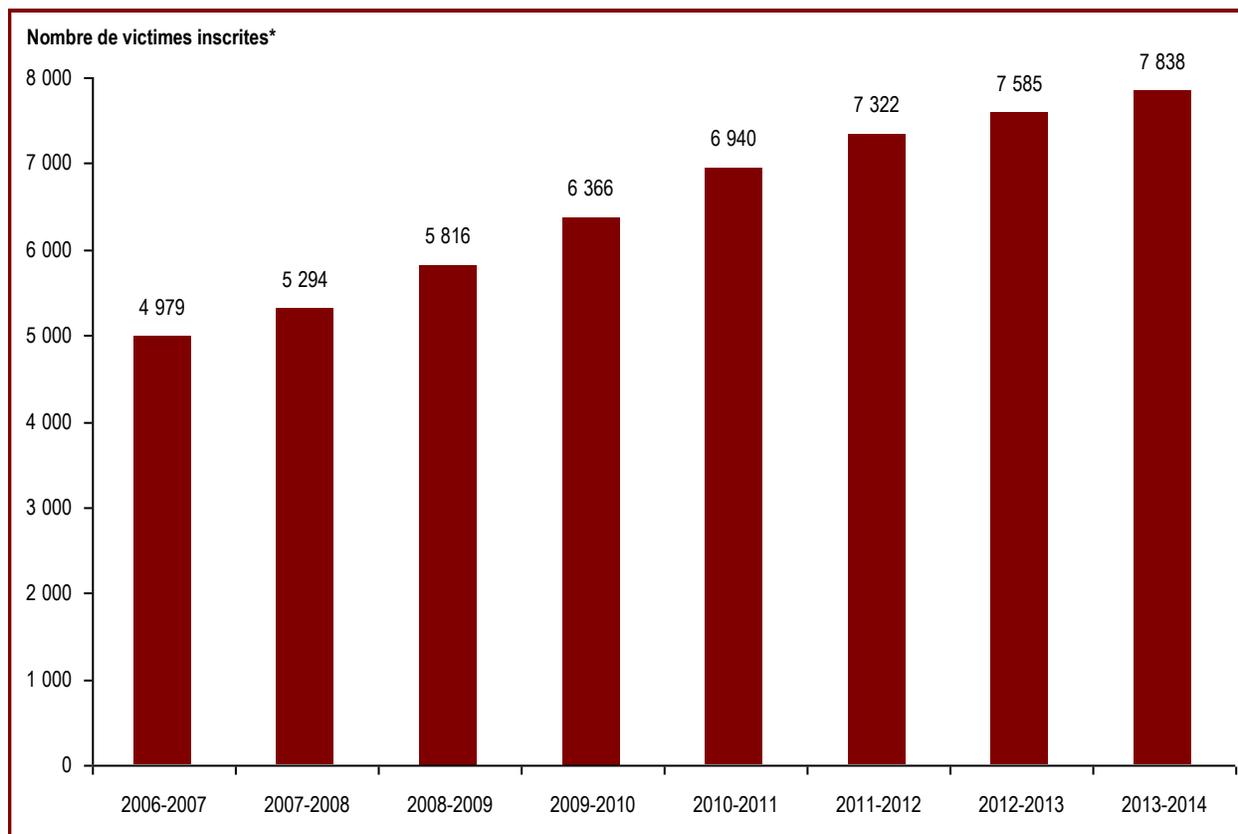
*Les autres infractions criminelles comprennent la fraude, les infractions contre les biens, les infractions au code de la route et d'autres infractions au *Code criminel*.

**Les autres incidents comprennent les incidents de nature non criminelle et ceux qui font toujours l'objet d'une enquête visant à déterminer s'il s'agit d'infractions criminelles.

Par « services aux victimes » on entend des organismes qui offrent des services directs aux victimes principales ou secondaires d'actes criminels, et dont le financement est assuré, en totalité ou en partie, par un ministère chargé des affaires juridiques. Les répondants au sondage comprenaient 684 fournisseurs de services aux victimes.

LE NOMBRE DE VICTIMES INSCRITES AUPRÈS DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA A AUGMENTÉ

Figure F4



Source : Service correctionnel du Canada.

- Combinés ensemble, il y a eu depuis 2006-2007 une augmentation de 57,4 % dans le nombre de victimes enregistrées auprès du Service correctionnel du Canada et de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, de 4,979 à 7 838.
- Des victimes sont inscrites pour 17,3 % (4 017) des 23 154 délinquants sous responsabilité fédérale en 2013-2014.
- En 2013-2014, le Service correctionnel du Canada a fourni 51 697 avis** aux victimes enregistrées.

Nota

*Pour s'inscrire afin de recevoir de l'information en vertu des articles 26 et 142 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, une personne doit satisfaire à la définition de « victime » donnée à l'article 2 ou au paragraphe 26(3) ou au paragraphe 142(3) de la *Loi*. Les victimes peuvent s'inscrire auprès du Service correctionnel du Canada ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada en remplissant le formulaire « Demande de renseignements pour les victimes ». Une lettre de demande signée peut également être acceptée.

**Un avis est la communication avec une victime inscrite, par téléphone ou par messagerie, afin de lui fournir des renseignements pouvant être divulgués en vertu de l'article 26 et 142 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Les données sont présentées par année financière (du 1er avril au 31 mars).

LE NOMBRE DE VICTIMES INSCRITES AUPRÈS DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA A AUGMENTÉ

Tableau F4

| Année | Nombre de délinquants dont les victimes sont inscrites | Nombre de victimes inscrites* | Nombre d'avis** communiqués aux victimes inscrites |
|-----------|--|-------------------------------|--|
| 2006-2007 | 3 147 | 4 979 | 13 829 |
| 2007-2008 | 3 295 | 5 294 | 16 281 |
| 2008-2009 | 3 412 | 5 816 | 28 069 |
| 2009-2010 | 3 509 | 6 366 | 37 471 |
| 2010-2011 | 3 726 | 6 940 | 41 987 |
| 2011-2012 | 3 824 | 7 322 | 46 787 |
| 2012-2013 | 3 935 | 7 585 | 51 344 |
| 2013-2014 | 4 017 | 7 838 | 51 697 |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

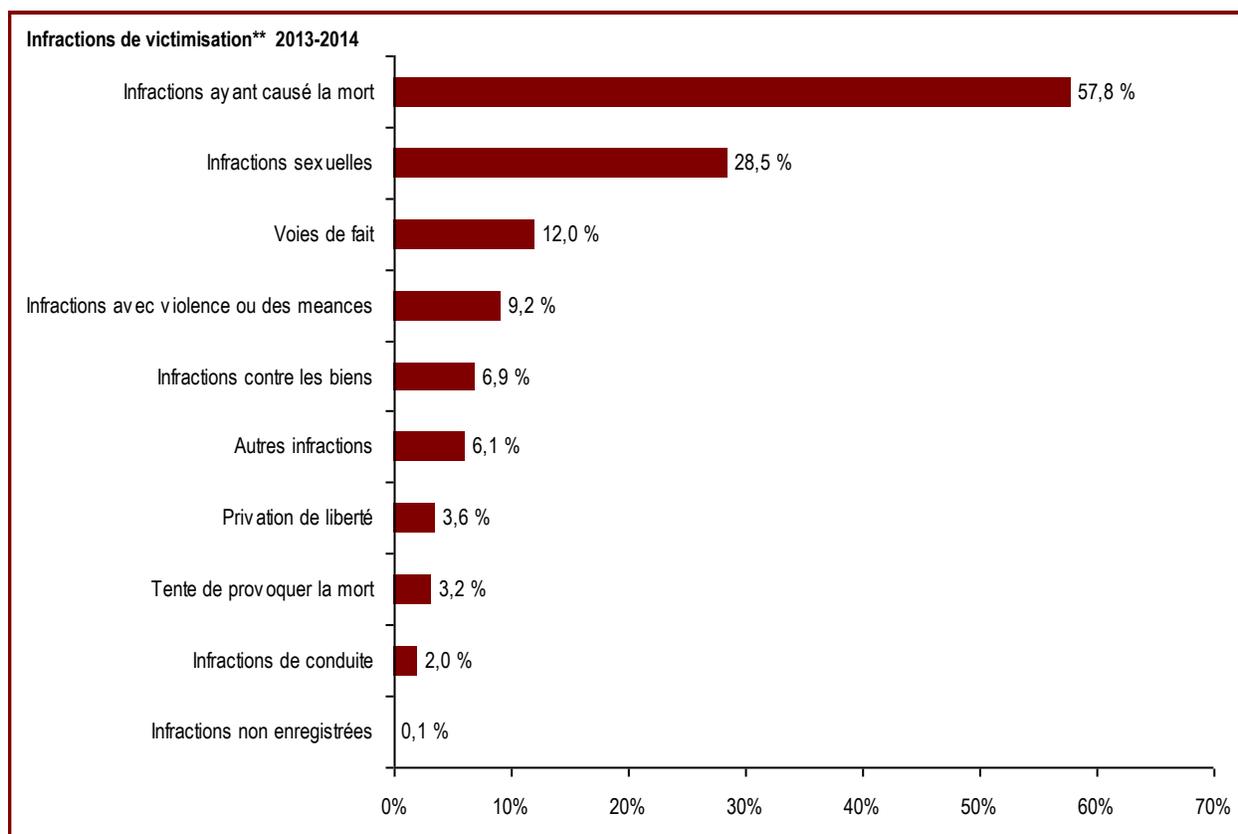
*Pour s'inscrire afin de recevoir de l'information en vertu des articles 26 et 142 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, une personne doit satisfaire à la définition de « victime » donnée à l'article 2 ou au paragraphe 26(3) ou au paragraphe 142(3) de la *Loi*. Les victimes peuvent s'inscrire auprès du Service correctionnel du Canada ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada en remplissant le formulaire « Demande de renseignements pour les victimes ». Une lettre de demande signée peut également être acceptée.

**Un avis est la communication avec une victime inscrite, par téléphone ou par messagerie, afin de lui fournir des renseignements pouvant être divulgués en vertu de l'article 26 et 142 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Les données sont présentées par année financière (du 1er avril au 31 mars).

**LES INFRACTIONS AYANT CAUSÉ LA MORT REPRÉSENTENT LE TYPE LE PLUS FRÉQUENT
D'INFRACTION QUI CAUSE UN PRÉJUDICE AUX VICTIMES INSCRITES*
AUPRÈS DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA**

Figure F5



Source : Service correctionnel du Canada.

- Parmi les 7 838 victimes inscrites*, 57,8 % ont été victimes d'une infraction ayant causé la mort.
- Les victimes d'agressions sexuelles (2 237) représentaient 28,5 % des victimes inscrites*.
- Les victimes de voie de fait (941) et celles d'une infraction accompagnée de violence ou de menaces (720) représentaient respectivement 12,0 % et 9,2 % des victimes inscrites.

Nota

*Pour s'inscrire afin de recevoir de l'information en vertu des articles 26 et 142 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, une personne doit satisfaire à la définition de « victime » donnée à l'article 2 ou au paragraphe 26(3) ou au paragraphe 142(3) de la *Loi*. Les victimes peuvent s'inscrire auprès du Service correctionnel du Canada ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada en remplissant le formulaire « Demande de renseignements pour les victimes ». Une lettre de demande signée peut également être acceptée.

**Certaines victimes ont subi un préjudice à la suite de plus d'une infraction; par conséquent, le nombre d'infractions faisant des victimes est supérieur au nombre réel de victimes inscrites. Les pourcentages représentent le nombre de victimes inscrites qui ont subi un préjudice à la suite de cette infraction.

**LES INFRACTIONS AYANT CAUSÉ LA MORT REPRÉSENTENT LE TYPE LE PLUS FRÉQUENT
D'INFRACTION QUI CAUSE UN PRÉJUDICE AUX VICTIMES INSCRITES*
AUPRÈS DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA**

Tableau F5

| Type d'infraction** qui a nui à la victime* | 2009-2010 | | 2010-2011 | | 2011-2012 | | 2012-2013 | | 2013-2014 | |
|---|--------------|------|--------------|------|--------------|------|--------------|------|--------------|------|
| | # | % | # | % | # | % | # | % | # | % |
| Infractions ayant causé la mort | 2 936 | 46,1 | 3 804 | 54,8 | 4 056 | 55,4 | 4 292 | 56,6 | 4 533 | 57,8 |
| Infractions sexuelles | 1 579 | 24,8 | 2 098 | 30,2 | 2 114 | 28,9 | 2 169 | 28,6 | 2 237 | 28,5 |
| Voies des fait | 879 | 13,8 | 998 | 14,4 | 998 | 13,6 | 965 | 12,7 | 941 | 12,0 |
| Infractions avec violence ou des menace | 525 | 8,2 | 680 | 9,8 | 707 | 9,7 | 710 | 9,4 | 720 | 9,2 |
| Infractions contre les bien | 417 | 6,6 | 509 | 7,3 | 534 | 7,3 | 551 | 7,3 | 541 | 6,9 |
| Autres infractions | 217 | 3,4 | 396 | 5,7 | 452 | 6,2 | 441 | 5,8 | 475 | 6,1 |
| Tente de provoquer la mort | 182 | 2,9 | 233 | 3,4 | 241 | 3,3 | 246 | 3,2 | 283 | 3,6 |
| Privation de liberté | 215 | 3,4 | 251 | 2,6 | 272 | 3,7 | 281 | 3,7 | 249 | 3,2 |
| Infractions conduite | 100 | 1,6 | 123 | 1,8 | 125 | 1,7 | 152 | 2,0 | 153 | 2,0 |
| Infractions non enregistrées | 192 | 3,0 | 55 | 0,8 | 6 | 0,1 | 4 | 0,1 | 9 | 0,1 |
| Nombre total de victimes* | 6 366 | | 6 940 | | 7 322 | | 7 585 | | 7 838 | |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

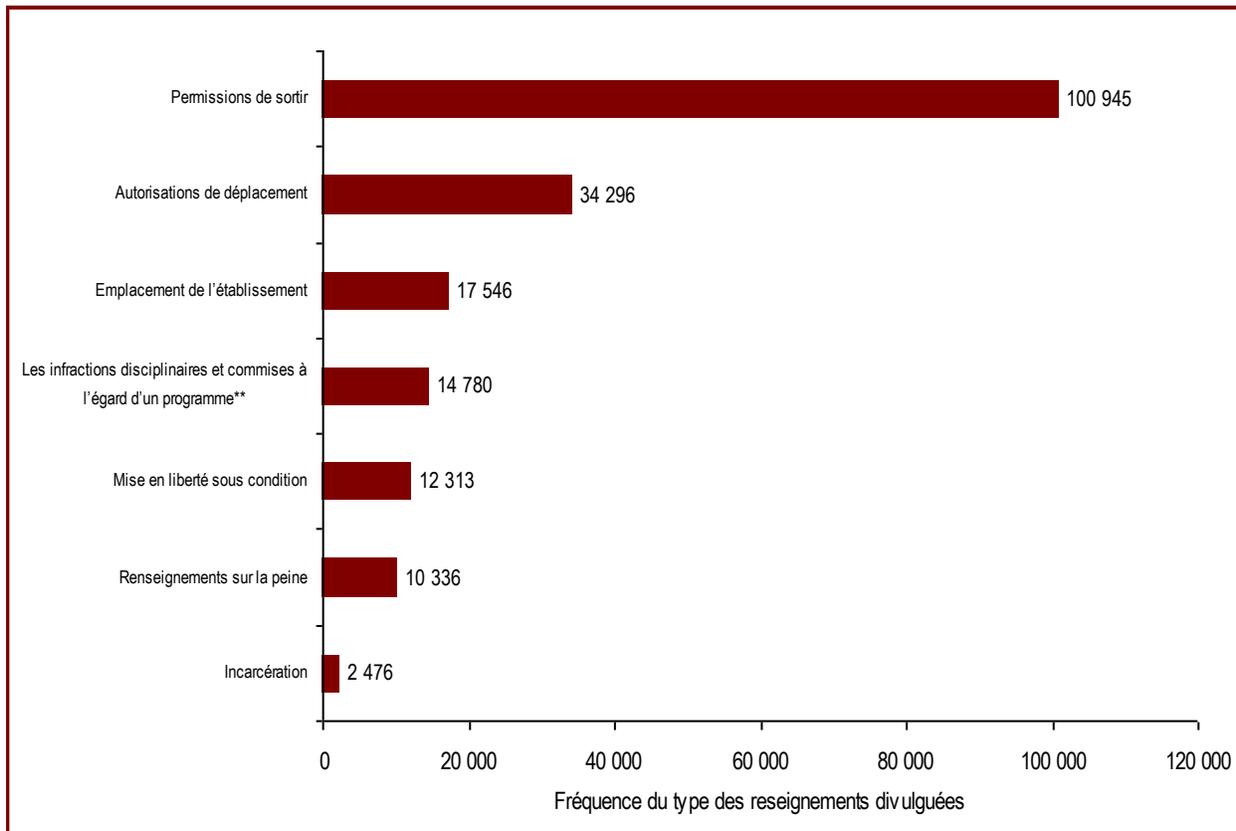
*Pour s'inscrire afin de recevoir de l'information en vertu des articles 26 et 142 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, une personne doit satisfaire à la définition de « victime » donnée à l'article 2 ou au paragraphe 26(3) ou au paragraphe 142(3) de la *Loi*. Les victimes peuvent s'inscrire auprès du Service correctionnel du Canada ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada en remplissant le formulaire « Demande de renseignements pour les victimes ». Une lettre de demande signée peut également être acceptée.

**Certaines victimes ont subi un préjudice à la suite de plus d'une infraction; par conséquent, le nombre d'infractions faisant des victimes est supérieur au nombre réel de victimes inscrites.

Les pourcentages représentent le nombre de victimes inscrites qui ont subi un préjudice à la suite de cette infraction et ne pas ajouter jusqu'à 100 %..

LES RENSEIGNEMENTS SUR LES PERMISSIONS DE SORTIR CONSTITUENT LE TYPE LE PLUS FRÉQUENT D'INFORMATION DANS LES NOTIFICATIONS AUX VICTIMES INSCRITES* AUPRÈS DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Figure F6



Source : Service correctionnel du Canada.

- En 2013-2014, les renseignements sur les permissions de sortir (52,4 %), les autorisations de déplacement (17,8 %) et l'emplacement de l'établissement (9,1 %) étaient les éléments d'information sur les délinquants les plus souvent communiqués dans les notifications aux victimes inscrites*.
- Le nombre d'éléments d'information fournis aux victimes inscrites* dans les notifications a plus que doublé; il est passé de 81 139 en 2009-2010 à 192 692 en 2013-2014.

Nota

Les renseignements sur les *permissions de sortir* comprennent l'information sur les permissions de sortir avec ou sans escorte et les placements à l'extérieur. Les renseignements sur la *mise en liberté sous condition* comprennent l'information concernant la mise en semi-liberté, la libération conditionnelle totale, la libération d'office, les suspensions, la détention et les ordonnances de surveillance à long terme. Les renseignements sur la *peine* comprennent l'information sur la peine encourue par le délinquant, l'information relative au délinquant, la date d'expiration du mandat, la révision judiciaire et le domaine public.

La communication de renseignements a trait au type d'information visée à l'article 26 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition qui a été divulguée à une victime inscrite dans une notification.

Depuis le 2 décembre 2011, conformément au projet de loi S-6, le Service correctionnel du Canada communique maintenant des renseignements à certaines victimes qui ne sont pas inscrites. Le SCC doit communiquer des renseignements aux membres de la famille d'une victime assassinée lorsque le délinquant est encore admissible à une demande de révision judiciaire, y compris lorsque ce dernier ne présente pas une demande de révision judiciaire au cours de la période prescrite, ainsi que la date à laquelle le délinquant pourra de nouveau présenter une demande. Les notifications aux victimes non inscrites sont exclues des données.

*Pour s'inscrire afin de recevoir de l'information en vertu de l'article 26 et au paragraphe 142(3) de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, une personne doit satisfaire à la définition de « victime » donnée à l'article 2 ou au paragraphe 26(3) ou 142(3) de la Loi. Les victimes peuvent s'inscrire auprès du Service correctionnel du Canada ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada en remplissant le formulaire « Demande de renseignements pour les victimes ». Une lettre de demande signée peut également être acceptée.

**Nouveau type d'information maintenant communiqué aux victimes depuis le 13 juin 2012, conformément au projet de loi C-10.

LES RENSEIGNEMENTS SUR LES PERMISSIONS DE SORTIR CONSTITUENT LE TYPE LE PLUS FRÉQUENT D'INFORMATION DANS LES NOTIFICATIONS AUX VICTIMES INSCRITES* AUPRÈS DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Tableau F6

| Renseignements | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 |
|--|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Permissions de sortir | 49,614 | 62,702 | 75,848 | 93,609 | 100,945 |
| Autorisations de déplacement | 9,345 | 10,136 | 10,877 | 28,763 | 34,296 |
| Emplacement de l'établissement | 5,616 | 6,993 | 6,859 | 14,434 | 17,546 |
| Renseignements sur les infractions disciplinaires et commises à l'égard d'un programme** | | | | 11,208 | 14,780 |
| Mise en liberté sous condition | 6,944 | 10,353 | 10,870 | 11,803 | 12,313 |
| Renseignements sur la peine | 7,758 | 13,770 | 16,268 | 12,813 | 10,336 |
| Incarcération | 1,862 | 2,192 | 2,414 | 2,569 | 2,476 |
| TOTAL | 81 139 | 106 146 | 123 136 | 175 199 | 192 692 |

Source : Service correctionnel du Canada.

Nota

Les renseignements sur les *permissions de sortir* comprennent l'information sur les permissions de sortir avec ou sans escorte et les placements à l'extérieur. Les renseignements sur la *mise en liberté sous condition* comprennent l'information concernant la mise en semi-liberté, la libération conditionnelle totale, la libération d'office, les suspensions, la détention et les ordonnances de surveillance à long terme. Les renseignements sur la *peine* comprennent l'information sur la peine encourue par le délinquant, l'information relative au délinquant, la date d'expiration du mandat, la révision judiciaire et le domaine public.

La communication de renseignements a trait au type d'information visée à l'article 26 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition qui a été divulguée à une victime inscrite dans une notification.

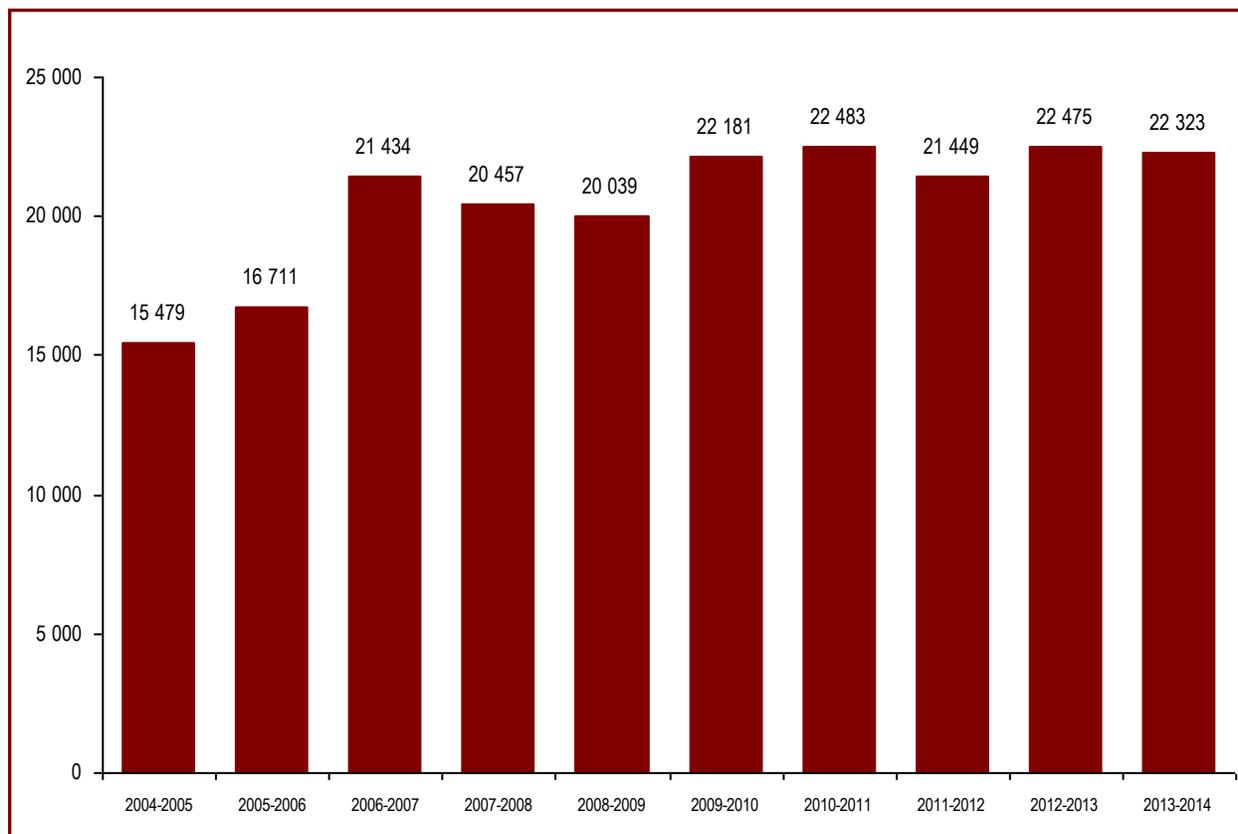
Depuis le 2 décembre 2011, conformément au projet de loi S-6, le Service correctionnel du Canada communique maintenant des renseignements à certaines victimes qui ne sont pas inscrites. Le SCC doit communiquer des renseignements aux membres de la famille d'une victime assassinée lorsque le délinquant est encore admissible à une demande de révision judiciaire, y compris lorsque ce dernier ne présente pas une demande de révision judiciaire au cours de la période prescrite, ainsi que la date à laquelle le délinquant pourra de nouveau présenter une demande. Les notifications aux victimes non inscrites sont exclues des données.

*Pour s'inscrire afin de recevoir de l'information en vertu de l'article 26 et au paragraphe 142(3) de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, une personne doit satisfaire à la définition de « victime » donnée à l'article 2 ou au paragraphe 26(3) ou 142(3) de la Loi. Les victimes peuvent s'inscrire auprès du Service correctionnel du Canada ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada en remplissant le formulaire « Demande de renseignements pour les victimes ». Une lettre de demande signée peut également être acceptée.

**Nouveau type d'information maintenant communiqué aux victimes depuis le 13 juin 2012, conformément au projet de loi C-10.

LES CONTACTS DE LA COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA AVEC DES VICTIMES A DIMINUÉ

Figure F7



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2013-2014, la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC) a eu 22 323 contacts* avec des victimes**, une diminution de 0,7 % (152 contacts de moins) par rapport à 2012-2013. Depuis 1999-2000, il y a eu une augmentation de 99,7 % du nombre de contacts effectués par la CLCC avec des victimes.
- La plupart des contacts sont survenus avec des victimes d'actes de violence, comme une agression sexuelle, ou encore avec des membres de la famille de victimes de meurtre.
- La plupart des victimes qui ont participé à l'enquête en 2003 et en 2009 se sont dites satisfaites de la qualité de l'information fournie par le personnel de la CLCC et de la rapidité avec laquelle elle leur a été fournie.
- En 2013-2014, les victimes ont fait 264 déclarations à 142 audiences, 10 déclarations plus que l'année précédente.

Nota

*Chaque fois que la Commission des libérations conditionnelles du Canada a un contact avec une victime par courrier, télécopieur ou par téléphone.

**Entré en vigueur le 13 juin 2012, le projet de loi C-10 (Loi sur la sécurité des rues et des communautés) a entraîné des modifications aux catégories de victimes définies à l'article 2 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition. Une victime réelle est une personne qui a survécu à un crime selon le paragraphe 2(1) de la Loi. Si la personne est décédée, malade ou incapable, a) son époux ou la personne qui vit avec elle [2(1)a)], b) un parent ou une personne à sa charge [2(1)b)], c) la personne qui en est chargée [2(1)c)], d) la personne à laquelle les soins de ses personnes à charge sont confiés [2(1)d)] est considéré une victime. Si la personne a subi des dommages corporels ou moraux par suite des gestes du délinquant, que le délinquant soit, ou non, poursuivi ou reconnu coupable, et si la personne a porté plainte à la police ou au procureur de la Couronne, cette personne est considérée comme une victime selon les paragraphes 26(3) et 142(3) de la Loi.

LES CONTACTS DE LA COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA AVEC DES VICTIMES A DIMINUÉ

Tableau F7

| Année | Nombre total de contacts* |
|-----------|---------------------------|
| 2004-2005 | 15 479 |
| 2005-2006 | 16 711 |
| 2006-2007 | 21 434 |
| 2007-2008 | 20 457 |
| 2008-2009 | 20 039 |
| 2009-2010 | 22 181 |
| 2010-2011 | 22 483 |
| 2011-2012 | 21 449 |
| 2012-2013 | 22 475 |
| 2013-2014 | 22 323 |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Nota

*Chaque fois que la Commission des libérations conditionnelles du Canada a un contact avec une victime par courrier, télécopieur ou par téléphone. Entré en vigueur le 13 juin 2012, le projet de loi C-10 (Loi sur la sécurité des rues et des communautés) a entraîné des modifications aux catégories de victimes définies à l'article 2 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition. Une victime réelle est une personne qui a survécu à un crime selon le paragraphe 2(1) de la Loi. Si la personne est décédée, malade ou incapable, a) son époux ou la personne qui vit avec elle [2(1)a)], b) un parent ou une personne à sa charge [2(1)b)], c) la personne qui en est chargée [2(1)c)], d) la personne à laquelle les soins de ses personnes à charge sont confiés [2(1)d)] est considéré une victime. Si la personne a subi des dommages corporels ou moraux par suite des gestes du délinquant, que le délinquant soit, ou non, poursuivi ou reconnu coupable, et si la personne a porté plainte à la police ou au procureur de la Couronne, cette personne est considérée comme une victime selon les paragraphes 26(3) et 142(3) de la Loi.

QUESTIONNAIRE

Afin de pouvoir améliorer l'*Aperçu statistique* : le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, nous demandons au lecteur de bien vouloir remplir le questionnaire suivant.

1. Où vous êtes-vous procuré le présent exemplaire de l'*Aperçu statistique*?

2. Comment avez-vous appris l'existence de l'*Aperçu statistique*?

3. Avez-vous eu de la difficulté à vous procurer le document ou à y avoir accès? Oui Non
Veuillez préciser.

4. Trouvez-vous que l'*Aperçu statistique* est un document utile? Oui Non
Veuillez préciser.

5. Y a-t-il des tableaux, des figures ou des explications qui ne sont pas clairs?

6. Y a-t-il d'autres sujets que vous aimeriez voir traités dans les prochaines éditions de l'*Aperçu statistique*?

7. Avez-vous d'autres commentaires à formuler?

(Voir au verso pour l'adresse de retour)

Veillez renvoyer le questionnaire rempli à :

Guy Bourgon, Ph.D.
Président
Comité de la statistique correctionnelle du Portefeuille
Sécurité publique Canada
340, avenue Laurier Ouest, 10e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0P8

Téléphone : 613-991-2033
Télécopieur : 613-990-8295
Courriel : Guy.Bourgon@ps-sp.gc.ca

Pour de plus amples renseignements, veuillez visiter les sites Internet suivants :

Service correctionnel du Canada : www.csc-scc.gc.ca

Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada : www.statcan.gc.ca

Commission des libérations conditionnelles du Canada : www.pbc-clcc.gc.ca

Bureau de L'Enquêteur correctionnel : www.oci-bec.gc.ca

Sécurité publique Canada : www.securitepublique.gc.ca